

Gabriel DATY

L'ARTISANAT en Alsace

Président :

Monsieur Barthelemy

SUFFRAGANTS :

MM. J. de la Morandière

Niboyet

Date de la Soutenance :

6 Mars 1933 à 14 h. 30



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553002_0056

Gabriel DATY

L'ARTISANAT en Alsace

Président :

Monsieur Barthelemy

SUFFRAGANTS :

MM. J. de la Morandière

Niboyet

Date de la Soutenance :

6 Mars 1933 à 14 h. 30

Le Président de thèse
signé: Joseph Barthelemy

Vu: le Doyen de la Faculté de droit de Paris
Signé: Berthélémy

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
Signé: Charlety



La Faculté de droit de Paris n'entend
donner aucune approbation ou im-
probation aux opinions émises dans
les Thèses. Ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs
auteurs.

A Monsieur FRANCIS LABAN

Préfet du Haut-Rhin

AVANT-PROPOS

Parmi les institutions dites de droit local, celles qui choquent le plus notre esprit individualiste, lorsque l'on étudie l'organisation de la Profession en Alsace sont celles relatives à l'artisanat.

Combien de personnes entendant parler de corporations alsaciennes, ne comprennent pas que 18 ans après l'armistice une organisation, qu'elles font remonter au moyen âge, existe encore dans un pays avide de progrès. Quelle erreur commettent ces observateurs superficiels, car s'ils approfondissaient quelque peu leurs études, ils verraient que l'organisation artisanale alsacienne, qui découle des idées conservatrices allemandes en cours vers 1869, alors qu'en France le Credo était la liberté du commerce, a permis à l'artisanat de subir les grandes épreuves de la guerre. Et l'utilité d'une telle institution a été si bien reconnue que les Chambres de Métiers françaises ne sont qu'une copie, assez mauvaise d'ailleurs, puisqu'il manque à l'édifice la base, la corporation, de la chambre de Métiers d'Alsace.

Vivant sous le régime de la loi Le Chapelier, en fait jusqu'en 1870, en droit jusqu'en 1889, date de l'introduction du code industriel allemand de 1881, les artisans alsaciens furent soumis petit à petit au régime artisanal que les Allemands élaboraient et qui aboutit à la loi de 1897, créant les Chambres de Métiers.

Evoluant avec les circonstances extérieures, puisque le régime corporatif de 1881 fut modifié par la loi de 1897 sur les chambres de métiers et du 30 mai 1908, ce régime que d'aucuns voudraient qualifier de moyen âgeux est en fait, dans ses dernières modifications supérieur à notre régime syndical de 1884.

Nous assistons à l'application d'un même principe, application qui aboutit d'un côté à un libéralisme total, où l'association n'est envisagée que pour la défense des droits professionnels au point de vue pécuniaire et de l'autre, à une réglementation presque autocratique, où l'intérêt de l'individu est subordonné à l'intérêt du Métier.

La législation est l'image vivante de l'évolution artisanale, car au lieu de créer, elle consacre un état de choses, une évolution des idées.

Première étape, la corporation d'antan ne fut pas abolie en Allemagne, elle ne fit que perdre le monopole qu'elle avait acquis à la fin du moyen âge, s'adaptant au libéralisme moderne, mais le développement de l'industrie et, par conséquence directe le rayonnement illimité de l'activité économique, montra que la sphère de la

corporation ne répondait plus aux besoins des intéressés: de cette conception est issu l'échelon supérieur, la Chambre de Métiers, groupement des corporations.

Notons que si les corporations ont gardé leurs privilèges elles n'ont pas empêché leurs autres formes de groupements de prendre consistance, mais alors qu'en France le syndicat et l'association se substituaient à la corporation, en Allemagne elles la complétaient et donnaient plus de force, parceque plus d'envergure, à l'organisme coordonnateur, la Chambre de métiers.

Enfin, continuant son adaptation aux exigences modernes, l'organisation artisanale n'a pas craint de faire appel aux formes nouvelles de la coopération.

C'est ce développement du mouvement artisanal dans le temps qui nous servira de plan pour notre étude. Par ailleurs, nous nous attacherons à montrer l'effort fait par l'artisanat dans l'accomplissement d'une de ses tâches les plus importantes : le développement de l'habileté professionnelle. Nous étudierons, d'une manière aussi brève que possible, l'organisation de l'apprentissage en droit local qui a un avantage sur l'apprentissage en droit français, celui d'exister.

Notre thèse étudiera en son

Titre I

«L'organisation artisanale en droit local»,

en son

Titre II

«Les Chambres de Métiers»,

en son

Titre III

«La réglementation de l'apprentissage en droit local».

Au seuil de cette étude nous tenons à remercier les éminentes personnalités qui ont bien voulu nous apporter leur concours-éclairé pour mener à bien ce travail.

Notre gratitude va à Monsieur PETER, l'éminent et si actif Président de la Chambre de Métiers d'Alsace qui a bien voulu nous donner l'appui de sa haute autorité et au dévoué Secrétaire Général de la Chambre de Métiers, le sympathique M. Hubert LEY, dont les conseils nous furent si précieux et nous ont grandement facilité cette étude.

Nos remerciements s'adressent aussi à MM. WEISS et SPINDLER, Chefs de division à la Préfecture du Haut-Rhin qui m'ont prodigué leurs judicieux avis.

Colmar-en-France — Décembre 1932.

INTRODUCTION

Avant de parler de l'artisanat, il semble qu'une bonne logique veuille que l'on définisse les individus pour lesquels cette organisation fonctionne. Aussi, puisqu'aucun texte législatif n'existe en la matière, nous allons essayer, en nous référant à la doctrine et à la jurisprudence, de classer l'artisan par rapport aux autres catégories de producteurs.

Cette caractérisation est très importante, car pour l'application de l'impôt dit «taxe de la Chambre de Métiers», il est indispensable de distinguer entre les entreprises artisanales et les entreprises industrielles et commerciales. En fait, l'évolution a amené jurisprudence administrative à englober dans l'artisanat, non seulement des petites entreprises, mais aussi des entreprises artisanales moyennes ayant un commencement d'organisation commerciale et industrielle.

L'évolution de l'entreprise artisanale.

Les difficultés qu'engendraient ces conflits d'attribution avaient provoqué diverses décisions de compétence et même la ville libre de Brême, avait, par une loi du 7-7-1911, cherché à différencier l'entreprise artisanale de la fabrique en définissant cette dernière :

Etait considérée comme fabrique «toute entreprise industrielle, n'appartenant pas à l'artisanat, qui a pour objet la fabrication, le façonnement et l'emploi de matières et de marchandises qui, selon l'espèce et l'importance, exigent une exploitation organisée commercialement, qui nécessitent des machines et appareils dont une proportion considérable occupe généralement plus de 10 ouvriers qui ne travaillent pas à domicile.»

Par ailleurs le sens commun avait, de la solution des divers litiges nés de ces divergences d'interprétation, tiré une définition de l'entreprise artisanale : «entreprise de faible étendue, sans importance économique et technique et dont les propriétaires sont des artisans, ayant fait un apprentissage et participant techniquement à la fabrication des produits».

Déjà plus précise, cette définition qui semblait mieux répondre que la loi de la ville libre de Brême aux caractères de l'artisanat, allait être débordée par l'évolution économique. L'électricité remplace le travail manuel. Mais alors l'entreprise artisanale prend de l'ampleur, augmente sa production, le patron d'exécutant devient surveillant, une division du travail s'impose. L'entreprise deviendrait-elle industrielle ? C'est alors la disparition complète de l'entre-

prise artisanale qui peut avoir une action économique certaine : l'entreprise organisée. Cette conception de l'entreprise artisanale, basée sur l'emploi de la force motrice, ne peut donc être conservée et le législateur, dans l'exposé des motifs de la loi additive au Code professionnel local du 28-12-1908, a reconnu « que l'emploi de moteurs et de machines et la division du travail, même d'une certaine étendue, ne forment pas le critérium pour pouvoir qualifier une entreprise de fabrique, l'électricité rendant plus prospère l'artisan que la vapeur a failli tuer ». (cf. rapport de la commission du travail n° 6907, p. 10).

Mais parallèlement avec l'évolution de l'organisation technique, nous constatons un changement dans les méthodes « commerciales » et l'artisan, producteur local, devient producteur régional, même national; sa sphère de vente s'agrandit sans cesse et nous voyons ce qui était une petite entreprise industrielle, devenir une grosse entreprise artisanale.

Certes certaines résistances se sont manifestées lorsqu'il s'est agi de « régulariser » cette substitution imposée par la technique moderne, mais la jurisprudence a décidé que « par le mouvement des affaires », l'emploi de machines et l'existence d'installations commerciales, une entreprise ne perdait pas le caractère artisanal, mais devenait une grande entreprise artisanale. »

Des essais de définition.

Par une décision du 1-12-1913, le Tribunal administratif supérieur donne une définition de l'entreprise artisanale : « Celui qui n'est qu'artisan n'est pas commerçant, au sens de l'art. 1er du Code de Commerce, même si son exploitation exige un service organisé commercialement. Ce caractère fait de lui un artisan en grand, mais non pas un commerçant, au sens de la loi sur les chambres de commerce ».

Ce même Tribunal dans une décision du 19-10-1916 s'exprime ainsi : « Les artisans ne doivent pas relever de la chambre de commerce, même si l'étendue de leurs entreprises est importante. » Enfin une décision du Kammergericht de Prusse du 2-4-1924 maintient ce point de vue : « Le fait qu'une entreprise a une certaine étendue, n'exclut pas la possibilité qu'elle reste une entreprise artisanale ».

De quelques caractéristiques de l'entreprise artisanale.

La définition à laquelle ramènent les décisions administratives ci-dessus, est donc assez large et permettrait d'englober des entreprises d'une certaine importance.

Toutefois, il semble possible d'établir une démarcation entre la grosse entreprise artisanale et l'entreprise industrielle. Une entreprise industrielle demande, pour fonctionner, une mise de fonds con-

sidérable alors que, par sa définition même, l'entreprise artisanale est caractérisée par le travail propre de l'artisan. Donc dès que nous verrons apparaître des capitaux étrangers, nous sommes en présence d'une entreprise industrielle. Pourtant une telle entreprise pourra être alimentée par les capitaux d'un seul individu, aussi ne pourra-t-on la considérer comme une entreprise artisanale que lorsqu'elle ne fabriquera que des unités, suivant des croquis, suivant des commandes particulières et qu'elle ne fera pas de la série. Mais si ce critère est possible dans certains cas, il est des entreprises où le genre des travaux ne permet pas la distinction, nous parlons des entreprises qui exécutent des travaux à domicile. Quand nous trouverons-nous devant une entreprise artisanale puisque nous avons admis que la technique moderne dispense le propriétaire de l'entreprise artisanale d'un travail manuel? La même question se posera pour certains métiers où il ne s'agit que de l'exécution de travaux particuliers. Comment différencier l'activité des artisans tailleurs, par exemple, des industries qui n'ont en aucune manière le caractère artisanal.

Un autre problème se pose relativement aux ateliers installés par certaines entreprises agricoles et commerciales. Toute l'entreprise aura-t-elle, de ce fait, le caractère artisanal? Certainement pas et seules ne pourront avoir ce caractère que les exploitations accessoires travaillant à leur propre compte et n'intervenant pas dans le processus d'exploitation de l'entreprise agricole ou commerciale.

Enfin se pose la question des entreprises mixtes, entreprises artisanales d'une certaine importance, ayant un magasin de vente. Sommes-nous en face d'entreprises commerciales ou d'entreprises artisanales? L'entreprise relèvera-t-elle de la Chambre des Métiers ou de la Chambre de Commerce? La question est d'importance, car chaque fois les taxes afférentes à la Chambre de Métiers ou à la Chambre de Commerce seront perçues sur l'ensemble du revenu de l'affaire?

L'artisan est obligé de lutter contre la concurrence de la grande industrie qui bénéficie de tous les avantages d'une bonne organisation commerciale, aussi doit-il, lui aussi, avoir pignon sur rue et, abandonnant la vente à l'atelier, disposer d'un magasin; mais alors se posera la question de la double imposition.

Vous êtes artisan, dit la Chambre de Métiers, donc vous nous devez, sur le total de vos ventes, la taxe artisanale.

Vous êtes commerçant, dit la Chambre de Commerce, donc, sur le total de votre affaire vous me devez la taxe de chambre de commerce.

Il faut donc établir la délimitation entre le commerçant et l'artisan.

L'artisan est-il commerçant ?

Il est certain que de toute manière l'artisan fait un acte de commerce; il nous faut seulement déterminer à quel moment l'artisan sera un commerçant de plein droit, tenu à s'inscrire sur le registre du Commerce ?

Si le magasin n'est tenu qu'à titre accessoire, l'entreprise artisanale restant l'objet principal de l'entreprise, celle-ci n'est pas tenue à l'inscription au registre du commerce (Lusensky, *Gesetz der Handelskammer*, p. 150).

Si le magasin est plus important avec l'entreprise artisanale et vend des produits achetés, il devient entreprise commerciale; si toutefois le magasin excède l'étendue du petit commerce.

En effet, dans ce cas, si le commerce n'exige pas de personnel spécial, ni de comptabilité commerciale, l'artisan, quoi que vendant des produits achetés, et n'effectuant chez lui aucune transformation, reste « un commerçant de droit moindre » et par suite ne relève que de la chambre de métiers (arrêts du Kammergericht, Zivilisenat).

Cette jurisprudence fut consacrée par l'art. 21 de l'arrêté du 4 janvier 1900, concernant l'institution et la tenue du registre du commerce local (Z. B. A. Bl. 1900 p. 13 et suiv.), et l'art. 4 du Code de Commerce local qui distingue les commerçants de droit moindre (artisans et autres petits commerçants et industriels), tandis que l'art. 22 dudit arrêté détermine les critères des commerçants de droit moindre qui n'étaient pas assujettis à l'imposition pour le fonctionnement de la Chambre de Commerce.

Cette distinction légale entre le commerçant et l'artisan fut réduite à néant par l'introduction de la législation commerciale française, en exécution de l'art. 1 de la loi du 1-6-1924.

En effet, la définition française de l'acte de commerce est moins large que la définition allemande et elle ne connaît pas la distinction entre le commerçant de droit moindre et le commerçant de plein droit. Il n'y a pour elle que le commerçant tout court. Par suite, les artisans qui ont un magasin, faisant acte de commerce, doivent non seulement être inscrits au registre du commerce, mais aussi payer la taxe pour la Chambre de Commerce à l'exception de l'artisan qui répond à la définition du petit artisan (art. 10, loi du 30 Juin 1923) et notamment de celui qui, tout en n'ayant pas engagé ses services à un patron, se borne à travailler sur des matières fournies par un client.

Mais on est, au contraire, en présence d'un commerçant si celui dont il s'agit, achète les matières premières qu'il vend, après leur transformation, quand il tient boutique ouverte des produits de son travail, (cf. Lyon Caen et L. Renaud, *Traité de droit commercial* p. 119).

Enfin l'art. 1 de la loi du 26-7-25 entend par artisans « des tra-

vaillleurs » qui exercent un métier manuel, à condition, d'une part, qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille ou de compagnons ou apprentis et d'autre part, qu'ils l'exécutent sans être placés sous la direction d'un patron.

Mais, ni dans la loi française, ni dans la loi locale, il n'est fait une distinction nette entre l'artisan tout court et l'artisan commerçant.

Aussi l'entreprise qui, de par la loi locale, est considérée artisanale et doit payer la taxe de la Chambre de Métiers, est en même temps considérée, en principe, comme entreprise commerciale et doit aussi payer la taxe de la Chambre de Commerce.

Conclusion.

Tout d'abord nous avons vu que la définition de l'artisan était assez délicate et qu'il faut laisser une grande part à l'interprétation des tribunaux. Ne pourrait-on pas créer des commissions mixtes composées d'artisans et d'industriels et de commerçants chargées de qualifier les entreprises qui se trouvent à la limite entre l'artisanat et l'industrie.

Recours pourrait être fait contre les décisions de cette commission devant le Tribunal Administratif d'Alsace et de Lorraine.

D'autre part, la procédure proposée pour la qualification de « l'artisan » aurait l'avantage de résoudre en même temps les conflits possibles en matière de taxation pour frais de Chambre de Commerce. Remarquons d'ailleurs que l'interprétation des textes en vigueur pourrait permettre d'exonérer les artisans, actuellement qualifiés tels, de la taxe de la Chambre de Métiers, la commission n'ayant à statuer que sur des demandes postérieures d'admission à la Chambre de Métiers.

En résumé, et ainsi que nous le verrons par la suite, si la loi locale est prolixe en détails d'application elle est d'un silence « prudent » lorsqu'il s'agit de « définir » et cette grande liberté d'interprétation confère un rôle important aux organes chargés d'appliquer le texte législatif.

TITRE I

L'ORGANISATION ARTISANALE EN DROIT LOCAL

Si la Corporation est l'œuvre maîtresse de l'édifice artisanal, elle n'en est point le seul élément. Les artisans se grouperont sur le plan directement « corporatif » soit dans la Corporation libre, soit dans la Corporation obligatoire, suivant que l'un ou l'autre de ces organismes existe dans la circonscription où se trouve le siège de l'entreprise artisanale, mais le cadre de ces formations pourra ne pas permettre l'admission de certains éléments de l'artisanat. Par ailleurs, le monopole territorial et la circonscription obligatoire, dont nous étudierons les modalités, pourront ne pas être assez souples pour répondre aux besoins locaux des artisans qui alors, pour des buts bien déterminés et sans abandonner la formation corporative, se grouperont dans des associations.

A côté des buts moraux et professionnels, qui sont les principaux objets des Corporations et des Associations, existent les besoins matériels des artisans qui trouveront leur satisfaction par la coopération tant sous sa forme traditionnelle que sous la forme de «Crédit artisanal».

Aussi étudierons-nous dans un Chapitre I les Corporations libres et obligatoires et dans un Chapitre II, les associations et la coopération, nous réservant, dans un Chapitre III de donner quelques statistiques récapitulatives.

CHAPITRE I

LES CORPORATIONS.

AVANT-PROPOS

La corporation, personne morale de droit public, est en principe, une organisation professionnelle groupant les artisans d'un même métier, de métiers connexes et dans certains cas exceptionnels, la corporation sera interprofessionnelle.

Nous trouverons sa source dans l'idée commune conforme aux vues des théologiens et des canonistes que nul ne devait s'enrichir aux dépens d'autrui et vendre ses produits plus cher que le juste prix.

D'où le besoin d'intégrer la corporation à l'Etat lui-même, la puissance publique, devant un certain état social, peut évoluer, permettant la libre concurrence qui peut seule régler les prix.

SECTION I

Historique.

Créée par les Romains, elle fut du reste un élément essentiel de la vie économique de la Gaule, la corporation disparut lors de l'invasion des Barbares et ne fut reconstituée que par Charlemagne qui, par un capitulaire de 800, ordonna de compléter les corporations de boulangers et, par l'Edit de Pise de 804, rétablit le collègue d'orfèvres-monnayeurs.

Ce ne fut qu'aux 13^e et 16^e siècle que les corporations, qui jusqu'ici n'avaient que des statuts coutumiers, furent soumises à approbation et par suite à des règlements administratifs. Cette rédaction de la coutume corporative se fit pour Paris sous St. Louis par Boileau et la tradition nous en est gardée dans le « Livre des métiers ».

Formée pour des buts religieux et moraux, la corporation ne tardera pas à avoir d'autres objectifs tout en se transformant de groupement libre en organe administratif dont les décisions devinrent la charte du Métier. D'organe libre la corporation était donc devenue un organe de droit public, un véritable législateur secondaire, dont la décision était sanctionnée par le roi qui tirait de cette procédure, quelque peu autocratique, d'importantes ressources. Toutefois cette procédure ne fut appliquée à tout le royaume, que par l'ordonnance de 1581 qui étendit ce formalisme à tous les arts et métiers.

Éliminant la concurrence, réglementant l'exercice de la profession, la corporation fut à son apogée au 15^e siècle. Diverses ordonnances de Charles VII et de Louis XI réorganisèrent les corporations. Les Maîtres furent exempts d'impôts et acquirent moult privilèges. Mais si les Maîtres des grandes villes furent élevés à des dignités nobiliaires, la corporation en contrepartie dut fournir au roi des contingents d'hommes de troupe. Aux Maîtres s'opposèrent bientôt les compagnons qui, pour défendre aussi bien leurs intérêts que ceux du métier, dont la corporation se souciait fort peu, tout occupée qu'elle était d'accroître la richesse de ses membres, ne reculèrent pas à s'engager dans la politique des partis et même à faire la grève, à l'exemple des compagnons-tailleurs de Colmar, dont la Ringlein (1) de 1619 demeure célèbre. De plus, le roi, hier favorable, leur fut hostile et Henri IV, par son édit de 1597, autorisait l'ouverture d'une boutique moyennant simple paiement d'une redevance: la patente.

La situation, du fait de l'égoïsme patronal, ne fit qu'empirer malgré la tentative de réorganisation tentée en 1670 par Colbert, car la corporation, de défenseur du Métier, était devenue un instrument de lutte économique entre les mains de certains qui voyaient en elle un moyen commode d'éliminer la concurrence et de trouver de la main d'oeuvre à bon compte, en détournant l'apprentissage de son but.

Ce véritable Monopole de fait provoquait de la part des exclus des réactions violentes qui aboutirent aux Edits de Turgot en date de février 1776.

Ces édits, portant suppression des jurandes et communautés de commerce, rencontrèrent une vive résistance au Parlement et ne furent pas mieux accueillis en Alsace où, dans certains cas, la corporation avait qualité de corps électoral. Cette agitation tant parlementaire que locale fut calmée par l'édit de Cluny d'août 1776 qui, non seulement abroge les dispositions des Edits de février, mais introduit d'utiles réformes dans le système corporatif nouveau.

Tant bien que mal, plutôt mal que bien, provoquant de multiples colères, les corporations survécurent jusqu'à la Révolution.

Il est évident que les hommes de 1789, imbus de « Liberté » ne pouvaient laisser subsister une organisation aussi autocratique; et pourtant si les corporations perdirent, par le décret du 12 décembre 1789 sur la constitution des collèges électoraux, et l'instruction du 14 du même mois, leur qualité de corps électoral, elles subsistèrent, en tant qu'organes économiques, jusqu'en 1791, date à laquelle la liberté du commerce et de l'industrie — base actuelle de notre économie — remplaça le Monopole corporatif. Le décret des 2—17 février 1791, abolissait, en son article 7, la corporation. Pourtant il n'en

(1) Grève.

restait pas moins que, par la voie de l'association, la loi pouvait être tournée, c'est ce que voulurent empêcher les Constituants qui, par la fameuse loi Le Chapelier qui fut la seconde en la matière et non la première comme on a coutume de le croire — interdirent toutes les associations professionnelles.

Si ce décret se proposait d'empêcher la réunion dans un but professionnel, des ouvriers et artisans — l'industrie proprement dite, était à cette époque inconnue — sa portée pratique fut quelque peu réduite en Alsace, puisque sous le couvert des confréries religieuses ou des patronages, les anciennes corporations gardèrent une activité, pendant toutefois leur qualité de « représentants de la profession ». Cet état de choses dura jusqu'aux temps modernes et les corporations autorisées en fait en 1871 ne le furent en droit, en Alsace, qu'en 1889.

Pourtant le législateur tenta à plusieurs reprises, pendant cette période, d'atténuer la rigueur de la loi Le Chapelier et c'est ainsi que fut autorisée la création des syndicats des boulangers, des bouchers, des brasseurs. Organisations d'ailleurs peu comparables aux anciennes corporations et qui se contentaient de faire respecter les prescriptions légales relatives à la profession. Néanmoins il faut éviter toute confusion entre ces organes et les syndicats modernes de la loi de 1884. Car si ces derniers ont pour but la défense des intérêts professionnels des adhérents, les premiers, peu nombreux d'ailleurs, furent constitués dans l'intérêt des consommateurs. (Décret du 5-4-1813 relatif à l'exercice du métier de boulanger à Strasbourg, arrêté du maire de Strasbourg du 11-3-1816 concernant le syndicat des bouchers, charcutiers, saucissiers, tripiers et boyaudiers, les arrêtés du Maire de Strasbourg du 14-8-1846 et du 8-2-1860 sur les brasseurs etc.)

De plus, la loi du 18-3-1806, instituant les conseils de Prud'hommes chargés d'arbitrer les différends entre patrons et ouvriers, montre pleinement que l'Etat n'avait aucunement envie de se dessaisir des prérogatives qu'il détenait de par l'abolition de la corporation et montre d'une manière indéniable que si le syndicat d'alors ne ressemble en rien au syndicat d'aujourd'hui; il n'y a qu'un lien de parenté très lointain avec la corporation d'autrefois.

Malgré tout, et sous l'influence de la législation du décret de coalition, l'organisation professionnelle était en 1871 inexistante, en Alsace.

Après le traité de Francfort, la loi française subsista jusqu'en 1881, date à laquelle, par la loi du 27-2-1888, le Code Professionnel Allemand fut introduit en Alsace. Toutefois, malgré la formation de diverses corporations dès 1884, notamment celles des boulangers de Metz et de Strasbourg et celle des bouchers de Mulhouse, le mouvement professionnel, encore influencé par la législation représ-

sive d'antan, sommeilla et il fallut attendre la loi de 1897, sur les Chambres de Métiers, pour voir éclore les corporations, organes électoraux du nouvel organisme.

Ce sont ces lois, qui avec celle du 26 juillet 1900, dite « Loi des Professions », sont actuellement encore la charte de l'organisation artisanale alsacienne.

SECTION II

Situation juridique des Corporations.

Cette matière est règlementée par la loi allemande du 26 juillet 1900, dite « Loi des Professions » qui, en son Titre VI, traite des « Corporations, des délégations corporatives, des chambres d'artisans, des fédérations de corporations. »

Cette loi a été maintenue en Alsace.

1° SITUATION JURIDIQUE

AU REGARD DU DROIT LOCAL

Afin de dégager le caractère juridique de cette institution, il est indispensable de remarquer que la corporation actuelle est régie par la « loi allemande » et que, par suite, la position de cet organe ne peut être étudiée qu'au regard du droit public local.

La corporation est une personne juridique du droit public (Otto Mayer, DV R, 1917, t. II, p. 617).

Qu'est-ce qu'une personne juridique de droit public ? Il est assez difficile d'établir un critérium certain, permettant de distinguer les personnes du droit public et les personnes du droit privé ; cette distinction résultant des caractères particuliers attribués à chaque personne du droit public ou du droit privé.

Pourtant, de sa qualification même, il ressort que cette personne juridique du droit public ne peut être créée qu'en vue de la satisfaction d'intérêts généraux déterminés et qu'elle sera incluse dans une hiérarchie administrative ou, du moins, sera soumise à un contrôle de surveillance de la part de l'autorité administrative.

De ces constatations se dégage un premier critère, admis par la majorité de la doctrine allemande, à savoir que la personne juridique du droit public « est tenue à l'égard de l'Etat de remplir ses fonctions et d'atteindre des buts ». Mais qu'est-ce alors que ces buts et que ces fonctions sinon l'obligation de la part de la société de gérer une partie de l'administration publique ?

Voilà donc un critère tiré des buts de la personne juridique du droit public.

Un deuxième critère général peut également être posé quant à l'origine de la personne juridique. En effet, si une personne juridique est créée par la volonté de personnes privées, sans aucune entrave de la part de l'Etat, même si une autorisation administrative est requise, cette personne juridique sera une « personne juridique du droit privé ».

Par contre, seront personnes juridiques du droit public, les personnes juridiques qui sont instituées par des mesures étatiques ou qui, comme pour celles du régime du droit public, sont organisées (communes), ou reconnues (les cultes) par l'Etat.

A la lumière de ces critères, nous allons examiner la situation de la corporation et rechercher si elle renferme bien les caractéristiques d'une personne juridique du droit public.

a) La Corporation est-elle instituée par mesure étatique?

Reportons-nous à la loi du 26 juillet 1900.

« Art. 81. — Ceux qui exercent une profession en leur propre nom peuvent, dans le but de développer leurs intérêts professionnels communs, s'unir en corporation. »

Donc, de prime d'abord, il semblerait résulter de cet article que la corporation est née de la volonté de personnes privées. Ce serait décider trop vite, car nous allons voir que si la volonté de personnes privées est à la base de la fondation de la corporation, l'Etat intervient immédiatement, non pas seulement pour autoriser le groupement, ce qui, ainsi que nous l'avons vu ne suffirait pas pour lui donner la qualité de personne du droit public, mais pour **approuver** les statuts et aussi pour fixer la possibilité de fondation d'un tel organisme.

Si l'art. 83 de la loi de 1900 indique d'une manière précise ce que doivent contenir les statuts, l'art. 84 est ainsi rédigé:

« Les statuts de la corporation doivent être approuvés par l'autorité administrative supérieure du district dans lequel la corporation établit son siège.

.....
L'approbation est refusée:

1° Lorsque les statuts ne sont pas conformes aux exigences légales;

2° Lorsque la délimitation de la circonscription de la corporation telle qu'elle est prévue par les statuts n'a pas obtenu l'autorisation requise aux termes des aliénas 1 et 2 de l'article 82 (1). En dehors

(1) Art. 82. — La circonscription pour laquelle une corporation est établie ne doit pas, en règle générale, dépasser les limites du district de l'Autorité administrative supérieure dans lequel la Corporation établit son siège.

de ce cas, l'approbation ne peut être refusée que si, dans la circonscription prévue dans les statuts, il existe déjà une corporation **pour les mêmes professions.** »

Ainsi les possibilités de fondation d'un tel groupement sont réduites par mesure d'autorité et la volonté des personnes privées n'est pas libre de s'exercer. On ne peut donc pas parler de personne juridique du droit privé. En effet, il n'y a ici rien de comparable avec le régime de l'autorisation, qui est donnée si l'association n'est pas contraire aux bonnes moeurs ou à l'ordre public; l'autorité administrative n'a pas à intervenir sur la pluralité d'associations similaires dans une même circonscription.

Donc, sans aucun doute, la notion d'autorisation est à rejeter complètement. Nous retombons alors sur la notion de « création étatique » car cette approbation des statuts va conférer à la société naissante un véritable monopole, une personnalité supérieure à celle de la personnalité du droit privé, qui ne peut être que la personnalité du droit public. Cette approbation de l'autorité prend nettement la caractéristique d'un « acte de volonté créateur de la part de l'administration » en faveur d'une association à laquelle elle va, ipso facto, déléguer des pouvoirs qui lui sont propres. Si pour la corporation facultative le caractère étatique de l'approbation des statuts est indéniable, que dire des corporations obligatoires auxquelles s'applique l'art. 100, ainsi conçu :

« Dans l'intérêt professionnel commun des métiers similaires et connexes, l'administration supérieure devra sur requête des intéressés, ordonner que tous les patrons d'une circonscription déterminée qui exercent le même métier ou des métiers connexes seront obligés de s'affilier à une corporation à créer. »

Aucun doute possible, l'administration supérieure, représentante des pouvoirs publics, crée, par un acte d'autorité, un organisme chargé de gérer une partie de l'administration publique.

b) La Corporation gère-t-elle une partie de l'administration publique ?

Une constatation préliminaire est nécessaire; la délégation que l'autorité fera en faveur du groupe est plus ou moins importante suivant les fonctions sociales dévolues à l'organisme délégué. Or, nous avons vu que la corporation est la première partie d'un système qui aboutira à la Chambre de Métiers. Il faut mesurer la délégation de pouvoirs faite à la corporation avec la même unité de grandeur servant à mesurer l'activité du système, dont il n'est qu'un élément de base; pour mieux dire, il ne faut pas conférer à la Corporation, organe élémentaire, des pouvoirs « étatiques » aussi importants que ceux délégués à la Chambre de Métiers, organe supérieur.

Voyons donc quels sont, dans cet ordre d'idées, les pouvoirs de la corporation.

S'il est un acte qui soit de la stricte compétence de « l'autorité », c'est bien celui de percevoir l'impôt : car si le législateur autorise la perception de l'impôt, c'est l'autorité « exécutive » qui transformera au regard des assujettis cette autorisation en obligation. Or, que constatons-nous en la matière.

Lorsque l'adhérent à la Corporation n'a pas payé ses cotisations ou même les amendes disciplinaires qui ont pu lui être infligées, celles-ci seront recouvrées comme en matière d'impositions communales.

Les cotisations imposées en vertu des statuts ou des règlements particuliers, de même que les taxes perçues pour l'usage des services organisés par la Corporation seront à la requête du bureau **recouvrés par voie de contrainte**, dans les formes prévues par la loi de l'Etat particulier pour le recouvrement des amendes disciplinaires » (art. 89, loi de 1900)

Ce même article, dans son dernier alinéa, va corroborer notre thèse en montrant appliquée à la Corporation la théorie de la hiérarchie administrative.

« Les contestations relatives à la perception des cotisations et des taxes sont tranchées par l'autorité de surveillance (sous-préfet). La décision intervenue peut, dans les deux semaines, être déférée par voie de réclamation à l'autorité administrative supérieure, qui décide en dernier ressort ». Qui dit hiérarchie, dit incorporation dans le système, incorporation dans l'organisation administrative.

Si nous continuons dans le domaine financier l'examen de l'ingérence de l'autorité, non pas de tutelle, mais de surveillance, nous voyons que celle-ci règlera la garde des valeurs mobilières (art. 89 a in fine), approuvera l'aliénation des immeubles, des emprunts etc. (art. 89 b 1°, 2°, 3°)

Quittons le domaine financier et abordons celui de la profession.

A côté des obligations inhérentes à la fonction même de l'organisme et qui sont sous-entendues, par la création même s'il ne s'agissait que d'une simple association (nous reviendrons sur ces obligations en prochain chapitre) la loi donne des pouvoirs **réglementaires** à l'organisme nouveau :

« Art. 81 a — Les Corporations ont pour sujet :

3° La réglementation de l'apprentissage, les mesures à prendre en vue de l'éducation technique professionnelle et morale des apprentis, sans préjudice des dispositions des articles 103 c (1), 120 à 122 a (2). »

Là ne s'arrête pas la délégation de pouvoirs de l'administration, la Corporation sera l'arbitre des contestations pouvant s'élever entre

(1) réglementation de la matière par les Chambres de Métiers.

(2) réglementation des examens d'apprentissage.

les maîtres et les apprentis et même entre les maîtres et les compagnons, se substituant en cela aux Conseils de Prud'hommes.

« Art. 81 a — Les Corporations ont pour objet :

4° Le jugement des contestations entre les membres et leurs apprentis prévues à l'article 3 de la loi sur les conseils de Prud'hommes du 29 juillet 1890 . . .

Art. 81 b — Les Corporations peuvent :

5° Etablir des tribunaux arbitraux appelés, aux lieu et place des autorités ordinairement compétentes à trancher entre les membres des corporations et leurs compagnons (commis) et ouvriers les contestations prévues par l'art. 3 de la loi sur les conseils de Prud'hommes. »

Ainsi, et d'une manière très nette, il y a délégation de pouvoirs, puisque la corporation se substituera « aux organes mêmes de la puissance publique », aux organes judiciaires.

La Corporation gère bien une partie de l'Administration Publique et puisque nous avons vu que son existence était issue d'un acte d'autorité elle est bien une personne du droit public.

2° SITUATION JURIDIQUE

AU REGARD DU DROIT FRANÇAIS.

Ainsi située quant au droit local, la Corporation peut-elle être comparée à un organe du droit français? Il ne le semble pas.

En effet, de par sa forme même, la Corporation est une réunion d'individus qui exercent une même profession se groupant afin d'en défendre les intérêts, grâce aux pouvoirs qui leur sont donnés par l'Etat.

Or, qu'avons-nous en France dans cet ordre d'idées, exception faite des associations et des syndicats? Rien.

Il est bien certain que la Corporation, même libre, n'a aucune attache avec l'association et le syndicat; par suite, c'est vers une autre forme de l'activité juridique que nous devons diriger nos recherches, mais alors nous aborderons la théorie des établissements publics, que nous étudierons lorsque nous définirons le caractère juridique de la Chambre de Métiers de droit local, qui est aussi une personne du droit public.

SECTION III

Les Corporations libres.

Nous avons vu qu'il y a deux sortes de Corporations: les Corporations libres et les Corporations obligatoires.

Les Corporations obligatoires ne différant des Corporations libres que par leur fondation, l'obligation d'adhérer de la part des artisans, le contrôle hiérarchique, nous étudierons ici avec les caractéristiques de la Corporation libre, la mission des Corporations qui est la même dans les deux cas.

- 1° Mission de la Corporation
- 2° Fondation de la Corporation libre
 - a) le monopole corporatif
 - b) les statuts
 - c) les membres
 - d) les formalités administratives
- 3° Organisation de la Corporation libre
 - a) L'assemblée corporative
 - b) le bureau
- 4° Ressources de la Corporation
 - a) Biens de la Corporation
 - b) les cotisations
 - c) le Budget
- 5° Les Commissions de Compagnons
- 6° Les autorités de surveillance
- 7° Fin de la Corporation libre
 - a) dissolution volontaire
 - b) dissolution par autorité administrative
 - c) dissolution de plein droit
 - d) Liquidation du patrimoine
- 8° Les Pouvoirs judiciaires de la Corporation
 - a) La Corporation Tribunal
 - b) Le Tribunal arbitral corporatif

I — MISSION DES CORPORATIONS.

La Corporation qui groupe ceux qui exercent une profession aura pour but de développer les intérêts professionnels communs de ses membres (81)¹.

Elle devra donc, dans cet ordre d'idées, non seulement entretenir l'esprit du corps, maintenir et développer l'honneur professionnel parmi ses membres, mais aussi assurer de bons rapports entre les maîtres et compagnons, prendre toutes les mesures propres à assurer l'hébergement et le placement des travailleurs, ainsi qu'organiser des caisses qui ne secourront pas seulement les membres de la Corporation, mais aussi les compagnons, apprentis et ouvriers en cas de maladie, mort, incapacité de travail ou autres cas de nécessité.

(1) les chiffres () indiquent l'art. de la loi du 26 Juillet 1900 auquel il faut se reporter.

Successeur de l'ancienne corporation «familiale», la corporation moderne en continue la tradition, au point de vue social.

Là ne s'arrête pas son activité, qui n'aurait qu'un caractère moral et philanthropique; elle devra assurer le développement, sur un plan pratique, des intérêts de la profession. C'est à dire que la Corporation devra garder intacte la technique de jadis et pour cela devra s'employer, non seulement à former des apprentis, base élémentaire et obligatoire du métier, mais aussi à consacrer leur habileté, tant au point de vue du compagnonnage que de la maîtrise.

La Corporation devra, étant réservés en cette matière les droits de la Chambre de Métiers, que nous verrons par ailleurs, régler l'apprentissage (81 a, 3^e) ainsi qu'établir toutes les institutions susceptibles de favoriser l'instruction professionnelle, technique et morale des maîtres, des compagnons et des apprentis en subventionnant, créant ou dirigeant des écoles et en édictant des règles quant à leur fonctionnement et à leur fréquentation (81 b, 1). Toute réglementation de la profession serait inefficace si un contrôle rigoureux n'était pas exercé, tant au point de vue de l'application des décisions de la corporation qu'au point de vue et surtout de l'application des lois sociales. Ce contrôle sera exercé non pas, comme dans notre législation par des représentants de l'administration (Inspecteurs du Travail), mais par des délégués de la Corporation (94 c) qui surveilleront l'observation des prescriptions légales et statutaires dans les établissements de leurs membres et examineront l'installation des locaux de travail ainsi que ceux destinés au logement des apprentis. Précaution élémentaire pour qui sait de quelle manière, souvent scandaleuse, les apprentis sont traités chez de nombreux patrons, notre législation française, bien imparfaite en cette matière, ne prévoyant aucune réglementation des conditions de l'apprentissage.

Il est évident que ces délégués ont toute latitude pour visiter les locaux, pendant les heures de travail et que plus est, ils doivent prêter main forte aux fonctionnaires d'Etat chargés, ainsi que nous le verrons, de la surveillance de l'apprentissage.

Enfin, l'homme étant imparfait, afin que toute idée de «représaille de la part d'un concurrent, ne vienne à l'esprit d'un patron, il peut demander que la visite soit faite par une autre personne compétente qu'il pourra désigner, et qui sera habilitée par la Corporation. Les intérêts de chacun seront sauvegardés.

Nous avons vu qu'à la Corporation échoit un pouvoir judiciaire, celui de régler les contestations prévues à l'art. 3 de la loi sur les Conseils de Prud'hommes du 29 juillet 1890, entre les membres et les apprentis (81 a 1) ainsi qu'entre les membres et les compagnons (commis) (81 b).

Cette fonction judiciaire sera exercée dans le 1^{er} cas par la Corporation, dans le 2^e cas par un tribunal dit «Tribunal Corporatif

d'arbitrage », composé au moins d'un président et de deux assesseurs (91). Ceux-ci ou leurs suppléants sont choisis pour moitié parmi les membres de la corporation, pour moitié parmi les compagnons et ouvriers employés par ces membres. Le droit électoral pour ces derniers étant celui prévu par la loi sur les conseils de prud'homme pour les élections à ces tribunaux.

Le président est nommé par l'autorité de surveillance.

Nous reviendrons, par ailleurs, sur l'exécution des sentences prononcées, soit par la corporation, soit par le Tribunal corporatif d'arbitrage.

II — FONDATION DE LA CORPORATION LIBRE

L'adhésion de membres à la charte de la société ou « statuts » et l'accomplissement de formalités administratives sont les actes générateurs de toute société, que nous retrouverons ici.

Pourtant, si la Corporation est une « association », elle est surtout un organe juridique et social ayant certaines particularités de fondation et de fonctionnement dont la plus intéressante est celle de la capacité territoriale. Une Corporation a non seulement un champ d'activité territoriale limité, mais cette limite lui est fixée par l'administration. De plus, la Corporation « personne juridique du droit public », a un véritable monopole territorial ce qui, à l'encontre de l'étude de la formation de toute association, nous oblige à parler ici du Monopole Corporatif.

a) Le Monopole Corporatif.

La Corporation ne peut avoir une autre circonscription que celle du district de l'Autorité administrative supérieure dans lequel elle a son siège (82).

La Corporation ne peut englober que les artisans d'un même métier et d'un seul département. Est-ce à dire que la Corporation sera obligatoirement départementale pour chaque métier ? Ce serait interpréter la loi dans un sens abusif. En effet, le but même de la Corporation demande une attention toute particulière de la part de ses dirigeants et l'idée même qui a présidé à l'élaboration de la loi n'est-elle pas que la Corporation est une « famille ». Alors comment admettre une « famille » comprenant un territoire dont l'étendue rendrait impossible le contact nécessaire à l'éclosion de ses principes fondamentaux ?

Enfin la loi elle-même ne permet pas une telle interprétation : « La circonscription pour laquelle une Corporation est établie ne doit pas . . . ». Par conséquent la Corporation pourra être communale ou intercommunale, mais la limite supérieure sera le département.

Il faut remarquer que cette limite est elle-même relative puisque.

après autorisation de l'autorité centrale de l'Etat, une circonscription plus grande pourra être envisagée.

Mais cette particularité territoriale n'entraînerait pas monopole s'il n'y avait l'art. 84 ainsi conçu :

« Les statuts de la Corporation doivent être approuvés

« »

« L'approbation est refusée :

« »

« En dehors de ces cas, l'approbation ne peut être refusée que si, dans la circonscription prévue dans les statuts, il existe déjà une corporation pour les mêmes professions. »

Donc, la Corporation est limitée quant à son activité territoriale, et ne pourra être **qu'une** dans la circonscription adoptée.

b) Les statuts.

La vie de la Corporation est réglementée par la loi et ses statuts, charte de l'organisme nouveau. Alors que la législation française sur les associations est des plus libérales, nous allons nous trouver, pour la Corporation, en présence d'une réglementation rigoureuse des statuts, rappelant en cela le formalisme français des sociétés reconnues d'utilité publique.

Cette sévérité législative se comprend aisément lorsque l'on tient compte du « rôle administratif » que jouera la Corporation ; car ainsi que l'on ne comprendrait pas la fondation d'un service public sans une charte législative, l'on ne peut comprendre la fondation d'un quasi-service public laissée à l'unique appréciation de personnes privées.

Des dispositions contenues dans l'article 83, les unes peuvent s'appliquer à toute association et sont, pourrait-on dire, de droit coutumier ; les autres sont spéciales à la Corporation et répondent aux buts particuliers qui lui sont assignés.

Dans le premier cas, les statuts devront comprendre :

1° Le nom, le siège et la circonscription de la Corporation, ainsi que les catégories de professions pour lesquelles elle est érigée.

Il nous faut ouvrir ici une parenthèse.

La Corporation peut choisir le nom qui lui semble le plus opportun, mais il devra être différent de celui des autres corporations existantes dans la même localité et ne donner lieu à aucune équivoque. (82 in fine). Toutefois, et c'est ici qu'apparaît une fois de plus le lien entre l'organisme moderne et l'organisme ancien, les dénominations traditionnelles, telles que offices, guildes et autres semblables, peuvent être conservées.

Remarquons que cet article par sa contexture « des autres corporations de la localité », n'est pas une négation de l'art. 84, car il faut entendre ici des Corporations « d'autres métiers ». Cette précaution n'est pas inutile : la querelle des tailleurs et des fripiers, qui

agita quelque peu les esprits des artisans d'antan, en est le meilleur exemple.

2° Les buts que se propose la Corporation ainsi que les organismes permanents qu'elle a créés à cet effet devront être inscrits, de même que les conditions d'admission, de Sortie, d'exclusion des membres, quoiqu'en cette matière la loi de 1900 elle-même restreigne quelque peu les pouvoirs propres des rédacteurs des statuts de la Corporation. Cette restriction législative interviendra également quant aux droits et devoirs des membres, particulièrement en ce qui concerne les bases sur lesquelles les cotisations seront perçues.

3° Les statuts devront comprendre également toutes les dispositions nécessaires quant :

à la composition et au fonctionnement du bureau, compte tenu d'ailleurs des prescriptions postérieures de ladite loi ;

au mode d'établissement et à la tenue des comptes ;

aux modifications à apporter aux statuts et aux règlements particuliers ainsi qu'à la dissolution éventuelle de la corporation.

Toutes ces dispositions qui seront, ainsi que nous le verrons par ailleurs, réglementées minutieusement par la loi de 1900 rendent illusoire la liberté des fondateurs et montrent bien le caractère étatique de l'organisme dans lequel l'initiative privée n'est que le moteur initial, un simple démarreur, pour employer un terme à la mode . . .

4° Les caractères professionnels et étatiques de la Corporation se traduisent par l'obligation pour les rédacteurs des statuts d'incorporer dans ceux-ci certaines clauses particulières :

« L'indication de l'organisme chargé de la réglementation de l'apprentissage ne devra pas être omise, ni d'ailleurs les dispositions relatives à la surveillance de l'observation des prescriptions relatives à l'emploi des compagnons, apprentis et ouvriers, à la fréquentation des écoles de perfectionnement et des écoles professionnelles et à la réglementation de l'apprentissage ».

L'assemblée corporative devra être réglementée d'une manière précise quant à sa composition, à sa convocation, à son mode de délibération et de vote, ainsi qu'aux moyens de publication de ses décisions ;

Les peines disciplinaires ne seront pas laissées à l'appréciation du moment et leur réglementation sera minutieusement prévue ;

Si elle existe, la commission des compagnons devra tirer son existence d'une disposition formelle des statuts.

5° La Corporation étant un organe judiciaire, les statuts devront contenir toutes règles relatives tant à la composition qu'à la procédure à suivre devant l'organe chargé de trancher les différends entre patrons et apprentis ; car, en ce qui concerne ceux qui peuvent s'élever entre les patrons et les compagnons aucune disposition relative à l'or-

gane judiciaire ne devra être insérée dans les statuts, pas plus d'ailleurs que celles relatives aux services chargés de l'organisation des caisses de secours, prévues par l'art. 81 b, 3°, que ceux chargés de l'exploitation en commun prévue au 5° paragraphe du même article.

6° Enfin, disposition formelle et générale :

« Les statuts ne peuvent contenir aucune disposition qui ne se rattache aux buts de la Corporation tels qu'ils sont établis par la loi n° 100 du 11 mai 1900, ou qui soit en opposition avec une disposition légale » (83, in fine).

Ainsi se trouve annulée la possibilité d'action d'une initiative privée, au bénéfice de l'organisme professionnel qui achète, au prix de sa liberté, les caractères de la personne juridique du droit public que lui confère la loi et qui est sanctionnée par l'obligation, pour les fondateurs, de faire approuver les statuts par le Préfet.

Par ailleurs, ce caractère étatique de l'organisme est renforcé par les dispositions relatives à l'observation, par les membres, des règles statutaires.

Dans toute société, les statuts peuvent prévoir des amendes; celles-ci gardent un caractère privé et lorsque le membre est défaillant, la société ne pourra que s'adresser aux tribunaux et ce, dans certains cas, pour obtenir paiement de la dette civile contractée par le membre. Ici, tout est différent et si le bureau a le droit d'infliger aux membres qui ont contrevenu aux statuts une peine disciplinaire, celle-ci prend le caractère véritable d'une « amende » qui, après décision de l'autorité de surveillance — et non pas d'un tribunal — en cas de réclamation, sera perçue comme en matière d'impositions locales et, si besoin est, par voie de contrainte (89).

Ce ne peut vraiment être qu'un organisme étatique qui puisse infliger une amende recouvrable par voie de contrainte, sans aucune intervention judiciaire.

c) Les Membres de la Corporation.

Lorsqu'il s'agit d'une association la législation ne se préoccupe pas de la qualité des membres; dès que des avantages spéciaux sont accordés à la société, la loi ne manque pas d'intervenir pour préciser la qualité des membres appelés à la former. Ainsi en est-il pour le syndicat.

Si, pour un organisme dont les avantages qui lui sont accordés par le législateur sont malgré tout bien minimes par rapport à l'action publique de la Corporation, la réglementation « des membres » est stricte, il n'est pas douteux que la loi de 1900 sera en cette matière très précise, et elle exigera que les conditions d'admission, de sortie, d'exclusion des membres de la Corporation soient insérées dans les statuts. (83, 3°).

Admission.

« Ceux qui exercent une profession en leur nom propre peuvent, « dans le but de développer leurs intérêts professionnels communs, « s'unir en corporation (art. 81).

Cette définition pourrait suffire, si elle n'excluait pas des personnes qui, quoique n'exerçant pas une profession en leur nom propre, sont de véritables artisans et qui sont précisément ceux pour qui cet organisme a été créé, ou ceux qui, n'étant plus des artisans actifs, n'en seront pas moins des guides précieux pour la Corporation.

De ce fait, à côté de ceux qui exercent en leur propre nom, dans la circonscription de la Corporation, la profession pour laquelle la Corporation a été créée (87, 1^{re}), pourront faire partie de l'organisme professionnel ceux qui ont exercé la profession mais qui ont cessé de l'exercer, sans exercer aucune autre profession. (87, 3^o).

Cette solution découle du simple bon sens, car un artisan, qui n'a plus aucun intérêt matériel à défendre, sera le plus sûr défenseur du « côté moral de la profession » ; il pourra être le régulateur nécessaire, la soupape de sécurité lorsque s'affronteront, au sein de la Corporation, les opinions divergentes que pourront dicter les intérêts matériels de chacun. De plus, la compétence de « l'ancien » sera des plus précieuses pour l'organisation professionnelle elle-même. Cette situation est tellement logique que la loi française de 1920 sur les syndicats, permet aux anciens ouvriers d'être affiliés à ces organismes.

D'autre part, nous savons que « le professionnel » qui n'a pas pignon sur rue peut être inscrit à la corporation, c'est ce que disposent les paragraphes 2^o et 4^o de l'article 87. Mais il nous faut définir les termes employés par les textes précités :

« art. 87. Peuvent seuls être reçus membre d'une Corporation :

« 2^o Ceux qui occupent l'emploi de contremaître ou tout autre emploi analogue dans une exploitation exerçant en grand la profession.

« 4^o Les artisans travaillant moyennant salaire dans des exploitations agricoles, commerciales ou industrielles. »

S'il n'y a aucune difficulté pour le classement dans la hiérarchie ouvrière des « contremaîtres » ou assimilés, comment expliquer leur participation à la Corporation, sinon en la rattachant à l'idée du perfectionnement de la profession, car il ne peut s'agir ici des intérêts matériels de la profession, de tout ce qui intéressera « l'entreprise artisanale », puisque ceux qui sont compris dans cette catégorie ont passé avec un patron un contrat de « louage de services », ils ne sont pas, suivant le critérium admis pour définir l'artisan, à la tête d'une entreprise artisanale. Donc, ce sont les intérêts moraux de la Corporation qui expliquent l'admission de ces professionnels salariés.

Mais qu'entendre alors par « artisans » travaillant dans des en-

treprises. Nous avons vu que la législation locale ne comprend, à l'encontre de la législation française, aucune définition de l'artisan et que par suite, pour établir un critérium précis afin de les distinguer des autres travailleurs, il a fallu procéder par élimination et admettre que l'artisan est celui qui se trouve à la tête d'une entreprise artisanale; celle-ci étant entendue en tant qu'entreprise non tributaire de la Chambre de Commerce. Ici, par le terme entreprise, il ne faut pas admettre l'entreprise artisanale, puisque le texte que nous examinons implique, de par sa contexture, que l'artisan « travaille dans une entreprise », donc ne peut être un artisan, puisque seul peut l'être dans ce cas le chef d'entreprise. S'il y a contradiction a priori, celle-ci peut s'expliquer par une similitude entre l'artisan, chef d'entreprise artisanale, et l'artisan travaillant dans une entreprise non artisanale. En effet, ces deux travailleurs ont suivi la même filière professionnelle, ils ont d'abord été apprentis chez un artisan, puis, après avoir passé l'examen de compagnon, ils ont été compagnons avant de passer l'examen de maître. Il semble donc qu'il faille entendre ici, par artisan, celui qui, quoique ayant passé l'examen de maîtrise, travaille dans une entreprise. Ce n'est d'ailleurs que l'intérêt moral de la Corporation qui demande la participation à l'organisme professionnel de cet artisan, car il est vraisemblable que pour défendre ses intérêts matériels qui sont totalement différents de ceux des chefs d'entreprises artisanales, l'artisan, entendu ici comme ouvrier spécialiste, sera inscrit à un syndicat professionnel.

Enfin, et nous retombons dans la règle générale admise pour toutes les sociétés, il n'y aura pas besoin de se préoccuper de la qualité professionnelle pour l'admission des membres honoraires (87).

Il semblerait que le fait de remplir les conditions susindiquées suffise pour être membre de la corporation. Non pas, car les statuts peuvent exiger, de la part des impetrants, un examen d'admission dont ils définiront la nature et l'étendue sans que toutefois il soit demandé autre chose que la preuve, de la part du candidat, de sa capacité d'exécuter personnellement les travaux ordinaires de la profession. En d'autres cas, à cet examen pourra être substitué un stage d'apprentissage ou de compagnonnage.

Toutefois, puisque la nécessité d'une telle épreuve (examen ou stage) est apparue nécessaire, lors de la rédaction des statuts, il est nécessaire d'empêcher toute fraude ou tout favoritisme; aussi aucune dispense ne pourra être accordée si elle n'est prévue aux statuts. Pourtant, lorsqu'un candidat aura déjà subi avec succès l'examen d'entrée dans une autre Corporation de la même profession (dans une autre circonscription), il est évident qu'il ne sera plus nécessaire de lui faire subir une telle épreuve et il en sera dispensé de plein droit.

Règle générale.

L'admission dans une Corporation ne peut être refusée à ceux qui remplissent les conditions d'admission prévues par la loi ou les statuts et nul ne peut être dispensé de ces conditions d'admission (87 in fine).

Départ de la Corporation.

Le décès du membre est le cas absolu de départ de la Corporation, mais la situation particulière de la Corporation oblige — ainsi que nous le verrons — à déroger aux règles habituelles admises en la matière.

Le titre même de l'organisme « Corporation libre » implique que si l'entrée est libre, tout membre pourra quitter la Corporation ainsi qu'il lui plaira.

Pourtant ce départ, prévu par les statuts, sera assujéti à un certain formalisme.

Il ne sera possible de quitter la Corporation qu'à la fin de chaque exercice annuel, pour autant qu'aura été respecté l'avis préalable de démission qui, généralement, est de six mois. Donc ne sera pas recevable la démission non réfléchie qui, par la suite, pourrait être d'un grand préjudice pour la Corporation dont la stabilité est ainsi assurée.

Il ne faut pas que ce départ ait pour but de se soustraire aux charges qui pourraient être imposées d'une manière imprévue à la Corporation ou à celles que l'artisan a vis-à-vis de l'organisme; aussi les membres demeurent tenus au paiement de toutes les cotisations dont la répartition était faite au jour de leur sortie et les obligations contractuelles qu'ils ont assumées à l'égard de la corporation ne subissent aucune modification du fait de leur départ. (87 a).

Mais si la corporation est composée de membres, ceux-ci sont des « chefs d'industrie » ou mieux des « chefs d'entreprises artisanales » et par suite ont pu contracter avec la Corporation et d'autre part, celle-ci peut avoir des obligations vis-à-vis du membre décédé. Par suite, le lien juridique entre « l'entreprise artisanale » et la Corporation ne peut être rompu brusquement sans de graves inconvénients. C'est ce qui explique le paragraphe in fine de l'art. (87 a).

« Si, à la mort d'un membre, l'exploitation de la profession est « continuée pour le compte de sa veuve ou de ses héritiers mineurs » (qui ne peuvent être en personne membres de la Corporation) « les droits ou obligations du défunt, à l'exception du droit de vote » (le législateur veut sauvegarder uniquement les intérêts juridiques qui existent entre l'entreprise et la Corporation, et qui ipso facto, feraient partie du patrimoine professionnel du successeur, lequel étant « capable » d'entrer dans la Corporation, n'a pas besoin, d'être privilégié pour la défense de ses droits éventuels) « passent à la veuve ou aux

« héritiers mineurs pour la durée respective du veuvage ou de la minorité ».

Pourtant, il peut arriver que la veuve continue d'une manière directe l'exploitation de l'entreprise avec le concours d'artisans ou de compagnons. Il serait alors injuste et préjudiciable à ses intérêts et à ceux de la corporation qu'elle n'en soit qu'un membre passif, aussi l'art. 87 a disposé-t-il « Les statuts peuvent, dans ce cas (le décès du membre), accorder le droit de vote à la veuve ou à son représentant ».

d) Les formalités administratives.

Puisqu'il s'agit d'un organe public, l'intervention administrative n'aura pas un simple effet d'enregistrement ou même d'autorisation; elle aura un effet créateur. Par l'approbation des statuts l'autorité supérieure crée, de sa propre volonté, un organe administratif, la Corporation, personne juridique du droit public.

Pour mémoire, rappelons que si la Corporation veut étendre son action au-delà des limites du district de l'autorité administrative supérieure dans lequel elle établit son siège, l'autorisation de l'Administration Centrale de l'Etat est requise (actuellement le Président ou Conseil, chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine).

Lorsque les statuts auront été rédigés, conformément aux prescriptions de la loi du 26 Juillet 1900, ils seront déposés entre les mains de l'autorité de surveillance. (L'autorité administrative inférieure dans la circonscription de laquelle elles ont leur siège) (96). Si la circonscription est l'arrondissement, ce sera le Sous-Préfet, si elle est la Commune, ce sera le Maire.

Cette autorité de surveillance transmettra les statuts à l'Autorité administrative supérieure du district dans lequel la Corporation établit son siège (84), par suite au Préfet (1).

Cette Autorité supérieure examinera les statuts et devra en refuser l'approbation :

1° Lorsqu'ils ne sont pas conformes aux exigences légales contenues dans la loi du 26 Juillet 1900.

2° Si la circonscription de la Corporation est plus grande que celle prévue à l'art 82 (limites du district et que cette dérogation n'a pas été approuvée par l'autorité Centrale de l'Etat.

3° Si dans la circonscription prévue il existe déjà une Corporation pour les mêmes professions (art. 84).

En dehors de ces cas, le Préfet doit approuver les statuts, car il

(1) le district correspond au département. Il était, sous le régime allemand, administré par le président du district (Bezirkspräsident).

agit ici en tant que délégataire du pouvoir législatif, qui seul peut créer un organe public; par suite étant délégataire il doit se cantonner dans les limites de la délégation et même, dans ces limites, il doit motiver son refus, afin qu'il ne soit pas tenté d'abriter une décision arbitraire sous un couvert juridique.

Là ne s'arrêtent pas les précautions prises contre un arbitraire possible, puisque cette décision du Préfet pourra être soumise à recours devant le Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine qui a remplacé le Kaiserlicher Rat.

Enfin il est évident, et cela ressort de l'esprit de la législation en cette matière, que lorsque les statuts seront modifiés, l'approbation des modifications se fera suivant la même procédure.

L'approbation de l'Autorité administrative supérieure sera encore requise lorsqu'il s'agira des règlements particuliers, si ceux-ci sont la charte des services spéciaux dont la loi autorise la création par la Corporation. En effet, la Corporation, ainsi que nous l'avons vu, pourra organiser des caisses de secours, établir des tribunaux arbitraux (contestations entre les membres de la corporation et leurs compagnons et ouvriers), organiser une exploitation en commun en vue de favoriser les entreprises des membres de la corporation (81 b, 3, 4, 5). Ces organismes ne pourront fonctionner que suivant des règles précises qui trouveront leur insertion dans les règlements particuliers des corporations.

Mais ces règlements sont la « charte de services » appelée à remplir, comme les tribunaux arbitraux, un véritable rôle « étatique » puisqu'ils jugeront en lieu et place des tribunaux judiciaires: par suite l'approbation de l'Autorité supérieure est nécessaire; d'ailleurs celle-ci se conçoit aisément, car comment serait-il possible à une personne juridique du droit public, d'exercer une action, et quelle action, complètement soustraite au contrôle de l'autorité qui l'a créée. Cela ne peut se concevoir.

Donc ces règlements particuliers seront approuvés par l'Autorité administrative supérieure, les Autorités de surveillance et les autorités municipales intéressées ayant été entendues.

Alors que pour l'approbation des statuts l'appréciation du Préfet est limitée par la loi, lorsqu'il s'agit des règlements particuliers, elle est discrétionnaire. Seul, le refus devra être motivé et pourra d'ailleurs faire l'objet d'un recours devant l'Autorité Centrale de l'Etat. (Ministère du Travail).

Evidemment, les modifications apportées aux règlements particuliers feront l'objet d'une approbation, suivant la même procédure.

Par ailleurs, les frais d'établissement de la Corporation sont supportés par les membres, pour autant que ces frais ne sont pas couverts par le revenu de l'actif existant ou par d'autres recettes (89).

III. — ORGANISATION DE LA CORPORATION LIBRE.

Nous trouverons dans la Corporation les organes qui généralement président à l'administration de toute société c'est-à-dire: le Conseil d'administration et le Bureau qui, s'appelleront ici respectivement: l'Assemblée Corporative et le Bureau. Il faut toutefois y ajouter les commissions qui peuvent être créées pour la gestion de certaines affaires déterminées (92—2). La définition même de la commission indiquant le rôle qu'elle devra jouer, nous n'étudierons que l'Assemblée Corporative et le Bureau.

a) L'Assemblée Corporative.

L'Assemblée Corporative est composée, soit de tous les membres de la Corporation, soit de leurs représentants, suivant ce que contiennent, à ce sujet, les statuts. Dans le deuxième cas, les représentants seront élus par les membres de la Corporation. Aucune règle électorale n'étant fixée par la loi, il faut tant pour le mode de scrutin, que pour la durée du mandat, se référer aux statuts. Toutefois, ces élections devront être présidées par le bureau, sauf en cas de première réunion, le Bureau n'étant pas encore élu, ou lorsque celui-ci sera démissionnaire. L'élection dans ces 2 cas sera présidée par un délégué de l'Autorité de surveillance. Procès-verbal sera tenu de l'élection.

La qualité de membre de la Corporation n'implique pas ipso facto le « droit électoral » tant pour l'élection des représentants, que pour les divers votes de l'Assemblée Corporative, lorsque celle-ci est composée de tous les membres.

Pour participer à ces votes, le membre de la Corporation devra être majeur, jouir de ses droits civiques et ne pas avoir été soumis, par mesure de justice, à des restrictions dans la libre disposition de ses biens.

Il serait invraisemblable que des membres qui refusent de payer leurs cotisations puissent, non seulement participer à l'administration de la corporation, mais en bénéficier; les statuts stipuleront que les membres qui se sont trouvés itérativement en retard de payer les cotisations ne seront ni électeurs, ni éligibles et seront, pour ce temps, exclus de la participation aux affaires de la corporation (93 a).

Enfin aucune condition n'étant posée par la loi, les statuts sont souverains quant aux qualités requises pour être éligible; pourtant, ainsi que nous venons de le voir, certaines qualités étant exigées pour avoir le droit de vote, il est évident que pour être éligible, le candidat devra les posséder.

En application du principe hiérarchique, admis en notre matière, recours pourra être fait, dans les 4 semaines de l'élection. Cette réclamation sera jugée définitivement par l'Autorité de surveillance,

qui devra annuler toute élection opérée contrairement à la loi ou aux règlements électoraux édictés en vertu de la loi.

Le Bureau, ainsi que nous le verrons, est un organe exécutif et son contrôle devrait être assuré par l'Assemblée Générale de la Corporation, suivant la coutume réglant les rapports entre l'exécutant et le délibérant.

Ce n'est point ici le cas, car il existe un intermédiaire, dont le rôle est assez complexe; en effet, ne détient-il pas des pouvoirs qui normalement devraient appartenir à l'exécutif et, d'autre part, des pouvoirs qui appartiendraient au délibérant.

Il semble qu'il faille rechercher le critérium d'attribution de l'Assemblée Corporative dans une idée « anti-démocratique ». Il ne faut pas oublier que nous travaillons sur un texte « allemand » et, dans cet Etat, à l'époque qui nous intéresse, les principes démocratiques étaient peu développés, le principe de la direction par une assemblée semblait un non-sens absolu. Qu'allons nous voir ici, sinon une restriction des pouvoirs appartenant généralement, dans notre droit, à l'Assemblée Générale, au profit de l'Assemblée Corporative moins nombreuse, donc plus apte. Mais, afin d'équilibrer la balance, la loi va enlever à l'exécutif ou dirigeant, de ses pouvoirs pour les remettre, non pas à l'assemblée générale, mais à l'Assemblée Corporative. Ainsi, semble-t-il, une cote mal taillée a été faite suivant le principe du donnant; en réalité tous les pouvoirs ont été enlevés à l'Assemblée Générale de la Corporation qui n'aura plus qu'un seul rôle: élire les représentants.

Nous avons en somme sur une échelle très réduite, un simulacre de régime parlementaire:

le peuple	—	membres de la corporation
chambres	—	assemblée corporative
gouvernement	—	Bureau

Cependant si une telle organisation se comprendrait pour une association s'étendant sur le territoire national tout entier, elle se comprend moins pour un organisme « à population très restreinte », mais alors elle cache, sous son caractère démocratique, ce véritable aspect autocratique qui résulte de la direction d'une société et de son contrôle par un nombre restreint d'individus.

C'est ce qui confirme l'art. 93:

« L'assemblée corporative décide de toutes les affaires de la corporation dont la connaissance n'est pas réservée au bureau en vertu de la loi ou des statuts. »

Nous pourrions alors répartir les fonctions que donne à l'assemblée l'art. 93, en 2 catégories:

1° soit l'Assemblée Corporative agissant en tant qu'organe propre;

2° soit l'Assemblée Corporative agissant en tant que contrôleur des actes du bureau.

1° En tant qu'organe propre:

devront être réservés à l'Assemblée Corporative:

Etablissement du budget

approbation des dépenses non prévues au budget

réglementation de l'apprentissage

relèveront de la décision de l'Assemblée Corporative:

acquisition immeubles

aliénation d'objets ayant une valeur historique,

scientifique ou artistique

emprunts à contracter

Elections des membres non membres de la corporation
des tribunaux d'arbitrage.

Election des commissions d'examen

2° En tant que contrôleur des actes du bureau:

Vérification et apurement des comptes annuels

La poursuite, par mandataire, des actions que la corporation aurait à faire valoir contre des membres du bureau, à raison de l'exercice de leurs fonctions.

Enfin nous pourrions encore considérer l'Assemblée Corporative en tant que délégataire des membres de la Corporation pour:

Décision en matière de modification des statuts ainsi qu'en matière d'établissement et de modification des règlements particuliers,

décision relative à la dissolution de la Corporation.

Ainsi l'Assemblée Corporative est non seulement un organe délibérateur, mais un organe exécutif et, en réalité, le principal organe de la Corporation, puisqu'il établit le **budget** et qu'il doit, non seulement contrôler la gestion des membres du bureau, mais qu'il est aussi juge de l'opportunité des actes des membres du bureau, quant à leur répercussion judiciaire.

b) **Le Bureau.**

Organe d'exécution, le Bureau représentera la Corporation judiciairement (92 b).

Le Bureau est nommé, au scrutin secret, pour un temps déterminé, par l'Assemblée Corporative (92).

Il est évident que lorsque l'Assemblée Corporative sera simplement la réunion de tous les membres de la Corporation, les règles concernant le vote, que nous avons vues précédemment, s'appliqueront pour cette élection.

Pour être éligible, il ne suffira pas de remplir, comme pour l'Assemblée Corporative, les conditions requises pour être électeur, il faudra de plus que les candidats soient qualifiés pour les fonctions

d'échevin (1) (art. 31 et 32 de la loi sur l'organisation judiciaire) (93 a). De plus, les règles précédemment étudiées concernant la jouissance des droits civiques et la libre disposition de leurs biens par les membres sont applicables.

Enfin la loi de 1900 admet l'élection par acclamation, lorsque personne n'y contredit (92).

Les élections qui se feront, pour la première sous la présidence du délégué de l'Autorité de surveillance, pour les suivantes sous la direction du Bureau sortant, donneront lieu à l'établissement d'un Procès-Verbal et pourront être attaquées, dans un délai de 4 semaines, devant l'Autorité de surveillance, juge souverain en la matière.

A l'idée d'établissement public peuvent se rattacher les dispositions relatives à l'acceptation obligatoire du mandat confié par l'élection.

L'élection au Bureau, ainsi d'ailleurs qu'à la commission des examens, ne peut être refusée que pour les motifs qui justifient le refus de la fonction d'assesseur d'un Conseil de Prud'hommes (art. 8 de la loi sur les conseils de prud'hommes). Ces motifs ne seront pris en considération, par l'Autorité de surveillance qui est juge souverain, que lorsqu'ils seront présentés par écrit, dans un délai de 2 semaines à partir du jour où l'élu aura été avisé de son élection par le Bureau (94 a).

De cette même idée d'établissement public découlera l'obligation, pour les membres du Bureau, de se démettre de leur fonction lorsqu'une circonstance qui les rend inéligibles viendra à se produire ou à être découverte. L'Autorité de surveillance, en cas de non exécution de cette prescription, relèvera l'intéressé de ses fonctions.

Le bureau, organe représentatif de la Corporation, le sera tant à l'égard de l'Administration, qu'à l'égard des tiers.

Dans le premier cas, il devra notifier à l'Autorité de surveillance, dans le délai d'une semaine, tout changement survenu dans sa composition, ainsi que le résultat de toute élection. A défaut de semblable notification, le changement intervenu ne pourra être opposé à des tiers que lorsqu'il sera prouvé qu'il leur était connu (92 a).

Dans le 2^e cas :

Le Bureau expédiera les affaires courantes suivant les dispositions détaillées que contiennent à cet égard les statuts ;

Le Bureau représentera judiciairement la Corporation, pour tous les actes juridiques pour lesquels une procuration spéciale est requise par la loi.

(1) Le droit à être échevin, c'est-à-dire juge laïque, était réservé en droit local, aux nationaux majeurs, disposant librement de leur bien, jouissant des droits civils et n'ayant jamais été condamnés. Cette institution n'existe plus.

Le Bureau représentera extra-judiciairement la Corporation, pour tous les actes pour lesquels une procuration spéciale est requise par la loi.

Donc, dans tous ces cas, le « Bureau » en entier sera responsable vis-à-vis des tiers, puisque les membres du bureau ont, du chef de leur gestion, la même responsabilité que les tuteurs envers leurs pupilles (92 b). Mais, si théoriquement la chose s'entend, elle est d'une application difficile.

En effet, dans le cas d'une action du Bureau, les membres sont solidairement responsables; or en général l'acte qui aura engendré cette responsabilité aura été accompli par un membre du Bureau; par suite, cette solidarité est une entrave à la bonne gestion des affaires de la Corporation, aussi l'art. 92 b implique-t-il que la représentation de la Corporation vis-à-vis des tiers pourra être déléguée par les statuts à un ou plusieurs membres du Bureau. Ce délégué sera responsable de la gestion qui lui aura été confiée et non pas le Bureau solidairement, ce qui serait arrivé si une délégation spéciale n'avait pas été prévue aux statuts.

Enfin, le Bureau est l'organe directeur de la Corporation et, de ce fait, il pourra infliger aux membres de la Corporation, en cas de contravention aux dispositions statutaires, des peines disciplinaires et spécialement des amendes (92 c). Nous savons que du fait même de leur approbation par l'Autorité de surveillance, en cas de réclamation ou, dans le cas contraire, par le fait de leur application par le Bureau, les amendes sont percevables comme contributions en matière d'impositions communales.

IV. — RESSOURCES DE LA CORPORATION

La corporation, personne morale, peut acquérir des droits, contracter des obligations. (86). Puisqu'elle doit avoir des fonds, et qui dit fonds dit budget, nous allons donc examiner d'une part la provenance et les règles d'administration de ses biens, d'autre part, l'établissement de son budget.

a) Biens de la Corporation.

La Corporation pourra posséder tous les biens, meubles ou immeubles, ainsi que pourrait le faire toute personne juridique.

Mais il est évident qu'elle ne pourra en disposer ainsi que le ferait une personne physique capable car, ainsi qu'il est de règle pour toute personne morale, il faut éviter que l'esprit de spéculation ne puisse jouer, tant au profit de la corporation qu'à son désavantage. Aussi l'Autorité de surveillance devra-t-elle approuver:

== Toute acquisition ou aliénation d'immeubles.

= Tout emprunt. Toutefois la Corporation pourra emprunter sans autorisation lorsque cette opération aura pour but de faire face à un besoin passager et que les recettes ordinaires seront suffisantes à la couverture de l'emprunt (89 b). Nous retrouvons ici la théorie classique de l'emprunt. Ses charges devant peser sur les générations postérieures, son emploi ne pourra être acquis que pour le financement d'opérations qui leur seront profitables. Par suite, si l'emprunt n'a pas cet objet et lorsque son amortissement est opéré par les recettes normales, nous nous trouvons en présence d'une opération de trésorerie et il est compréhensible que l'Autorité de surveillance n'a pas à intervenir.

= Toute aliénation d'objets ayant une valeur historique, scientifique ou artistique.

L'actif de la Corporation ne comprend pas seulement des immeubles, et, à une époque où les « meubles » sont d'un commerce aisé, leur utilisation se devait d'être réglementée. C'est ce que spécifie l'art. 89 a :

« L'actif est placé suivant l'un des modes prévus par les articles 1807 et 1808 du Code Civil (allemand).

« Les sommes d'argent momentanément disponibles peuvent, moyennant l'approbation de l'autorité de surveillance, être placées temporairement d'une autre manière que celles déterminées aux articles 1807 et 1808 du Code Civil.

« L'autorité de surveillance règle la garde des valeurs mobilières. » Il y a lieu d'appliquer les règles du droit local, malgré l'abolition des art. 1807 et 1808 du B. G. B.

Donc, si au point de vue professionnel, l'activité de la Corporation est laissée à l'entière initiative de ses dirigeants, en matière financière la réglementation des biens, meubles et immeubles est stricte, obligeant la Corporation à agir en « bon père de famille ». Si cette manière de faire peut paraître quelque peu autocratique, elle évite non seulement les pertes que pourrait causer une défaillance, mais en outre interdit toute action politique ou autre que, d'une manière détournée, la corporation pourrait entreprendre. Nous en avons l'exemple avec nos coopératives qui ne se privent pas, en général, de faire de la politique, ce qui pourrait être évité si un contrôle financier rigoureux était exercé sur elles; ce serait autocratique peut-être, mais ce contrôle aurait l'avantage de poser de nettes limites à l'activité des coopératives, créées uniquement en vue de faire des actes de commerce.

Nous venons de voir l'utilisation des biens de la corporation; mais si ces biens peuvent provenir d'acquisitions à titre gratuit, leur origine remonte pour la plus grande part.

b) aux « Cotisations »

Si des cotisations peuvent être perçues, elles doivent l'être en vue de l'accomplissement de la tâche réglementaire de la Corporation, car il est interdit de prélever des cotisations, soit sur les membres de la corporation, soit sur les compagnons, en vue de subvenir à des dépenses autres que celles résultant de l'accomplissement des objets déterminés par les statuts ou par la loi, ou des frais d'administration (88).

Par ailleurs, les Corporations sont autorisées à percevoir des taxes pour l'entretien et le fonctionnement des services, écoles professionnelles, institutions d'hébergement, de placement etc., qu'elles ont établis (88), étant entendu que des règles budgétaires spéciales, que nous aurons à examiner, devront être strictement appliquées.

La cotisation est annuelle, non pas en fonction de l'année civile, mais en fonction de la présence du membre. L'obligation de payer cet « impôt » prendra donc cours au commencement du mois qui suit l'admission (89).

Enfin, nous savons que la cotisation est un véritable impôt, ainsi d'ailleurs que les diverses taxes perçues en vue d'assurer le fonctionnement des services annexes de la Corporation; par suite, ces cotisations et taxes « seront à la requête du bureau, recouvrées par voie de contrainte, dans les formes prévues par la loi de l'Etat particulier pour le recouvrement des taxes communales » (89).

Il est évident qu'une telle faculté, laissée entre les mains d'un organisme d'inspiration privée, doit être contrebalancée par une surveillance étroite. Elle sera exercée, puisque nous avons affaire à un organisme du droit public, suivant la procédure hiérarchique; les contestations étant tranchées par l'Autorité de surveillance sous réserve d'appel devant l'Autorité administrative supérieure qui tranche en dernier ressort.

c) Le Budget.

La Corporation a un budget annuel qui sera établi par l'Assemblée Corporative, étant entendu que seules figureront les recettes et dépenses relevant de l'objet de la Corporation.

L'action de la Corporation peut n'être pas limitée au développement des intérêts professionnels et des oeuvres qui s'y rattachent mais peut également avoir comme annexes des institutions de prévoyance ou des organes d'achat, semblables à nos coopératives modernes (81 b, 3°, 5°). Dans cet ordre d'idées, il est indéniable que la destination des budgets de ces organismes est indispensable. En effet, la caisse de secours, prévue à l'art. 81 b, 3° fonctionnera, ainsi que toute caisse de secours mutuels, d'après le système de la capitalisation; un budget indépendant est donc nécessaire.

L'achat en commun ou, pour reprendre les termes de l'art. 81 b

5°, « l'exploitation en commun en vue de favoriser les entreprises des membres de la corporation » sort indéniablement du rôle moral qui incombe à la Corporation. Par suite, il n'est pas possible de rendre responsable d'une mauvaise gestion commerciale un capital qui a une destination morale bien déterminée; de plus ce serait en cas de déficit, faire profiter les participants d'avantages matériels dûs aux fonds versés par tous les membres, même non participants au groupe d'achats. Ce serait fausser la loi de l'offre et de la demande. Ce n'est pas une raison parce que les contribuables paient les déficits des organes commerciaux d'Etat qui les concurrencent pour que cet exemple pitoyable et, pourrait-on dire de moralité commerciale douteuse, soit suivi par des organismes particuliers. Des comptes séparés doivent être tenus pour les dépenses et les recettes relatives aux services de la corporation, caisse de secours, exploitation en commun, l'avoir y affecté doit être géré à part du reste du patrimoine corporatif. Il est interdit d'en faire emploi pour d'autres objets et par conséquent l'avoir particulier seul répondra vis-à-vis des créanciers.

Le budget de la Corporation libre n'est soumis à aucune formalité administrative.

V. — LA COMMISSION DES COMPAGNONS.

La Corporation est une grande famille professionnelle par suite, aucun de ceux qu'intéresse le métier ne doit être écarté. S'il est des gens qui sont, de prime abord, les premiers intéressés, non seulement à l'avenir matériel du métier, mais au maintien des saines traditions, ce sont bien les compagnons qui deviendront demain les maîtres. Aussi la Corporation leur réserve-t-elle une place de choix. Puisque, n'étant pas artisans, ils participent, si toutefois ils sont employés chez un membre de la Corporation, à l'accomplissement des buts poursuivis par la Corporation et à son administration (95).

Ainsi nous nous acheminons progressivement vers un syndicalisme, institution d'Etat et avec lui la corporation sera obligatoire, celle-ci représentera le métier groupant sur le plan de la coopération, antinomie de la lutte des classes, tous ceux qui vivent du métier: patrons et ouvriers.

A côté de ce but social, donné à l'organisation par un gouvernement conservateur pour enrayer le progrès des théories de la lutte des classes et permettre à l'employeur de garder sa supériorité sur l'employé en annihilant l'action individuelle de ce dernier, il y a lieu de remarquer qu'ainsi groupés, tous ceux qui vivent de l'artisanat feront un plus gros obstacle au développement de l'industrie qui provoque l'extension du prolétariat et, par suite de son organisation dans les syndicats, une diminution de l'autorité de la classe dirigeante.

Il ne faut pas oublier qu'au moment du vote de la loi de 1900, la lutte était ardente entre le gouvernement conservateur, l'autocratie impériale soutenue par les militaires, les propriétaires terriens, les industriels et la social-démocratie qui commençait à prendre conscience de sa force.

Vues sous cet angle, de nombreuses particularités de la « corporation allemande » s'expliquent aisément.

Pour remplir le but que leur assigne l'article 95, les compagnons éliront une « Commission des compagnons ».

Cette commission sera élue par les compagnons (commis) maîtres, employés chez un membre de la Corporation et jouissant de leurs droits Civils (95 a), qui choisiront les membres de cet organe parmi les compagnons ayant le droit de vote, mais possédant de plus les qualités requises pour les fonctions d'échevins (art. 31 et 32 de la loi sur l'Organisation judiciaire).

Cette élection, dont les électeurs ne font pas partie de la corporation, sera présidée, soit par un membre de celle-ci, soit, en cas d'empêchement, par un représentant de l'Autorité de surveillance. Aucune différence organique n'existe entre la Corporation et la commission des compagnons ; celle-ci, étant une ramification de la première, en possède également le caractère étatique.

Par ailleurs, si le compagnon est élu membre de cette commission, ce n'est pas seulement parce qu'il a cet état, mais bien parce qu'il est employé chez un membre de la Corporation : c'est cette qualité qui est génératrice du droit ; par suite tout membre de la commission des compagnons qui vient à quitter son employeur, membre de la corporation, ne pourra conserver sa fonction que pendant une durée de trois mois, pourvu qu'il ait gardé domicile dans la circonscription de la corporation (95 c).

Quant aux autres modalités de l'élection (durée du mandat, scrutin etc.) ce seront les statuts qui en régleront les détails.

Le compagnon élu, l'est-il comme individu ou comme représentant des intérêts de l'état ⁽²⁾ ? c'est dans ce sens que se prononce la loi qui, pour assurer la continuité de vues et d'action, décide de l'élection de suppléants qui, non seulement remplaceront les membres titulaires défunts, mais aussi ceux qui viendraient à faire défaut ; dans ce cas, le membre suppléant devient membre titulaire pour la durée du mandat commencé par son prédécesseur.

Enfin, règle qui montre bien l'idée dominante du législateur, collaboration d'un groupe avec un groupe, collaboration qui pourrait être compromise par de fréquentes élections, si les suppléants venaient à manquer, la commission se complètera par cooptation.

Il est évident que cette manière de faire, qui assurera peut-être une continuité de vues et d'action, permet, pour peu que la durée du

(2) profession.

mandat soit grande, une véritable dictature de la part d'élus qui, fidèles serviteurs de certains, auront été choisis grâce à d'habiles pressions. Ainsi se trouve annulée l'action sociale et pacificatrice qu'aurait pu avoir cette commission. Cette inamovibilité de fait n'aura pour effet que d'accentuer les incidents qui pourraient naître entre la commission et ses électeurs, et, chose plus grave, la voix de ceux-ci sera complètement méconnue dans les décisions importantes que pourra prendre la Corporation.

Il est vrai que l'idée directrice de la Corporation n'est peut-être pas en faveur du compagnon ?

Collaboratrice des organes de la Corporation, la commission doit participer aux actes de ceux-ci l'intéressant plus particulièrement ; elle interviendra pour la réglementation de l'apprentissage, pour la réglementation des examens de compagnons enfin, chose naturelle, elle participera à l'établissement et à l'administration de toutes les institutions pour lesquelles les compagnons doivent fournir des cotisations ou auxquelles ils doivent consacrer des soins particuliers ou qui sont destinées à leur venir en aide (95).

Tout en donnant une satisfaction d'amour propre aux compagnons, cette formule très large permettrait, par le jeu de la majorité, aux membres de la corporation de régler des affaires concernant presque uniquement les compagnons, si le paragraphe in fine de l'art. 95 n'indiquait les bases de la collaboration de la commission des compagnons à l'administration de ces organes.

Aussi :

1° un membre au moins de la commission des compagnons prendra part, avec voix délibérative, aux discussions et votes du bureau de la Corporation.

2° tous les membres de la commission des compagnons prendront part, avec voix délibérative, aux discussions et votes de l'Assemblée Corporative. Celle-ci n'établit-elle pas le budget pour l'actif duquel des cotisations pourraient être demandées aux compagnons ?

3° dans l'administration des institutions à laquelle les compagnons doivent participer (caisses de secours, oeuvres d'apprentissage etc.) il y aura un nombre égal de compagnons élus par la commission des compagnons et de membres de la Corporation, le président non compris.

Tel est le rôle de cet organisme qui, si l'idée fondatrice se justifie amplement, a, dans son application, de nombreux défauts.

En effet, ne pourra être maître et, par suite membre de la Corporation et concurrent possible, que le compagnon ayant satisfait aux examens de maîtrise ; le membre de la Corporation verra donc en tout compagnon un rival éventuel et le traitera comme tel. Mais, à l'opposé, le compagnon se rend compte qu'il a non seulement dans le « maître » un employeur, mais aussi celui qui l'empêchera, légalement s'entend,

d'accéder à la maîtrise. De ce fait, il est évident que ces deux sentiments ne permettront pas une collaboration franche et loyale du maître et du compagnon et le but « de concorde » poursuivi par cette institution ne sera que difficilement atteint. L'exemple de l'ancienne corporation et le souvenir de l'animosité entre maîtres et compagnons aurait dû faire réfléchir le législateur et lui montrer que de telles conceptions sont empreintes d'idéalisme et même d'utopie. Quoique séduisantes elles sont peu réalisables, car on oublie trop souvent qu'il faut prendre l'homme tel qu'il est et non tel qu'il devrait être.

VI — LES AUTORITES DE SURVEILLANCE

Autorité de surveillance :

Sous-Préfet

Maire, dans les villes de plus de 20.000 habitants.

Il faut remarquer, ici, que cette solution s'explique puisque, dans ce cas, sous la loi municipale allemande, le maire était un fonctionnaire d'Etat.

Autorité administrative supérieure :

Préfet

Nous avons vu que du caractère étatique de la Corporation découlait l'idée de « hiérarchie », donc, ainsi que tout organe administratif, la Corporation, si elle n'était pas soumise à la tutelle de l'administration n'en était pas moins sous sa surveillance.

Cette surveillance administrative, ou mieux ce contrôle administratif, sera exercé sur tous les actes de la Corporation par l'Autorité administrative inférieure de la circonscription dans laquelle elle a son siège.

Cette surveillance ne provient d'ailleurs pas toujours de la même autorité, et n'aura pas le même aspect dans tous les cas où elle aura à intervenir.

Nous savons que les statuts de la Corporation doivent être approuvés, non pas par l'Autorité de surveillance, mais par l'autorité administrative supérieure, c'est-à-dire par le Préfet, l'autorité de surveillance n'intervenant que comme agent de transmission entre son subordonné et son supérieur. De même l'approbation de l'autorité administrative supérieure sera requise pour les règlements particuliers concernant les diverses institutions que la corporation a le droit d'organiser.

Notons d'ailleurs que la présence d'un représentant de l'autorité de surveillance est requise pour toute délibération de l'assemblée corporative relative à des changements aux statuts ou aux règlements particuliers (96).

Si, lors de la fondation de l'organisme, nous voyons apparaître « l'autorité génératrice du droit » puisque ce sera par son approbation des statuts que la corporation acquerra sa qualité de personne morale du droit public, et que par suite elle interviendra dans le fonctionnement de la machine administrative, nous constatons que l'autorité supérieure agira également au Contentieux.

En effet, pour les diverses élections, que nous avons par ailleurs examinées, recours pourra être fait à l'autorité de surveillance, appel étant possible, dans certains cas, devant l'autorité administrative supérieure.

Nous en arrivons maintenant au rôle de l'autorité de surveillance proprement dite.

Elle exercera son contrôle de plusieurs manières :

1° en intervenant directement dans le fonctionnement de la corporation dans le cas des diverses élections qui seront présidées par un de ses délégués, lorsqu'un membre du bureau de la corporation ne pourra le faire.

Lorsqu'un membre du bureau ou de l'assemblée corporative deviendra inéligible, l'autorité de surveillance le démettra de ses fonctions (96). Elle convoque et dirige l'assemblée corporative, lorsque le bureau de la corporation refuse de la réunir ; elle a également le droit de déléguer un représentant aux divers examens ; enfin lorsqu'il s'agira de dissoudre la corporation, la présence de son représentant est requise à l'assemblée corporative.

2° en donnant son avis.

Il est demandé pour la création des divers services accessoires à la corporation (caisse de secours, tribunaux arbitraux, exploitation en commun) la décision étant, dans ce cas, réservée à l'autorité administrative supérieure.

3° en intervenant dans la gestion du patrimoine social.

VII — FIN DE LA CORPORATION LIBRE

La dissolution de la corporation pourra être :
volontaire
par autorité administrative
de plein droit

1° Dissolution volontaire.

Nous avons vu que seule l'assemblée corporative et, non pas comme il semblerait, l'assemblée générale pouvait voter la dissolution de la corporation (art. 93, 10°).

Aucune règle n'étant prévue par la loi sur le mode de scrutin, et si les statuts sont également muets à ce sujet, la délibération devra, suivant le droit commun, être prise à la majorité absolue.

2° Dissolution par autorité administrative.

1° — Lorsqu'il appert que, d'après l'art. 84 (règles auxquelles sont astreints les statuts), l'autorisation officielle aurait dû être refusée et que la modification nécessaire à apporter aux statuts n'est pas faite dans un délai à fixer.

Cet article vise nettement le cas où, quoique ayant été approuvée, la corporation a pour charte des statuts illégaux (il ne peut être admis qu'un organisme public fonctionne sur une base contraire à la loi). Dans ces conditions, dès que l'autorité de surveillance s'est aperçue de cette situation illégale, la corporation devra, sous peine d'être dissoute, se conformer aux exigences légales.

2° — Lorsque, malgré la sommation *réitérée* de l'autorité de surveillance, la corporation néglige *des* buts que l'art. 81 a lui assigné.

3° — Lorsque, par des actes ou des omissions contraires aux lois la corporation porte atteinte à l'intérêt public ou lorsqu'elle poursuit d'autres buts que ceux que la loi lui permet.

4° — Lorsque le nombre de ses membres diminue au point que l'accomplissement des buts que la loi lui impose est compromis d'une manière permanente.

Si cette ingérence de l'autorité administrative dans le fonctionnement de la société s'explique difficilement dans le cas d'une simple association, il se comprend aisément dès que l'on considère le caractère de la corporation qui, personne du droit public, a un but à remplir. Par suite, dès que ce but n'est pas atteint ou dès que la corporation ne se trouve plus en état de l'atteindre, il est normal que l'autorité créatrice du droit lui enlève l'investiture. On ne peut comprendre l'existence d'un organisme public incapable de remplir sa fonction.

Donc l'autorité administrative supérieure, en l'occurrence le Préfet, prononcera la dissolution, dans les quatre cas énumérés ci-dessus. Recours contre cette décision pourra être fait par la Corporation.

3° Dissolution de plein droit.

Dans le cas de la faillite, son ouverture entraîne de plein droit la dissolution de la corporation.

Il semble étrange que le terme faillite soit employé pour une association qui, par principe, n'accomplit aucun acte de commerce, puisque les organismes qui pourraient être créés pour accomplir certains services au profit des corporants, ont obligatoirement un budget distinct. Donc, si cet organisme qui, lui, est appelé à accomplir des actes de commerce, vient à déposer son bilan la procédure de la faillite sera suivie, n'affectant en rien la corporation.

L'explication de cet anomalie plutôt apparente que réelle, se trouve dans le droit local: il ne faut pas oublier que nous travaillons, non sur du droit français, mais sur du droit allemand. Que dit celui-ci ?

Toute personne ayant un passif excédant l'actif, qu'elle fasse ou non du commerce, sera déclarée en faillite; un syndic provisoire assurera la liquidation du bilan.

Par suite, il est normal que cette mesure qui s'adresse à quiconque a un budget, et toute personne privée, qu'elle le veuille ou non, a un budget réel ou fictif, soit applicable à la personne morale corporation qui, elle, a un budget réel. Mais si l'on admet la mise en faillite de la corporation, comment expliquer que cette mise en faillite entraîne dissolution?

Il semble qu'il faille en trouver l'explication dans une mesure disciplinaire. Cette faillite, en effet, provient de la mauvaise gestion du patrimoine social, gestion dont sont responsables l'assemblée corporative, qui établit le budget, et le bureau. Mais s'il y a eu mauvaise gestion, il doit y avoir sanction. Certes les administrateurs pourront être tenus civilement responsables de leur gestion, mais où trouver une sanction pour la collectivité, puisque personne ne peut dissoudre, ni l'assemblée corporative, ni le bureau. Il n'y a qu'un moyen: la dissolution administrative de la corporation.

Par ailleurs, la corporation est un organisme public; donc, si après la déclaration de faillite, elle continuait à fonctionner, son administration serait surveillée par le syndic, personne privée. Comment admettre l'intrusion d'une personne privée dans le fonctionnement d'un service public hiérarchisé, dont les seuls tuteurs sont les autorités de surveillance? Cela ne peut se concevoir. Là encore la dissolution s'impose. La dissolution étant prononcée, il y aura liquidation du patrimoine et rien ne s'oppose à ce qu'une autre corporation remplace la défaillante. Remarquons d'ailleurs que la mise en faillite, du fait de l'introduction de la législation française, ne peut plus être prononcée.

Une fois la dissolution prononcée par l'autorité administrative ou votée par l'assemblée corporative, la question du patrimoine se pose. Là, nous retrouvons le grand principe de notre droit, à savoir que le patrimoine social ne peut, en aucun cas, profiter d'une manière personnelle à aucun de ses membres; pourtant une exception sera faite, ainsi que nous le verrons.

Il faut remarquer également que la dissolution ne rompt pas automatiquement le contrat d'association entre les corporants. Si la personne juridique disparaît, par une fiction que nous retrouverons dans notre législation financière, la corporation, en tant que personne financière, existe toujours et seule la clôture de la liquidation mettra le point final à la vie corporative. Par suite, quoique la dissolution ait été prononcée ou votée, les membres de la corporation restent tenus des mêmes paiements auxquels, en cas de sortie de la corporation, ils auraient été astreints. (98). C'est-à-dire qu'ils demeurent tenus au paiement de toutes les cotisations dont la répartition était faite au jour de leur sortie (dissolution de la société) (87 a).

Enfin une dernière particularité se présente du fait de l'existence,

à côté de la corporation, de certains services d'assistance et de prévoyance. Il pourrait être désastreux que la disparition de la corporation entraîne celle de ces organismes qui ont une vie autonome et un budget différent; aussi l'autorité administrative supérieure (Préfet) pourra-t-elle conférer la personnalité civile à ces caisses de secours (1), autres que celles visées par la loi sur l'assurance-maladie et qui jusqu'alors avaient été annexées à la corporation (98).

4° — Liquidation du patrimoine.

Deux opérations vont être nécessaires pour mettre fin à la vie patrimoniale de la corporation :

la liquidation proprement dite
la répartition de l'actif

La *liquidation*, en cas de dissolution volontaire, sera opérée, si l'assemblée corporative n'en décide pas autrement, par le bureau, sous le contrôle de l'autorité de surveillance (Sous-Préfet ou Maire). Toutefois, si le bureau ne remplit pas ses obligations, ou si la dissolution est prononcée d'office, cette liquidation sera opérée par l'autorité de surveillance ou son délégué (98).

L'*actif* devra tout d'abord servir à régler le passif et toutes les autres obligations de la corporation (98 a).

Ce n'est que ce qui restera qui pourra être réparti entre les membres, étant entendu qu'il faudra pour cela un vote de la corporation et que seuls les revenus provenant des cotisations y seront employés. D'ailleurs nous voyons réapparaître le principe que la dissolution ne peut profiter à aucun membre puisque les intéressés ne pourront recevoir plus que la somme totale des contributions qu'ils ont versées.

Si surplus il y a, il sera mis, faute de dispositions contraires aux statuts ou à la loi de l'Etat particulier (loi française), à la disposition de la Commune où la corporation a son siège, pour être employé dans un but professionnel. En cas de conflit l'autorité administrative supérieure (Préfet) statuera en dernier ressort.

Remarquons que la loi française ayant substitué la loi de l'Etat particulier en Alsace à la loi d'Empire, le surplus pourra, comme pour toutes les associations, être réparti entre les oeuvres poursuivant le même but, soit à la Chambre de métiers, soit à une corporation similaire ou même à la corporation qui remplacera, pour la même profession, celle qui vient d'être dissoute.

(1) Nous sommes ici en face d'une dérogation importante à la règle de la personnalité civile des sociétés puisque celles-ci l'acquièrent automatiquement et d'une manière générale par la simple déclaration au Tribunal Cantonal. Il faut remarquer que cette personnalité civile, à l'encontre de celle accordée aux associations françaises, est pleine et entière.

VIII. — LES POUVOIRS JUDICIAIRES DE LA CORPORATION

Nous avons vu qu'une des principales prérogatives de la corporation est d'être un organe judiciaire.

En effet, les corporations ont pour mission :

« Le jugement des contestations entre les membres et les apprentis, prévues à l'article 3 (81 a, 4°).

« Etablir des tribunaux arbitraux appelés, au lieu et place des autorités ordinairement compétentes, à trancher entre les membres et leurs compagnons (commis) et ouvriers les contestations prévues . . . (81 b, 4°).

Donc, deux cas se présentent nécessitant deux formations judiciaires que nous allons étudier :

La Corporation - Tribunal
Le Tribunal arbitral.

a) La Corporation - Tribunal

A l'assemblée corporative sera dévolu le soin de juger les conflits entre les patrons et leurs apprentis. Aucune disposition n'étant insérée dans la loi, quant à la procédure, il faudra, sauf mesures spéciales, incluses dans les statuts, s'en référer à la procédure suivie devant les Conseils de Prud'hommes.

L'assemblée corporative, à la majorité absolue, rendra une sentence qui, motivée, sera susceptible d'un recours devant les Tribunaux ordinaires, dans le délai d'un mois. Passé ce délai, la décision est exécutoire de la même manière que la décision du Tribunal arbitral.

b) Le Tribunal arbitral.

Ce tribunal se composera d'au moins un président et deux assesseurs.

Le Président sera désigné par l'autorité de surveillance parmi les idoines, peu importe qu'ils fassent ou non partie de la corporation.

Les assesseurs et leurs suppléants seront élus pour moitié parmi les membres de la corporation, pour moitié parmi les commis et ouvriers employés par ces membres, ce qui revient à dire que le Tribunal sera composé d'un président, d'un membre patron et d'un membre ouvrier.

Remarquons que si les membres assesseurs ouvriers sont élus par tous les ouvriers, suivant les dispositions de la loi sur les Conseils de Prud'homme, les assesseurs patrons ne sont élus que par l'assemblée corporative. Si l'élection n'aboutit pas ou si les élus refusent de siéger, leur désignation sera faite d'office par l'autorité de surveillance.

Le plaignant introduira sa requête par écrit et si, dans les 8 jours, il n'a pas été convoqué devant le Tribunal corporatif arbitral, il peut demander par écrit (sa demande devra être également adressée au

Tribunal corporatif arbitral) à comparaître devant le Conseil de Prud'hommes ou, à son défaut, devant les tribunaux ordinaires; il sera obligatoirement fait droit à sa demande.

S'il y a tribunal d'exception, la procédure sera aussi d'exception et d'une rapidité telle qu'elle permettra un fonctionnement idéal de la justice et ne fera pas hésiter le plaignant ouvrier, à demander son droit. Pas de lenteur et de complexité judiciaire; chose qui arrive, malheureusement, trop souvent dans d'autres domaines.

Le Tribunal prendra une décision qui, rédigée par écrit, sera susceptible d'appel devant les tribunaux, dans le délai d'un mois, la procédure ordinaire étant alors applicable.

Enfin, si la décision du tribunal comporte une obligation de faire, le défendeur sera, sur réquisition du demandeur, condamné en même temps à une somme fixée librement par le tribunal à titre de dommages-intérêts pour les cas d'inexécution de ladite obligation dans un délai déterminé (91 a).

Qui dit décision, dit exécution; par suite, il faut examiner comment se fera l'exécution des décisions et du Tribunal et de la Corporation.

Remarquons, par avance, qu'en cas de transaction intervenue après la demande introductive, l'exécution forcée pourra avoir lieu, cette transaction prenant force de jugement.

De plus, toute décision et de la corporation et du tribunal qui n'a pas été attaquée dans le délai d'un mois a force de chose jugée.

Nous sommes bien en présence d'une décision de justice.

L'exécution. — L'exécution par provision peut être prononcée si l'exécution totale entraînerait un préjudice irréparable, dans ce cas des sûretés préalables pourront être ordonnées. L'exécution par la police aura lieu, sur la demande de la partie et à la requête de la corporation ou du tribunal arbitral corporatif, suivant les dispositions relatives à l'exécution forcée par voie administrative. Là où pareille procédure n'existe pas (il s'agit des états particuliers où une telle procédure peut ne pas exister) on se conformera aux règles de l'exécution en matière civile.

Ainsi, juge du «Travail», la corporation à toutes les prérogatives d'un Tribunal, même celles concernant l'exécution forcée.

C'est bien là une prérogative de souveraineté indéniable et qui donne bien à la corporation son caractère de personne juridique, du droit public ou mieux, en notre langage juridique, d'établissement public à personnalité développée.

IX. STATISTIQUES

Corporations libres en :

1913	30
1923	45
1927	79
1930	86

Mulhouse 13
Colmar 10
Strasbourg 63

Si nous considérons le nombre des membres inscrits, nous aurons les chiffres ci-dessous :

SECTIONS	Nombres		Adhérents	
	1908	1928	1908	1928
Mulhouse (1)	16	10	748	666
Colmar	4	11	98	464
Strasbourg	9	48	431	3505
Totaux..	29	69	1277	4635

(1) Le développement de la grande industrie à Mulhouse explique la diminution de l'artisanat.

Si nous considérons une année, l'année 1930 par exemple, nous aurons les résultats suivants :

créations nouvelles 5

dissolutions 2

Ainsi mieux que tous autres arguments, les chiffres répondent aux détracteurs de la corporation et montrent que, si elle n'est pas parfaite, elle n'en répond pas moins à un besoin certain et que sa disparition serait une catastrophe pour l'économie régionale.

SECTION IV

Les Corporations obligatoires

Nous avons vu que les deux sortes de corporation ne diffèrent que par rapport au formalisme, mais que leurs buts et leurs moyens d'action sont les mêmes. Par suite, afin de mieux faire ressortir les différences et les similitudes des deux organismes, nous adopterons, pour l'étude de la corporation obligatoire, le même plan que pour la corporation libre, renvoyant à celle-ci lorsqu'il n'y aura aucune différence.

Nous suivrons le plan suivant :

- 1° Mission des Corporations.
- 2° Fondation de la Corporation obligatoire.
 - a) le monopole corporatif
 - b) les statuts
 - c) les membres
 - d) les formalités administratives.
- 3° Organisation de la corporation obligatoire.
- 4° Ressources de la corporation obligatoire.
 - a) biens de la corporation
 - b) les cotisations
 - c) le budget.
- 5° Les Autorités de surveillance.
- 6° Fin de la corporation obligatoire.
- 7° Transformation de la corporation libre en corporation obligatoire.
- 8° Statistiques.

1° — MISSION DE LA CORPORATION OBLIGATOIRE

Quelle que soit la forme de la corporation, sa mission sera la même; pourtant, en ce qui concerne la mission facultative, les corporations obligatoires ne sont pas placées sur le même pied que les corporations libres.

En effet, alors que la corporation libre peut organiser des exploitations en commun (art. 81 b. n° 5), la corporation obligatoire ne le peut pas. Toutefois, elle pourra provoquer la création d'institutions ayant pour objet de favoriser les intérêts communs, professionnels ou économiques de ses membres tels que: caisses d'avances, établissements d'achat, de vente en commun, etc. et, si elle peut subventionner ces institutions à l'aide du patrimoine accumulé, il lui est interdit de lever des cotisations à cet effet (100 n).

De plus, les membres de la corporation ne peuvent pas être tenus

de participer contre leur gré à des caisses de secours qui ne tombent pas sous l'application de la loi sur les assurances-maladie.

Ces dispositions, qui pourraient sembler de prime abord étranges, s'expliquent lorsqu'on considère le caractère obligatoire de l'institution, c'est-à-dire que tous les artisans d'une profession sont tenus d'adhérer à ladite corporation. Il faut éviter que cette obligation, qui s'admet sur le terrain professionnel et moral, n'empiète pas, au détriment de la liberté du commerce et de la simple liberté de l'individu, sur le terrain professionnel matériel.

Ce sont ces mêmes préoccupations qui sont à la base de l'interdiction pour la corporation de restreindre la liberté de ses membres, en ce qui concerne la fixation des prix de leurs marchandises ou de leur travail ou l'acceptation des clients (100 q).

Enfin, tandis que les corporations libres ne sont autorisées (art. 81 b) à faire subir les examens de compagnons et à former, à cet effet, des commissions d'examen qu'avec l'approbation de la Chambre de Métiers, la mission essentielle des corporations obligatoires consiste précisément dans l'organisation des examens de compagnons et dans la création de commissions d'examen.

Par ailleurs, la corporation obligatoire a les mêmes obligations que la corporation libre.

II — FONDATION DE LA CORPORATION OBLIGATOIRE

a) Le Monopole Corporatif.

Si le terme « monopole » s'appliquait à la corporation libre, quant à la circonscription, il s'applique ici dans toute sa force, puisque seule la corporation obligatoire existera dans une circonscription et que **tous** les artisans de la profession devront y adhérer.

« Dans l'intérêt professionnel commun des métiers similaires et « connexes, l'administration supérieure devra, sur requête des intéressés, ordonner que tous les patrons d'une circonscription déterminée « qui exercent le même métier ou des métiers connexes, seront obligés « de s'affilier à une corporation nouvelle à créer (100) ».

Donc, c'est bien d'un monopole qu'il s'agit, puisque l'ancienne corporation libre qui pourrait exister devra disparaître, pour autant d'ailleurs que :

1° La majorité des intéressés consentira à l'introduction de l'affiliation obligatoire.

2° Le nombre des artisans intéressés se trouvant dans la circonscription devra être suffisant pour assurer la création d'une corporation capable de remplir sa mission.

La requête pourra émaner, soit d'une corporation qui existe déjà, soit d'artisans qui veulent **s'associer** en une nouvelle corporation.

Quant à la circonscription, ce sera le Préfet qui aura toute latitude pour la délimiter; pourtant il sera tenu par le fait que cette délimitation ne devra être, du fait de l'éloignement de sa demeure au siège de la corporation, en aucun cas, une gêne à l'artisan pour participer à la vie corporative et bénéficier des institutions créées par la corporation.

b) Les statuts.

Une fois que l'arrêté préfectoral, instituant la corporation obligatoire, aura été pris, la corporation devra établir des statuts suivant la même manière et sous la même forme que la corporation libre, les articles 81 à 99 régissant leur contenu, exception faite des mesures que nous avons déjà étudiées. (Mission de la corporation obligatoire).

Les statuts devront être approuvés par le Préfet (autorité administrative supérieure), le refus d'approbation étant susceptible d'un recours devant le Conseil d'Etat (100 d).

Mais, puisque nous sommes en face d'une corporation obligatoire déjà créée et légalement existante, elle ne peut rester sans statuts, lorsque ceux-ci seront refusés. De plus, les corporants pourraient refuser de les changer, ce qui provoquerait un conflit préjudiciable à la vie corporative elle-même. Alors le Préfet arrêtera d'office les statuts, qui auront force obligatoire.

Pour les modifications des statuts, une procédure d'office existera également, et, si après la mise en demeure de voter les modifications, la corporation n'a pas opéré ce changement, le Préfet modifiera d'office les statuts, dont la nouvelle rédaction sera obligatoire.

Enfin, il se pourrait que les statuts ou les modifications qui auraient dû être refusés ne le fussent pas; une pareille situation ne peut exister pour un organisme public. Le Préfet apportera d'office les modifications nécessaires, sauf recours des intéressés devant le Conseil d'Etat.

c) Les Membres.

« . . . Tous les patrons d'une circonscription déterminée qui exercent le même métier ou des métiers connexes seront obligés de s'affilier à une corporation . . . » (art. 100).

A priori tout patron sera, par le fait même, membre de la corporation, mais, ainsi que nous avons vu l'accès de la corporation libre ouvert aux compagnons, nous allons voir que l'art. 100 subit aussi des dérogations ou mieux des additions.

Nous aurons de ce fait

des membres de droit

des membres facultatifs.

1°) *Membres de droit.*

Sont, de droit, membres de la corporation, tous ceux qui exercent, en leur propre nom et à titre de profession sédentaire, la profession pour laquelle la corporation est créée (100 f).

Remarquons que si le titre de membre de la corporation libre est défini d'une manière vague, l'appréciation étant laissée aux corporants, en ce qui concerne la corporation obligatoire, cette obligation nécessite une définition nette et claire du « corporant » ; aussi pour arriver à ce but, le premier alinéa de l'art. 100 f sera-t-il précisé par quelques exceptions :

a) seront exceptés de l'obligation d'affiliation, ceux qui exploitent la profession en fabrique. Pour déterminer où finit l'artisanat et où commence la fabrique, termes de signification totalement différente en droit français et en droit local, nous renvoyons à notre Introduction.

b) seront également exceptés de l'obligation, ceux qui habituellement n'occupent ni compagnons, ni apprentis, lorsque la constitution de la corporation obligatoire n'est faite que pour ceux qui occupent des compagnons et des apprentis. Il est évident que s'ils ne sont pas obligés de s'affilier, ces artisans pourront s'affilier suivant les dispositions de l'art. 100 g, que nous allons étudier (membres facultatifs).

Enfin, la loi laisse toute liberté aux statuts, sous réserve d'approbation préfectorale, pour fixer les conditions où l'affiliation est obligatoire pour les artisans occupés moyennant rétribution dans les exploitations agricoles ou industrielles et qui emploient régulièrement des compagnons ou des apprentis. Remarquons, sans nous y arrêter, que, dans cette matière, la délimitation est bien difficile à faire entre l'artisanat et le marchandage. Ce sera à la corporation de veiller à ce que le premier ne soit pas en réalité le second.

Etant une obligation, l'affiliation prendra cours, pour ceux qui sont déjà établis, le jour de la constitution de la corporation et, pour les nouveaux artisans, du jour de l'ouverture de l'exploitation.

D'autre part, les artisans qui exercent plusieurs professions devront s'affilier à la corporation de leur profession principale. Dans le département du Ht-Rhin, la question se pose fréquemment, de nombreux artisans étant, outre leur métier, viticulteurs ; par suite, ils disent : « Pardon, mon métier principal est la viticulture, donc je ne dois pas être inscrit à la corporation de mon métier accessoire ». Comme il n'y a pas de corporation pour les viticulteurs, ils échappent à l'organisation artisanale. Ils échapperaient, plutôt, car l'autorité de surveillance est impitoyable pour les fraudeurs et la jurisprudence est en cette matière bien établie, témoin un arrêté du Préfet du Haut-Rhin, du 5 novembre 1932, statuant en appel d'une décision de l'autorité de surveillance, le Maire de G.

Ci-dessous l'arrêté :

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN,
Officier de la Légion d'Honneur,

VU la lettre en date du 28 septembre 1932 par laquelle M. X...., coiffeur et vigneron à X...., forme un recours contre la décision en date du 22 septembre 1932 de M. le Maire de G..... qui refuse de le dispenser de faire partie de la corporation obligatoire des patrons-coiffeurs de l'arrondissement de G.....;

VU les dispositions de la loi locale du 26 juillet 1900 (Code industriel local) relatives à l'exercice des professions industrielles et commerciales, et notamment les articles 100 f et 100 h de cette loi;

VU les statuts de la susdite corporation obligatoire et notamment l'article 3, alinéa de ces statuts qui est ainsi conçu :

« Les exploitants d'entreprise qui exercent à côté du métier de
« coiffeur leur activité dans une autre branche professionnelle
« font partie de la corporation lorsqu'ils exercent le métier de
« coiffeur comme profession principale » ;

ATTENDU que le recours formé par M. X.... a été présenté dans le délai prescrit par l'article 100 h de la loi susvisée et qu'il est en conséquence recevable dans la forme;

ATTENDU que M. X...., pour justifier sa demande, fait valoir qu'il exerce non seulement la profession de coiffeur, mais aussi celle de vigneron et que cette dernière est sa profession principale;

ATTENDU que la décision de M. le Maire de G..... est motivée par la considération que la profession de vigneron est une profession qui n'est pas réglementée par la loi susvisée et qu'en conséquence, le fait d'exercer cette profession ne peut dispenser M. X.... de faire partie de la susdite corporation obligatoire;

CONSIDÉRANT que, pour bien comprendre la portée de la disposition susmentionnée de l'article 3 des statuts de la corporation obligatoire dont il s'agit, il faut se reporter à la disposition de l'article 100 f alinéa 4 de la loi susvisée qui est ainsi conçu :
« Les exploitants qui exercent plusieurs professions, appar-
« tiennent à la corporation de celle de leurs professions qui
« doit être considérée comme principale » ;

CONSIDÉRANT que cette disposition a uniquement pour but de ne pas imposer à une personne qui exerce plusieurs métiers (par exemple: celui de menuisier et celui de tapissier ou vitrier, celui de charron et celui de sellier, etc.) l'obligation de faire partie de plusieurs corporations, mais qu'elle ne permet pas de dispenser de l'adhésion à une corporation obligatoire une personne qui exerce à côté du métier, pour lequel la corporation

obligatoire a été constituée, encore une autre profession pour laquelle il n'existe pas de corporation artisanale, même lorsque cette profession est sa profession principale;

CONSIDÉRANT qu'une corporation conforme aux dispositions des articles 81 et suivants de la loi locale susvisée n'a pas été constituée pour la profession de vigneron, que d'ailleurs la profession de vigneron n'est pas une profession artisanale pour laquelle une corporation pourrait être constituée suivant les dispositions de cette loi;

Par ces motifs;

Arrête:

Article 1^{er} — Le recours formé par M. X.... contre la décision suvisée de M. le Maire de G....., en date du 22 septembre 1932 est rejeté.

Article 2. — M. le Maire de G..... et M. le Maire de X..... sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 5 novembre 1932.

Le Préfet:

2^e — Les Membres Facultatifs.

Pourront donc s'affilier *personnellement*, suivant leur propre désir, et sans en être tenus:

1^o Ceux qui pourraient être inscrits dans une corporation libre (art. 87, 1^o, 2^o, 3^o) et qui ne sont pas compris parmi les membres de droit, ainsi que les artisans occupés moyennant rétribution dans une exploitation industrielle ou agricole et qui n'emploient ni compagnons, ni apprentis.

2^o Ceux qui exploitent une industrie en fabrique; toutefois dans ce cas, l'assemblée corporative devra se prononcer sur chaque demande d'affiliation.

3^o Enfin ceux dont l'affiliation est prévue à la corporation obligatoire, mais qui n'emploient ni compagnons ni apprentis.

Ainsi, de cette manière, sans imposer une charge trop lourde aux petits artisans, du fait de leur participation à la corporation, celle-ci sera ouverte à tous, les statuts réglant les droits des affiliés volontaires ou mieux facultatifs.

Evidemment la distinction de ces deux catégories entraînera inévitablement des conflits; ceux-ci seront tranchés par l'autorité de surveillance (Sous-Préfet ou Maire) sauf appel à l'Autorité supérieure (Préfet).

(1) M. le Maire de G..... agissait en tant qu'autorité de surveillance de la corporation obligatoire ayant son siège social à G.....

d) Les formalités administratives.

Un acte de volonté est à la base de toute création. Nous avons vu que, quoique établissement public, la corporation libre n'émane pas d'un acte créateur de la puissance publique, mais de la volonté des corporants, sanctionnée par l'Autorité administrative.

Ici encore, nous retrouverons le même processus et la puissance publique n'interviendra que lorsque la volonté des bénéficiaires se sera manifestée, par une demande formulée à la majorité des intéressés.

Cette requête, qui pourra n'envisager que le groupement des patrons occupant habituellement des compagnons et des apprentis, émanera soit d'une corporation libre existante, soit d'un groupe d'artisans désireux de s'associer en une nouvelle corporation (100); toutefois si, dans ce cas, le nombre des demandeurs est trop restreint, la requête pourra être rejetée de plano, de même que si une semblable requête a été rejetée dans les trois années antérieures ou si il est suffisamment pourvu aux intérêts professionnels, par des institutions autres que les corporations. Il semble que cette disposition vise le syndicat, mais, libérale en principe, cette mesure perd toute son efficacité puisque l'appréciation du rejet de plano est laissée, sans recours, à l'Autorité administrative.

Lorsqu'une telle requête sera admise et, afin de provoquer l'assentiment de la majorité, l'autorité administrative supérieure (Préfet) avisera les intéressés, soit par un avis collectif, soit par des avis individuels, provoquant un vote de leur part. Aucune prescription spéciale n'étant édictée par la loi, le Préfet est libre de la forme qu'il juge convenable de donner à cette consultation.

Une fois que la majorité de ceux qui ont pris part au vote décide de la création de la corporation obligatoire, le Préfet prendra un arrêté créant cet organisme et qui, fixant son nom, le siège, les limites de la circonscription, déterminera les métiers pour lesquels elle est créée et indiquera la date de l'entrée en vigueur de l'organisme nouveau.

La publicité nécessaire sera évidemment donnée à cet arrêté, afin que les intéressés puissent réclamer, si besoin est, contre cette mesure; l'administration centrale étant compétente (Ministère du Travail).

Ce recours sera fait dans un délai de quatre semaines, prenant son départ du jour de la publication de l'arrêté; en cas de création, du jour de la notification, en cas de rejet, de la demande de création.

Quant aux statuts, qui seront établis postérieurement à la création, ils devront être approuvés dans les mêmes formes que celles des corporations libres et compte tenu des dispositions de la loi de 1900 (100 d, 100 a, 100 f.).

A titre indicatif, nous reproduisons l'avis au public émanant de la Préfecture du Haut-Rhin et visant la :

Création d'une corporation obligatoire des meuniers du département du Haut-Rhin.

Il est porté à la connaissance publique qu'au cours d'une réunion qui eut lieu le 6 mars 1932 à Mulhouse, 39 patrons-meuniers du Haut-Rhin ont décidé de fonder une corporation obligatoire pour les meuniers du département du Haut-Rhin.

Par arrêté préfectoral du 24 juin, MM. les Sous-Préfets des arrondissements de Mulhouse, Thann, Altkirch, Guebwiller, Colmar et Ribeauvillé ont été chargés de procéder dans leur arrondissement à l'enquête en vue d'établir, en conformité du paragr. 100, al. 1, chap. 1 du Code Industriel local et des instructions d'exécution du 27. 4. 1904, si la majorité des patrons-meuniers du Haut-Rhin consent à la création d'une corporation obligatoire.

Les patrons-meuniers domiciliés dans l'arrondissement de Mulhouse sont invités à présenter à ladite Sous-Préfecture des déclarations pour ou contre la création de la Corporation obligatoire. Ces déclarations peuvent être faites verbalement au bureau 15 de la Sous-Préfecture pendant la période du 5 au 20 juillet courant.

Tous les meuniers qui exercent à leur compte dans l'arrondissement de Mulhouse doivent faire leur déclaration.

Il est précisé que ne sont valables que les déclarations qui font ressortir clairement que le déclarant consent ou non à la création d'une corporation obligatoire.

Il ne sera plus tenu compte des déclarations faites après le 20 juillet courant.

3° — ORGANISATION DE LA CORPORATION OBLIGATOIRE.

Si aucun texte ne précise les organismes de la corporation obligatoire, il est aisé de déduire des diverses dispositions de la 2^e partie de la loi du 26 juillet 1900 leur nombre et, par analogie avec la corporation libre, leurs fonctions et leurs pouvoirs.

A l'article 100 g, traitant de l'affiliation individuelle des artisans, il est dit :

« Pourront s'affilier :

« 2° — Moyennant autorisation de l'assemblée corporative, ceux qui exploitent une industrie en fabrique. »

Donc, il y aura une « *Assemblée corporative*. »

A l'article 100 t, traitant de la dissolution de la corporation obligatoire :

« Si le retrait de l'arrêté de création est demandé par l'assemblée corporative, il y sera fait droit :

« 1° — si le quart des membres obligatoirement affiliés à la corporation en a fait la proposition au bureau. »

Donc il y aura un *Bureau*.

Aucune autre disposition n'annihilant les pouvoirs qu'ont ces deux organismes dans la corporation libre, les textes y applicables seront également valables pour la corporation obligatoire.

Toutefois, il nous faut remarquer que les 2/3 au moins des membres du bureau et des diverses commissions qui, comme dans la corporation libre, peuvent exister, doivent avoir le droit de former des apprentis et d'occuper régulièrement des compagnons (commis) ou des apprentis (100 r).

4° — RESSOURCES DE LA CORPORATION OBLIGATOIRE.

Personne morale au même titre que la corporation libre, la corporation obligatoire en aura les mêmes droits juridiques, toutefois quelques différences existant entre les deux organismes, nous examinons successivement :

Les biens de la corporation, les cotisations
de ses membres, son budget.

a) Biens de la corporation obligatoire.

Personne morale du droit public, la corporation obligatoire pourra posséder, ainsi que la corporation libre, tous biens, meubles ou immeubles.

b) Les Cotisations.

Pour subvenir aux dépenses résultant de la création et du fonctionnement de la corporation et de la commission des compagnons — nous avons vu que la corporation obligatoire ne pouvait faire fonctionner en propre les organismes que la corporation libre est capable de créer — la corporation percevra des cotisations.

Mais, la corporation étant obligatoire, cette cotisation prend figure d'un véritable impôt et son assiette ne peut être laissée à l'arbitraire des corporants. Aussi l'art. 100 s indique-t-il que cette cotisation, fixée par les statuts et, de ce fait, approuvée ultérieurement par l'autorité administrative supérieure (Préfet) sera établie de telle manière que la participation de chaque entreprise (étymologie qui pourrait prêter à confusion, si l'on ne savait pas que le terme artisan est entendu, par le droit local, dans un sens plus large que par le droit français) soit réglée d'après sa capacité financière.

Par ailleurs, dans le même ordre d'idées, les statuts pourront dispenser du paiement de la cotisation les membres n'occupant pas régulièrement des compagnons et des apprentis. Les affiliés volontaires, que nous avons appelé facultatifs, pourront être astreints à payer des cotisations d'un taux invariable.

Enfin, si un artisan exerce plusieurs métiers, il ne sera taxé

que pour un de ces métiers, celui pour lequel il est affilié à une corporation.

Nous avons vu que la corporation obligatoire ne pouvait pas administrer les institutions connexes, mais qu'elle pouvait en provoquer la création et les patronner. Dans ces conditions, elle pourra, sous réserve de l'approbation de l'autorité supérieure, percevoir des taxes sur les participants. C'est un gros avantage, car nous savons que les taxes perçues par les corporations sont assimilables, quant à la perception, aux impôts communaux.

Cette notion d'impôt est d'ailleurs beaucoup plus forte ici puisque, lorsqu'un impôt sur les professions est perçu, l'administration Centrale de l'Etat (Le Ministre du Travail) peut autoriser la perception de la *cotisation* sous la forme d'une taxe additionnelle à cet impôt. De plus, à l'impôt sur les professions (*Gewerbsteuer*), pourra être assimilé l'impôt sur le revenu des professions (*Einkommen des Gewerbes*) qui pourrait être comparé à notre actuel impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

c) Le Budget.

La corporation doit établir un budget annuel. Quel organe doit le présenter? Rien ne l'indiquant, ce sera donc, comme pour la corporation libre, l'assemblée corporative. Toutefois, ici, ce budget devra être approuvé par l'assemblée générale de la corporation et si un quart des membres ne l'approuve pas, de même d'ailleurs que les résolutions relatives à des dépenses non prévues au budget, le conflit sera tranché par l'autorité de surveillance à qui devront être communiqués tant le budget que les dépassements de crédits et les comptes annuels (100 g). L'autorité de surveillance n'a pas à approuver le budget.

En ce qui concerne les autres règles budgétaires, celles relatives à la corporation libre seront applicables à la corporation obligatoire.

5° — LES AUTORITÉS DE SURVEILLANCE.

Celles-ci étant les mêmes que pour la corporation libre, leur rôle sera identique, compte tenu des particularités indiquées au cours du développement qui précède.

6° — FIN DE LA CORPORATION OBLIGATOIRE.

Organisme obligatoire, créé par un acte des Pouvoirs Publics, après consultation des intéressés, la corporation obligatoire, qui peut être considérée d'un degré supérieur à la corporation libre, née de la seule volonté des intéressés, ne pourra être dissoute que par l'autorité administrative. Elle ne pourra se dissoudre d'elle-même en aucun cas. Toutefois, elle pourra provoquer cette dissolution par le

truchement de l'assemblée corporative, en demandant à l'autorité administrative supérieure le retrait de l'arrêté de fondation (100 t).

Pour que la décision préfectorale soit valable il faudra :

1° que le 1/4 des membres obligatoirement affiliés à la corporation en ait fait la proposition au bureau;

2° que la convocation à la séance fixée pour le vote de cette proposition ait eu lieu, en bonne et due forme, au moins quatre semaines à l'avance;

3° que les 3/4 des membres de la corporation adhèrent à la proposition.

De plus, ces mesures renforcées par des modalités procédurières rendront difficile une telle requête et permettront la stabilité de cet organisme qui pourrait être compromise par une minorité turbulente.

Une fois émis dans ces conditions, l'avis sera, obligatoirement sanctionné par l'autorité administrative supérieure, un recours étant possible devant l'administration centrale de l'état (Conseil d'Etat) qui statuera définitivement.

Une fois dissoute, la corporation devra liquider ses biens ainsi que le ferait la corporation libre. Toutefois, la répartition de l'actif net entre les membres est interdit; le surplus de l'avoir étant, suivant la décision de l'autorité de surveillance, attribué, soit aux caisses de secours qui, étaient *annexées* à la corporation dissoute (annexée et non pas faisant partie intégrante, comme pour la corporation libre), soit à la corporation libre qui sera créée, soit à la chambre des artisans (chambre de métiers) qui lui donnera l'emploi le plus conforme à sa destination antérieure.

Si la corporation obligatoire peut ainsi être dissoute par arrêté, elle le sera à plus forte raison de plein droit, lorsque surviendront les circonstances prévues dans le même cas, pour la corporation libre (art. 97, 9, dissolution de plein droit de la corporation libre).

7° — TRANSFORMATION DE LA CORPORATION LIBRE EN CORPORATION OBLIGATOIRE.

La corporation obligatoire succède le plus souvent à une corporation libre qui, de ce fait, est dissoute. Mais comme il n'y a pratiquement qu'un changement de dénomination et de statuts, des règles spéciales présideront à la dissolution financière de la corporation libre et à l'incorporation de ses biens au patrimoine de la corporation obligatoire.

Dans le cas de dissolution d'office de la corporation libre, du fait de la création d'une corporation obligatoire, son avoir passera, sous certaines réserves (art. 100 l, 100 n), à la corporation obligatoire, y compris évidemment les droits et les charges y afférents; toutefois, cette mutation sera faite « sous bénéfice d'inventaire », puisqu'il ne sera tenu compte du passif que dans les limites de l'ac-

tif. La nouvelle corporation ne peut être tenue responsable des dettes de l'ancienne en dehors de l'actif, puisqu'en cas normal, la corporation libre aurait été déclarée en faillite et dissoute de plein droit; par suite la liquidation aurait été opérée dans les mêmes conditions.

Nous savons que les corporations libres peuvent avoir comme filiales divers organismes. S'il s'agit d'une caisse corporative de maladie (art. 73 de la loi sur l'assurance-maladie, loi locale), cette caisse sera transférée à la corporation obligatoire. Toutefois, l'autorité administrative supérieure pourra la supprimer dans les divers cas indiqués à l'art. 100 l. De plus, si d'autres caisses de secours étaient rattachées à la corporation libre, il sera procédé à la liquidation de ces caisses dans les formes prévues lors de la dissolution de la corporation libre (art. 98 et 98a), sans qu'il soit fait obstacle pour cela, au cas où n'existent dans les statuts aucune disposition contraire, à la reprise, par la corporation obligatoire, de ces caisses de secours, étant entendu que les membres actuels peuvent rester affiliés, même s'ils ne font pas partie de la corporation obligatoire.

Il reste la question des exploitations en commun annexées à la corporation libre.

La corporation obligatoire ne peut exploiter aucun organisme de ce genre, elle ne peut que favoriser leur formation. Dans les six mois de l'arrêté de fondation de la corporation obligatoire, l'exploitation en commun devra être transformée en une association coopérative. Toutefois, si le maintien de l'exploitation en commun est jugé désirable dans l'intérêt public, elle sera gardée in corpore dans la corporation obligatoire, sous réserve de l'approbation de l'autorité administrative supérieure. Dans les autres cas, l'exploitation en commun de la corporation libre sera purement et simplement dissoute et son patrimoine liquidé, conformément aux statuts.

Nous avons vu que les membres de la corporation libre ne sont pas, ipso facto, membres de la corporation obligatoire. Il reste donc à régler la question de la non admission des corporants libres.

Si une partie des membres de la corporation libre ne sont pas admis dans la corporation obligatoire, on ne peut, au nom du principe de la participation des corporants à l'avoir de la corporation, transmettre intégralement celui-ci à la corporation obligatoire. L'avoir sera réparti entre la corporation libre existante et la corporation obligatoire naissante, au prorata des membres quittant la corporation libre, les différents possibles étant tranchés par l'autorité administrative supérieure dont dépend la corporation existante, sous réserve d'appel devant l'administration Centrale de l'Etat.

Un règlement proportionnel sera également établi, lorsqu'à la suite de la création d'une corporation obligatoire, une partie des membres d'une corporation existante à laquelle est annexé une caisse corporative de malades, se trouvent devoir la quitter.

8° — STATISTIQUES

Corporations obligatoires:

1913	34
1923	55
1927	55
1930	56

Mulhouse	19
Colmar	11
Strasbourg	26

Si nous considérons le nombre des membres inscrits:

SECTIONS	Nombre de corporations obligatoires		Adhérents	
	1908	1928	1908	1928
Mulhouse.....	2	17	52	1388
Colmar	2	10	257	1130
Mulhouse.....	18	28	1938	2660
Total...	22	55	2247	5176

Ces chiffres répondent d'une manière saisissante aux arguments spécieux et d'ordre strictement moral des détracteurs de la corporation obligatoire qui, prenant leurs désirs pour des réalités, annoncent sans cesse la décadence prochaine de la corporation obligatoire et la diminution du nombre des corporants qui «ne peuvent admettre une telle pression». Or, le nombre des corporants n'a fait qu'augmenter et ceux-ci, par la voix de leurs représentants à la Chambre de Métiers, ont à l'unanimité repoussé le 5 juillet 1923, la demande de M. le Préfet du Bas-Rhin tendant à la suppression de la corporation obligatoire.

Par ailleurs, d'aucuns viennent invoquer que ce qui prouve l'apathie, pour ne pas dire plus, des artisans envers la corporation obligatoire, c'est le nombre restreint de ces organismes à côté de celui des corporations libres.

Ces détracteurs n'oublient qu'une chose, c'est que les corporations libres sont des organes locaux, alors que la corporation obligatoire est généralement un organisme départemental, ce qui, par

ailleurs, est un des gros arguments des opposants, qui se basent sur ce fait pour refuser toute efficacité à la corporation obligatoire.

Mais cela est une autre question. Concluons simplement que les chiffres affirment l'utilité de tels organismes qui ont permis à l'artisanat de lutter, pour le bien de l'ouvrier, contre la grande industrie.

SECTION V

Les Groupements de Corporation.

Nous avons examiné les organes électoraux de la Chambre de Métiers, nous allons étudier les groupements des organismes du 1er degré, associés dans un but purement professionnel, mais n'ayant aucun lien juridique avec la Chambre de Métiers. Ils n'ont pas, cela est la chose principale, le caractère « d'organes publics », ni en aucune manière le caractère de personne morale du droit public, sans pour celle être assimilés aux associations (de droit local). Nous nous trouvons donc devant un régime intermédiaire qui aura sa charte dans les dispositions des chapitres II et IV de la loi du 26 juillet 1900.

Ce sont les fédérations et les unions de corporations appelées également délégations corporatives, lorsqu'il s'agira de grouper les corporations soumises à la même autorité de surveillance.

Nous aurons donc :

- 1° des délégations corporatives,
- 2° des fédérations de Corporations.
 - a) Statuts
 - b) Contrôle de la fédération
 - c) Pouvoirs et fonctionnement de la fédération
 - d) Dissolution de la fédération
 - e) Liquidation de la fédération
- 3° Statistiques.

1° — DELEGATIONS CORPORATIVES

Les délégations corporatives grouperont les corporations soumises à la même autorité de surveillance; corporations de métiers similaires ou corporations de métiers divers. L'on entendra par union de corporations le groupement, sur le plan local, des corporations d'une même ville, la sujétion à la même autorité de surveillance n'entrant pas en ligne de compte.

Pour la facilité de l'étude, nous ne parlerons que des délégations corporatives, étant entendu que leur régime est applicable aux unions de corporations.

La délégation corporative a pour objet la représentation des intérêts communs des corporations participantes, étant entendu que certains droits et devoirs desdites corporations pourront leur être transférés (101).

Comme toute personne morale, la délégation devra avoir des statuts, mais elle ne possédera aucun monopole, tant territorial que professionnel, et ne devra grouper que des personnes morales, en l'occurrence des corporations régulièrement établies, libres ou obligatoires.

Ces statuts, une fois établis, soit par une corporation créatrice, soit par tout autre moyen, devront être approuvés par les assemblées corporatives des organismes intéressés; ce vote portant adhésion à la délégation. Une fois approuvés par ce vote, les statuts seront soumis à l'autorité administrative supérieure dont le refus motivé pourra être soumis à appel. L'approbation par cette autorité permettra de donner la personnalité morale à la délégation, car elle n'est pas acquise, ipso facto, du fait de l'approbation des statuts.

L'administration centrale de l'Etat (actuellement par décret), peut attribuer (et non pas attribuera) à la délégation corporative la faculté d'acquérir des droits en son nom propre, de contracter des obligations, d'ester en justice.

Evidemment, dans ce cas, seuls les biens propres de la délégation corporative répondront de ses actes.

Nous sommes loin de la capacité accordée aux corporations et même, ainsi que nous le verrons, de celle accordée aux associations de droit local. Cette personnalité «réduite» montre bien le caractère de la délégation, qui est, avant tout, un organisme «moral» de coordination professionnelle, une liaison entre corporations de métiers différents.

Afin d'éviter des empiètements de la délégation sur les corporations et, ce qui montre encore bien le caractère de supériorité de la corporation, si la délégation excède ses pouvoirs elle sera dissoute de plein droit, de même que si elle n'accomplit pas la tâche qui lui est assignée par ses statuts. Cette dissolution sera prononcée par l'autorité administrative supérieure (Préfet) sauf recours; la procédure et l'autorité compétente étant les mêmes que celles désignées par l'art. 97 pour la corporation.

Par ailleurs, la faillite entraîne également dissolution de la délégation. Il nous faut faire la même remarque que pour la corporation. En droit allemand, la faillite était prononcée lorsqu'une personne **quelconque** privée, commerciale, personne morale, ne pouvait faire face à ses paiements; ce n'était pas une procédure **uniquement commerciale**, ainsi s'expliquait l'application de cette mesure à la délégation «personne morale», qui ne fait aucun acte de commerce. Actuellement la législation civile française étant introduite, et la faillite ayant un caractère strictement commercial, il est indéniable

qu'elle n'est pas applicable ici, de même qu'elle ne l'était pas pour la Corporation.

A partir de la dissolution qui, comme pour la corporation pourra être volontaire, les corporations adhérentes restent tenues des obligations qu'elles assumeraient, vis-à-vis de la délégation, si elles la quittaient volontairement, les autres détails de la liquidation du patrimoine étant réglés par les dispositions relatives aux corporations (98).

Nous sommes donc bien en présence d'un groupement «sans pouvoirs propres», ayant une fonction purement morale et coordinatrice.

2° — LES FÉDÉRATIONS DE CORPORATIONS

La fédération des corporations groupe, sur le plan régional, les corporations du même métier ou des associations et des corporations sans distinction de métier.

Elle a pour mission, en vue de sauvegarder les métiers qui y sont représentés, d'aider les corporations (libres ou obligatoires), les délégations corporatives et les chambres d'artisans (métiers) à remplir les obligations que la loi leur impose, ainsi qu'à faciliter la tâche des autorités dans la réglementation, le placement, l'entretien des écoles professionnelles (104).

Organe supérieure, la fédération a des buts strictement limités: alors que la corporation est un organe d'action, la fédération sera son conseil, son tuteur pourrait-on dire, ce mot étant pris dans son sens populaire et non dans son sens juridique. Organisme du troisième degré, en dehors des rivalités locales et étrangère aux nombreuses questions de détail qui assaillent la corporation, la fédération garde, de ce fait, une sérénité qui lui permet d'assurer ce rôle.

Quelle va être alors la qualité de cet organisme? Nous retournons vers la délégation corporative.

La Fédération de corporations est une personne morale, mais une personne morale de capacité réduite, et puisque, de par sa création même, elle n'a aucune personnalité juridique, il faudra que, par une décision spéciale (décret), l'autorité supérieure (Ministre du Travail) la lui accorde. Nous sommes donc ici, en présence d'une association que nous pourrions ranger dans le 3e groupe des associations de droit local.

Ayant ainsi défini la fédération, nous allons examiner son organisation et son fonctionnement.

a — Les statuts.

Comme toute personne morale, la fédération doit avoir des statuts, mais ayant, de par sa définition, un objet restreint ceux-ci

devront s'en tenir aux buts déterminés par la loi de 1900 et comprendront :

1° dénomination, but, circonscription de la fédération.

2° Conditions relatives à l'entrée et à la sortie.

(Remarquons que, quoique la fédération groupe des personnes morales, les statuts pourront autoriser des artisans à y adhérer individuellement, mais ils n'auront que des droits des membres des corporations adhérentes.)

3° La formation, le siège, les attributions du bureau.

4° La représentation de la fédération et ses attributions.

5° Les conditions et les formalités relatives à la modification des statuts.

6° Les conditions et les formalités relatives à la dissolution de la fédération.

Ces statuts devront être approuvés soit par l'autorité administrative supérieure, lorsque la circonscription de la fédération reste dans limites de la circonscription administrative, soit par l'autorité centrale (décret) lorsque la circonscription de la fédération intéresse plusieurs circonscriptions administratives (plusieurs départements).

Cette approbation devra être refusée, non seulement si les buts de la fédération sortent des limites imposées par la loi, mais aussi lorsque le nombre des corporations adhérentes sera tel qu'il ne permettrait pas à la fédération de poursuivre efficacement ces mêmes buts.

5° — Contrôle de la fédération.

Les buts restreints de la fédération et sa composition nécessitent un contrôle, non seulement permanent, mais très scrupuleux, pour que la fédération ne sorte pas de sa compétence et se maintienne dans son rôle de « Conseil ». Pour cela, le bureau devra, chaque année, adresser à l'autorité administrative supérieure (Préfet) la liste des corporation membres; de même notification devra être faite, à cette autorité, de tout changement dans la composition du bureau et aussi de tout changement de son siège; si, dans ce cas, le siège est situé dans le ressort d'une autre autorité administrative supérieure, cette dernière devra être avisée par la fédération.

Alors que pour les corporations et unions les séances sont libres, la fédération est soumise à un véritable contrôle administratif. Plus l'organe a de membres, plus l'administration le surveille afin qu'il ne dépasse pas les buts qui lui sont assignés et surtout qu'il n'entre pas en conflit avec l'autorité administrative.

Toute réunion sera déclarée au Préfet auquel l'ordre du jour sera communiqué. Le Préfet pourra, non seulement interdire la réunion, si l'ordre du jour comprend des points qui n'ont aucun rapport avec les buts de la fédération, mais aussi la faire dissoudre par

son représentant si, au cours de la réunion, un tel sujet était abordé et lorsque des motions ou des propositions, renfermant invitation ou excitation à commettre des actes punissables, sont mises en discussion.

Lorsque la fédération aura la personnalité juridique, un arrêté des comptes et un état du patrimoine devra être présenté chaque année à l'autorité de surveillance (104 k).

Enfin l'autorité administrative supérieure, dans le ressort de laquelle le bureau a son siège exercera, vis-à-vis de la fédération, le rôle d'autorité de surveillance, en ce qui concerne l'application générale des dispositions statutaires et légales et sera juge de toutes les contestations relatives à l'admission et à l'exclusion des membres de la fédération (104 k).

c — Pouvoirs et fonctionnement de la fédération.

Par décision gouvernementale (décret) les fédérations peuvent être investies de la capacité d'acquérir des droits, de contracter des obligations et d'ester en justice. En pareil cas, les biens de la fédération de corporations répondent seuls, vis-à-vis des créanciers de celle-ci, de toutes ses obligations (104 g).

Remarquons que, dans ce cas, la fédération a le droit d'imposer des cotisations aux corporations adhérentes (104 m, 104 n).

L'organe de direction de la fédération sera le bureau, dont la composition est réglée par les statuts.

En tant que conseiller, le bureau de la fédération pourra faire toutes propositions et suggestions, concernant les métiers de la fédération, à l'autorité administrative supérieure et devra, par ailleurs, sur réquisition de cette dernière, donner son avis sur toute question professionnelle.

Le bureau représentera la fédération judiciairement et extra-judiciairement, étant entendu que la représentation vis-à-vis des tiers pourra être déléguée par les statuts, à un ou plusieurs membres du bureau.

Enfin, si la fédération ne doit pas fonder, entretenir ou subventionner des organes commerciaux, elle pourra créer des caisses de secours en faveur des membres des corporations qui en font partie, ainsi que de leurs proches, pour le cas de maladie, de mort, d'incapacité de travail ou autres infortunes.

Ces caisses seront régies par des règlements particuliers soumis aux dispositions s'appliquant aux caisses de secours des corporations obligatoires et approuvées par le Chancelier d'Empire (maintenant par décret).

d — Dissolution de la fédération.

La dissolution pourra être :

volontaire,
par décision administrative,
de plein droit.

1) Dissolution volontaire.

Cette dissolution sera prononcée par la fédération conformément aux statuts qui lui donnent en cette matière toute latitude (104 m).

2) Par décision administrative.

L'autorité qui a dans ses attributions l'approbation des statuts pourra dissoudre la fédération.

a) Lorsque l'approbation des statuts aura été refusée et que ceux-ci n'auront pas été modifiés dans le délai fixé.

b) Lorsqu'il n'aura pas été donné suite aux injonctions relatives à la tenue des réunions.

c) Lorsque le bureau de la fédération ou ses représentants se rendront coupables d'actes contraires à la loi ou mettant en danger le bien public ou lorsqu'ils poursuivront d'autres buts que ceux autorisés par la loi.

3) De plein droit.

Lorsque la fédération sera déclarée en faillite, elle sera dissoute de plein droit (en cette matière nous renvoyons à la dissolution de plein droit de la corporation libre).

e — Liquidation de la Fédération.

En cas de liquidation volontaire, elle sera faite, sauf décision contraire des représentants de la fédération, par le bureau, sous la surveillance de l'autorité de surveillance. (Préfet du siège du bureau de la fédération.) Si le bureau ne remplit pas sa fonction, la liquidation sera faite par un délégué de l'autorité de surveillance (104 m).

En cas de dissolution, les membres resteront débiteurs des sommes au paiement desquelles ils auraient été astreints en vertu des statuts au cas où ils auraient quitté la fédération de leur propre chef.

L'avoir servira à satisfaire aux diverses obligations de la fédération. Le restant sera réparti entre les corporations, au prorata des cotisations payées au cours de l'année précédente, étant entendu toutefois que si, antérieurement à la dissolution, l'avoir était destiné à subvenir aux besoins d'établissements d'enseignement ou à d'autres

buts d'intérêt général, il ne pourra, en aucune manière, être détourné de cette destination.

Enfin les caisses de secours et les établissements d'enseignement pourront ne pas être dissous s'ils sont autorisés par décision ministérielle provoquée par l'autorité administrative supérieure.

3° — STATISTIQUES

La guerre avait laissé la plupart des groupements d'artisans dans une torpeur générale. Aussi fallut-il combler les lacunes de l'organisation du premier degré (corporations), avant de reconstituer les cadres fédéraux.

Cette reconstitution était à peu près effectuée en 1923. Les chiffres de cette époque montrent bien que la corporation est devenue la forme préférée de l'organisation artisanale et que, d'autre part, l'artisanat se désintéresse quelque peu de la coopérative qui a été trop souvent mise, pendant la guerre, au service de l'économie forcée et de la mobilisation industrielle allemande.

Dès octobre 1923, la Chambre de Métiers a commencé son action auprès des corporations existantes et diverses fédérations régionales furent créées (cordonniers, serruriers, mécaniciens, menuisiers, sculpteurs, peintres, bouchers, charcutiers, tailleurs et relieurs) tandis que l'activité des autres fédérations était ranimée. En 1925, la Chambre de Métiers avait presque doublé le nombre des fédérations existantes.

Il fut donc créé :

en

1924	5 fédérations
1925	2 fédérations
1926	2 fédérations
1927	2 fédérations

Et nous aurons le tableau ci-dessous des fédérations,

1913	1923	1927	1930
13	13	21	22

Si nous nous attachons au nombre des adhérents nous aurons :

1908 — 10 fédérations groupant 8.340 membres.

1928 — 21 fédérations groupant 18.775 membres.

Cette progression à l'échelon supérieur de l'organisation artisanale est la meilleure réponse aux détracteurs de cet organe.

CHAPITRE II.

LES FORMATIONS ANNEXES

Section I — Les associations.

- 1° L'association artisanale
- 2° La Charte de l'association
 - 1° Liberté d'association
 - A) Caractères de l'association
 - B) Classification de l'association
 - 2° Capacité juridique de l'association
 - A) Acquisition de la personne juridique
(association à but idéal)
(association à but intéressé)
 - B) Contenu de la capacité juridique
 - C) Capacité des associations non enregistrées
 - 3° Statistiques.

Section II — La Coopération.

- 1° La coopérative artisanale
- 2° Les coopératives de la loi locale
- 3° Statistiques.

SECTION I

Les associations.

1° — L'ASSOCIATION ARTISANALE

Qui peut plus, peut moins; aussi les artisans qui peuvent adopter une forme de groupement d'un caractère juridique supérieure pourront, ipso facto, se grouper sous une formule simplifiée: l'association.

Il faut remarquer que l'association envisagée est, non celle de la loi de 1901, mais celle des lois allemandes de 1898 et 1908 par suite, ainsi que nous le verrons, la différence de capacité juridique entre les deux formes de groupements: corporation et association, sera minime. Il ne faut pas en déduire toutefois que l'association est identique à la corporation.

La corporation est une personne morale du droit public, alors que l'association est une personne morale du droit privé.

Par suite, l'administration n'aura pas à intervenir dans la formation de l'association, ni dans sa vie ultérieure. Comme corollaire

de cette non intervention, l'association ne jouira d'aucun privilège spécial, ni pour l'admission des membres, ni pour la territorialité du groupement, ni pour la vie financière. L'association ne relève que de l'autorité judiciaire, ce qui est la différence essentielle entre la loi française de 1901 où le régime de l'association relève plus du domaine de la police que du domaine judiciaire, et la loi allemande où l'association, organe de droit privé, relève uniquement de l'autorité judiciaire, l'autorité administrative ne pouvant, dans certains cas que faire, devant une Commission spéciale, opposition à l'inscription de l'association.

La corporation a un but défini par la loi de 1900, l'association également. Ce but de la corporation est plus vaste, tout en étant plus précis, car la question de l'apprentissage lui est impérativement attribuée. Mais, tandis que la corporation pour atteindre ses buts devra, en certains cas, utiliser les moyens prévus par sa charte, la loi du 1er juillet 1900, l'association sera libre, pour remplir sa mission, de choisir les moyens qui lui paraîtront répondre le mieux aux besoins. En somme, la corporation est une association règlementée, mais elle a comme contre-partie, à côté d'avantages spéciaux, son caractère d'établissement public, alors que l'association est un groupement **privé**.

N'ayant aucun caractère public, l'association sera purement et simplement régie par ses statuts, conformément à la loi de 1908, et groupera, non seulement les artisans d'un même métier, mais aussi, et c'est le cas habituel, tous les artisans d'une même circonscription, pour la défense des intérêts professionnels, ceux-ci étant entendus dans le sens le plus large. L'association défendra, non seulement les intérêts généraux, tant dans le domaine professionnel qu'économique, mais aussi les intérêts de chaque branche des métiers groupés dans son sein.

Dans cet ordre d'idées, notons que l'association ne fait aucune différence entre les catégories économiques et qu'elle groupe aussi bien les artisans et les industriels, que les commerçants et les personnes exerçant une profession libérale.

Nous nous trouvons en présence d'un véritable organe de défense économique qui aura surtout une action locale.

Remarquons d'ailleurs que la réunion, dans un même organisme, de représentants de tous les genres de l'activité économique sera un gage de l'opportunité et de la modération de l'association. En effet, si nous avons affaire à une association ne groupant, sur un plan local — car autrement l'association artisanale n'a aucune raison d'exister, puisque la corporation est là pour répondre aux desiderata des artisans —, que des artisans d'une seule catégorie, cet organe aura tendance à formuler des réclamations qui, ne tenant aucun compte, ni des tiers, ni des associations ou groupements voisins, ne pourront être prises en considération, du fait de leur exagération, tan-

dis que, si l'association est mixte, les réclamations, qui pourront être formulées en parfaite connaissance de cause et après l'avis des diverses branches économiques représentées dans l'association, auront plus de chances d'être acceptées par les Pouvoirs Publics. Aussi est-ce cette forme mixte qui est la plus généralement adoptée, principalement dans les campagnes.

Cette collaboration des divers stades économiques fait déborder étrangement l'association du cadre artisanal. De ce fait, l'association n'est pas, ipso facto, admise dans la pyramide artisanale, dont nous avons parlé.

A côté de la défense des intérêts professionnels, qui échoit également à la corporation, cette dernière, qui groupe uniquement des artisans, est aussi corps électoral de la Chambre de Métiers.

Quelle va être dans cet ordre d'idées, la situation de l'association?

L'association professionnelle et les autres unions similaires, nous envisageons ici les syndicats qui poursuivent le développement des intérêts professionnels des métiers, seront «électeurs» lorsque la moitié de leurs membres sera formée d'**artisans** établis dans la circonscription de la Chambre de Métiers. Par ailleurs, ne pourront pas, dans ce cas, prendre part au vote, ni les non-artisans, ni les artisans inscrits à une corporation, ce qui pourrait fausser complètement le jeu normal du vote (103 a).

Cette solution peut paraître, de prime abord, injuste car elle va priver du droit de vote les associations mixtes qui, pour la plupart — surtout dans les campagnes —, ne comprennent pas un effectif aussi important (la moitié) d'**artisans**. Par suite, un certain nombre d'**artisans** qui, par ailleurs, paient leur quotepart, sous forme d'impôts, pour le fonctionnement de la Chambre de Métiers, n'auront aucun droit de regard dans son fonctionnement. Si cette solution paraît critiquable à première vue et si des causes naturelles militent en faveur de la non-inscription des non-artisans aux corporations (généralement éloignement de l'habitation de l'artisan du siège de la corporation), cette manière de voir découle naturellement de l'idée même de la corporation.

En effet, cet organe a été créé, il faut le dire, dans un but de monopole. Il eût été antidémocratique de dire: seule la corporation pourra exister, les idées politiques en Allemagne vers 1900 ne permettaient pas une telle politique. Comme la loi de 1900 a été faite dans un but autocratique réel pour lutter contre l'influence, sans cesse croissante, des syndicats et afin de grouper les artisans dans un organisme bien en main par l'administration, il est évident que tous les détails d'organisation concourront à ce but. Si la corporation a des pouvoirs exceptionnels, a un véritable privilège et si d'autres

groupements sont autorisés par la force des choses, ils ne pourront en aucun cas concurrencer la corporation, d'où cette situation particulière faite à l'association, du point de vue électoral.

2° — LA CHARTE DE L'ASSOCIATION

L'association artisanale n'est qu'une forme de l'association de personnes prévue par la loi allemande de 1908, qui est toujours applicable en Alsace et en Lorraine.

Il sera aisé d'examiner et de faire ressortir la différence existante entre la corporation, personne morale du droit public, et l'association, personne morale du droit privé, quant à leur capacité juridique.

Nous étudierons donc :

1° Liberté d'association

2° Capacité juridique.

1° — Liberté d'association.

A) *Caractère général de l'association.*

La loi du 19 avril 1908 pose le principe que tous les nationaux peuvent s'associer, hormis pour des buts contraire aux lois pénales (art. 1).

Ainsi débute la loi de 1908, qui, à l'encontre de la loi française, ne donne aucune définition de l'association. Par suite, ce sera l'interprétation qui donnera à cette institution son cadre légal et définira l'association «un groupement volontaire et durable de deux ou plusieurs personnes en vue de poursuivre un but commun».

Nous nous trouvons dans un champ plus vaste que celui fixé par la loi française, puisque ce «but» peut être n'importe lequel, alors que la loi de 1901 définit l'association «un groupement formé dans un but autre que de partager des bénéfices».

Dans notre domaine la question «bénéfices» ne sera pas un critère pour distinguer l'association des autres formes de groupements, pas plus d'ailleurs que pour distinguer la société de l'association puisque les groupements «intéressés» aussi bien que les groupements «désintéressés» peuvent prendre la forme d'une société civile ou commerciale, alors que l'article 1832 du Code Civil français réserve la forme société aux groupements «intéressés».

Donc, réservée aux nationaux, l'association ne devra pas être contraire aux lois pénales (lois pénales françaises). Enfin, ajoutons que la législation française est applicable, en cette matière, aux militaires et aux fonctionnaires, exception faite des fonctionnaires du cadre local qui peuvent entrer, soit dans le conseil d'administration,

soit dans les conseils de direction ou de surveillance des associations à but lucratif.

B) Classification des associations.

Toute association qui se propose d'exercer une action sur les affaires politiques (associations politiques) doit avoir un bureau (art. 3 loi 29 avril 1908).

Donc, il y a deux sortes d'associations, au point de vue police ou administratif : l'association ordinaire et l'association politique.

a) l'association ordinaire.

Sont associations ordinaires, toutes les associations qui ne sont pas régies par un texte spécial; par suite, entreront dans cette catégorie «les associations d'artisans».

Ce groupement existera, ipso facto, du fait de sa formation. Il ne sera tenu de faire aucune déclaration, ni de posséder aucun statut; l'autorité (le Préfet) ne pourra le dissoudre que s'il poursuivait un but contraire aux lois pénales (loi 1908, art. 2 alinéa 1), cette dissolution étant d'ailleurs laissée à l'appréciation de cette autorité. Un recours est possible, contre la décision préfectorale devant le Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine.

b) l'association politique.

La loi de 1908 sur les associations pourrait s'appeler loi sur les associations politiques, son contenu principal étant de réglementer, non seulement les associations politiques, mais aussi les réunions politiques. La loi de 1908 est une loi de police qui traite simplement de la police des associations, c'est une loi de sûreté générale qui, par déduction, s'applique aux associations non politiques; la rédaction de l'art. 3 ne laisse d'ailleurs aucun doute sur le caractère de cette loi.

Donc, si l'association ordinaire n'a rien à voir avec l'administration et a toute liberté pour fonctionner, l'association politique sera soumise à un contrôle très rigoureux qui permettra à l'administration de suivre son évolution et ses tendances.

Cette loi de police s'incline devant le Code Civil qui règle la capacité de l'association, personne morale de droit privé, et ne vient qu'exercer un contrôle sur les associations, dont les buts seraient susceptibles de troubler l'ordre et la tranquillité publique.

2° — Capacité juridique des associations.

Deux textes législatifs régissent les associations: une loi de police, la loi de 1908, une loi civile, qui n'est autre que le droit civil et qui règle la capacité juridique de l'association (art. 21/79 Code Civil local). Le Code Civil français a été introduit en Alsace et en Lorraine (loi de 1924) mais, en cette matière, la législation locale est applicable à l'exclusion de la législation française.

Quoique personnes de droit privé, les associations seront soumises à un certain contrôle de l'autorité publique, dans les limites prévues aux art. 22, 23, 43, 61, 72 du Code Civil local, Titre II.

Nous allons voir comment l'association acquiert la personnalité civile, le contenu de cette capacité, enfin la situation de l'association qui n'a pas acquis la capacité juridique. Nous laisserons de côté l'organisation et le fonctionnement des associations, comme dépassant le cadre fixé à cette étude.

A) Acquisition de la personnalité juridique.

Si les associations se divisent en 2 groupes, au point de vue police administrative, elles se répartissent en trois catégories, quant à la personnalité juridique.

Le 1er groupe comprend les associations dont le but n'est pas dirigé vers une exploitation d'ordre économique — n'oublions pas que contrairement au droit français, le critère de l'association n'est pas la non-recherche d'un but de lucre — (deren Zweck nicht auf einen wirtschaftlichen Geschäftsbetrieb gerichtet ist), elles sont appelées communément «associations à but idéal», parmi lesquelles nous pouvons classer les associations d'artisans.

La seconde catégorie comprend les associations dont le but est une exploitation d'ordre économique (deren Zweck auf einen wirtschaftlichen Betrieb gerichtet ist), elles sont appelées communément «associations à but lucratif».

Enfin, la troisième catégorie comprend les associations des deux autres catégories, dont le siège social est à l'étranger.

a) Associations à but idéal.

Le critère est donc «celles dont le but n'est pas une exploitation de caractère économique».

Cette formule est assez ambiguë et n'a pas manqué d'être interprétée différemment tant par la doctrine que par la jurisprudence, le Tribunal d'Empire n'ayant pas été appelé, de par l'organisation des voies de recours en la matière, à donner l'unité d'interprétation nécessaire.

Toutefois, des diverses données fournies, tant par la doctrine que par la jurisprudence, un critère a été tiré par M. le doyen Duquesne (1): « Les associations dites économiques sont celles qui, « d'après leurs statuts, tendent normalement à procurer à l'association elle-même ou à ses membres des profits pécuniaires au moyen

(1) Répertoire pratique de droit et de jurisprudence d'Alsace et de Lorraine — Association, p. 18.

« d'une exploitation conforme aux usages des affaires. Dès qu'un
« de ces éléments fait défaut, l'association doit être considérée com-
« me n'étant pas dirigée vers une « exploitation économique ».

Par suite, il est aisé de faire une classification, non limitative d'ailleurs, des associations à but non intéressé :

1° — Les associations à but idéal proprement dit, qui ne perdent pas le bénéfice de l'article 21 du code civil local, même lorsqu'elles entreprennent d'une manière accidentelle ou secondaire une exploitation commerciale ou industrielle, même rémunératrice (associations à but philanthropique, religieux, scientifique, littéraire, artistique ou d'agrément).

2° — Les associations à but intéressé qui ne comportent aucune exploitation conforme aux usages des affaires, ex. associations de commerçants pour lutter contre la concurrence déloyale, pour assurer la rentrée des créances. Il est à remarquer que du fait de l'introduction en Alsace et en Lorraine des législations civile et commerciale françaises, ces associations pourraient prendre la forme d'une société civile ou commerciale.

= Conditions de formation.

Pour acquérir la personnalité juridique, les associations à but « idéal » doivent :

former l'association,

provoquer l'inscription de l'association.

La formation de l'association consistera à :

1° l'élaboration des statuts, auxquels s'appliquent les règles impératives du Code Civil, quant à la fondation, au fonctionnement, à l'extinction.

2° nomination d'une direction,

3° enfin l'association pour être inscrite devra remplir certaines conditions (nombre minimum de membres, signature des statuts, insertion dans les statuts de certaines prescriptions).

Une fois ce formalisme rempli, l'association pourra être inscrite.

L'inscription sera faite au Tribunal Cantonal dans le ressort duquel l'association a son siège, sur une requête produite par la direction de l'association.

Cette demande pourra être repoussée par le Tribunal, suivant les cas limitativement énumérés et si les buts de l'association sont contraires aux bonnes mœurs (art. 1133 Code Civil français, depuis 1925).

Cette demande sera communiquée à l'autorité administrative (Préfet) qui pourra s'opposer à l'inscription, différence avec la loi française de 1901 où la déclaration ne peut être refusée:

1° si l'association, d'après les règles du droit public sur le droit d'association, est illicite ou peut être interdite (par ex. association de militaires non autorisée par le Ministre),

2° si l'association poursuit un but politique, **social-politique** ou religieux.

Donc, sauf pour le 2° cas, où nous retrouvons les mêmes pré-occupations que celles qui ont présidé à l'élaboration de la loi de 1908, les pouvoirs du Préfet sont restreints.

Notons d'ailleurs que l'opposition du Préfet, qui doit être motivée, est susceptible d'un recours devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

L'inscription aura pour **effet**, lorsque les conditions essentielles requises pour la passation de cet acte seront remplies, de conférer à l'association la personnalité juridique.

Par ailleurs, des inscriptions nouvelles seront nécessaires, soit en cas de changement de direction, soit en cas de modifications des statuts.

b) Association à but intéressé.

Ces associations sont «définies par opposition aux associations dont le but n'est pas dirigé vers une exploitation d'ordre économique».

L'art. 22 du Code Civil local stipule que ces associations n'acquiescent la personnalité juridique que par une concession de l'Etat.

Par suite une liste nominative des sociétés ou associations (le terme association est toujours employé en droit local dans un sens très large), non soumises à l'art. 22, pourra être dressée et nous y relèverons les corporations et les coopératives; pour celles-ci il y a application simultanée de la loi française et de la loi allemande.

Cette concession prévue par l'art. 22, ce qui sera très rare car, dans ce cas, l'association peut prendre la forme d'une société commerciale, sera accordée après formation de la société, par décret du Président de la République.

B) Contenu de la capacité juridique.

A côté d'une capacité pleine et entière au point de vue judiciaire, l'association pourra réaliser, sans aucune limite et sans aucune approbation préalable, toutes les acquisitions à titre onéreux, quelle qu'en soit l'importance et toutes les acquisitions à titre gratuit, dont

la valeur ne dépasse pas 6.250 Frs. (5000 Marks). Elles ont besoin d'une approbation préalable de l'Etat, pour les acquisitions à titre gratuit, qu'elles soient entre vifs ou à cause de mort, dont la valeur dépasse 6.250 Frs.; cette autorisation est donnée par le Président de la République et les actes de disposition d'une valeur supérieure à 6.250 Frs. qui n'obtiennent pas l'approbation de l'Etat sont nuls même pour la part qui ne dépasse pas 6.250 Frs.

Donc, nous nous trouvons ici en présence d'une capacité absolue, comparable à la capacité d'une personne physique, exception faite pour les donations supérieures à 6.250 Frs.

Remarquons, par ailleurs, que cette capacité absolue soulève un gros problème d'assimilation. Comment appliquer la législation des associations d'utilité publique, quant aux subventions de l'Etat, sur le produit des jeux, aux associations de droit local. Mais cela est une autre question.

C) Capacité des associations non enregistrées.

De la loi de 1924, portant introduction de la législation civile française en Alsace, il ressort :

1° L'association dénuée de personnalité juridique est apte à ester en justice comme défenderesse. Cette doctrine a été consacrée par un arrêt de la Cour de Colmar, 1ère Chambre, en date du 8 décembre 1926.

2° L'exécution forcée sur les biens communs des membres de cette association est possible en raison d'un jugement rendu contre l'association elle-même.

3° Cette association peut être mise en faillite comme une association douée de personnalité juridique.

4° Les prescriptions relatives aux sociétés seront applicables à ces associations avec cette précision que les représentants de l'association qui accomplissent des actes juridiques, au nom de l'association, dans la limite des pouvoirs qui leur sont conférés, s'obligent personnellement et seront même tenus solidairement, lorsqu'ils seront intervenus simultanément dans un acte (art. 54 Code Civil local).

L'art. 54 du Code Civil local renvoie donc aux dispositions du Code Civil local relatives aux sociétés (art. 705 — 740). Mais la loi du 1er juin 1924 abroge ces articles, par suite, en application de l'art. 9 alinéa 1 de cette même loi, l'art. 54 du Code Civil local renvoie, non pas aux dispositions locales, mais à la législation française, soit aux art. 1832 à 1872 du Code Civil.

3° — STATISTIQUES

Années 1908 à 1928

SECTIONS	NOMBRE		MEMBRES	
	1908	1928	1908	1928
Mulhouse	11	1	367	701
Colmar	13	13	990	1.332
Strasbourg	32	17	1.594	2.474

Au 31 décembre 1930

Mulhouse	13
Colmar	11
Strasbourg	31

Si nous prenons l'exemple de l'arrondissement de Colmar, nous constatons que 8 sociétés (associations) groupent tous les artisans d'une même localité (Colmar, Rouffach, Ribeauvillé, etc.) ; sur ces 8, 3 groupent les commerçants avec les artisans (Turckheim, Neuf-Brisach, Munster). Les 3 autres sociétés groupent une profession spéciale, ce sont : syndicat des couturières et modistes de Colmar, syndicat des entrepreneurs de Colmar, société des hôteliers des Hautes-Voges.

Nous retrouverions d'ailleurs les mêmes proportions, tant pour Mulhouse que pour Strasbourg. L'association est bien une formation secondaire, ne fonctionnant que sur le plan local.

SECTION II

La coopération.

1° — La coopérative artisanale

2° — Les coopératives de la loi locale

1° Définition

2° Nature juridique de la corporation inscrite.

3° Formalisme de la corporation inscrite

3° — Statistiques.

1^o — LA COOPERATIVE ARTISANALE.

Une étude sur le mouvement artisanal serait incomplète s'il n'était pas parlé des coopératives qui, si elles ne sont pas des organes d'action professionnelle et n'ont, par suite, aucune participation à la vie artisanale proprement dite (Chambre de Métiers), n'en sont pas moins des organes nécessaires à la vie économique de l'artisan et sont le complément indispensable des formations secondaires qu'aurait pu établir la corporation.

Si nous consultons les diverses statistiques du mouvement artisanal, avant et après la guerre, nous voyons que, si la corporation, qui est devenue la forme préférée du groupement artisanal, progresse, la coopérative a quelque peu diminué, puisque des 31 coopératives existant en 1913, il n'en restait, en 1923, que 22. Ce désintéressement de l'idée coopérative s'explique aisément lorsque l'on connaît les procédés allemands, pendant la guerre, qui avaient mis la coopérative au service de l'économie forcée et de la mobilisation industrielle. Avec la débâcle, les coopératives de guerre ont dû liquider dans des conditions assez défavorables, laissant les artisans très circonspects sur les bienfaits de la coopération.

Pourtant l'idée de coopération doit former la base de toute organisation rationnelle de l'artisanat et des Chambres de Métiers se sont attachées à montrer aux artisans les avantages qu'ils peuvent tirer de la coopération et du crédit artisanal, pour pouvoir concurrencer le gros commerce et l'industrie. C'est ce qu'a fait la Chambre de Métiers d'Alsace qui, dès l'armistice, s'est préoccupée de réformer les cadres coopératifs non tant pour la coopérative proprement dite, que pour le Crédit artisanal. En 1924, la Chambre de Métiers a lancé un appel aux artisans. La prospérité n'est pas le stimulant de la coopération et les artisans ne se tournèrent vers cette planche de salut que lorsque la crise du franc ébranla l'économie française. Pour canaliser des efforts qui, désordonnés, auraient abouti à une catastrophe, la Chambre de Métiers d'Alsace, en accord avec la Fédération coopérative du petit commerce et de l'industrie, lança en mars 1927 un nouvel appel afin de grouper les artisans en une Fédération des coopératives commerciales et artisanales d'Alsace et de Lorraine.

La reproduction de ce document montrera mieux que tout développement, l'armature solide de la coopération artisanale, appelée à un grand avenir :

Appel aux coopérateurs!

«L'expérience a prouvé que dans ces temps de crise ce n'est que par

l'union de tous

que les petits et les faibles, économiquement parlant, arrivent à se maintenir individuellement.

Instinctivement les artisans, commerçants détaillants, hôteliers etc. le sentent et s'empressent vers nos nombreuses

Institutions coopératives:

Banques Populaires, coopératives d'achat, de production et de vente en commun, caisse de crédit, etc.

Pour y trouver des avantages économiques appréciables et souvent les moyens d'éviter le pire, une action coopérative d'ensemble s'impose.

La création de nouveaux organismes coopératifs est déjà envisagée, le crédit artisanal et le crédit hôtelier vont répandre leurs bienfaits dans nos deux provinces, où la vie coopérative va devenir de plus en plus intense.

Soucieuses de l'unité d'action, d'un fonctionnement approprié et d'un rendement maximum de nos institutions coopératives, les signataires du présent appel veulent grouper dans une

Fédération des coopératives commerciales et artisanales d'Alsace et de Lorraine

qui serait l'ancien Revisionsverband gewerblicher Genossenschaften, réformé et élargi, toutes les coopératives de crédit, d'achat, de production et de vente en commun des trois départements recouvrés.

Cet organisme, qui ouvrira ses portes le plus largement possible à toutes les oeuvres et initiatives, sera un centre d'action, d'études et d'information, pour tout ce qui intéresse nos coopérateurs, qui pourront s'y grouper par Sections autonomes, selon qu'ils appartiennent à des

coopératives de crédit,
coopératives artisanales,
coopératives commerciales,
coopératives hôtelières.

Dotée d'un

Service d'organisation et de propagande coopératives;
Service fiduciaire et contentieux;
Service commercial et comptable et d'un
Service de contrôle

la fédération saura en toute circonstance représenter et sauvegarder les intérêts coopératifs de notre région. Qu'il s'agisse de prendre position vis-à-vis de projets de loi intéressant la coopération, ou d'assurer la révision légale des comptabilités de nos coopératives, qu'il s'agisse d'opérations fiduciaires, d'expertises et de renseignements fiscaux ou

de création de nouvelles coopératives, qu'il s'agisse enfin de créer des cours d'instruction pour coopérateurs et le personnel technique.

la Fédération des Coopératives commerciales et
artisanales d'Alsace et de Lorraine,

donnera à notre vie coopérative une orientation nouvelle, essentiellement pratique et rationnelle, répondant aux besoins impérieux et multiples qui se font dès maintenant sentir dans nos coopératives ».

Malheureusement cet appel qui provoqua la journée coopérative du 27 mars 1927, n'aboutit pas aux résultats escomptés. Si une question de personnes ne permit pas de régler le désaccord qui existe depuis 1913 entre un groupe de coopératives du Bas-Rhin et la Fédération de Revision, cette journée aboutit du moins à l'organisation de la Fédération des Coopératives Artisanales et commerciales d'Alsace et de Lorraine.

D'autre part, nous aurons à côté des coopératives, le Crédit artisanal, réalisé par les Banques Populaires qui, régies par la législation allemande, ont pu opter (décret du 28 - 6 - 1922) pour le régime de la loi française du 31 - 3 - 1917.

Enfin, le crédit artisanal, prévu par la loi du 27 décembre 1923 (constitution, aménagement, réfection, dotation en outillage et en matériel des petites entreprises), modifié par les lois du 26 mars 1927 (art. 100) et du 1er mai 1929, a été introduit dans les départements recouvrés, par la loi du 22 décembre 1928 et le décret du 8 - 6 - 1929.

Ces dispositions étant celles du droit français nous ne nous y arrêterons pas, alors que nous allons examiner brièvement la loi locale du 1er mai 1889 sur les coopératives.

Il nous faut ici ouvrir une parenthèse :

La coopérative, si elle peut adopter le régime local, peut également se placer sous le régime de la loi française, ainsi qu'il résulte de la loi des conflits du 24 juillet 1921 qui fut confirmée par la loi d'introduction des législations civiles et commerciales françaises du 1er juin 1924. Introduction des lois du 18 décembre 1915 sur les coopératives ouvrières et du 7 mai 1917 sur les coopératives de consommation.

Par ailleurs, et ainsi que nous l'avons vu précédemment, la forme coopérative peut n'être pas adoptée au point de vue du formalisme par les constituants, il leur est loisible de se placer sous le régime de la loi de 1898 sur les associations à condition, étant une association économique, d'obtenir la concession, par l'Etat, de la personnalité juridique.

Véritable formation artisanale, la coopérative ou corporation inscrite, ainsi que nous allons le voir, est considérée comme corps électoral de la Chambre de Métiers.

2° — LES COOPÉRATIVES DE LA LOI LOCALE.

1° Définition.

La loi des 1^{er} mai 1889, 20 mai 1898, sur les corporations d'industrie et d'économie (Gesetz betreffend die Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften) est la charte de la coopérative qui porte le nom de « corporation inscrite » (eingetragene Genossenschaft), dénomination qu'il ne faut pas confondre avec la corporation d'artisans, personne morale du droit public.

Personne juridique (art. 17) « la corporation inscrite » est une association à nombre illimité de membres, qui a pour objet de favoriser les intérêts économiques de ses membres et l'entr'aide mutuelle, au moyen d'une exploitation commune.

Pour atteindre ce but, la corporation inscrite pourra prendre les formes prévues à l'art. 1 de la loi de 1889.

Sociétés de prêt et de crédit;

Sociétés pour l'approvisionnement en matières premières;

Sociétés pour la vente en commun des produits agricoles ou industriels;

Sociétés coopératives de production et de vente;

Sociétés coopératives de consommation;

Sociétés pour la construction d'habitations;

etc.

Ainsi se trouvent règlementées, par une loi générale, diverses formes de coopération, pour chacune desquelles existe, en droit français, une réglementation particulière.

2° Nature juridique de la corporation inscrite.

Si la corporation inscrite a la qualité de commerçant, dans le sens du code de commerce allemand (article 17), qu'elle exploite effectivement ou non une entreprise commerciale, elle se divisera en trois catégories, lorsqu'il s'agira de la responsabilité de ses membres. Nous aurons la corporation inscrite à responsabilité illimitée, la corporation inscrite avec obligation illimitée de versements supplémentaires (Nachschüsse), enfin la corporation à responsabilité limitée.

Dans la corporation inscrite à responsabilité illimitée, chacun des membres est responsable, sans limitation, des engagements de la corporation aussi bien envers elle que directement envers les créanciers sociaux (art. 2 n° 1).

Dans la corporation inscrite avec obligation illimitée de versements supplémentaires, les membres sont responsables, mais non pas directement envers les créanciers sociaux; ils seront respon-

sables envers la Caisse de la corporation inscrite, dans laquelle ils devront faire tous les versements nécessités pour l'extinction de la dette sociale.

Dans la corporation à responsabilité limitée, les membres ne seront responsables que d'une somme préalablement fixée (Haftsumme).

Il nous faut remarquer que la substitution des membres à la corporation n'enlève pas à cette dernière sa personnalité juridique, car les membres ne sont recherchés par les créanciers sociaux qu'à titre de cautions.

Dans cet ordre d'idées, il est important de ne pas confondre la part sociale (Geschäftsanteil), (apport maximum égal pour tous, que chacun des membres peut verser) et l'avoir social (Geschäftsguthaben) (montant des apports et versements effectifs et des sommes ajoutées et déduites par la suite), ni avec la responsabilité des membres envers les créanciers sociaux et la somme responsable (Haftsumme), ni avec leur obligation limitée ou illimitée à des versements supplémentaires en cas de faillite. Si dans les deux premiers cas, la différence est aisée à concevoir, il n'en faut pas moins l'envisager pour la corporation inscrite à responsabilité limitée, où la somme responsable ne peut être inférieure à la part sociale.

Enfin, et c'est là le critère de la coopérative, aucune répartition d'intérêt ne peut être envisagée (art. 21).

Par ailleurs, la corporation inscrite peut être mise en faillite en cas d'insolvabilité. Elle entraînera la responsabilité des membres dont l'étendue est plus ou moins grande d'après la catégorie dans laquelle est classée la corporation inscrite, un syndic étant nommé pour régler la procédure.

La corporation inscrite, personne juridique, a qualité de commerçant; mais il nous faut la distinguer des autres groupements commerciaux.

Si certains points communs existent entre la corporation inscrite et la société par actions (capacité juridique, qualité commerciale, organes similaires), elle diffère par deux critères importants: la corporation inscrite étant une coopérative, elle ne doit pas distribuer d'intérêts et elle ne doit pas servir à des entreprises exigeant de gros capitaux nous apercevons le mobile qui a poussé à adopter pour les formations d'artisans et les coopératives une même terminologie.

D'autre part, la corporation inscrite diffère de la société anonyme par des points essentiels, notamment le rôle important assigné à la personne des membres, leur responsabilité illimitée et, le cas

échéant, directe, l'absence d'un capital social constitutif (Grundkapital), la limitation des buts possibles de la corporation inscrite (art. 1er) et le nombre illimité des membres (art. 5).

3° Formalisme de la corporation inscrite.

Charte de la corporation inscrite, les statuts sont rédigés et signés par les membres fondateurs qui devront au minimum être 7. Ces statuts devront comprendre des mentions obligatoires (raison sociale, responsabilité des membres, organes de la société etc.). Mais, tandis que pour certains groupements (associations), l'omission de certaines de ces mentions entraîne nullité elle est ici réparable, ce qui réduit à néant les cas de nullité de la corporation inscrite (art. 94 à 97).

Une fois la rédaction des statuts terminée, il sera procédé à l'élection de la direction et du conseil de surveillance.

Premier stade de la formation de la corporation inscrite la rédaction des statuts sera suivie de l'inscription de l'organisme nouveau au Registre des corporations inscrites (Genossenschaftsregister), déposé au Tribunal qui tient le Genossenschaftsregister (Tribunal cantonal). La liste des membres de la corporation inscrite, qui est tenue à jour, sera à la disposition de quiconque. Remarquons que le décret du 24 octobre 1924, sur le registre du commerce, n'affecte en rien la tenue du Genossenschaftsregister, dont l'inscription, tient lieu et place, pour les corporations inscrites, d'inscription au registre du commerce.

Cette inscription est une formalité capitale car, comme pour les associations, elle a un effet constructif: l'inscription est un acte judiciaire qui emporte attribution de la personnalité juridique à la corporation inscrite.

Enfin, si la corporation est dotée d'organes similaires à ceux d'autres groupements (direction, conseil de surveillance, assemblée générale), elle possède un organe spécial, la « Révision ». En effet, la corporation inscrite est assujettie à une révision périodique par un « homme d'affaires » compétent et impartial appelé « Reviseur ». Ce reviseur est nommé, soit par le Tribunal, soit par la fédération des réviseurs des corporations inscrites (Revisionsverband).

Créée par la volonté de ses fondateurs, dotée de la personnalité juridique par un acte judiciaire, la corporation inscrite sera dissoute soit:

1° à l'expiration du délai fixé par les statuts,

2° par suite d'une décision de l'assemblée générale,

3° en cas de déclaration de faillite,

4° par ordre du Tribunal chargé de la tenue du Genossenschaftsregister, si le nombre des membres descend au-dessous de 7,

5° par décision administrative lorsque la corporation s'est rendue coupable d'actes illégaux menaçant l'intérêt public ou lorsqu'elle poursuit d'autres buts que ceux prévus par la loi. Cette disposition, qui permet de maintenir la corporation inscrite dans le chemin de la coopération et lui enlève toute tentative d'intrusion dans le domaine politique, et qui manque dans la législation française — où malheureusement la coopération est une formation politique, comme en Belgique d'ailleurs — a été maintenue « **expressément** » par l'art 8 de la loi d'introduction du 1^{er} juin 1924.

3° — STATISTIQUES.

Grâce à la Fédération du petit commerce et de la moyenne industrie, devenue en 1927, ainsi que nous l'avons vu, la Fédération des Coopératives Artisanales et Commerciales d'Alsace et de Lorraine, les coopératives bien dirigées, bien gérées, ont pu augmenter considérablement leur chiffre d'affaires, leurs effectifs et leurs moyens d'action, de sorte que les membres bénéficiaires ont pu tirer le plus large profit de leur « copé ».

Ce sont notamment les coopératives d'achat en commun qui ont pris un essor nouveau. Les professions qui ont le mieux compris et appliqué de la coopération sont : boulangers, pâtisseries, cordonniers, coiffeurs, tailleurs et plâtriers. Il existe une seule coopérative d'achat dans les métiers de : selliers, électriciens, menuisiers et meuniers.

Les coopératives d'achat des cordonniers ont créé un comptoir d'achat en commun et réalisent ainsi un maximum d'avantages par la centralisation de toutes les commandes.

Des tentatives ont été faites pour la création d'une grande coopérative d'achat en commun pour les forgerons et les charrons. Elles n'ont pas abouti, ce qui n'empêche qu'un certain nombre de corporations de forgerons groupent leurs commandes en charbon et fer.

Du côté des coopératives de vente, il ne reste plus que celle des bouchers, car le Comptoir de vente des poêliers de Betschdorf est une société à responsabilité limitée. Le nombre des halles aux cuirs a été porté à trois (Strasbourg, Mulhouse, Guebwiller), mais leur situation semble difficile en face des exigences du fisc qui leur réclame à titre rétroactif la taxe sur le chiffre d'affaires, dans des conditions qui ont fait l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Alsace et de Lorraine.

La seule coopérative de production qui ait été créée par les artisans après la guerre, sous le nom de Coopérative de l'Artisanat du Bâtiment à Neuf-Brisach, est entrée en liquidation en 1926, non sans laisser une perte considérable qui menace de compromettre un certain nombre d'existences artisanales.

Les coopératives de crédit, les anciennes Gewerbebanken, ont pour la plupart opté pour le régime français des Banques Populaires, à l'exception de la Banque Populaire Alsacienne. L'ancienne Banque Populaire Générale a été mise en liquidation pour faire place à une Banque Populaire départementale du droit français. Dans le Haut-Rhin, une certaine concentration a eu lieu dans l'organisation du crédit populaire, à la suite de l'absorption de la Banque Populaire de Saint-Louis par celle de Mulhouse et de la Banque Populaire de Neuf-Brisach par celle de Colmar.

Si nous passons dans le domaine des chiffres, nous pouvons établir le tableau suivant :

Années	Coopératives	
	Nombre	Membres Ensemble
1928	21	2.564
1908	10	560

Ce nombre n'a pas varié pour 1930 (31 décembre), pour laquelle nous relevons :

Strasbourg	9	} . 21
Colmar	4	
Mulhouse	8	

L'année 1930 ne fut pas, par ailleurs très heureuse pour l'idée corporative; une des plus importantes coopératives artisanales ayant connu des difficultés sérieuses, dont le règlement est loin d'être terminé. Ce n'est malheureusement pas le seul exemple de gestion trop spéculative parmi les coopératives de classes moyennes. L'année 1931 a réservé, sous ce rapport, des surprises beaucoup plus pénibles et si l'artisanat bas-rhinois a été préservé d'une saignée catastrophique, c'est grâce à l'intervention du Gouvernement qui a rendu possible la liquidation lente et échelonnée de la principale coopérative de Crédit de droit local du Bas-Rhin.

Parmi la débâcle financière qui a secoué l'économie française en 1931, les banques populaires ont montré quelle force de résistance elles avaient et qu'elles répondaient bien aux besoins de l'artisanat car, sauf la Banque Populaire Alsacienne, la seule restée sous le régime juridique local de 1889, les autres Banques Populaires, placées sous la loi française, ont résisté à la crise.

Il est, de ce fait, intéressant de connaître les chiffres de ces organismes; nous allons examiner ceux d'une banque à clientèle urbaine et ceux d'une banque à clientèle rurale:

BANQUE POPULAIRE ALSACIENNE, STRASBOURG

Banque créée en 1909. — Montant de la part sociale: 500 francs

Années	Nombre de sociétaires	Parts sociales	Capital social versé	Chiffres du bilan	Chiffre d'affaires	Bénéfice net	Fonds de réserve
1930	1.722	4.053	2.026.500	(1) —	—	—	603.390
1926	1.195	3.191	1.715.500	46.354.725	1.010.277.712	199.370	375.280
1919	356	917	414.542	14.035.539	227.831.695	71.536	100.000
1918	335	739	216.410	6.146.000	97.101.631	23.625	64.000

(1) Le bilan de l'année 1930 n'a pas été publié. La Banque a été mise en liquidation judiciaire en mars 1931.

BANQUE POPULAIRE DU BAS-RHIN, STRASBOURG

Banque créée en 1926. — Montant de la part sociale: 500 francs.

1930	592	3.000	1.500.000	33.035.140	1.067.676.000	179.071	54.204
1927	355	929	464.500	20.015.673	655.680.531	77.608	—

BANQUE POPULAIRE, ALTKIRCH

Banque créée en 1910. — Montant de la part sociale: 100 francs.

1930	2.299	17.000	8.500.000	92.484.678	1.534.126.161	897.016	2.400.000
1926	1.027	5.318	2.657.294	25.642.093	408.182.218	637.829	1.500.000
1919	268	364	150.420	5.049.981	50.388.640	18.462	34.535
1918	257	323	92.254	1.380.006	5.484.029	6.206	27.200

Le crédit artisanal, de la loi française, fonctionne particulièrement comme un service annexe de la Chambre des Métiers, bien que rattaché juridiquement à une Union coopérative régionale, agréée par M. le Ministre du Travail. En 1930, il a été instruit plus de

100 demandes de crédit individuel dont 99 furent transmises aux Banques Populaires, représentant une demande de crédit à long terme de 1.555.000 fr. Jusqu'au 31 décembre 1930, 84 crédits avaient été accordés pour 1.183.000 fr., à un taux d'intérêt variant entre 3,5% et 4,5%. Cette aide de l'Etat est devenue un précieux instrument de secours et d'encouragement dont ne peuvent malheureusement profiter que les artisans occupant au plus 2 compagnons et 1 apprenti. Il a été demandé que cette limite, quelque peu arbitraire, soit élevée pour permettre de venir en aide aux entreprises artisanales moyennes qui sont atteintes par la crise, peut-être plus encore que les petits artisans, profitant déjà d'exonérations fiscales appréciables.

Sans vouloir anticiper sur le rapport de 1931, on peut constater que le nombre des demandes de crédit individuel va sans cesse en augmentant et que les crédits accordés dépassent aujourd'hui 2 millions.

Le crédit collectif, c'est-à-dire celui qui prévoit des avances aux coopératives artisanales, garanties par l'Union agréée, n'a pas eu à fonctionner en 1930, les coopérateurs ayant renoncé à l'aide de l'Etat qui comporte, il est vrai, certaines restrictions et certaines interventions des pouvoirs publics dans la gestion de la coopérative. Pour encourager la coopération, la Chambre des Métiers a subventionné l'Union du Crédit Artisanal et la Fédération des coopératives artisanales.

CHAPITRE III

STATISTIQUES RÉCAPITULATIVES.

Afin de donner une idée générale du mouvement artisanal en Alsace, nous allons donner les statistiques générales dont les éléments sont répartis au cours des développements précédents:

1908

Section	Corporations			Associa- tions	Coopé- ratives	Total des groupem.	Nombre des Membres (1)
	Libres	Obli- gat.	Total				
Strasbourg ..	9	18	27	32	—	86	3.966
Colmar	4	2	6	13	—	25	1.345
Mulhouse	16	2	18	11	—	47	1.167
Total	29	22	51	56	10	168	6.478

(1) non compris les membres des coopératives.

1926

Section	Corporations			Associa- tions	Coopé- ratives	Total des groupem.	Nombre des Membres
	Libres	Obli- gat.	Total				
Strasbourg ..	55	28	83	24	11	118	9.900
Colmar	11	10	21	11	4	36	2.910
Mulhouse	13	17	30	10	7	47	3.555
Total	79	55	134	45	22	201	16.365

1930

Section	Corpo- rations		Associa- tions	Coopé- ratives	Fédéra- tions	Organisations diverses Caisses Mutuelles Comptoirs etc.	Total
	Obli- gat.	Libres					
Mulhouse ...	19	13	13	8	4	5	62
Colmar	11	10	11	4	1	—	37
Strasbourg ..	26	63	31	9	17	18	164
Alsace	56	86	55	21	22	23	263

TITRE II

LES CHAMBRES DE MÉTIERS.

AVANT-PROPOS

La représentation de l'artisanat a été confiée à un organisme autonome et obligatoire, régi par le Code Professionnel local en ses articles 103 à 103 q (loi du 26. 7. 1897) : la Chambre des Métiers dont le maintien, non prévu au traité de Versailles, a été décidé par les arrêtés ministériels des 11. 4. 1923 et 26. 11. 1923, suivant des statuts promulgués en date du 10. 10. 1924.

Organe présentant, comme nous le verrons, le caractère d'une institution publique, la Chambre de Métiers est obligatoire pour tous les artisans, ainsi que nous les avons définis dans notre introduction, c'est-à-dire pour toutes les personnes qui exercent, pour leur compte, un métier manuel et qui ne dépendent pas de patrons.

Organisme public, la Chambre de Métiers a deux rôles principaux : d'une part, représenter, vis-à-vis des pouvoirs publics, l'artisanat en quelque circonstance et de quelque façon que ce soit, d'autre part, diriger l'artisanat. C'est ici que s'accroît le caractère de « corps administratif » que possède la Chambre de Métiers car, pour remplir son rôle, elle devra, non seulement créer les organismes nécessaires au développement de l'artisanat, mais aussi prendre toutes les mesures réglementaires nécessitées par la situation.

Cette disposition montre le caractère juridique spécial de cet organisme, que l'on peut difficilement faire entrer dans une formation de notre droit public.

Aussi étudierons-nous d'abord la situation juridique de la Chambre de Métiers, tant au regard de la loi locale, qu'au regard de la législation française.

Puis, après avoir étudié la mission des Chambres de Métiers, nous examinerons son organisation et son fonctionnement, pour terminer par un rapide coup d'œil sur les résultats obtenus, réservant un dernier chapitre aux formations de l'artisanat.

Une remarque s'impose : nous ne nous préoccupons que de la Chambre de Métiers d'Alsace, ne faisant que de rapides incursions dans le domaine de la Chambre de Métiers de Moselle, qui s'est détachée de la Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine en 1923 (arrêté de M. le Commissaire Général de la République, en date du 11 avril 1923).

Nous aurons donc :

Chapitre 1 : Situation juridique de la Chambre de Métiers

Chapitre 2 : Mission de la Chambre de Métiers

Chapitre 3 : Organisation de la Chambre de Métiers

Chapitre 4 : Statistiques.

CHAPITRE I

NATURE JURIDIQUE.

Régie par le droit local, la Chambre de Métiers fonctionne sous l'emprise de la législation française; par suite, après avoir examiné la situation particulière de la Chambre de Métiers, nous étudierons sa situation par rapport au droit local, puis au droit français.

Section 1 — Situation de la Chambre de Métiers.

Section 2 — La Chambre de Métiers en droit local.

Section 3 — La Chambre de Métiers en droit français.

SECTION I

Situation de la Chambre de Métiers.

La Chambre de Métiers a une action qui ressemble étrangement à celle que pourrait avoir un établissement public. En effet, les cotisations de la Chambre de Métiers ont un caractère obligatoire pour tous les artisans, même non inscrits à une formation électorale de la Chambre de Métiers (corporation, association, etc.). Elle règle souverainement l'artisanat en édictant, si besoin est, les dispositions réglementaires nécessitées par la situation. Ce sont donc bien là des fonctions inhérentes au « pouvoir public » et la Chambre de Métiers prend figure d'organe administratif et pourrait être assimilée à une administration publique (cf. Hauriou, droit public p. 21/28 et la note 1 p. 303). Est-elle une autorité publique?

Définir le terme autorité est assez difficile et les opinions sont divergentes; aussi, ne voulant pas entrer dans le domaine du droit comparé, nous nous en tiendrons à la définition suivante:

« Par autorité il faut entendre un corps officiel, muni de puissance publique, qui est placé sous les ordres d'un organe hiérarchique et auquel certaines obligations et prérogatives autoritaires ont été attribuées, d'une manière permanente par l'Etat ou une collectivité communale en vue de l'exercice d'une sphère limitée d'affaires publiques » (cf. Otto Mayer Droit administratif allemand t. 1, p. 121; Loening D. V. R. p. 30/31).

De cette définition, il est aisé de déduire un certain nombre de critères qui permettront d'apprécier le caractère d'autorité publique possédé par un organisme.

Autorité suppose droit de commandement. Mais l'autorité est un appareil de l'Etat, sans volonté apparente, les autorités supérieures ou l'autorité Centrale possédant le pouvoir d'étendre, de modifier la sphère d'activité d'une autorité subordonnée et même de transférer son action à une autre autorité, sans que l'autorité dépossédée puisse avoir un recours contre la décision prise à son égard. En un mot,

l'autorité est un organe hiérarchisé qui doit obéir, mais n'a aucun droit de réclamation.

Quelle va être la situation de la Chambre de Métiers au regard de ces deux critères ?

Si le premier se trouve dans la Chambre de Métiers, il est difficile d'admettre l'existence du second.

En effet, non seulement la Chambre de Métiers ne subit aucune subordination hiérarchique administrative, et n'est placée sous les ordres d'aucun organe supérieur — car contrôle est différent de subordination —, mais elle a des pouvoirs propres, elle peut exercer certains droits de sa propre autorité, ce qui est contraire à « l'autorité » d'un organisme hiérarchisé. Dans cet ordre d'idées, nous voyons que la Chambre de Métiers, non seulement fixe son budget, mais en détermine les ressources qui seront produites par des cotisations perçues sous la forme de taxes assimilables aux impôts.

Enfin, la Chambre de Métiers a un droit de recours contre les décisions prises par l'autorité qui pourrait être dite supérieure, si le principe de la hiérarchie était admis. La Chambre de Métiers peut, en effet, intenter un recours contre une décision du Ministre et contre toutes les décisions du Préfet, autorité de surveillance.

Ce deuxième critère ne se trouvant en aucune manière dans la Chambre de Métiers, qui ne subissant aucun lien hiérarchique et possédant un droit de recours contre une décision supérieure, n'a pas le caractère « autorité » que lui donnerait l'étiquette d'administration publique.

A côté de ces critères absolus, il y a encore un certain nombre de particularités qui s'opposent au caractère d'autorité que certains veulent attribuer à la Chambre de Métiers.

La Chambre de Métiers peut correspondre directement avec les autorités centrales, sans suivre la voie hiérarchique ordinaire. D'autre part, certains actes, quoique soumis à la surveillance du Préfet, contredisent la présomption du caractère d'autorité (élection libre du Conseil d'Administration, organisation interne, engagement du personnel, etc.). Non plus, ne peuvent être pris en considération l'utilisation par la Chambre de Métiers du Sceau de la République, ni l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement de certains actes, ni l'obligation pour les Pouvoirs Publics de donner une suite aux requêtes de la Chambre de Métiers, visant l'application de la loi.

Ces particularités, que l'on peut considérer simplement comme formalistes, montrent que la Chambre de Métiers est considérée comme une autorité, bien qu'elle ne le soit pas, puisque ne **remplissant nullement** les conditions du deuxième critère, à savoir la hiérarchisation.

Toutefois si la Chambre de Métiers ne peut être assimilée à une autorité, elle fait néanmoins partie des formations du droit public, ainsi que nous allons le voir.

SECTION II

La Chambre de Métiers en droit local.

La Chambre de Métiers est une personne juridique (Bruck, *Verf. und Verw. Recht* in E. L. ed. 1908, p. 75; Fischbach, *das öffentliche Recht* in E/L., ed. 1914 p. 324).

Personne juridique du droit privé ou du droit public, tel est le problème?

La doctrine est assez partagée sur le critérium à adopter. Pour Rosin des buts collectifs ne peuvent être suffisants afin de déterminer la qualité de personne du droit public; il faut que la sphère d'activité de la personne juridique soit déterminée et limitée par les règles du droit public qui la concernent. Un certain nombre d'auteurs allemands prennent pour critère positif de la personne du droit public, le fait « de ce qu'elle est tenue, à l'égard de l'Etat, de remplir ses fonctions et d'atteindre ses buts. » (Gierke, *Gen. Théorie*, p. 657; Rosin, *das Recht der öff. Gen.* p. 18, etc.). Jellineck est plus précis, car le fait de remplir ses fonctions et d'atteindre ses buts, n'est pas spécial à la personne juridique du droit public, la personne du droit privé à la même ambition; aussi précise-t-il les fonctions qui appartiennent à cette personne juridique qui est sujette du droit public, c'est-à-dire « possédant des droits appartenant essentiellement à la souveraineté de l'Etat » (Jellineck, *system. d. subj. öff. Rechte*, ed. 1905, p. 265/266).

De cette définition, nous pouvons arriver à celle d'Otto Mayer qui pose nettement les critères de la personne juridique du droit public. « Une personne juridique du droit public est la formation juridique qui a pour objet de gérer une partie déterminée de l'administration publique et qui est dotée de la personnalité civile » (Otto Mayer *D. V. R.*, t. II, p. 571 et suiv.).

Ayant ainsi défini la personne juridique du droit public, voyons si la Chambre de Métiers en possède les critères. Pour cela examinons les qualités qui militent en faveur d'un tel classement, pour l'opérer sûrement.

— Une observation préliminaire s'impose, que nous avons déjà vue pour les corporations. L'origine de la personne juridique est un élément essentiel de discrimination:

Les personnes juridiques créées par la volonté privée, quoique approuvées par l'Etat (en notre droit français les associations reconnues d'utilité publique), sont des personnes juridiques du droit privé, alors que celles qui « sont instituées par mesure étatiques » ou qui, comme parcelles du régime du droit public, sont organisées (communes) ou reconnues (les cultes, en cas de concordat, ainsi qu'il existe dans les départements recouverts) par l'Etat, sont des personnes du droit public. Ici, aucun doute, la Chambre de Métiers est

instituée par une mesure étatique, la volonté privée n'intervient en aucune manière.

Une fois ce point acquis, nous allons examiner tous les caractères de la Chambre de Métiers et voir si ceux-ci lui maintiennent cette qualité de personne du droit public que de prime abord lui confère sa fondation.

= La Chambre de Métiers, a, comme nous l'avons vu, certains privilèges: droit de posséder un sceau officiel, droit d'établir des taxes recouvrables comme en matière d'impôts communaux, droit d'inspection des ateliers par ses délégués. Ce n'est pas un critère suffisant car ces privilèges pourraient être accordés à des associations de droit privé (Gierke, *Gen. Theorie*, p. 167 et suiv.).

= De même l'obligation d'affiliation à la Chambre de Métiers n'est pas un critère absolu car, en Alsace et en Lorraine, les établissements du culte, qui ne connaissent pas l'affiliation obligatoire, sont considérés comme des formations du droit public (Jellineck, *system*, p. 272, même situation en droit français avant la séparation, Berthelemy, *droit administratif* ed. 1920 p. 271).

= Par ailleurs, l'Etat se décharge sur la Chambre de Métiers de certaines de ses obligations. Est-ce un signe certain de la personnalité du droit public? Nous ne le pensons pas. Nous retrouverons en effet la même obligation lorsqu'il s'agira de l'exécution de travaux publics qui, s'ils peuvent être confiés à des syndicats forcés, personnes du droit public, peuvent l'être également à des personnes juridiques du droit privé.

= D'un autre côté, les « actes de puissance publique », que peuvent faire les Chambres des Métiers ne sont pas un argument décisif car cette faculté peut être donnée à des personnes juridiques du droit privé (Jellineck, *system op. cit.* p. 264).

= L'intervention de l'autorité administrative dans la vie de la Chambre de Métiers (approbation préfectorale, autorisation préalable) va-t-elle être un critère absolu? Non pas, car nous rencontrerons cette intervention administrative dans la vie de personnes juridiques du droit privé, telles que les associations reconnues d'utilité publique (Jeze, *cours de droit public* 1926 p. 22/23).

= Si ces divers critères ne sont pas absolus, celui tiré de la situation contentieuse ne fait aucun doute, car la Chambre de Métiers va être assimilée, d'une manière indubitable, aux corps administratifs publics. Les décisions exécutoires de la Chambre de Métiers sont susceptibles de recours pour excès de pouvoirs et, de plus, les litiges relatifs à l'affiliation à la Chambre de Métiers n'appartiennent pas aux litiges d'ordre judiciaire, mais à ceux d'ordre administratif et sont du ressort des Tribunaux administratifs.

= La situation de la Chambre de Métiers est précisée, d'une manière minutieuse, quant à ses droits et à ses devoirs.

= Elle a la personnalité juridique qui lui est conférée d'une

manière formelle (art. 103 r, 86 du code professionnel local), et elle est assimilée, après avoir été créée par le pouvoir étatique, aux organismes administratifs.

Donc, d'une manière indubitable, quoique n'étant pas une autorité et, de ce fait, conservant une certaine autonomie, la Chambre de Métiers est une personne juridique du droit public au regard du droit local.

SECTION III

La Chambre de Métiers en droit français.

Organe du droit local, la Chambre de Métiers fonctionne concurremment avec les organes régis par le droit français; par suite, il est intéressant d'étudier, au regard de ce droit, la situation de cet organisme.

Procédons par élimination. Nous avons vu que la Chambre de Métiers ne peut trouver aucune place dans les diverses formations juridiques de droit privé; de plus, aucune formation semblable n'existe dans notre droit, les Chambres de Métiers locales possèdent un pouvoir de police que n'ont pas les Chambres de Métiers françaises, auxquelles est reconnu implicitement le caractère d'un établissement public (art. 2 loi 26-7-25). Ce ne sera que par assimilation que l'on pourra étudier cet organisme, par rapport aux établissements publics autonomes et voir si on peut lui donner ce qualificatif.

Si nous définissons l'administration publique « l'activité de l'Etat » comme personne capable d'atteindre des buts publics, (Schoen) ou comme collectivité organisée (Carré de Malberg), l'administration autonome est l'exécution de fonctions étatiques (services publics) par des personnalités subordonnées à l'Etat, mais indépendantes dans leur propre sphère d'activité, ceux dont les affaires doivent être gérées participent à l'administration par l'élection de co-administrateurs (Arnat, Staatsrecht ed. 1901 p. 210, Schoen).

Par ailleurs, l'administration autonome peut être obligatoire ou facultative et elle peut être retirée ou transférée à un autre sujet de droit (Ducrocq, Jeze).

Mais il faut différencier l'administration autonome de l'administration féodale, dans laquelle « l'exécution des devoirs étatiques est transférée, à raison de droits privés, à la propriété foncière et où l'administration à l'autonomie. Autonome ne veut pas dire autonomie et une telle administration n'est pas instituée en faveur d'intérêts privés, aussi sera-t-elle, non seulement soumise à un contrôle de légalité, mais elle sera contrainte, par l'autorité de surveillance, à remplir les obligations étatiques dont elle est chargée.

Véritable décentralisation, l'administration autonome se constate sous divers aspects: décentralisation régionale, décentralisation patri-

moniale, décentralisation fonctionnariste (Duguit, droit const. 1928 t. II p. 67) et c'est en vertu du pouvoir qui lui est conféré par la loi qu'elle est à même d'atteindre le but fixé par la loi, d'exécuter la loi. Or, l'exécution de la loi est du domaine exclusif de la fonction administrative (Carré de Malberg); par suite, si la décentralisation (administration autonome) est bien un fragment de l'administration publique, elle engendre des corps administratifs autonomes, comme les établissements publics, les corporations du droit public, personnes qui sont, au regard du droit français, des établissements publics (Hauriou-Précis II éd. p. 42).

Nous aurons donc une définition de l'établissement public qui, si elle n'a pas été donnée par le législateur, n'en est pas moins admise, tant par la jurisprudence, que par la doctrine : « Un corps d'administration autonome est une personne subalterne dans l'Etat, indépendante dans sa sphère d'activité et chargée d'accomplir des fonctions ; c'est-à-dire un service public ». (Otto Mayer, Rossin, Giercke). Aucocq entend, par service public : « Une organisation décrétée par le législateur ou dirigée par l'administration, en exécution des décisions du législateur, pour satisfaire à des besoins collectifs dont l'Etat et ses fractions ont assumé la charge, à raison de l'incapacité ou de l'insuffisance présumée de l'initiative privée » (cf. également Berthelemy, Hauriou, Jeze, ect.).

Nous avons défini l'établissement public, établissons les caractéristiques de cet organisme.

Un point essentiel est que seule l'intention des gouvernements est déterminante. (Jeze, cours de droit public 1926 p. 16 28/32), remarquons toutefois que cette opinion, combattue par Duguit, n'a pas été complètement ratifiée par le Conseil d'Etat, dont la jurisprudence, en cette matière, est assez flottante (C. E., 13 - 2 - 29 Trapp Georges).

Abandonnons ce critère controversé et tenons-nous en à celui qu'indique Hauriou.

Tout établissement sera considéré établissement public (corps administratif autonome), s'il en réunit les 3 éléments constitutifs : personnel, matériel, moyens financiers.

En d'autres termes il doit être :

Créé par l'Etat et muni du pouvoir de commandement (Fleirer).

Continu (Duguit).

Placé sous le contrôle des autorités publiques (il ne faut pas confondre contrôle et hiérarchie, nous avons vu que la Chambre de Métiers n'était pas un corps d'autorité car elle n'est pas hiérarchisée, mais elle est placée sous le contrôle de l'autorité, donc elle peut être un établissement public).

Subventionné par des taxes ou servitudes imposées aux particuliers (Jeze).

Détenteur d'un patrimoine propre affecté au service (Jéze).

Une institution d'un monopole d'exploitation (Appleton, Jéze).

Doué de la personnalité civile la plus complète (Aucocq, Planiol).

Enfin, au point de vue de l'application de la loi, les services gérés par ces établissements publics ont le même caractère que ceux qui sont gérés directement par l'Etat, les départements ou les communes (Aucocq, *Revue Critiq.* 1901, p. 171).

Mais ces divers critères se retrouvent dans la Chambre de Métiers, corporation du droit public au sens du droit public allemand et personne juridique du droit public en droit local, qui est un véritable corps administratif autonome, semblable aux établissements publics du droit français.

Examinons les divers caractères de cette institution et nous verrons qu'elle correspond à la définition que nous avons donnée de l'établissement public :

La Chambre de Métiers a une mission spéciale, celle de remplir le rôle d'organe administratif, sa raison d'être consistant en l'exercice de fonctions qui lui sont conférées.

Par rapport à son activité, elle remplit les conditions que l'on exige d'un établissement public, de même que pour son organisation et la participation des membres à sa gestion.

Etant institution de l'Etat, les décisions de la Chambre de Métiers sont susceptibles de recours pour excès de pouvoirs et une taxe publique assure l'actif de son budget.

Enfin, le contrôle est exercé par des autorités administratives qui, par ailleurs, collaborent avec l'organisme.

De par sa création, elle acquiert, ipso facto, la personnalité civile, qui lui est formellement reconnue par la loi (art. 103 r Code Prof. local), de même que son indépendance financière (art. 103 n Code Prof. loc.).

Donc la Chambre de Métiers remplit toutes les conditions lui permettant d'être classée dans la catégorie des « établissements publics », au regard du droit français, chargés de satisfaire, suivant la volonté du législateur, à des besoins d'intérêt général.

CHAPITRE II

MISSION DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS.

Si la découverte de la machine à vapeur a eu une répercussion désorganisatrice sur les divers marchés, le développement du machinisme et l'évolution du monde économique provoquent également une désorganisation complète des modes de travail.

En effet, avec la concentration des capitaux, nous avons vu apparaître la concentration de la production qui augmentait avec le progrès de la technique industrielle. Mais, la concentration appelait la dissolution du mode économique existant et la disparition de l'artisan qui ne pouvait que difficilement lutter contre de telles entreprises industrielles. Tout lui manquait, les capitaux et les capacités professionnelles. Aussi, malgré ses efforts, sa disparition aurait été prochaine, si l'Etat n'avait pris des mesures énergiques créant un organisme spécial chargé de relever l'artisanat, et pour ce faire, de le conseiller et de l'aider.

Tel fut le rôle qu'attribua à la Chambre de Métiers, la loi d'Empire du 26 - 7 - 1897.

Ayant pour buts :

de relever la situation économique de l'artisanat,

de donner à l'Etat une aide, dans l'accomplissement de ses devoirs sociaux,

d'instituer une représentation de l'artisanat devant le législateur, cette Chambre de Métiers voyait ses moyens d'action nettement énumérés dans l'art. 103 c du Code Professionnel local :

- 1° réglementer l'apprentissage des métiers manuels.
- 2° surveiller l'exécution des lois et règlements relatifs à l'apprentissage de ces métiers.
- 3° aider les pouvoirs publics dans le relèvement de l'artisanat, par des communications, avis, etc.
- 4° Publier des comptes-rendus annuels.
- 5° former des jurys d'examen de compagnons.
- 6° former des commissions qualifiées pour statuer sur les réclamations relatives aux décisions des jurys d'examen.

Ces diverses obligations, pour la nécessité de leur étude, peuvent se résumer en 5 principales :

1° développer, réglementer et surveiller la formation technique et commerciale des artisans ;

2° développer les institutions de crédit artisanal, de coopération et de mutualité, de prévoyance et d'esprit de solidarité.

3° développer l'organisation artisanale.

4° éviter toutes les mesures susceptibles d'amoindrir la capacité d'adaptation de l'artisanat à la méthode de production capitaliste.

5° Exercer une action consultative, économique et sociale.

La première question devant faire l'objet d'un chapitre de cette

thèse, nous n'étudierons ici que les autres buts de la Chambre de Métiers.

SECTION I

Développement des idées de solidarité.

Il est évident que la coopération doit former la base rationnelle de toute organisation artisanale. Aussi la Chambre de Métiers se préoccupa-t-elle de cette question, provoquant la réorganisation des coopératives auxquelles les méthodes allemandes, pendant la guerre, avaient porté un coup qui aurait pu être mortel.

Par ailleurs, son action s'est portée également sur le crédit artisanal, tel que l'organisait la loi du 27 - 12 - 1923, introduite dans les départements recouvrés par la loi du 22 - 12 - 1928.

Nous renvoyons sur ces sujets à nos précédents développements.

Mais, à côté de l'organisation elle-même, la Chambre de Métiers a un rôle éducateur qui ne lui a pas échappé, aussi s'est-elle ingéninée à instruire les artisans des droits et des avantages qu'ils peuvent retirer de cette législation, tant par les conférences que par la presse et, afin de permettre à l'artisan de connaître les méthodes commerciales nécessaires à la bonne marche de son affaire, elle a introduit dans l'examen de maîtrise des notions élémentaires de législation commerciale.

Les problèmes de mutualité, de prévoyance et d'assurance offrent un large champ d'action aux Chambres de Métiers. Malheureusement le manque « d'esprit corporatif », l'individualisme commercial et surtout les multiples organisations, existant en ce domaine, ont été un gros obstacle au développement d'organismes de ce genre.

Pourtant de telles organisations rendraient de grands services aux artisans, les protégeant contre les « aléas » de la maladie et du décès qui, trop souvent, causent de graves perturbations dans la vie d'une industrie artisanale. Enfin, dans le même ordre d'idées, notons, pour en regretter l'absence, la constitution de caisses de prêts d'honneur, qui seraient d'une utilité « vitale » pour l'établissement des jeunes artisans et qui ne sont nullement remplacés, quoique l'on puisse dire, par le Crédit artisanal.

Remarquons enfin que les allocations familiales n'ont provoqué la création que de 2 caisses de compensation, agréées par le Ministre du Travail par arrêté du 16/3/1928.

Il est regrettable que ces institutions, qui ont pris un grand développement dans les milieux industriels de l'intérieur, soient restées, en Alsace, à l'état embryonnaire en Alsace. Peut-être pourrait-on en rechercher la cause dans le système des assurances sociales « allemandes », qui sont une charge énorme pour les patrons, même pour les artisans. Peut-être aussi, le caractère rural de l'artisanat et la grande natalité de la population alsacienne, n'ont-ils pas permis de constater l'utilité de ces allocations familiales.

SECTION II

Développement de l'organisation artisanale.

C'est évidemment la tâche principale de la Chambre de Métiers, car, comment lutter contre la concurrence capitaliste, si l'organisation fait défaut ? Comment tenir en échec les progrès de la grosse industrie, si les efforts sont éparpillés ; ce serait dépense inutile et d'énergie et de temps.

La Chambre de Métiers s'est attachée, après la guerre, à réorganiser l'artisanat alsacien. C'est à la base que son action s'est dirigée, c'est vers le développement de la corporation que ses efforts se sont portés. Il n'entre pas dans nos vues d'engager une controverse avec les divers auteurs qui combattent cette organisation. Certes, elle n'est pas exempte de toute critique et la moindre que l'on puisse formuler envers la corporation obligatoire, c'est d'étendre son action sur une circonscription trop grande et, par suite, de ne pas permettre la formation de liens étroits entre les membres qui se désintéressent de la vie artisanale, n'assistent à aucune réunion, se contentant de payer leur cotisation qui, d'ailleurs, est perçue sous forme d'impôts. Mais cet inconvénient, qui peut être aisément supprimé par l'augmentation du nombre de corporations locales, n'enlève pas à la corporation tout l'intérêt qui s'attache à son fonctionnement. Si la corporation est le foyer de l'artisan, où il cultive l'esprit de la solidarité, elle est, aussi le foyer de la « profession », considérée au point de vue technique ; c'est la corporation qui est la gardienne des saines traditions artisanales, gardienne du bon vieux travail français. Enfin, elle est le guide, le conseiller de l'artisan, son porte-parole dans la défense de ses intérêts et pour l'amélioration de la profession.

Il ne faut pas oublier que la corporation, en formant l'apprenti, puis le compagnon, forme l'homme de demain qui, sachant mettre à profit les moyens que la loi a mis à sa disposition, saura avoir sur les événements l'action salutaire et indispensable que l'artisanat doit apporter dans la conduite des affaires publiques, pour lutter contre l'emprise, sans cesse croissante et génératrice de désordre, du capitalisme, de la concentration industrielle, responsables de la crise économique que nous traversons.

La Chambres de Métiers n'a pas manqué d'entreprendre cette action et, après avoir rétabli les corporations, elle s'est attachée à grouper les efforts des corporations en rendant aux fédérations leur vitalité d'antan et en les orientant vers de nouveaux débouchés.

Les chiffres, que nous avons déjà donnés, montrent l'effort accompli en ce sens ; mais si la Chambre de Métiers d'Alsace s'est résolument engagée dans cette voie, sa soeur de la Moselle est restée en arrière puisque, pour la première, les corporations sont passées de 179 en 1927 contre 128 en 1922, pour la seconde de 58 à 57. Cela provient, principalement, du fait que la Chambre de Métiers d'Alsace consacre

à l'action corporative 40 % de son budget, alors que celle de la Moselle n'y consacre que 14 %.

Pour arriver à un tel résultat, la Chambre de Métiers ne s'est pas contentée d'inscrire une grosse somme à son budget et nous ne pouvons mieux faire que de reproduire le passage relatif à l'action artisanale du rapport moral et administratif de 1930 :

« Dans son rayon d'action propre, la chambre de métiers d'Alsace s'est efforcée à donner à l'organisation corporative des artisans encore plus d'impulsion et plus d'extension. Les groupements d'artisans formant ses corps électoraux, la chambre de métiers a tout intérêt à élargir constamment sa base constitutionnelle, d'autant plus, que sans groupements et sans discipline son action s'exercerait dans le vide. Nos divers organes ont donc pris une part très active à la vie corporative dans nos 2 départements. Par des conférences et des circulaires, par la délivrance de diplômes d'honneur et de subventions, la chambre de métiers a encouragé l'idée d'association et facilité la tâche souvent délicate des dirigeants. Ces derniers se tiennent en contact permanent avec nous et nous demandent souvent aide et conseil. Aussi avons-nous envisagé l'organisation de cours d'initiation corporative et syndicale à l'intention des dirigeants de nos groupements. Le premier de ces cours aura lieu prochainement à Strasbourg. Par contre nous avons supprimé les heures de consultation artisanale dans les chef-lieux d'arrondissement, dont la fréquentation n'avait pas répondu à notre attente ».

« Les 263 organisations groupent plus de 17.000 artisans, ce qui porte le pourcentage des artisans syndiqués à 66 % pour toute l'Alsace. 15.000 artisans, groupés en corporations et associations, reçoivent gratuitement l'organe officiel de la Chambre, « La Gazette des Métiers », qui est entrée dans sa 33^e année et qui assure la publicité des décisions, avis et communiqués de la Chambre et des groupements d'artisans, en même temps qu'elle renseigne et documente l'artisan sur les problèmes du jour, à l'exclusion de toute préoccupation politique ».

« A côté de la « Gazette des Métiers », la presse artisanale est représentée en Alsace par 8 publications périodiques ayant un caractère strictement professionnel, à l'exception d'une seule qui est interprofessionnelle et s'adresse à toutes les branches du bois et du bâtiment ».

« Nous estimons que notre action artisanale et corporative comporte enfin l'entretien de bonnes relations avec les autres corps représentatifs d'intérêts économiques. Sous ce rapport nous sommes heureux de souligner ici les rapports de bon voisinage qui existent entre les chambres de commerce et les chambres d'agriculture, d'une part, et notre compagnie d'autre part. Les représentants du Com-

« merce, de l'Industrie et de l'Agriculture assistent régulièrement à nos grandes manifestations, expositions etc. Ils nous y confirment les bonnes dispositions que nous rencontrons auprès des Chambres de Commerce et des Chambres d'Agriculture lorsque nous nous adressons à elles, soit pour connaître leur avis, soit pour poursuivre avec elles des projets d'intérêt commun ».

« Nous mentionnerons également l'institution d'un service radio-phonique à la chambre de métiers, chargé d'assurer 4 conférences par semaine aux artisans et aux travailleurs au poste de Radio-Strasbourg P. T. T. Ce service fonctionne depuis novembre 1930 et fait appel à des spécialistes de la science, de la technique, de l'enseignement et des affaires pour faire tenir aux rubriques artisanales une place honorable aux programmes du poste de Brumath ».

Enfin, la Chambre de Métiers, non contente de prendre part aux diverses expositions où « l'art » de ses artisans est mis en valeur — nous ne citerons, dans cet ordre d'idées, que « la Maison Alsacienne » et « l'Art en Alsace » de l'Exposition Internationale des arts décoratifs, qui furent organisés en collaboration avec la Chambre de Métiers —, organise des expositions d'artisans, moyen efficace de stimuler l'ardeur professionnelle et de maintenir la bonne réputation du travail artisanal.

En	{	1932 à Thann 1682 travaux furent présentés.
		1924 à Bischwiller 1551 travaux furent présentés.
		1927 à Mulhouse 1503 travaux furent présentés.

Enfin en 1931, l'exposition de Colmar, qui eut un succès sans précédent, tant par l'exposition elle-même que par les congrès des diverses corporations qui se sont tenus et où l'auteur de cette étude a pu, de par sa situation officielle, se rendre compte de la vigueur de l'organisation artisanale et de la vitalité de la Chambre de Métiers et des corporations.

Donc, employant tous les moyens, prenant toutes les dispositions pour développer l'idée artisanale, entreprenant toutes les démarches capables pour favoriser l'artisanat, la Chambre de Métiers est arrivée à grouper 17.000 artisans, soit 60 % de l'effectif artisanal. C'est un résultat appréciable fait pour encourager les efforts de ceux qui se sont donné pour tâche le maintien des bonnes et saines traditions du « Travail français ».

« L'action corporative » de la Chambre de Métiers ne s'arrête pas à ses limites administratives. Premier organisme de l'artisanat, elle sait qu'un tel honneur appelle des devoirs et aussi s'est-elle donnée sans réserve à l'action corporative.

Nous nous référons à nouveau au rapport moral de 1930 :

« Action artisanale veut dire action intercorporative, celle qui vise le relèvement, le groupement de tous les métiers manuels en

« une collectivité sociale, ayant sa discipline propre, ses organisations
 « propres, ses organes de défense propres.

« Ces organes sont avant tout les Chambres de Métiers qui se
 « créent actuellement à l'Intérieur de la France en vertu de la loi
 « Courtier du 26 juillet 1926. Instituées par décret du 31 décembre
 « 1929, les deux premières Chambres de Métiers artisanales, celle de
 « la Haute-Marne et celle de la Seine-Inférieure, inauguraient une
 « ère nouvelle pour l'action artisanale française. 5 autres Chambres
 « suivaient en 1930, saluées chaque fois par nos meilleurs vœux et
 « pourvues de tout ce que nous pouvions mettre à leur disposition
 « comme documentation pratique. Aujourd'hui, 19 Chambres de Mé-
 « tiers existent dans les anciens départements français. Elles se sont
 « groupées en Union et leurs Présidents se rencontrent régulièrement
 « en assemblée générale à Paris. La vaste correspondance que nous
 « entretenons avec nos Chambres soeurs nous prouve que les premiers
 « pas de ces organismes de défense artisanale ne sont point faciles
 « et que nos conseils et expériences sont partout les bienvenus. Sans
 « vouloir nous imposer — nous avons librement renoncé à figurer au
 « bureau de l'Union de Chambres de Métiers de France — nous nous
 « tenons à l'entière disposition de toutes les Chambres de Métiers
 « pour leur faciliter la tâche, assez délicate, nous en convenons, en
 « face d'une puissante organisation ouvrière qui sabote ouvertement
 « la constitution des Chambres et de leurs Commissions de Compag-
 « nons.

« Les devoirs que nous impose une action artisanale bien comprise,
 « ne s'arrêtent donc pas aux limites de notre circonscription adminis-
 « trative. Nous avons toujours été de cet avis, et en 1930 encore, nous
 « avons poursuivi dans la conférence interdépartementale des Cham-
 « bres de Métiers d'Alsace et de la Moselle la réalisation de projets
 « communs et le libre échange de vues avec la Chambre de Métiers de
 « la Moselle. Par ailleurs, notre Chambre n'a pas perdu de vue le con-
 « tact avec les principaux groupements d'artisans de France, avec
 « l'Institut International des Classes moyennes à Bruxelles, avec les
 « groupements d'artisans belges, suisses, etc. Elle a salué avec joie
 « la création, d'abord provisoire en 1930, et ensuite définitive, en juin
 « 1931, de l'Institut International de l'Artisanat et elle a pris une part
 « active au 2^e Congrès artisanal International à Paris.

« Que cette action artisanale n'est pas un fantôme, qu'elle peut au-
 « contraire servir l'intérêt général du pays, l'année 1930 nous l'a
 « prouvé à l'occasion du cataclysme qui a dévasté plusieurs départe-
 « ments du Midi et du Sud-Ouest. L'appel de secours lancé par la
 « Chambre de Métiers d'Alsace à ses corps électoraux et à tous ses
 « ressortissants, ouvrant une souscription artisanale en faveur des
 « concitoyens et plus particulièrement des artisans inondés, a produit
 « 86.600 frs., en 6 semaines. Ce bel exemple de solidarité artisanale

« et nationale, a trouvé un écho émouvant chez les artisans du Land ».

Sous l'impulsion d'un organe conscient de ses devoirs et de ses responsabilités, l'action artisanale n'est pas un mot à effet oratoire, mais l'évocation d'une chose concrète, d'une action agissante, dont les résultats ne se font pas seulement sentir dans les limites administratives dans lesquelles son effort est officiellement limité, mais qui ne craint pas d'être le promoteur du mouvement d'opinion qui a abouti à la création des Chambres de Métiers de droit français qui, organisant l'artisanat, lui permet, par le groupement de ses efforts, d'être l'une des forces les plus productives du pays.

SECTION III

Action consultative, économique et sociale.

1^{re} ACTION CONSULTATIVE

L'art. 103 du Code Industriel local, qui définit les attributions des Chambres de Métiers, stipule que celles-ci doivent aider les pouvoirs publics dans le relèvement de l'Artisanat, par des communications, avis, etc. . . . , qu'elles doivent délibérer sur des vœux et motions concernant l'Artisanat et les soumettre aux autorités, qu'elles doivent enfin publier des comptes rendus de leurs travaux.

Nous aurons donc à examiner dans quelle mesure et en quelles circonstances la Chambre de Métiers d'Alsace a répondu au vœu du législateur.

Il est évident qu'examiner d'une manière abstraite un tel rôle n'aboutirait qu'à des conclusions hypothétiques ; aussi, afin d'arriver à un résultat concret, en montrant sous sa véritable physionomie le rôle de « conseiller » qui échoit à la Chambre de Métiers, allons-nous nous référer au dernier compte-rendu de la Chambre de Métiers d'Alsace.

L'action consultative de la Chambre de Métiers d'Alsace fut particulièrement variée et féconde pendant les années critiques de 1923 à 1927. Années critiques parce qu'il s'agissait, d'une part, de marquer la place de l'Artisanat dans l'économie générale d'un pays où les artisans avaient perdu leur cohésion, leur prestige et, avec leur nom collectif, leur personnalité sociale. Années critiques, d'autre part, parce qu'elles marquent la période d'Assimilation législative, où il s'agit de conserver et d'acclimater à l'intérieur les institutions artisanales alsaciennes. Années critiques, enfin parce qu'elles enregistrent des variations brusques dans l'activité économique.

Les divers vœux et avis formulés par la Chambre de Métiers tant de sa propre initiative, que sur la demande de l'administration, peuvent se répartir ainsi.

Législation industrielle et artisanale
 Législation sociale
 Législation commerciale
 Régime douanier
 Régime des Transports
 Régime d'adjudication des Travaux Publics
 Législation fiscale

1° Législation industrielle et artisanale.

Nous avons déjà dit que le statut artisanal local, tel qu'il résulte du Titre VI de la Gewerbeordnung (Code Industriel Local), a été maintenu en Alsace et en Lorraine, bien qu'un certain nombre d'articles de ce code aient été abrogés et que le Commissariat Général de la République à Strasbourg ait envisagé, en 1923, l'introduction aussi complète que possible des lois françaises équivalentes.

C'est précisément l'absence complète d'une législation artisanale à l'Intérieur de la France qui a déterminé l'Artisanat alsacien à demander (et le Gouvernement à accorder) le maintien des lois et institutions artisanales du droit local. A maintes reprises, et notamment lors de la célébration solennelle du 25^e anniversaire de la fondation de la Chambre de Métiers, en présence de M. Justin Godart, Ministre du Travail, l'Artisanat alsacien a manifesté son désir de pouvoir continuer à se servir des lois et institutions du droit local, jusqu'au moment où la législation française lui offrirait des institutions au moins aussi avantageuses.

Exprimant l'opinion de l'écrasante majorité de ses ressortissants, la Chambre de Métiers d'Alsace ne s'est jamais départie de cette formule que le Gouvernement et le législateur ont scrupuleusement respectée. Ils ont même fait plus: ils ont appliqué à l'artisanat alsacien dans la mesure où il en a demandé l'introduction, les lois artisanales, qui ont été votées et promulguées, depuis 1923 en France.

Dans ce domaine, nous voyons émettre de multiples vœux par la Chambre de Métiers :

- 24 - 1 - 1923 vœu contre l'abrogation du Code professionnel local
- 7 - 3 - 1924 vœu sur la demande de l'administration concernant l'abrogation de certaines dispositions du Code professionnel local
- 5 - 7 - 1932 vœu contre l'abolition des corporations obligatoires
- 7 - 11 - 1922 vœu relatif au projet de loi de M. Courtier tendant à créer des Chambres de Métiers artisanales à l'intérieur

- 8 - 6 - 1927 voeu relatif au statut légal des coopératives artisanales
16 - 12 - 1925 voeu relatif à l'introduction du Crédit Artisanal
14 - 11 - 1924 voeu relatif à l'institution d'une procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoires pour le règlement des conflits collectifs du Travail
etc. etc.

2° Législation sociale.

Le grand problème de la législation sociale et, en particulier, celui des assurances sociales obligatoires, fonctionnant en ce moment dans la plupart des pays de notre continent, a toujours préoccupé la Chambre de Métiers.

Ce problème présente, en effet, pour le patronat artisanal, un intérêt non moins grand que pour l'Industrie, lorsque l'on prend en considération que les 33.000 exploitants d'ateliers artisanaux recensés dans les années 1923 à 1927 ont occupé un total de 45.000 collaborateurs salariés.

C'est ainsi que la Chambre de Métiers avait le devoir et l'occasion de faire entendre, dans la période de 1923 à 1927, à plusieurs reprises, le point de vue et les vœux de l'Artisanat dans les différentes questions qui lui furent soumises.

Nous notons :

8 juin 1927, voeu relatif au maintien du code local et des institutions locales d'assurances sociales.

Puis, toute une série de décisions et d'enquêtes sur l'application obligatoire des allocations familiales qui se termina par une motion du comité directeur de la Chambre des Métiers, s'opposant à toute élévation des impôts et autres charges actuelles, mais estimant inopportun et en dehors de sa compétence de protester contre l'institution d'allocations familiales, d'autant plus qu'à l'Intérieur l'application des assurances sociales obligatoires était imminente.

3° Législation commerciale.

La période de 1923 à 1927 a apporté, en ce qui concerne la législation commerciale, un changement important : la loi du 1er juin 1924 a rendu applicable, avec effet du 1er janvier 1925, la législation commerciale française aux trois départements recouvrés. Antérieurement, la législation française sur les Chambres de Commerce avait remplacé celle du droit local. Dès 1923, la Chambre de Métiers s'était efforcée de résoudre les conflits entre la législation artisanale locale et la législation commerciale française, en attendant la réforme de cette dernière, dans un sens favorable aux artisans. La situation des artisans, par rapport aux Chambres de Commerce et au Registre du Commerce, a fait l'objet de nombreux vœux et avis.

A côté de cela, la Chambre de Métiers a pris position contre la réglementation administrative des prix du pain et de la viande, contre les abus du colportage et du « travail noir » et d'autres formes de concurrence déloyale.

4° Régime douanier.

La situation du commerce alsacien fut, à la fin des hostilités, quelque peu précaire. En effet, toute l'activité de cette région dépendait, dans une certaine mesure, des exportations en Allemagne. A l'armistice, le courant commercial Alsace-Allemagne se voyait coupé par une barrière douanière qui risquait de tuer l'économie alsacienne, avant que celle-ci eût trouvé des débouchés nouveaux soit à l'Intérieur, soit aux Colonies.

Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que la Chambre de Métiers soit intervenue d'une manière active, afin d'obtenir des aménagements aux tarifs douaniers, permettant la transition entre les deux courants d'échanges Alsace-Allemagne, Alsace-Intérieur.

La question la plus importante fut celle de l'établissement, par les Chambres de Commerce, des certificats d'origine pour l'exportation, en faveur d'artisans non inscrits au Registre du Commerce.

En vertu du Traité de Versailles, les commerçants et industriels alsaciens et lorrains, désireux de bénéficier de l'exportation libre de leurs produits en Allemagne, devaient présenter un certificat d'origine des produits à exporter, certificat délivré par la Chambre de Commerce, sur production d'un extrait du Registre du Commerce. Or, d'après la loi locale, encore en vigueur à cette époque, les artisans n'étaient pas inscrits au Registre du Commerce local et, par voie de conséquence, pouvaient se voir refuser la délivrance d'un certificat d'origine.

Des tolérances étaient cependant pratiquées par les Chambres de Commerce, lorsqu'il s'agissait de demandes présentées occasionnellement par un artisan et portant sur de petites quantités.

Afin d'établir un régime stable, la Chambre de Métiers demanda de remplacer, dans ce cas, le certificat de la Chambre de Commerce par une attestation de son service. Cette requête « présentée aux Chambres de Commerce », fut repoussée, mais le régime de tolérance fut maintenu. Nous voyons agir la Chambre de Métiers, non pas auprès des Pouvoirs publics, mais d'un établissement public.

Dans cette même période, nous constatons encore l'intervention de la Chambre de Métiers :

Pour l'exportation des sabots et galoches en Allemagne,
Pour l'interdiction de sortie des bois,
Pour l'exportation du bétail vivant dans la Sarre etc.

5° Régime des Transports.

Dans cet ordre d'idées, l'action de la Chambre de Métiers fut particulièrement importante, tant pour l'organisation du service des colis postaux, puisque le régime de l'Intérieur est différent du régime d'Alsace, que pour le maintien de l'autonomie du réseau d'Alsace-Lorraine.

Elle intervint aussi, sur une question qui, sans être directement en faveur de l'artisanat, touche de près l'artisan, celle des billets d'excursion du dimanche. Cet exemple montre qu'aucun domaine touchant de près ou de loin la vie artisanale, ne laisse indifférente la Chambre de Métiers.

Après être intervenue pour l'aménagement du service des *adjudications publiques*, la Chambre de Métiers eut beaucoup à faire quant au côté fiscal de son action.

6° Législation fiscale.

Les conséquences fiscales que les dettes de guerre, l'effort de reconstitution et la dépréciation monétaire ont eues pour le contribuable français ne sont que trop connues. Sous ce rapport, la période de 1923-27 est sans doute la plus mouvementée, pour ne pas dire la plus tragique de l'après-guerre. Elle a bouleversé notre équilibre budgétaire et réduit à néant les espoirs que nous avions mis dans les clauses financières du traité de Versailles. Elle nous a brutalement placés entre des créanciers impitoyables d'une part et un débiteur en pleine banqueroute d'autre part, de sorte que nous étions réduits à compter surtout sur nous-mêmes et sur les capacités contributives de notre pays.

Dans ces conditions, le problème de la répartition équitable des charges fiscales entre les différentes catégories de contribuables devait se poser dans des conditions particulièrement délicates. L'artisan ne jouissait pas, avant 1923, d'exemptions fiscales particulières, il était traité comme un commerçant. Ce n'étaient que les faïonniers, n'utilisant que le concours d'un apprenti qui furent exonérés, dans certaines conditions, de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la patente.

La question de l'exonération de la patente ne s'est jamais posée en Alsace et en Lorraine, du fait que les anciennes impositions locales furent maintenues, à titre de principal fictif, pour le calcul des centimes additionnels communaux et départementaux. En ce qui concerne les impôts d'Etat l'impôt général sur le revenu et l'impôt sur les salaires et traitements avaient été introduits en Alsace et en Lorraine dès 1920. Les dispositions relatives à la taxe sur le chiffre d'affaires et à la taxe de luxe s'appliquaient de plano aux trois départements recouvrés (loi du 25 juin 1920). Par contre l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux ne fut introduit qu'à dater du 1er janvier 1923, de même que les dispositions relatives aux réductions pour charges de famille. (Loi du 31 mars 1923).

A partir de ce moment, l'artisan alsacien fut complètement assimilé à l'artisan de l'intérieur de la France, au point de vue des impôts d'Etat. Il n'en fut pas de même pour les impositions locales et départementales qui continuaient à être perçues sur la base des anciens impôts locaux (impôt sur les professions, impôt sur les professions ambulantes, impôt sur les salaires, impôt foncier, etc.). Le maintien du tarif progressif et du barème de l'impôt professionnel local notamment, sans prise en considération de la dépréciation monétaire, fut une des principales causes du malaise fiscal en Alsace. Pour la seule Ville de Strasbourg les contribuables assujettis à l'impôt sur les professions qui payaient 1,8 million de francs d'impôts locaux en 1913, ont payé 14,5 millions en 1927, ce qui représente un coefficient de 8.

La Chambre de Métiers s'est tout naturellement préoccupée de cette situation anormale et en maintes circonstances elle a demandé aux pouvoirs publics, soit de réparer cette inégalité des charges du contribuable alsacien par des compensations adéquates, soit d'examiner les moyens de la faire disparaître complètement.

Du côté des impôts d'Etat, la Chambre de Métiers s'est vu ouvrir un vaste champ d'action depuis que le législateur a voté, dans l'art. 10 de la loi des finances du 30 juin 1923, certaines exonérations fiscales en faveur des « petits artisans ». L'application pratique de ce texte a donné lieu à des difficultés innombrables qui sont surtout dues à une interprétation pas trop restrictive et cauteleuse de l'Administration des Finances. Dans l'action qui fut énergiquement entreprise contre la doctrine étroite de l'administration (notamment celle des contributions indirectes), la Chambre de Métiers d'Alsace a pris une part prépondérante. D'un autre côté, elle n'a pas hésité à offrir ses services aux différentes régies financières pour faciliter l'application des lois fiscales, en tant qu'elles visent l'artisan.

Sur un plan plus vaste, elle s'est efforcée d'obtenir une simplification des formalités et obligations fiscales, la codification des textes en vigueur, le remplacement d'impôts anti-économiques par des impôts plus rationnels, l'adaption des formules fiscales aux nécessités de la vie économique et le droit de collaboration active du contribuable à l'établissement de l'assiette et au contentieux des différents impôts.

A différentes reprises, la Chambre de Métiers a transmis aux pouvoirs publics un véritable cahier des doléances fiscales de l'Artisanat, et notamment lors du 25^e anniversaire de la Création de la Chambre de Métiers, célébré à Strasbourg, le 7 décembre 1924, sous la présidence de M. Justin Godard, Ministre du Travail, ensuite par un mémoire du 13 octobre 1925 et enfin par une lettre à M. le Ministre des Finances, en date du 2 septembre 1926.

Cette incursion dans le « compte-rendu » montre l'importance de l'action consultative de la Chambre de Métiers qui, si elle n'est pas précisée dans les textes législatifs, a une ampleur considérable et des effets des plus heureux.

2° ACTION ECONOMIQUE

Dans ce domaine, l'action de la Chambre de Métiers est plus précise et vise des buts plus généraux, tels que l'organisation de l'artisanat rural dont la « semaine de Lyon », du 5 au 7 novembre 1928, fut le point de départ d'une action concertée, le commerce ambulant, dont les abus causent un préjudice énorme aux artisans, surtout depuis que les Sarrois, bénéficiant de permis frontaliers, envahissent la campagne alsacienne. Remarquons que, à ce sujet, l'action de la Chambre de Métiers va certainement déclencher une initiative législative gouvernementale, puisque l'Inspection générale des services administratifs a commencé, en juillet, une enquête sur cette question, régie actuellement par deux législations, la loi allemande et la loi française de 1912.

Enfin, la Chambre de Métiers s'est occupée de la concurrence étatique et nous voyons réapparaître l'éternelle question du travail des prisons et des monopoles de fait qui sont évidemment l'antithèse de l'artisanat, champion du « commerce pour tous ».

A la Chambre de Métiers reviendra la désignation des experts judiciaires et des arbitres qui sont qualifiés pour effectuer toute transaction donnant à celle-ci valeur de jugement.

La Chambre de Métiers devra se préoccuper de la question des logements et de la police du bâtiment. Elle a compétence pour demander la révision des règlements de police.

Capable d'organiser un organe central d'achat, dont la réalisation a été retardée par les conditions économiques trop avantageuses de l'après-guerre, la Chambre de Métiers est en relations avec les autres organisations économiques telles que Chambres de Commerce, Chambres d'Agriculture, relations qui ne sont pas toujours « concordantes », car la Chambre de Métiers doit lutter sans cesse contre les empiètements des ressortissants de ces organisations, sur le terrain artisanal.

Ajoutons enfin que la Chambre de Métiers s'est préoccupée du « Travail noir », et a proposé, en complet accord avec les organisations patronales et ouvrières, un certain nombre de mesures capables d'empêcher cette concurrence déloyale. Il est regrettable qu'aucune consécration ministérielle ou législative ne soit venue sanctionner son activité dans ce domaine d'un intérêt tout particulier.

3° ACTION SOCIALE

Précurseur de toute initiative en matière sociale, avec les caisses mortuaires, les asiles des compagnons d'antan, la Chambre de Métiers innove encore aujourd'hui, dans ce domaine, et, rien de ce qui le touche ne la laisse indifférente; aussi la voyons-nous intervenir pour l'application de la loi de 8 heures, le travail de nuit, les assurances so-

ciales, les secours de chômage, le repos hebdomadaire, les allocations familiales, etc.

Mais sa besogne capitale consiste à veiller au recrutement des métiers car, du fait de la mobilité des conditions économiques, les dispositions relatives à l'apprentissage doivent être continuellement renouvelées et ce rôle primordial échoit à la Chambre de Métiers qui, par ailleurs, ne manquera pas d'avoir les meilleurs rapports avec la commission des compagnons instituée auprès d'elle et cherchera à développer toutes les oeuvres de prévoyance en faveur de ces collaborateurs directs de l'artisan.

Par ailleurs, l'action de la Chambre de Métiers pourra être très importante sur le terrain du « Travail », tant par ses encouragements à la création de bureaux de placement, caisses de chômage, que par son intervention dans les conflits professionnels.

Ainsi, ayant pour rôle la défense des intérêts des artisans, la Chambre de Métiers d'Alsace s'y est employée de toute ses forces, ne reculant devant aucune initiative, ne se rebutant devant aucune difficulté, aboutissant à conserver la prospérité de l'artisanat pendant la période d'assimilation d'après guerre, qui aurait pu être mortelle à l'économie alsacienne.

CHAPITRE III

ORGANISATION DE LA CHAMBRE DE METIERS

Un corps d'administration publique (établissement public), ne peut être nouvellement créé que par la volonté de l'Etat, soit par une loi, soit par un acte administratif, ce qui n'empêche pas les individus, pour lesquels doit exister la personne juridique, d'y participer (Otto Mayer, Le droit all. adm. ed. franc. t. IV p. 27).

Donc, la volonté de l'Etat interviendra sous forme d'un arrêté ministériel du Ministre de l'Instruction Publique, par délégation du sous-secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique qui, créant la Chambre de Métiers, lui donne des statuts et fixe sa compétence territoriale.

La Chambre de Métiers d'Alsace a été formée, lors du départ de la section messine de la Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine, par arrêté de M. Le Commissaire général de la République, en date du 11 avril 1923, avec effet du 1er janvier 1923.

Les art. 4 et 5 de cet arrêté stipulent que le règlement électoral et les statuts des nouvelles chambres feront l'objet d'arrêtés spéciaux.

Le règlement électoral fut approuvé par M. le Commissaire général de la République à la date du 26 novembre 1923, tandis que les statuts furent arrêtés, la suppression du Commissariat général étant réalisée, par le sous-secrétaire d'Etat à l'Enseignement Technique, à la date du 10 octobre 1924.

Pour la commodité de l'étude de l'organisation de la Chambre de Métiers d'Alsace — il est bien entendu que nous ne nous occupons pas de la Chambre de Métiers de Moselle qui d'ailleurs est régie par la même loi — nous adopterons le plan suivi pour l'étude de la corporation.

Nous étudierons successivement :

Section 1) Fondation de la Chambre de Métiers

- 1° Circonscription administrative
- 2° Statuts
- 3° Les membres et leur élection

Les Membres de la Chambre de Métiers
La Commission des compagnons

Section 2) Organisation de la Chambre de Métiers

- 1° L'assemblée plénière
- 2° Les sections
- 3° Le Conseil d'Administration
- 4° Les Commissions
- 5° Le Personnel

Section 3) Organisation financière**1° Le Budget****2° La Taxe de la Chambre de Métiers****3° Règles d'administration.****SECTION I****Fondation de la Chambre de Métiers.**

Conformément au paragraphe 2, de l'art. 103, du Code Professionnel local, la Chambre de Métiers est créée par « une ordonnance » de l'administration Centrale de l'Etat, en l'occurrence un arrêté ministériel, pour représenter les intérêts des métiers.

Cet arrêté ministériel fixe, les statuts de la Chambre de Métiers et sa circonscription.

Toutefois la situation de l'après-guerre a provoqué des dérogations à cette règle, puisque ce fut un arrêté du Commissaire de la République à Strasbourg qui créa la Chambre de Métiers d'Alsace, ancienne section de la Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine.

1° CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE

Si la Chambre de Métiers est une, elle peut être subdivisée en sections (art. 103, alinéa 2), soit pour certaines parties de la circonscription, soit pour certaines professions ou groupes de professions. La modification de la circonscription ne peut être faite que par décision de l'autorité gouvernementale.

En application de ce texte, la Chambre de Métiers d'Alsace, qui comprend les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, est divisée (art. 1er, arrêté du 11 avril 1923) en trois circonscriptions:

Section de Strasbourg, ayant son siège à Strasbourg, et comprenant le département du Bas-Rhin.

Section de Colmar, ayant son siège à Colmar et comprenant les arrondissements de Colmar, Guebwiller et Ribeauvillé.

Section de Mulhouse, ayant son siège à Mulhouse et comprenant les arrondissements de Mulhouse, Thann, Altkirch.

2° STATUTS

Comme toute personne morale, la Chambre de Métiers doit avoir des statuts qui règlent son organisation et son fonctionnement.

Mais, tandis que les statuts d'une association sont rédigés par les fondateurs, réserve faite de l'inscription de certaines mesures prévues par la loi, ceux de la Chambre de Métiers, à l'encontre de ce qui se passe pour les corporations, sont rédigés par l'autorité gouvernementale. Toutefois, la Chambre de Métiers est habilitée pour modifier ses statuts, sous réserve d'approbation ultérieure. Cependant les modifications ne doivent contenir aucune disposition illicite ou incompatible avec les obligations de la Chambre prévues par la loi (art. 103,

103 e, 103 m Code Professionnel local), ou contraire à la liberté individuelle, à la propriété, à la liberté commerciale et industrielle (cf. Conclusion Bosnier, affaire Burbier, CE. 4-5-1906).

Dans le cas d'insertion de telles clauses, le Ministre modifie les statuts et, si la Chambre de Métiers refuse de se soumettre, le Préfet (autorité de surveillance) fait insérer d'office la modification décidée par le Ministre (art. 103 m Code Prof. local).

Pratiquement, la procédure suivante fut employée pour la mise au point des nouveaux statuts de la Chambre de Métiers.

Après la scission entre l'Alsace et la Moselle, la Chambre de Métiers d'Alsace fut consultée sur les modifications à apporter aux anciens statuts de la Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine, pour les rendre applicables à la nouvelle formation. Les nouveaux statuts furent officieusement communiqués à la Chambre, discutés en séance du Comité, pour être approuvés ensuite par le Ministre.

Faisant l'objet d'une rédaction par une autorité différente du législateur, celui-ci a prévu les inscriptions obligatoires que devront contenir les statuts de la Chambre de Métiers, pour que celle-ci ne s'éloigne pas des buts qui lui sont assignés (art. 103, Code Prof. Local).

Les statuts devront donc renfermer des dispositions concernant :

- nom, siège, circonscription (art. 103 m)

- nombre des membres de chaque chambre (103 m)

- complètement de la chambre par cooptation (103 d)

- règlement relatif à la marche des affaires,

- élection du conseil d'administration et ses attributions (103 g ; 92 a, 92 b) ;

- la forme et les conditions de réunion des assemblées plénières ;

- l'établissement et l'approbation du budget (103 g, 103 n)

- l'établissement et la décharge des comptes annuels (103 g)

- les conditions et formes relatives aux modifications des statuts

- la formation des commissions d'examen (131, 131 a)

- dans les journaux et bulletins lesquels les décisions de la Chambre de Métiers doivent être publiées.

Mais, à côté des statuts proprement dits, existe un règlement intérieur établi, conformément à l'art. 11 des statuts, par l'Assemblée plénière de la Chambre de Métiers du 16 décembre 1925 et approuvé par le Préfet du Bas-Rhin, en date du 26 juin 1926.

La marche des affaires de la Chambre de Métiers, de ses sections, commissions et du Comité est définie par les Statuts de la Chambre. Le présent règlement complète et explique les dits statuts.

Article 1

Le Président du Comité de la Chambre de Métiers ou le Vice-Président ouvre, dirige et clôt les délibérations conformément aux statuts, au présent règlement et à l'ordre du jour adopté.

Article 2

Les délibérations de la Chambre de Métiers sont multipliées par impression. La Chambre décide quelles parties doivent éventuellement être exclues de l'impression.

Au commencement de chaque séance, le procès-verbal de la séance précédente est arrêté ; la lecture de ce procès-verbal n'a lieu que si son impression n'a pu être effectuée assez à temps, pour être mise à la disposition des membres avant la séance. En principe, les procès-verbaux doivent être, si possible, en possession des membres 15 jours après la séance.

Article 3

Les questions sont examinées dans l'ordre où elles figurent sur l'invitation. Il ne peut être dérogé à cette règle qu'avec assentiment de l'assemblée. Les questions ne figurant pas à l'ordre du jour, ne pourront être examinées que si la motion est appuyée par un minimum de 10 membres ou de 4 pour les sections.

Article 4

Les motions concernant des questions ne figurant pas à l'ordre du jour doivent être présentées par écrit au Président en tenant compte des prescriptions de l'art. 26 des statuts.

Article 5

Les délibérations se font en langue française ; les idiomes alsaciens sont autorisés.

Quiconque désire se prononcer sur une question soumise à la délibération doit d'abord demander la parole. Le Président attribue le droit de parole d'après l'ordre des demandes présentées. Si plusieurs membres demandent la parole en même temps, le Président tranché la question du tour à établir.

Celui qui demande la parole pour rappeler l'observation du règlement obtient la parole hors tour et dès qu'il l'a demandée.

Le Président peut prendre la parole à tout moment ; il en est de même du rapporteur qui doit être entendu hors tour.

Si un expert fait partie de l'Assemblée, le Président décide à quel moment il devra être entendu.

En ce qui concerne les motions présentées par un membre de la Chambre, la parole doit d'abord être dévolue à l'auteur de la motion.

Article 6

Le président peut rappeler à la question l'orateur qui s'en écarte et au besoin rectifier ses dires. En cas de récidive ou si un orateur se laisse entraîner à des propos offensants, le Président peut le rappeler à l'ordre. Après qu'un orateur a été rappelé à l'ordre, le Président peut demander à l'assemblée s'il y a lieu de lui retirer la parole. Cette question est immédiatement et sans autre délibération solutionnée par le vote. Les membres qui troublent l'ordre à plusieurs reprises, sans tenir compte des rappels du

Président, peuvent, par décision de la Chambre de Métiers, être exclus de la Chambre pendant la durée de la séance. Une motion dans ce sens peut être déposée par le Président ou un minimum de trois membres. Le vote concernant une pareille motion a lieu immédiatement au secret et sans autre délibération.

Le membre rappelé à l'ordre a le droit d'interjeter appel par écrit, à moins que le rappel à l'ordre n'ait été prononcé par la Chambre elle-même. La Chambre de Métiers statue dans la séance qui suit sur le cas et décide si le rappel à l'ordre et, par suite, le retrait de la parole étaient vraiment justifiés. Celui qui s'élève immédiatement et en termes blessants contre le rappel à l'ordre ou le retrait de la parole, perd tout droit à une réclamation ultérieure, après que le Président lui a de nouveau retiré le droit de parole.

Article 7

Le Président déclare les délibérations closes, lorsque personne ne demande plus la parole.

Tout membre a le droit de proposer l'ajournement ou la clôture au cours même de la délibération. La proposition est aussitôt mise au vote après l'appel des noms des orateurs restant inscrits.

La motion d'ajournement à la priorité. Si l'ajournement est décidé, la question est rayée de l'ordre du jour. Si la clôture est prononcée, la parole reste uniquement au rapporteur, en dehors de remarques personnelles ou de rectifications matérielles.

Article 8

Après la clôture des délibérations le Président pose les questions qui doivent être résolues et établit l'ordre des votes.

La parole peut être demandée et une décision de l'assemblée peut être provoquée en ce qui concerne les questions à poser et l'ordre dans lequel les votes devront avoir lieu.

La rédaction des questions doit être faite par écrit si un membre le demande.

Article 9

Si la motion présentée ne rencontre aucune opposition, le Président fait constater l'accord unanime résultant de la délibération. S'il y a opposition, le Président fait voter par main levée ou par assis ou levés. Le contravote doit avoir lieu, si un membre le demande.

Le vote a lieu par appel nominal, si un tiers des membres présents le demande. Si le vote a lieu par appel nominal, le vote particulier de chaque membre est consigné au procès-verbal.

Le vote secret a lieu, s'il est demandé par plus de cinq membres de la Chambre de Métiers, ou par un membre dans l'assemblée des sections et du Comité.

Article 10

Si le Président ou le Vice-président ne peuvent assister à la séance, la présidence est assurée par un membre du comité élu parmi ceux présents à la séance.

Article 11

Le présent règlement intérieur entrera en vigueur après approbation de l'autorité de surveillances et sera applicable en même temps aux réunions des Commissions.

3° LES MEMBRES ET LEUR ELECTION**a) Les membres de la Chambre de Métiers.**

Alors que la corporation est une « association » de personnes, la Chambre de Métiers, par analogie avec les Chambres de Commerce, est une assemblée représentative des intérêts de l'artisanat.

Cette assemblée est composée de 24 membres titulaires (nombre fixé par les statuts) et de 24 membres suppléants.

Par ailleurs, la Chambre de Métiers peut, suivant les statuts, se compléter, par cooptation, de membres experts, jusqu'à concurrence de 1/5 de ses membres, ainsi que le dit l'art. 7 des statuts :

« La Chambre de Métiers peut se compléter par voie de cooptation en désignant comme membres 5 personnes qui peuvent être choisies en dehors du métier (art. 103-d du code industriel).

« Les membres experts ne sont pas tenus d'accepter leur élection qui est faite pour une durée maxima de 6 ans. Ils sont rééligibles.

« Les membres experts ont les mêmes droits et devoirs que les autres membres de la Chambre (cf. art. 27).

« Le résultat de la cooptation est communiqué par le président de la Chambre à l'autorité de surveillance ».

D'autre part, des experts peuvent être invités aux délibérations de la Chambre de Métiers, mais ils n'auront que voix consultative.

Le recrutement des membres titulaires ou suppléants se fait par l'élection, les membres étant élus pour 6 ans et la Chambre de Métiers rééligible par moitié tous les 3 ans, les membres sortants sont rééligibles. Le refus par l'élu d'accepter un mandat doit être notifié à l'autorité de surveillance dans un délai de 15 jours. Toutefois, l'élection ne peut être refusée que pour des raisons analogues à celles permettant le refus d'une tutelle.

Pour être éligible, il faut faire partie des corps électoraux de la Chambre de Métiers et remplir les conditions suivantes :

1° être Français ;

2° avoir trente ans révolus ;

3° exercer un métier à son propre compte et depuis 3 ans au moins dans la circonscription de la Chambre de Métiers ;

4° avoir qualité pour former des apprentis (art. 126, 126a, 129 et 129a du Code industriel local) ;

5° ne pas être privé des droits civiques, par suite de condamnation, ou de ne pas faire l'objet de poursuites judiciaires pour crime ou délit, pouvant entraîner la privation des droits civiques ou l'incapacité d'exercer des fonctions publiques ;

6° ne pas être soumis, par mesure judiciaire, à des restrictions dans la libre disposition de ses biens.

Enfin, les fonctions des membres et des suppléants de la Chambre et de la commission des compagnons sont gratuites; toutefois ils sont dédommagés pour la participation aux séances de la Chambre ou de ses organes, dans les conditions déterminées chaque année par l'assemblée plénière. Le taux des indemnités à leur allouer de ce chef est soumis à l'approbation de l'autorité de surveillance.

Avec l'autorisation de l'autorité de surveillance, des rémunérations forfaitaires peuvent être accordées, en raison de leurs fonctions, au président de la Chambre et aux présidents de sections, ainsi qu'au président de la commission des compagnons.

L'Election.

L'élection ⁽¹⁾ de ces membres est collective, c'est-à-dire qu'ils sont élus par des corps électoraux convoqués par le Ministre.

Ces corps électoraux sont:

1° les corporations (art. 103a alinéa 3 chiffre 1 du Code industriel local);

2° les associations d'artisans et autres groupements légaux similaires, qui poursuivent le développement des intérêts professionnels du métier, et dont la moitié des membres au moins sont artisans (art. 103a, alinéa 3, chiffre 2 du Code industriel local).

Les corps électoraux visés sous les chiffres 1 et 2 doivent avoir leur siège en Alsace.

Sont électeurs dans les corps électoraux (1 et 2) les membres majeurs (artisans établis à leur compte) qui jouissent de leurs droits civiques et qui n'ont pas été soumis, par mesure judiciaire, à des restrictions dans la libre disposition de leurs biens;

Dans les associations d'artisans et groupements similaires, ne sont électeurs que les membres qui n'appartiennent pas en même temps à une corporation.

(1) En ce qui concerne le règlement électoral de la nouvelle Chambre, il avait déjà été l'objet d'un arrêté de M. le Commissaire de la République à Strasbourg, du 26 novembre 1923, qui maintenait en somme l'ancien mode électoral corporatif, avec cette innovation que ce sont les circonscriptions des trois Sections et non plus les départements qui servent de base à la géographie électoral.

Pour le reste, le régime électoral corporatif déterminé à l'art. 103 a du Code Prof. local fut maintenu intact. Depuis cette date, des élections eurent lieu en 1924, en 1926 et en 1929. Mais des contestations ayant été formulées, une réforme du régime électoral est à l'étude, mais les élections de 1932 auront lieu suivant l'ancien règlement électoral.

Cependant, les artisans qui font à la fois partie de deux ou plusieurs associations d'artisans prennent part, dans chacune de ces associations, aux élections des membres à élire à la Chambre de Métiers.

En 1930, il y avait 242 corps électoraux.

Les corps électoraux étant de nature différente, une répartition des mandats doit être faite entre eux, conformément à l'art. 103a du Code Prof. local, dernier alinéa, par le Ministre.

La répartition des sièges entre les corporations d'une part et les associations d'artisans ou d'autres groupements légaux d'autre part, est faite à chaque élection par le Ministre.

De plus, le district de chacune des sections de la Chambre de Métiers est divisé en circonscriptions électorales distinctes pour les corporations, d'une part, et les associations d'artisans et autres groupements similaires, d'autre part.

Sont électeurs dans les corps électoraux, les membres majeurs (maîtres-artisans établis à leur compte) qui jouissent des droits civils et qui n'ont pas été soumis, par des mesures judiciaires, à des restrictions dans la libre disposition de leurs biens. Ne seront électeurs, dans les associations et autres groupements légaux similaires, que les membres qui ne sont pas inscrits à une corporation.

Quant à la procédure du vote, spéciale du fait de la qualité de « corps électoraux » des électeurs, nous ne pouvons faire mieux que de nous reporter au règlement électoral du 26 Novembre 1923 abrogeant l'ordonnance du 21 Décembre 1908, complété par des instructions de M. le Commissaire de la République de la même date :

« Chaque corps électoral (art. 1er) comptant jusqu'à 15 membres a droit à une voix, de 16 à 30 membres il a droit à 3 voix, de 31 à 50 membres à 5 voix, de 51 à 100 membres à 7 voix, de 101 à 150 membres à 9 voix et au delà de 150 membres à 11 voix.

« Le Maire ou le Sous-Préfet, pour les villes de moins de 250.000 habitants, établissent les listes électorales qui, outre le nom des groupements, indique le nombre de voix qui leur sont attribuées.

« Pour chaque section de la Chambre de Métiers d'Alsace, il sera nommé un Commissaire chargé de la surveillance des élections. Leur nomination sera publiée au Bulletin Officiel et dans le Recueil des Actes administratifs. Les listes arrêtées (art. 7) sont communiquées aux Commissaires respectifs.

« Les Commissaires électoraux remettent à chaque corps électoral deux bulletins de vote destinés l'un à l'élection du ou des mem-

« bres titulaires, l'autre à l'élection du ou des membres suppléants.

« Ces bulletins de vote devront mentionner le nombre des personnes à élire, le nombre de voix attribuées au corps électoral, ainsi que la date à laquelle les bulletins de vote devront lui être retournés.

« Le droit de vote est exercé au scrutin direct dans la circonscription de chaque corps électoral (art. 1er) (chaque électeur inscrit sur le bulletin de vote autant de noms qu'il y a de membres titulaires ou suppléants à élire). Les modalités suivant lesquelles auront lieu ces élections sont arrêtées par l'autorité centrale et annexées au présent règlement.

« Les personnes élues par les membres des corporations ou des associations d'artisans seront inscrites sur les bulletins de vote établis pour chaque corps électoral avec l'indication de leurs noms, prénoms, profession et domicile. Deux listes seront établies: l'une pour les membres titulaires, l'autre pour leurs suppléants. Les bulletins de vote ainsi remplis et contresignés par le président de la corporation sont adressés sans délai au Commissaire électoral.

« Les Commissaires électoraux aidés d'un Secrétaire assermenté arrêtent pour chaque circonscription électorale (art. 5) la liste des personnes qui ont obtenu des suffrages en tenant compte du nombre de voix attribué à chaque corps électoral en vertu de l'art. 6 du présent règlement. Sont élues les personnes réunissant la majorité des suffrages.

« Le Commissaire électoral fixe l'ordre de l'élection des membres suppléants en tenant compte du nombre de voix obtenu par chacun d'eux.

« En cas d'égalité des voix, le sort en décidera. Si le Commissaire électoral conteste la validité de certains suffrages ou de certains votes, il devra en indiquer les motifs dans le procès-verbal.

« Les résultats des élections (art. 12) constatés par les Commissaires électoraux seront renvoyés par l'intermédiaire des préfets compétents à l'autorité centrale qui informe par écrit les élus du choix dont ils sont l'objet.

« L'élection ne peut être refusée que pour des raisons analogues à celles permettant le refus d'une tutelle. Les motifs de refus de l'élus ne seront pris en considération que s'ils ont été présentés par écrit dans un délai de quinze jours, à compter du jour de la notification de l'élection. L'autorité centrale en décide définitivement. Si le refus est reconnu fondé, il y aura lieu de procéder à une nouvelle élection pour remplacer le membre titulaire ou suppléant qui s'est refusé.

« Dès la constatation du résultat définitif des élections par le Ministère, les noms des membres titulaires et des membres suppléants

« seront publiés au Bulletin Officiel et dans le Recueil des Actes administratifs de chaque département intéressé.

« Les contestations relatives à la validité des élections ne seront examinées que si elles ont été présentées dans un délai de trente jours à courir de la date desdites élections. L'autorité de surveillance (art. 3 de l'arrêté du 11 avril 1923, Bulletin Officiel du 25 avril 1923, page 180) se prononce à leur sujet en dernier ressort. Elle annule les élections contraires aux dispositions de la loi ou au présent règlement électoral.

b) La Commission des Compagnons.

Organes représentatifs des artisans salariés, les commissions de compagnons collaborent d'une manière telle avec les Chambres de Métiers qu'elles peuvent en être considérées comme des organes annexes; d'autant plus qu'elles poursuivent les mêmes buts généraux. Puisqu'elles doivent collaborer :

Aux dispositions édictées pour la réglementation de l'apprentissage;

A la préparation d'avis et de rapports sur les matières concernant la situation des compagnons et des apprentis;

Au jugement des réclamations contre les décisions des commissions d'examen. (Code Prof. local 103 r).

Comme la Chambre de Métiers, la Commission des compagnons est composée de 4 membres titulaires et de 4 membres suppléants :

2 membres titulaires et 2 membres suppléants pour Strasbourg

1 » » 1 » » » Colmar

1 » » 1 » » » Mulhouse

élus par les Commissions de compagnons des corporations et ne restant en fonctions, qu'autant qu'ils seront compagnons, possesseurs d'un Contrat de travail (art. 44, statut Chambre de Métiers). Toutefois, si les élections n'ont pu être faites, l'autorité de surveillance nommera les membres et, si ceux-ci refusent de siéger, la Chambre de Métiers pourra alors se dispenser du concours de la commission des compagnons.

Le droit de vote est exercé par tous les membres de la commission des compagnons de chaque corporation qui élisent, à la majorité relative des suffrages, les membres titulaires ou suppléants à la Chambre de Métiers. Ensuite la Chambre des compagnons de chaque corporation émet un vote unique pour un nombre de membres titulaires et suppléants égal au nombre de membres affectés à la section dans le ressort de laquelle la corporation a son siège.

Le nombre de voix attribué, en vertu de l'art. 6, à chaque corporation, entre en ligne de compte pour le vote de chaque commission

de compagnons. Sont considérées élues les personnes qui ont obtenu la majorité des suffrages.

Au reste, les prescriptions relatives à l'élection des membres de la Chambre de métiers sont appliquées par analogie.

Ne seront éligibles que les personnes qui :

1° possèdent la nationalité française ;

2° sont occupées comme compagnons dans la circonscription de la Chambre de Métiers chez un membre d'une corporation ;

3° sont majeures ;

4° n'ont pas été privées de droits civiques par suite de condamnation, et ne font pas l'objet de poursuites judiciaires pour crime ou délit pouvant entraîner la privation des droits civiques ou l'incapacité des fonctions publiques ;

5° ne sont pas soumises, par mesure judiciaire, à des restrictions dans la libre disposition de leurs biens.

Les élus, qui restent 6 ans en fonction — la commission étant renouvelable par 1/2 tous les 3 ans en même temps que les membres de la Chambre de Métiers — ont les mêmes droits et devoirs que les autres membres des commissions de compagnons des corporations et les dispositions relatives aux membres de la Chambre de Métiers, en ce qui concerne le refus d'accepter les fonctions de membre, les causes d'exclusion, de démission et de révocation, les jetons de présence, leur sont applicables.

La commission des compagnons se réunit sur convocation du président de la Chambre de Métiers et ordinairement en séance commune avec cette dernière. Elle élit, parmi ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire et un suppléant ; les articles 13 et 14 s'appliquent également à la commission des compagnons.

Les membres de la commission de compagnons participent, avec voix délibérative, aux délibérations de tous les points de l'ordre du jour pour lesquels leur présence est nécessaire, selon l'art. 12.

Toutefois, ils peuvent être invités, ou leurs représentants, à assister également à des délibérations autres que celles désignées à l'article 12, avec voix consultative.

Ils sont soumis au règlement intérieur de la Chambre de Métiers, comme les membres de la dite Chambre.

La commission de compagnons est autorisée à se réunir en dehors ou pendant la durée de la session de la Chambre de Métiers, notamment pour procéder aux élections nécessaires et pour délibérer et décider sur des questions et des rapports concernant les compagnons et les apprentis (art. 103-k, du code industriel).

Les séances particulières sont présidées par le Président de la commission des compagnons. Le résultat des élections et les décisions

doivent être enregistrés dans un procès-verbal signé du président et du secrétaire. Copie du procès-verbal, des décisions prises et des rapports présentés est communiquée au Président de la Chambre de Métiers.

Au reste, la commission des compagnons détermine la marche de ses affaires par un règlement, qui devra être approuvé par l'autorité de surveillance (art. 3 de l'arrêté du 11 avril 1923).

Dans ses séances particulières, la commission des compagnons peut valablement délibérer si plus de la moitié des membres y compris le président et le secrétaire sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, s'il s'agit de questions d'élections, le sort décidera. Dans tous les autres cas, la voix du président est prépondérante.

Le président, le secrétaire général ou un membre du comité de la Chambre de Métiers pourront assister, avec voix consultative, aux séances particulières de la commission.

Chaque séance particulière de la commission des compagnons est annoncée en temps utile au président de la Chambre avec indication de l'ordre du jour.

Cette organisation de la commission des compagnons ne répond peut-être pas très bien aux besoins qui ont provoqué sa création car, eu égard à l'organisation des Chambres de Métiers et au mode électoral des membres, une partie infime de tous les compagnons se trouve être représentée dans les commissions de compagnons. De ce fait, ceux-ci se sont rabattus sur les diverses organisations syndicales, ce qui n'était peut-être pas le désir des promoteurs de cette organisation.

SECTION II

Organisation de la Chambre de Métiers.

Nous étudierons :

1° L'assemblée plénière de la Chambre de Métiers.

2° Les sections

3° Le Conseil d'administration

4° Les Commissions

a) d'apprentissage

b) des réclamations contre décision des commissions d'examen

c) commissions d'examen.

5° Le Personnel des Chambres de Métiers.

1° L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS.

L'organe représentatif suprême de la Chambre de Métiers est l'assemblée plénière, à laquelle les membres sont tenus d'assister. Dans le cas contraire, ils sont remplacés par les membres suppléants.

Ce n'est pas limitativement que la loi a attribué des pouvoirs à l'Assemblée plénière, elle ne sera tenue que par la limite générale de n'édicter aucune prescription ayant pour objet d'imposer aux artisans ou aux autres administrés des obligations contraires au rôle de la Chambre de Métiers (art. 103 n, 88 du code prof. local). Toutefois, a contrario, la loi édicte un certain nombre de questions qui sont de la compétence exclusive et obligatoire de l'Assemblée plénière, à savoir :

1° l'élection du comité et des commissions (art. 29 à 36 des statuts) ;

2° la désignation des membres experts (art. 7 des statuts) ;

3° l'établissement du budget, la vérification des comptes, le vote de crédits non prévus au budget et la conclusion de contrats d'emprunts (art. 58) ;

4° l'acquisition, la vente et l'amélioration de droits immobiliers (art. 58, chiffre 1) ;

5° l'avis à donner au Gouvernement au sujet de toutes questions concernant l'intérêt général du métier et surtout de la législation artisanale ;

6° l'élaboration d'un règlement d'apprentissage ;

7° l'élection du secrétaire général de la Chambre (art. 21) ;

8° la constitution de la commission appelée à se prononcer sur les réclamations au sujet des décisions des commissions d'examen en tant que la Chambre est compétente (art. 33 des statuts ; art. 132 du code industriel) ;

9° la modification des statuts (art. 61) ;

10° la désignation des professions connexes (art. 129-a, alinéa 2, code industriel) ;

11° l'élaboration du règlement de l'examen de compagnons (art. 131-b, alinéa 2, code industriel ; art. 41 des statuts) ;

12° l'élaboration du règlement d'examen de maîtrise (art. 133, alinéa 7, code industriel) ;

13° l'élaboration d'un règlement intérieur de la Chambre et de ses sections (art. 28, 49) ;

14° la concession du droit d'examen de compagnons aux corporations libres (art. 131, aliéna 3, code industriel ; art. 37 des statuts).

Les modifications des statuts et les règlements d'examen de maîtrise et d'apprentissage doivent être approuvés par l'autorité centrale

et publiés aux Recueils des Actes administratifs des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Il y a lieu de remarquer, qu'en ce qui concerne les délibérations et décisions relatives

aux prescriptions de l'apprentissage

aux questions concernant la situation des compagnons et des apprentis,

tous les membres de la commission des compagnons doivent être invités et admis à participer, avec voix délibérative. Dans ce cas, la commission des compagnons a le droit de donner un avis ou de produire un rapport spécial.

La Chambre de Métiers se réunit au moins une fois par an, en assemblée plénière ordinaire. Les séances extraordinaires ont lieu sur la décision du comité ou si le commissaire, ou le quart des membres de la Chambre en fait la demande, par écrit, auprès du comité, avec indication des motifs.

Faute d'inscription au budget des crédits nécessaires à ces séances, l'autorisation de l'autorité de surveillance doit être obtenue préalablement.

Les séances sont en principe publiques, à moins que la Chambre n'en décide autrement.

Le Ministre compétent peut se faire représenter aux séances. Ses représentants doivent toujours être entendus.

Les membres de la Chambre de Métiers sont convoqués, par écrit, par le Président. La convocation indique le lieu, le jour et l'heure de la séance ainsi que l'ordre du jour. Elle doit être remise aux membres de la Chambre de Métiers et de la commission des compagnons 8 jours au moins avant la séance. Les membres de la Chambre de Métiers sont obligés, en cas d'empêchement, de prévenir aussitôt le président, pour permettre la convocation des suppléants. Si le président omet de convoquer les membres, l'autorité de surveillance se substitue à lui pour prendre toute mesure nécessaire.

L'assemblée peut délibérer valablement si la moitié des membres ou des suppléants sont présents. Les décisions sont prises, sous réserve des dispositions de l'art. 61, à la simple majorité des voix; en cas d'égalité de voix, la proposition n'est pas adoptée.

Les décisions, prises par la Chambre de Métiers, sont enregistrées et signées par le Président et par le secrétaire général. Le procès-verbal est dressé par le secrétaire général et, en cas d'empêchement, par son suppléant. Copie des procès-verbaux est adressée à l'autorité de surveillance.

Le président du comité ou son représentant préside la Chambre de Métiers.

Le président ouvre la séance, dirige les débats et en prononce la clôture. Il a le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour maintenir l'ordre.

Les propositions soumises par des membres, des sections, des corporations et d'autres corps électoraux, qui ne figurent pas à l'ordre du jour, doivent être communiquées par le président à la Chambre de Métiers et admises parmi les questions à délibérer dans la séance suivante. Le président nomme les rapporteurs. Les propositions qualifiées d'urgentes, émises au cours des séances, doivent être discutées, si elles sont appuyées par au moins 8 membres, l'ordre du jour étant épuisé.

Toute élection faite au sein de la Chambre de Métiers est secrète et se fait à l'aide d'un bulletin de vote. Sont considérés comme élus ceux qui réunissent la majorité des suffrages. En cas de partage, le Président de la Chambre décidera par voie de tirage au sort. Les votes à mains levées sont admis si personne ne s'y oppose.

En l'absence d'un président, les élections sont présidées par le commissaire du gouvernement.

Le procès-verbal de l'élection est signé par le Président et le secrétaire général.

Un règlement intérieur, sur la marche des affaires de la Chambre de Métiers, est établi par la Chambre et approuvé par l'autorité de surveillance (art. 11, chiffre 13).

2° LES SECTIONS DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS

Comme nous l'avons déjà vu, la Chambre de Métiers est divisée territorialement en sections, au nombre de trois :

Strasbourg	département du Bas-Rhin
Colmar	} département du Haut-Rhin
Mulhouse	

Les sections, qui sont composées des membres élus et des membres cooptants de la Chambre de Métiers, sont des organes de la Chambre de Métiers ayant pour but de l'aider, soit en donnant leur avis, soit en exécutant les missions qui leur sont confiées directement et qui peuvent être :

La surveillance de l'observation des instructions concernant l'apprentissage ;

La création de commissions pour les examens de compagnons ;

La nomination des présidents des commissions d'examens, créées par les corporations.

Enfin, les sections peuvent faire à la Chambre toutes les propositions et sont autorisées à formuler des vœux relatifs à l'apprentissage, au compagnonnage et à la maîtrise.

Les sections élisent un président et un vice-président ainsi que les experts appelés avec voix consultative, et un compagnon, lorsqu'une question concernant le compagnonnage est à l'ordre du jour; ce compagnon aura voix consultative.

Pouvant délibérer lorsque la $\frac{1}{2}$ des membres sont présents, la section sera soumise au règlement intérieur de la Chambre de Métiers.

3° LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Chambre des artisans (de métiers) élira, parmi ses membres, un bureau chargé de pourvoir à l'administration courante et à l'expédition des affaires, selon qu'il sera déterminé par les statuts (art. 103 g, Code Prof. local).

Par application de cet article, les statuts de la Chambre de Métiers d'Alsace prévoient l'élection d'un comité composé d'un Président et d'assesseurs qui ont pas de fonction, ni d'obligations de service à l'égard des autres membres de la Chambre de Métiers, ni à l'égard de l'institution elle-même et qui ont, pour situation juridique, la capacité juridique de représenter le corps d'administration autonome, pour les affaires du conseil (Otto Mayer Dr. adm. all. t. IV p. 292).

Le Comité de la Chambre de Métiers se compose du Président de la Chambre, élu par les membres de la Chambre de Métiers, des trois présidents de section, qui sont membres de droit, et de quatre membres élus par la Chambre de Métiers.

Avec l'autorisation de l'autorité de surveillance, le nombre de ces derniers peut, au besoin, être augmenté par décision de la Chambre de Métiers.

La première élection, après la création de la Chambre de Métiers, de même que les élections suivantes, sont présidées, en l'absence d'un président, par le Commissaire du Gouvernement.

Le comité élit (art. 27) un vice-président, choisi parmi ses membres.

Si des membres du comité quittent leurs fonctions, de nouvelles élections ont lieu, à la prochaine séance plénière de la Chambre. En attendant, le comité se complète par voie de cooptation. Tout changement dans le comité, ainsi que les résultats des élections, doivent être communiqués à l'autorité de surveillance, dans le délai de huit jours.

Conformément à l'art. 103 g du Code Prof. local, le comité assure l'administration courante et en particulier la gestion des biens pour autant que la loi et les statuts ne s'y opposent pas. Il étudie les questions à soumettre aux délibérations de la Chambre de Métiers, dont il exécute les décisions. Par ailleurs, les membres du comité sont responsables vis-à-vis de la Chambre des faits de leur administration, au même titre que le tuteur vis-à-vis de son pupille.

Les séances du comité ont lieu suivant les besoins sur convocation du président. Le comité doit se réunir sur la proposition écrite d'au moins 2 de ses membres ou sur la demande du Commissaire du Gouvernement.

Pour que les décisions du comité soient valables, il faut que 6 membres, au moins, y compris le président ou le vice-président, soient présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

D'autre part, le Président de la commission de compagnons ou son représentant prend part, avec voix délibérative, aux délibérations et décisions du comité en tant qu'elles concernent le règlement de l'apprentissage ou la création et l'administration d'institutions pour lesquelles les compagnons versent des cotisations, prêtent un concours particulier ou qui sont destinés à les secourir (art. 95, alinéa 3 et art. 103-k, code industriel).

Le comité représente la Chambre de Métiers dans toutes les affaires judiciaires et extra-judiciaires.

Pour justifier des pouvoirs du comité, aux fins de tous actes juridiques, il suffit d'une déclaration dressée en son nom, signée par le président ou le vice-président, par un autre membre du comité et par le secrétaire.

Une déclaration faite, dans cette forme, a effet vis-à-vis des tiers et engage la Chambre de Métiers tout entière.

Cependant, les membres du comité ne pourront prendre la responsabilité d'une telle déclaration qu'en vertu d'une décision préalable de la Chambre, conformément aux règlements.

Enfin, à moins de stipulations contraires des statuts, le comité règle lui-même la répartition des affaires parmi ses membres.

Nous avons vu que les membres du comité avaient la même responsabilité que le tuteur; cette responsabilité sera solidaire, si elle provient d'un acte accompli en collaboration, soit avec des fonctionnaires de la Chambre de Métiers, soit en collaboration avec d'autres membres du Comité. Cette responsabilité pourra être également engagée en cas de non-observation des obligations attribuées aux membres du Comité; cette non-observation pourra résider, soit dans une action, soit dans une omission, soit simplement dans le fait de la non surveillance du personnel administratif et cette faute pourra être sanctionnée par des dommages-intérêts, qui se prescrivent par 30 ans et ne sont pas personnels, donc peuvent incomber aux héritiers.

Par ailleurs, la Chambre de Métiers est responsable, au point de vue civil, s'entend, des dommages causés aux tiers par les membres du comité, lorsqu'il s'agit bien entendu, d'une faute de service, la faute personnelle incombant pleinement et entièrement à son auteur.

D'autre part, si l'action du comité est limitée dans la mesure où la Chambre de Métiers n'a de personnalité civile pour l'exécution de sa mission (Ducrocq, Duguit etc.) il ne pourra contracter des opérations financières qu'autant qu'elles seront inscrites au budget. Tout acte, fait en dehors de ces limites, pourra être réformé, même annulé.

Enfin, tout changement dans la composition du Comité, ainsi que le résultat des élections, devra être porté, sous huit jours, à la connaissance de l'autorité de surveillance, en l'occurrence le Préfet du Bas-Rhin.

4° LES COMMISSIONS

« La Chambre de Métiers forme des commissions permanentes; « des commissions extraordinaires peuvent, en outre, être créées dans « des cas particuliers.

« Pour les affaires qui ne pourraient être remises à une prochaine « séance, le Président est autorisé à constituer des commissions extra- « ordinaires ».

Ainsi s'exprime l'art. 29 des statuts de la Chambre de Métiers, complétant les art. 103-e, 103-i, 103-r et 131 du Code Prof. local, imposant aux chambres l'obligation de constituer des commissions permanentes d'examen, d'appel et de compagnons.

Ces commissions, qui sont subordonnées au comité, rapportent devant lui les affaires qui sont de leur ressort suivant, lorsque la loi n'a pas pourvu et spécialement pour les commissions extraordinaires, les pouvoirs et les règles édictés par la Chambre de Métiers dont l'assemblée plénière a élu le président et les membres de chacune de ces commissions qui sont :

Commission d'apprentissage;

Commission de réclamation contre les commissions d'exa-
mens;

Commission d'apurement des comptes;

Commission d'examen de compagnon et de maîtrise;

enfin, la Commission de compagnons, dont nous avons étudié l'organisation et le fonctionnement.

Nous ne parlons pas des commissions extraordinaires, qui sont élues en des circonstances déterminées pour une durée limitée et un but spécialement indiqué.

1° Commission d'apprentissage.

La Commission d'apprentissage se compose du Président de la Chambre de Métiers ou de son représentant et de 4 membres, dont 1 membre de la commission des compagnons.

Elle étudie toutes les affaires concernant l'apprentissage et spécialement :

- a) élaboration de règlements détaillés au sujet de la forme et de la nature des contracts d'apprentissage;
- b) fixation du nombre maximum des apprentis selon l'article 130 du code industriel;
- c) fixation de la durée de l'apprentissage (art. 130-a, alinéa 2, code industriel);
- d) création de commissions d'examen et nomination de leurs membres, en tant que la Chambre de Métiers est compétente (art. 131, 131-a et 131-b, code industriel, et art. 37-43 des statuts);
- e) la question de savoir si le droit d'examen doit être confié à une corporation libre conformément à l'article 131 alinéa 3, du code industriel et art. 37 des statuts;
- f) prescriptions concernant l'organisation et la surveillance de l'apprentissage;
- g) désignation des professions connexes en vertu de l'art. 129-a, alinéa 2, du code industriel.

2° Commission d'appel.

La Commission d'appel ou commission des réclamations contre les décisions des commissions d'examen est appelée à statuer sur les réclamations formulées contre les décisions des commissions d'examen de compagnons et de maîtres. Elle se compose d'un membre du comité comme président, et de deux assesseurs dont l'un est désigné par la Chambre parmi ses membres (art. 11, chiffre 8), et l'autre parmi les membres de la commission des compagnons. Pour chaque assesseur un suppléant devra être nommé.

La commission ne peut délibérer valablement que si tous les membres ou leurs suppléants sont présents.

Au cas où la commission d'appel ne compte aucun membre appartenant à la même profession que la commission d'examen dont la décision est attaquée, un expert, désigné par le président de la Chambre de Métiers, doit être invité à assister à la délibération, avec voix consultative.

Il sera dressé un procès-verbal des délibérations, contenant le résultat du vote et la décision intervenue, accompagné des motifs qui la justifient. Le procès-verbal est signé par tous les membres présents.

La Commission d'appel n'est pas une juridiction du dernier ressort car ses décisions sont susceptibles, soit du recours en annulation devant le Conseil d'Etat, soit, en cas de violation de la loi ou du règlement, d'un recours hiérarchique préalable (art. 103 o, 96 Code Prof. local).

Par ailleurs, l'art. 133 alinéa 4 du Code prof. local, spécifiant que les décisions de la commission des examens de maîtrise peuvent être attaquées, en cas de non-admission, par la voie du recours auprès de l'autorité supérieure (Préfet du Bas-Rhin), il semble bien, qu'en ce cas, la commission d'appel ne soit pas compétente.

3° Commission d'apurement des comptes.

Cette commission qui se compose de trois membres et trois suppléants a pour mission la vérification des comptes de la Chambre de Métiers. Elle soumet son rapport au comité et à l'assemblée plénière, qui seule peut lui donner force de décision.

4° Les commissions d'examen.

Organes de la Chambre de Métiers, elles ressemblent aux autres commissions en ce qu'elles lui sont subordonnées et que les fonctions de ses membres sont honorifiques; mais elles en diffèrent en ce qu'elles n'admettent pas comme membres uniquement des membres de la Chambre de Métiers.

Les corporations libres, formées pour un seul corps de métier ou pour des métiers connexes, peuvent être autorisées, à titre révocable, par la Chambre de Métiers (art. 11, chiffre 14), à former des commissions d'examen. Dans ce cas, il est prévu aux statuts de ces corporations, que les examens ont lieu devant leurs commissions, dans les mêmes conditions que ceux organisés par les commissions de la Chambre de Métiers et que les apprentis occupés chez leurs membres fréquentent régulièrement les écoles professionnelles ou de perfectionnement où il en existe.

Les corporations obligatoires sont tenues de procéder aux examens de compagnons (art. 131, Code prof. local).

Lorsque les commissions d'examen n'ont pas été créées, soit par le Ministre compétent, en vertu de l'art. 132-a du code industriel, soit par des corporations, des ateliers d'apprentissage, établissements d'enseignement ou d'autres autorités, désignées à l'art. 129, alinéa 5 du code industriel, la Chambre de Métiers crée elle-même les commissions d'examen nécessaires.

Les commissions d'examen se composent du président, pour le quel un suppléant doit être nommé et d'au moins 2 assesseurs (art. 131-a, code industriel).

Les assesseurs doivent être du métier pour lequel la commission est créée; la moitié se compose de maîtres-artisans, remplissant les conditions prévues à l'art. 2, du règlement électoral de la Chambre de Métiers, l'autre moitié se compose de compagnons, ces derniers doivent être éligibles à la commission de compagnons et avoir passé l'examen de compagnons.

Comme président ou vice-président, peuvent également être nommées des personnes en dehors du métier, mais qui possèdent néanmoins les connaissances professionnelles indispensables.

Lorsque l'examen s'étend à la comptabilité, la commission est autorisée à s'adjoindre un expert.

Le comité de la Chambre de Métiers statue sur les réclamations relatives à la nomination des commissions par les sections de la Chambre. Les assesseurs des commissions désignées à l'art. 37 sont nommés par les corporations (art. 93, alinéa 2, chiffre 8, code industriel).

Quand il s'agit de compagnons, ils sont élus par les commissions de compagnons des corporations. A défaut de ces commissions, la nomination se fera par la section compétente de la Chambre de Métiers.

Les membres des commissions d'examen sont nommés pour une durée de 3 ans (art. 131-a, alinéa 3, code industriel).

Les commissions d'examen ne peuvent siéger valablement qu'en présence du président et d'au moins deux assesseurs. L'examen doit fournir la preuve que l'apprenti possède suffisamment les connaissances professionnelles et les tours de main du métier, qu'il est suffisamment instruit sur la provenance, la valeur, la fabrication, la conservation, l'emploi et la manipulation des matières premières, ainsi que sur la manière de reconnaître leur bonne ou leur mauvaise qualité, enfin sur la technologie des principaux outils ou machines employés dans son métier.

Il est dressé immédiatement un procès-verbal, dans lequel sont consignés les résultats de l'examen.

Le président de la Commission est autorisé à faire appel des décisions des commissions devant la commission d'appel (art. 33 des statuts, art. 132, code industriel). Cet appel aura un effet suspensif.

Les commissions d'examen de maîtrise, qui comprennent 2,3 maîtres-asseesseurs et un professeur expert, sont groupés par métiers; il y a un président de groupe par section de Chambre de Métiers.

Ces commissions, dont les frais sont supportés par la Chambre de Métiers, sont instituées, après avis de celle-ci, par l'autorité supérieure (Préfet du Bas-Rhin), qui nomme les membres pour une période de 3 années, comme pour les commissions d'examens de compagnons.

Il existait dans les 3 départements Alsaciens-Lorrains:

1903	105	Commissions d'examen de compagnons		
1908	174	»	»	»
1913	190	»	»	»
1922	229	»	»	»
1927	258	»	»	»

		dont 200 pour l'Alsace		
1908	75	Commissions d'examens de maîtrise		
1913	112	»	»	»
1922	193	»	»	»
1927	210	»	»	»

Etat des commissions permanentes de la Chambre de Métiers d'Alsace.

Commission de l'apprentissage	1 Président	5 membres
» de la Révision des comptes		{ 3 membres 3 suppléants
» d'Appel		{ 2 membres 2 suppléants
» du Bâtiment	1 Président	{ 5 membres 1 expert
» des Soumissions		6 membres

5° LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS

La Chambre de Métiers, étant un organisme permanent, exige un personnel administratif, à l'instar des Chambres de Commerce et des Chambres d'Agriculture. Ce personnel est composé de secrétaires généraux, de délégués, de trésoriers et d'un personnel de bureau, dont les droits et devoirs sont fixés par un règlement de service. Le supérieur hiérarchique de ces fonctionnaires étant le président de la Chambre des Métiers et l'autorité de surveillance le Préfet du Bas-Rhin, le contentieux de nomination relève du Conseil d'Etat.

En effet, ces fonctionnaires, investis d'un emploi permanent normal pour le fonctionnement d'un service public, agissent en vertu des pouvoirs de la puissance publique qui leur sont délégués et, par suite, peuvent être assimilés à des fonctionnaires « étatisés », suivant le terme appliqué en cette matière ⁽¹⁾ (cf. Milfort, thèse, Strasbourg, p. 134 et suivantes) et sont régis par les règles du droit public applicables aux fonctionnaires publics.

a) Les secrétaires généraux.

Ils sont engagés pour 6 ans par la Chambre de Métiers et font l'objet d'une nomination écrite. Fonctionnaires de l'organisme, ils n'en font pas partie comme membres.

(1) Les dépenses pour ce personnel figurent au budget sous la rubrique « places étatisées » par opposition au personnel engagé par louage de services, qui n'ont pas le caractère de fonctionnaires publics et sont des ouvriers.

Leur chef hiérarchique, le Président de la Chambre de Métiers, n'a pas sur eux de pouvoirs disciplinaire, puisque ses pouvoirs lui sont conférés pour une durée limitée (Otto Mayer). Toutefois, le Préfet du Bas-Rhin a un droit de surveillance, au nom de l'Etat, dont les intérêts et ceux de la Chambre de Métiers peuvent être lésés par les agissements du ou des secrétaires généraux.

Le secrétaire général aide le comité dans les affaires courantes, prépare les séances, y assiste avec voix consultative et rédige les comptes-rendus, ainsi que les rapports demandés par l'autorité supérieure et les rapports annuels.

b) Les Trésoriers.

Ils sont nommés par le comité, après approbation préfectorale et sous réserve du versement d'un cautionnement.

c) Le Personnel de Bureau.

Pour le recrutement de ce personnel, titulaire ou auxiliaire, la Chambre de Métiers doit tenir compte, en tant qu'établissement public, de la loi du 26 janvier 1927, relative à l'application des lois des 30-1-1923 et 18-7-24, réservant des emplois à certaines catégories de militaires et aux veuves et orphelins de guerre, de la loi du 26-4-1924, sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre.

d) Les Délégués.

La Chambre est autorisée à faire surveiller par des délégués l'observation des instructions légales ou statutaires, dans les entreprises de son district et de faire visiter l'installation des ateliers et des locaux destinés au logement des apprentis. Les délégués sont engagés par le comité d'après les principes adoptés par la Chambre de Métiers et sont munis d'un règlement de service. Comme légitimation, ils reçoivent une carte d'identité signée par le président du comité. La compétence des délégués peut être restreinte par décision de la Chambre de Métiers à certains métiers et à certaines parties du district de la Chambre. Nom et domicile du délégué doivent être communiqués à l'autorité de surveillance.

Les délégués doivent se procurer avant tout des renseignements concernant l'occupation des apprentis dans les ateliers, l'installation des exploitations et des locaux destinés au logement des apprentis. S'ils constatent que l'installation des ateliers et la manière de loger les apprentis peuvent compromettre la santé et la moralité de ces derniers, ils doivent se mettre en relation avec le maître, les parents et tuteurs et, si l'exploitation est soumise à une corporation, avec le président de la corporation, afin de mettre fin à ces inconvénients. Si aucune suite n'est donnée à ses observations, le délégué devra en avvertir le président de la section compétente de la Chambre de Métiers.

Le délégué jugeant utile d'infliger une amende, pour cause de contravention, doit en aviser le président de la section de la Chambre de Métiers en vue de dresser procès-verbal. L'amende sera fixée par le maire ou le sous-préfet, suivant le cas (villes de 25.000 habitants), sur rapport de la section compétente de la Chambre de Métiers et sous réserve de recours devant le Préfet du Bas-Rhin qui statue en dernier ressort. Cette amende est perçue comme en matière d'impôt communal.

Les maîtres artisans, du ressort de la Chambre, doivent autoriser les délégués, sur leur demande et sous réserve des prescriptions de l'art. 94-c, alinéa 5, du code industriel, à visiter les ateliers, les logements et tous autres locaux pendant les heures de travail et donner tous les renseignements dont les délégués ont besoin pour l'exécution de leur mandat. Ils peuvent y être contraints par la police locale, sur la réquisition du délégué.

Ces instructions ne sont pas applicables aux établissements agricoles et aux usines. Les délégués s'abstiennent de visiter ces établissements qui sont inspectés, conformément à l'art. 94-c, alinéa 5, du code industriel, par d'autres fonctionnaires délégués à cet effet.

Les délégués adressent tous les ans au Président de la Chambre de Métiers un rapport sur les résultats de leur activité. A la demande des inspecteurs du travail, les délégués doivent renseigner ceux-ci sur leur activité et sur les résultats obtenus; ils adressent ces renseignements par l'intermédiaire du président de la Chambre des Métiers.

Les indemnités pour frais de voyage et autres dépenses sont fixées par le comité, dans les limites prévues au budget.

e) **L'efficacité du contrôle des délégués** n'est point contestée et complète heureusement l'organisation de l'apprentissage, en supprimant les abus qui, malheureusement, se présentent trop souvent à l'Intérieur. Par ailleurs, en d'autres circonstances, ils déchargent la Chambre de Métiers de l'étude de beaucoup de questions locales qui nécessiterait une volumineuse correspondance, alors qu'une démarche du délégué règle mieux la question soulevée. De plus, assurant une liaison constante entre la Chambre de Métiers et les artisans, ils peuvent lui signaler les desiderata de ceux-ci et lui donner continuellement la température de l'organisme complexe qu'est l'artisanat.

Leur utilité s'est si bien affirmée, qu'au moment de l'introduction en Alsace du régime français de l'Inspection du Travail, cette organisation a subsisté et que toutes les mesures ont été prises pour qu'il n'y ait pas de conflits d'attribution entre le délégué et l'Inspecteur du Travail.

f) Etat du Personnel de la Chambre de Métiers.

A titre indicatif, nous donnons l'état du personnel de la Chambre de Métiers d'Alsace au 1er Janvier 1933:

1° Secrétariat général:

M. Hubert LEY, licencié en droit, Secrétaire-Général;

M. REINBOLT, Secrétaire-Adjoint;

1 archiviste, 2 correspondants, 1 trésorier, 2 secrétaires-adjoints, 2 assistants, 1 concierge.

2° Sections.**a) Section de Strasbourg:**

1 secrétaire, 1 rédacteur, 2 délégués, 1 archiviste, 1 dactylographe, 2 auxiliaires.

b) Section de Colmar:

1 secrétaire, 1 délégué, 2 dactylographes.

c) Section de Mulhouse:

1 secrétaire, 1 délégué, 1 dactylographe.

SECTION III**Organisation financière.**

L'appareil administratif de la Chambre de Métiers demande des ressources importantes. Qui dit ressources, et, par suite, dépenses, dit établissement d'un budget. Par ailleurs, nous avons vu précédemment, que les ressources de ce budget étaient procurées par la perception d'une taxe dite «taxe des métiers», ce qui nous amène à étudier également cette taxe.

1° LE BUDGET

Chaque année, le comité (conseil d'administration) de la Chambre de Métiers établit un projet de budget, auquel est joint un budget supplémentaire pour l'année courante, pour l'exercice budgétaire qui court du 1er janvier au 31 décembre suivant.

Le budget et le budget supplémentaire doivent être arrêtés par la Chambre de Métiers, en assemblée plénière (art. 11, alinéa 1 chiffre 3) et approuvés par l'autorité de surveillance (art. 3 de l'arrêté du 11 avril 1923).

Les dépenses non prévues au budget doivent être approuvées par la Chambre de Métiers et l'autorité de surveillance, le comité ne pouvant engager que les dépenses prévues au budget.

De plus, l'approbation spéciale par l'autorité de surveillance est exigée en ce qui concerne:

1° l'acquisition, la vente ou l'aliénation de droits immobiliers (art. 11, chiffre 4);

2° les emprunts, en tant que leur montant n'est pas employé exclusivement à satisfaire aux besoins momentanés et qui ne peuvent être couverts à l'aide de l'excédent des recettes courantes (art. 11, chiffre 3);

3° la vente d'objets d'art possédant une valeur historique ou scientifique (art. 89-b, 103-n, du code industriel).

Enfin les biens de la Chambre ne doivent pas être affectés à d'autres buts que ceux prévus par les lois et les présents statuts.

Avant le 1er avril de chaque année, le trésorier (art. 60 des statuts) doit établir le compte de gestion de l'exercice écoulé. Le compte annuel contient toutes les recettes et dépenses effectuées d'après les différentes chapitres du budget avec pièces justificatives à l'appui. Le comité le soumet, accompagné du rapport de la commission d'apurement des comptes, à l'approbation de l'assemblée plénière de la Chambre.

Les comptes de l'exercice clos ne sont pas soumis ni à la Cour des comptes, ni à un autre tribunal administratif, la commission d'apurement étant juge souverain en cette matière. Toutefois, le Préfet du Bas-Rhin peut, en sa qualité d'autorité de surveillance, demander la présentation régulière des comptes.

Il est intéressant de relever quelques détails des budgets des années dernières:

1° Recettes:

Le recettes sont

- La taxe de la Chambre de Métiers;
- Les subventions ordinaires;
- Les subventions extraordinaires;
- Les recettes diverses.

Nous aurons de 1903 à 1922, pour la Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine:

1903	68.821 Mks.
1908	105.575 Mks.
1913	187.145 Mks.
1922	620.583 Frs.

Pour la Chambre de Métiers d'Alsace, 1927

Postes des Recettes — Budget de 1927 (Compte de gestion).

Subvention d'Etat	34.200,—
Cours de maîtrise	3.520,—
Cours Professionnels	13.315,—
Examens de compagnons	56.838,—
Examens de maîtrise	28.085,—

Cours ambulants pour l'Artisanat rural	14.600,—
Recettes provenant du Bâtiment	96.224,20
Recettes provenant de la Gazette des métiers	120.543,50
Exposition à Paris	1.500,—
Secrétaire général	} 1.637,84
Secrétaires Sections	
Rendement de la taxe de la Chambre de métiers	471.840,45
Recettes imprévues	2.877,95
Total	845.181,94
Budget supplémentaire	14.074,94
Total général	859.256,88

1929 1.024.120 frs.

1930 1.072.649 frs.

2° Dépenses.

Nous aurons de 1903 à 1922, pour la Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine:

1903	64.084 Mks.
1908	96.799 »
1913	171.380 »
1922	597.310 Frs.

Pour la Chambre de Métiers d'Alsace, 1927:

Frais d'administration	293.363
Section Pédagogique	216.392
Action Corporative	347.480

Total : 857.235

1929	961.030	Excédents	63.090
1930	991.907	»	80.741

2° LA TAXE DES CHAMBRES DE MÉTIERS

Les frais d'établissement et de fonctionnement de la Chambre de Métiers, en tant qu'ils ne peuvent être couverts, d'autre façon, sont supportés par les communes de la circonscription de la Chambre de Métiers, selon les dispositions édictées, à cet effet, par l'autorité supérieure. Les communes sont autorisées à répartir entre les différents

métiers, d'après une échelle fixée par l'autorité administrative supérieure (Ministre), la quotité des frais qui leur sont imposés (art. 103-b Code prof. local).

Suivant les dispositions des arrêtés du 12-2-1911 et 24-5-1921, portant application de l'art. 103 l, cette quote-part sera calculée au prorata du total des unités de classes, d'après un barème type d'unités de cotisations, dans lequel sont rangées les entreprises artisanales, suivant leurs revenus.

Les contrôleurs des impôts directs — la taxe artisanale étant incorporée à l'impôt sur les professions — établissent annuellement, pour chaque commune, la liste des entreprises artisanales, sur laquelle ne seront inscrites que les entreprises dont le revenu annuel dépasse 875 Frs. Quand un artisan est nouvellement porté sur la liste, il en est informé par le contrôleur et peut former recours contre cette inscription. Les listes adressées aux maires sont publiées pendant 15 jours, à fin de réclamation de la part des intéressés (inscription abusive ou omission), sous forme de déclaration à la mairie, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Ces réclamations peuvent, par ailleurs, après l'expiration du délai, être formulées auprès du Préfet. Les listes et les réclamations sont transmises, par le contrôleur, au Directeur des contributions directes, qui les fait parvenir au Préfet, lequel provoque, de la part des intéressés (Chambre de Métiers ou intéressés), leur avis sur les réclamations sur lesquelles il sera statué dans les 15 jours, sauf recours devant le Ministre des Finances. Une fois retournées au Directeur des contributions directes, celui-ci porte aux nouveaux inscrits (sans tenir compte des recours), les unités de taxation, d'après le chiffre des revenus fixés au rôle des impôts sur la profession.

La détermination s'effectue suivant le barème ci-dessous: ⁽¹⁾

de 875 fr. à 1250 fr. on compte 1 unité correspondant à la classe 2 de l'impôt professionnel local

de 1250 à 1875 on compte 2 unités correspondant à la classe 3 de l'impôt professionnel local

— — — — —
de 12.500 à 15.625 on compte 13 unités correspondant à la classe 13 de l'impôt professionnel local

— — — — —
de 37.500 à 50.000 on compte 50 unités correspondant aux classes 19 et 20 de l'impôt professionnel local

au-dessus de 50.000 on compte 75 unités correspondant à la classe 21 et au-dessus de l'impôt prof. local.

⁽¹⁾ Un nouveau barème a été rendu exécutoire par arrêté ministériel du 2 août 1932.

Dès que le budget de la Chambre de Métiers est approuvé, le Préfet du Bas-Rhin fait savoir au directeur des contributions directes le montant global de la quote-part des dépenses incombant aux communes. Ce montant est réparti proportionnellement entre les communes, au prorata des unités de taxation de chacune d'elle. Publication en est faite au recueil des actes administratifs de chaque département. Les communes verseront au T. P. G. les sommes fixées, la Chambre de Métiers étant réglée par le T. P. G., sous forme de 1/12 mensuel (décision du Ministre des Finances du 27 mai 1927). Ce mode de règlement remplace le versement trimestriel qui avait été supprimé le 17 mars 1925 pour être remplacé par un versement parallèle aux versements des communes au T. P. G.

Toutefois, les conseils municipaux en avisant, avant le 1er octobre, le Directeur des contributions directes, peuvent faire supporter par les artisans eux-mêmes la quote-part qui est à leur charge. Dans ce cas, le Directeur des contributions directes fait établir un rôle de répartition que le Préfet rend exécutoire et qu'il transmet aux receveurs principaux pour en assumer le recouvrement, sous forme d'un mandat d'encaissement délivré par le maire.

Par ailleurs, nous avons vu que les contestations relatives à la Taxe sont passibles d'un recours hiérarchique; elles ne sont donc pas de la compétence des tribunaux civils et sont assimilables aux charges publiques visées à l'art. 70 du G. V. G. (loi sur l'organisation judiciaire) et à l'art. 16 des A. G. G. V. G. (loi d'exécution de cette loi; de plus, la décision ministérielle est, de plano, passible d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

Si besoin est, les frais, résultant du fonctionnement des instituts annexés à la Chambre de Métiers et prévus par la loi pour l'aboutissement de ses buts, sont répartis entre les artisans des groupements à qui profitent ces formations (écoles, etc.) et perçus de la même manière que la taxe des métiers.

En cas de refus du paiement de la taxe ou des autres droits de la Chambre des Métiers, le recouvrement en est opéré, comme en matière d'impositions communales, selon la procédure d'exécution forcée, par voie administrative, loi du 26-5-1905 (B.O.A.L. 1905, p. 24 et suivantes); les tribunaux civils n'ayant aucune compétence et n'étant pas autorisés à lever les saisies pratiquées, sauf pour vices de forme de procédure.

La taxe de Chambre de Métiers se prescrit comme les taxes communales (3 ans) et jouit, en cas de faillite, du privilège de ces mêmes taxes, premier rang après celui du Trésor Public, ce privilège ne pouvant s'exercer que sur les meubles du débiteur (art. 47 loi du 1-6-1924); les contestations y relatives sont de la compétence des tribunaux judiciaires.

3° RÈGLES D'ADMINISTRATION.

a) Règles de comptabilité.

Les dispositions des instructions du 30-3-1896, sur la comptabilité municipale, sont applicables, sauf dispositions contraires du C.P.L., à la Chambre de Métiers; nous nous trouvons de nouveau devant le fait de l'application d'une disposition législative allemande, conformément à la règle juridique française. Car, avant 1918, ce décret de 1896 ne s'appliquait qu'aux institutions de droit local et ne concernait pas la Chambre de Métiers, qui était du droit d'Empire; après 1918, le principe du droit français fait disparaître cette distinction et rend l'instruction de 1896 applicable à la Chambre de Métiers.

Le Président de la Chambre de Métiers ordonnance les paiements qui sont acquittés conformément aux règles de la comptabilité publique de l'instruction de 1896.

Comme conséquence de la tutelle administrative, le Préfet du Bas-Rhin pourra inscrire d'office au budget des crédits pour le paiement des dettes liquides et exigibles, sous peine d'engager sa responsabilité personnelle, commettant une faute lourde assimilable au dol. De plus, l'exécution forcée peut avoir lieu — exception au droit public français, qui n'autorise pas les poursuites de droit commun pour les dettes administratives, mais seulement l'inscription d'office au budget — dans les formes du code de procédure civile ou de recouvrement par voie de contrainte administrative.

b) Placement des fonds.

Le Préfet indique les dispositions à suivre pour le placement des titres et leur conservation. Les fonds disponibles doivent être versés au Trésor.

c) Responsabilité patrimoniale.

« Les Chambres de Métiers répondent seulement de leurs obligations à l'égard des créanciers, seulement pour leur propre patrimoine. » (art. 86, 103n, Code Prof. local).

d) Dons et legs.

Ceux-ci peuvent être reçus par la Chambre de Métiers, puisqu'elle a la personnalité juridique la plus complète. Mais, étant personne morale, elle sera soumise à tutelle, lorsque le don ou legs dépassera un certain taux.

Si le don ou legs n'excède pas 5.000 Mks. et est fait sans charges, ni affectation immobilière, il sera accepté ou refusé souverainement par la Chambre de Métiers.

S'il dépasse cette somme, ou s'il est soumis à condition ou affectation, l'autorisation de l'autorité de surveillance est requise. Le don ou legs pourra être accepté à titre provisoire, sans autorisation, mais la délivrance définitive n'en sera faite qu'après autorisation.

Enfin, dans tous les cas, s'il y a réclamation des familles, l'autorisation par décret en Conseil d'Etat est nécessaire.

De plus, toute acceptation est soumise à la règle de la spécialité, c'est-à-dire que la libéralité ne peut avoir une condition autre que l'un des buts assignés à la Chambre de Métiers (cf. Berthelemy, éd. 1920, p. 40).

e) Transactions.

Les transactions doivent être autorisées par décret (art. 2045, al. 3 Code Civil).

f) Compromis.

La Chambre de Métiers ne peut compromettre en aucun cas.

g) Hypothèque.

La Chambre de Métiers possède une hypothèque légale sur les biens de ses trésoriers (art. 2121 Code Civil).

h) Adjudications.

Les membres du comité de la Chambre de Métiers ne peuvent, de quelque façon que ce soit, être adjudicataires des biens confiés à leurs soins (art. 1596 Code civil).

i) Prescriptions.

L'article 2227 du Code civil s'applique comme aux particuliers.

j) Faillite.

Contrairement à ce qui se passe pour les corporations et associations, l'ouverture de la faillite sur les biens de la Chambre de Métiers n'est pas possible (art. 11, loi d'exécution Code procédure civile locale).

k) Emprunts.

Les emprunts ne peuvent être passés qu'avec le Crédit foncier, à des conditions privilégiées et sans constitutions d'hypothèques (loi 6-7-1860 et 6-2-1862).

l) Expropriation.

La Chambre de Métiers ne possède pas le droit d'expropriation. Mais le Comité peut consentir à la cession amiable des immeubles sans attendre le jugement d'expropriation (art. 13, loi 3-5-1843).

m) Adjudications.

Comme tous les établissements publics, la Chambre de Métiers est soumise au régime des adjudications. Toutefois, l'ordonnance de 1837, qui vise les établissements de bienfaisance et d'assistance et, par analogie, tous les établissements publics, est remplacée par la loi du 6-6-1895 et les dispositions exécutoires du 25-3-1896 (2 B.A.Bl. 1896 p. 46/47), qui sont encore applicables.

La loi locale, ne prévoit pas l'approbation de l'adjudication ; par contre les marches dépassant 15.000 fr. nécessitent une autorisation préalable de l'autorité de surveillance pour échapper aux formalités de l'adjudication ainsi qu'une approbation ultérieure dudit marché.

CHAPITRE IV

LES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES.

Section 1) Pouvoirs organiques

Section 2) Droits de surveillance

Section 3) Pouvoirs répressifs

Section 4) Droits de décision en matière de recours.

Les prescriptions du Code professionnel local, relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Chambre de Métiers, peuvent, au regard des autorités administratives, se diviser en trois catégories :

Les prescriptions péremptoires où l'administration intervient seule, sur l'injonction de la loi et où la Chambre de Métiers n'a aucune influence (art. 103, 103-a, 103-b du Code prof. local).

Les prescriptions desquelles la Chambre de Métiers tire un pouvoir d'action et de décision autonomes (art. 103-d, 103-e, 103-f, 103-g).

Les prescriptions qui, après l'action de la Chambre de Métiers, demandent l'intervention de l'autorité administrative, soit pour approuver, soit pour contrôler (art. 103-g, 103-h, 103-i, 103-l, 103-m, 103-n, 103-o, 103-p).

De cette classification, il nous est aisé de déduire la qualité du pouvoir d'intervention que tirent de la loi et des statuts les autorités administratives :

Pouvoirs organiques et droits de surveillance

Pouvoirs répressifs et droits de décision en matière de recours

Le Préfet du Bas-Rhin est l'autorité de surveillance de la Chambre de Métiers d'Alsace, tout en possédant les pouvoirs d'autorité supérieure (recours hiérarchiques), et certains pouvoirs organiques. Ces pouvoirs « d'autorité supérieure » sont également possédés par le Préfet du Haut-Rhin, en tant qu'il s'agit d'affaires de son département. Donc, par autorité de surveillance, nous entendrons le Préfet du Bas-Rhin.

Par autorité supérieure les Préfets du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

SECTION I

Pouvoirs organiques.

art. 103, 103-a, Code Prof. local.

1° LE MINISTRE.

Le Ministre de l'Instruction Publique et, par délégation, le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, est seul compétent pour prendre l'arrêté de création d'une Chambre de Métiers ainsi que pour modifier la circonscription administrative d'une chambre existante.

(La séparation en deux chambres d'Alsace et de Lorraine de la chambre de Métiers d'Alsace-Lorraine fut par exception faite par le

Commissaire Général de la République à Strasbourg, par arrêté en date du 11 avril 1932, sur avis du Conseil Consultatif d'Alsace et de Lorraine, du 5 octobre 1922).

De même, le Ministre édicte les statuts et les règlements électoraux [pour la même raison que ci-dessus, le règlement électoral de la Chambre des Métiers d'Alsace fut approuvé par la Commissaire Général de la République à Strasbourg] et fixe la date et la durée des élections (art. 103-a, 103-m).

Par ailleurs, étant autorisé à instituer des commissions d'examens de compagnons et d'en arrêter les règlements et programmes, il pourra, par arrêté, assimiler, quant à leurs effets, les examens de compagnons et de maîtres à d'autres examens professionnels (art. 131, 133, Code prof. local).

2° LES PREFETS.

Les Préfets, en tant qu'autorité supérieure (préfets du Bas-Rhin et du Haut-Rhin), font dresser (maires ou sous-préfets) les listes électorales (corps électoraux) puis transmettent le résultat des élections au Ministre et en informent les élus (art. 13, régl. élect. 26-11-23).

Ils donnent aux membres du Comité leur certificat de légitimation.

Ils nomment les membres de la commission des compagnons lorsqu'il y a impossibilité de procéder à des élections (art. 45 statuts).

En accord avec la Chambre de Métiers, ils fixent la procédure à suivre la commission d'examens des compagnons et créent les commissions d'examens de maîtrise (art. 133).

Enfin, le Préfet pourra donner, à titre révocable, le droit de former des apprentis à des personnes qui ne remplissent pas les conditions légales ; de même qu'il pourra prolonger la durée de la période d'autorisation de former des apprentis (art. 129) et restituer le droit d'en former.

3° LES SOUS-PREFETS ET MAIRES .

Ainsi que nous venons de le voir, ces autorités dressent les listes électorales et interviennent activement dans le formalisme électoral (voir supra). Ces mêmes autorités vont également intervenir afin de donner l'autorisation de former des apprentis (décès du maître, entreprises mixtes) et de la retirer (art. 126-a Code Prof. local) sauf, dans ce cas, recours devant le Tribunal administratif ; de même que, lorsque par application de l'art. 128 du Code Prof. local, ces autorités auront à imposer aux maîtres la réduction du nombre ou la non-acceptation d'apprentis.

SECTION II

Droits de surveillance.

Si le droit de surveillance est admis par les auteurs, la base de leur discussion est pourtant différente.

Pour les uns, si les corps administratifs sont soumis à la *summa potestas* de l'Etat, celui-ci n'en a pas moins sur eux, comme compensation de l'autonomie administrative, certains droits, dont le droit de surveillance. Mais ce droit, qui est l'expression de la souveraineté administrative, n'appartient à l'Etat que dans les cas où il lui est expressément reconnu par la loi (Rosin, Laband, Schulze, etc.).

Pour les autres, le droit de surveillance existe sans dispositions légales, dès qu'il s'agit de veiller à la légalité des actes administratifs du Corps considéré et à l'observation des prescriptions légales (Otto Mayer, Conseil d'Etat arrêt 20-11-1908 Ch. Com. Rennes). Cette absence de dispositions législatives ne va pas autoriser l'Etat à prendre, sur le corps autonome, un pouvoir de surveillance illimité, car surveillance de l'Etat ne veut pas dire contrôle hiérarchique — nous avons vu que la Chambre de Métiers, n'étant pas une autorité, ne relève d'aucune hiérarchie — de sorte que l'étendue de ce droit de surveillance est déterminée, d'une part par « l'autonomie » que l'Etat a lui-même accordée au corps administratif, d'autre part, par la considération des buts vitaux à atteindre. Cette surveillance sera atteinte par deux moyens : droit de contrôle et pouvoir de contrainte, l'Etat étant soumis au régime du droit, l'autorité de surveillance ne peut disposer que des moyens qui lui sont accordés, ce qui constitue la 3ème restriction à la surveillance administrative et c'est ce qui oblige l'autorité administrative à ne faire usage, à l'égard de la Chambre de Métiers, que des mesures prévues par la loi, notamment par les articles 103-h, 103-m du Code prof. local, ou par les règlements ou par les statuts. Par suite, il n'y a pas lieu d'attacher une importance particulière à la disposition générale de surveillance de l'art. 103-o du Code prof. local.

Enfin, pour ces mêmes raisons, le Commissaire est tenu, de par les textes consacrant son existence, à ne pas s'arroger les attributions qui sont dévolues à l'autorité de surveillance.

Nous allons examiner le rôle et l'action de chaque autorité de surveillance :

a) Le Président de la République.

En cas de réclamation des familles, les dons ou legs ne peuvent être acceptés qu'après autorisation donnée par décret, de même que pour l'autorisation de transiger.

b) Le Ministre.

Les modifications aux statuts de la Chambre de Métiers doivent être approuvées par le Ministre de l'Instruction Publique ou, par délégation, par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement Technique ; il en est de même pour les modifications apportées aux règlements d'examens.

Par ailleurs, la publication des noms des membres élus de la Chambre de Métiers ne peut être faite qu'après constatation de la régularité des élections par le Ministre. Il fixe, par arrêté, le nombre d'apprentis pour chaque métier, si cela n'a pas été fait par décret.

c) Les Préfets.

Il s'agit ici du Préfet du Bas-Rhin :

Le Préfet approuve :

- Le Budget et le budget supplémentaire,
- Les dépassements de crédits votés par l'assemblée plénière,
- Les dépenses non prévues au budget adopté,
- Le taux des indemnités à allouer aux membres des diverses commissions,
- Le règlement intérieur de la Chambre de Métiers,
- La nomination du trésorier,
- Le placement des capitaux, la conservation des titres,
- L'acceptation et le refus des dons et legs lorsqu'ils sont grevés de charges.

Avec autorisation du Préfet, une rémunération peut être donnée au Président de la Chambre de Métiers et aux représentants des sections.

Autorise l'augmentation du nombre des membres du comité,
Inscrit au budget les crédits pour payer les dettes liquides et exigibles,

En cas d'omission, convoque d'office les membres aux réunions,
Si la Chambre de Métiers ne poursuit pas ses droits, le Préfet désigne un tuteur adhoc pour poursuivre en son lieu et place,
Contrôle l'observation de la loi et des statuts par la lecture des P. V. qui lui sont obligatoirement transmis,

Approuve la durée de l'apprentissage dans chaque métier et peut se faire représenter aux examens de compagnons.

Son représentant doit assister aux séances et délibérations sur les modifications aux statuts.

Le préfet peut faire, en employant, si besoin est la force, toute visite d'inspection et tout contrôle effectif dans les locaux de la Chambre de Métiers.

Il recevra notification du refus d'accepter les fonctions de tout élu à la Chambre de Métiers et décidera définitivement sur le refus de l'élection.

Le préfet prononce la révocation de tout membre dont les actes qui le rendraient inéligible sont publiés.

L'autorité de surveillance peut infliger des amendes aux membres tant de la Chambre que de ses organes, en tant qu'ils participent à la gestion des affaires de la Chambre, pour obtenir d'eux l'observation des prescriptions légales et statutaires (art. 103-a, 96), les intéressés ayant été mis préalablement en demeure ; ces amendes qui ont le caractère d'amendes civiles, sont recouvrables comme en matière de taxe de la Chambre de Métiers et sont versées à la caisse de cet organisme.

Enfin l'autorité de surveillance peut dissoudre la Chambre de Métiers si, en dépit de sommations réitérées, elle néglige ses devoirs et se rend coupable d'actes illicites ou d'omissions susceptibles de nuire à l'intérêt public, ou encore, si elle poursuit des buts contraires à la loi ou aux statuts (art. 103-o Code prof. local).

d) Les commissaires du Gouvernement .

Un commissaire du gouvernement est nommé auprès de la Chambre de Métiers et auprès de chaque section. Il doit être invité à toutes les séances de la Chambre, du comité, des sections et des commissions ; l'ordre du jour lui est communiqué. Il doit être entendu chaque fois qu'il le demande.

Ce commissaire est autorisé à prendre en tout temps connaissance des dossiers de la Chambre de Métiers, à mettre des questions en délibération et à exiger la convocation de la Chambre et de ses organes. Il peut s'opposer à des décisions de la Chambre et de ses organes, si elles dépassent la limite de leur compétence et sont contraires à la loi. Cette opposition aura un effet suspensif. L'autorité de surveillance tranche le litige après audition de la Chambre de Métiers ou de ses organes. Appel contre sa décision peut être interjeté auprès du Ministre compétent.

Le commissaire doit procéder périodiquement aux révisions des caisses.

Il préside la première élection après la création de la Chambre de Métiers, de même qu'il préside chaque élection en l'absence du président.

Ces commissaires, qui ont pour mission de maintenir un contact étroit et permanent entre l'autorité administrative et la représentation artisanale, sont une des particularités de la Chambre de Métiers et ne se trouvent dans aucune autre représentation professionnelle (Chambre de commerce), pas plus que l'autorité de surveillance précitée ; cette anomalie s'explique aisément par le caractère d'Administration publique accordée à la Chambre de Métiers.

SECTION III

Pouvoir repressif.

Ce pouvoir est détenu par les Sous-Préfets, les Maires et les Commissaires centraux de police.

En cas de contraventions à leurs instructions et règlements, les Chambres de Métiers peuvent demander qu'il soit infligé au patron fautif une amende, dont le montant ne peut dépasser 125 Frs. (art. 103-n Code prof. local).

En cas de refus de laisser visiter leurs ateliers et les logements d'apprentis, par les délégués de la Chambre de Métiers, une même

amende peut être infligée au patron récalcitrant. Ces amendes sont prononcées sur demande, soit de la Chambre de Métiers, soit d'une section, soit du délégué, par les Sous-Préfets ou les Maires.

Par ailleurs, les Commissaires Centraux de police ou les Maires peuvent infliger, après mise en demeure, une amende, ne pouvant excéder 312 fr. 50, aux apprentis qui, sans motif légal, quittent leur patron avant la fin de leur apprentissage.

Ces amendes, qui sont versées dans la caisse de l'Etat, sont recouvrables comme en matière d'impôts communaux, la procédure d'exécution forcée par voie administrative étant pratiquée.

SECTION IV

Droits de décision en matière de recours.

(Droits de décision en matière de recours hiérarchiques obligatoires (recours formels).

a) Le Ministre.

Le Ministre de l'Instruction Publique décide définitivement :

sur tous les recours exercés dans un délai de 30 jours, contre les décisions des préfets, en tant qu'autorité de surveillance (préfet du Bas-Rhin);

sur le recours contre la révocation par le préfet du Bas-Rhin d'un membre de la Chambre de Métiers ou de la commission des compagnons;

sur le recours contre les décisions du préfet du Bas-Rhin rendues au sujet des élections du Comité et en matière des droits et devoirs des membres du comité, sans porter préjudice au droit des tiers (art. 96, 103-0, Code prof. local);

sur le recours contre les décisions du préfet du Bas-Rhin intervenant sur le recours introduit par la Chambre de Métiers contre les mesures des commissaires du Gouvernement (art. 103-h 103-0, 96 Code prof. local);

sur le recours contre les décisions préfectorales en matière d'inspection des ateliers par les délégués (103-n. 103-c, 96 Code prof. local);

en cas de désaccord entre l'autorité de surveillance et la Chambre de Métiers, quant au règlement établi par la première pour la commission des examens des compagnons et les indemnités à allouer aux examinateurs.

Enfin, le Ministère des Finances statue définitivement sur les recours contre les décisions de l'autorité de surveillance, concernant la taxe de la Chambre de Métiers (art. 103 1, 103-n 89 Code prof. local; arrêté du 14-3-1903, B.O.A.L. 1903 p. 45).

b) Le Préfet.

L'autorité de surveillance statue sur les réclamations présentées au sujet des membres de la Chambre de Métiers élus par cooptation, ainsi que sur les recours adressées par les Sous-Préfets et Maires, formulés contre les inscriptions sur les listes électorales et les contestations relatives à la validité des élections si, toutefois, elles ont été soulevées dans un délai de 30 jours. Dans ce cas, le Préfet pourra annuler les élections contraires à la loi ou au règlement électoral.

Le Préfet (autorité de surveillance) est compétent pour connaître des litiges survenus au sujet :

attribution des titulaires des divers emplois (comité) ;

exclusion des membres par l'assemblée plénière.

Il se prononce sur la validité des élections du comité.

Il tranche les litiges entre les commissaires et la Chambre de Métiers ou les sections.

Il statue sur les recours contre les amendes infligées par les Sous-Préfets et les Maires, quant à l'apprentissage, ainsi que sur les différends entre les délégués et les patrons, au sujet des inspecteurs.

Enfin il décide sur les recours formulés à la suite d'un échec devant la commission des examens de maîtrise.

c) Sous-Préfets et Maires.

Les contestations relatives à l'établissement des listes électorales doivent être portées aux Sous-Préfets et Maires dans un délai de 3 jours, à l'expiration du délai de 8 jours pendant lequel ces listes ont été déposées. Elles sont tranchées par ces autorités, sauf recours devant l'autorité de surveillance.

Remarque.

Dans tous les autres cas, les autorités sus-mentionnées ne peuvent accepter un recours hiérarchique contre une décision de la Chambre de Métiers ; seul, le Conseil d'Etat est compétent.

CHAPITRE V

LE CONTENTIEUX

Section I — Le Conseil d'Etat et le contentieux de la Chambre de Métiers.

Section II — Les litiges nés de la Chambre de Métiers.

1° Contentieux réservé aux Tribunaux administratifs

2° Contentieux réservé aux Tribunaux civils.

SECTION I

**Le Conseil d'Etat et le Contentieux administratif de la
Chambre de Métiers.**

Nous avons vu que, si elle ne possède pas les caractères d'un établissement d'autorité, la Chambre de Métiers n'en est pas moins un établissement public et le principal critère de cette qualification est que la Chambre de Métiers relève du contentieux de droit commun car, n'étant qu'une forme particulière de l'administration étatique, les règles de compétence valables pour l'Etat lui seront applicables et si le conflit surgit, la procédure du conflit jouera, alors que, sous le régime du droit allemand, les tribunaux civils décidaient si la voie du recours judiciaire était ouverte ou non.

Le code professionnel prévoit dans quels cas, et la liste en est limitative, réclamation peut être formulée contre les décisions prises à l'occasion de la formation et de l'activité de la Chambre de Métiers et, pour ce, institue un recours formel, sauf aux art. 126-a et 128 du code prof. local, lorsqu'il s'agit du recours contre les décisions de retrait du droit de former des apprentis, ou de limitation de leur nombre où nous nous trouvons devant un recours de justice administrative.

Si nous étudions les caractères de ce recours formel, au regard du droit allemand, nous constatons qu'il ne renferme aucun de ceux qui pourraient lui permettre de prétendre au caractère « d'acte judiciaire ».

En effet, les intéressés ne sont pas admis à participer à la décision, comme parties, au sens de la procédure civile, et les décisions ne possèdent pas l'autorité de la chose jugée (Otto Mayer *Dr. adm.*; all. t. I. p. 223/228). Par suite, quoique rendue sous la forme d'un jugement, la décision intervenant sur un recours formel n'en est pas un, car l'autorité dont elle émane n'est pas un juge, mais un corps administratif.

D'ailleurs, d'après Carré de Malberg (*Théorie générale de l'Etat*, T. I; p. 787), les signes distinctifs auxquels se reconnaît l'acte juridictionnel, sont, d'une part, son origine, tant qu'il est l'oeuvre d'une autorité spécialement organisée pour l'exercice de la juridiction et,

d'autre part, sa procédure, en tant qu'elle a été accomplie suivant les règles propres à la fonction qui consiste à juger.

Nous pouvons constater de nombreux points de ressemblance entre le recours formel du droit allemand et notre recours hiérarchique qui est porté devant l'autorité administrative dépourvue de tout caractère juridictionnel. Mais alors, la décision prononcée sur un recours formel a ce même caractère de décision administrative que celui donné à la décision prononcée lors du recours hiérarchique.

L'art. 9 de la loi du 24-15-1872, à savoir :

« Le Conseil d'Etat statue souverainement sur les recours en matière contentieuse administrative et sur les demandes d'annulation pour excès de pouvoir, formées contre les actes des diverses autorités administratives »,

ainsi que l'art. 10 du décret du 26-11-1917, trouvent leur application et, une fois le recours hiérarchique (ou recours formel) formulé, le Conseil d'Etat est compétent pour les cas de réclamations prévus en matière de Chambre de Métiers par le Code prof. local. Les dispositions prévoyant la décision souveraine du Préfet, ne pouvant faire échec à la loi du 24-5-1872, ont perdu toute valeur (cf. en ce sens, arrêt C. E. 12-7-1929, Leroux, caisse locale de malades de Metz-Ville). (1)

Il résulte donc, de l'application du principe du recours hiérarchique et de la pleine compétence du C. E., qu'une décision préfectorale qui, autrefois, était définitive, peut être partée soit devant le Ministre (recours hiérarchique), soit devant le Conseil d'Etat (recours contentieux), sans que le code professionnel local ait dû subir aucun changement.

Par ailleurs, le décret du 26-11-1919, relatif au régime transitoire de la justice administrative, a encore eu un autre effet sur notre procédure, en matière de Chambre de Métiers.

En effet, lorsque la décision de la Chambre de Métiers n'était pas susceptible d'un recours formel, nous avons vu que la liste des cas susceptible d'un tel recours était nominativement énumérée par le Code professionnel local, aucune procédure n'était possible contre cet acte, sauf toutefois pour 2 cas énumérés en matière d'apprentissage où seul le recours juridictionnel était possible.

(1) Il résulte de cet arrêt qu'étant donné que d'une part, dans le droit local le recours formel est un recours hiérarchique et non contentieux et, que d'autre part, la doctrine du ministre-juge est aujourd'hui abandonnée par la jurisprudence, la compétence du C. E. doit être admise comme juridiction de premier et dernier ressort, comme qualifié pour connaître des recours en annulation pour excès de pouvoir ou de pleine juridiction, formulés contre les décisions ministérielles ou préfectorales, ayant un caractère définitif au sens du Code professionnel local.

Mais le droit administratif français, applicable en vertu du décret d'introduction de 1919, dit :

« toute décision exécutoire administrative, même spontanée, ouvre elle-même un recours contentieux ;

« toute réclamation adressée à une autorité administrative aboutit à une décision exécutoire, explicite ou implicite » (procédure de la loi du 17-7-1900) (Hauriou, Précis, 10^e éd. p. 403/412).

Donc, toutes les décisions de la Chambre de Métiers, pour lesquelles le Code Professionnel local n'a pas prévu de recours, peuvent être portées au contentieux devant le Conseil d'Etat, dont la compétence spéciale, en cette matière, a été étudiée par M. Delpech qui, dans son cours, dit :

« En vérité, nulle modification, quant à la compétence des tribunaux judiciaires locaux, telle que la maintiennent les dispositions non abrogées de la loi locale, ne résulte des attributions juridictionnelles du Conseil d'Etat. Dans les trois départements recouverts, le Conseil d'Etat n'est pas chargé des litiges qui avaient un juge : Il n'y a pas de déplacement au profit du Conseil d'Etat, mais deux choses demeurent indiscutables ; là où il n'y a pas de texte attribuant compétence, soit aux tribunaux judiciaires, soit à une juridiction spéciale, la règle de la séparation des pouvoirs, au point de vue de la détermination de la compétence judiciaire à l'égard du contentieux administratif doit produire, en Alsace et en Lorraine, des conséquences qu'attache l'interprétation française. D'autre part, rien dans le droit local n'est de force ni de nature à faire échec à la règle française du Conseil d'Etat, juge du droit commun.

« Une affirmation à cet égard eût été surabondante dans le décret du 26-11-1919 sur le régime transitoire de la juridiction administrative en Alsace et Lorraine, qui a spécifié lui-même dans l'art. 10, que le recours pour excès de pouvoir peut être dirigé contre les actes des autorités administratives exerçant leurs attributions en Alsace et en Lorraine ».

Par contre, lorsque le Tribunal administratif (1) d'Alsace et de Lorraine est compétent, en vertu du Code professionnel local, pour connaître du recours contentieux des Chambres de Métiers, le Conseil d'Etat ne sera que juge d'appel ou de cassation.

(1) Le Tribunal administratif exerce les attributions juridictionnelles des anciens conseils de district (conseils de préfecture) et du Conseil Impérial (Strasbourg).

SECTION II

Des litiges nés de la Chambre de Métiers.

Nous allons étudier, très sommairement, les divers genres de litiges qui naissent de l'activité de la Chambre de Métiers.

**1° CONTENTIEUX RÉSERVÉ AUX TRIBUNAUX
ADMINISTRATIFS.****A. — Le contentieux de l'annulation.**

Pourront être déférés au Conseil d'Etat, à fin d'annulation pour incompetence, vice de forme, excès de pouvoir, violation de la loi :

Les arrêtés de création d'une Chambre de Métiers.

Les statuts de la Chambre de Métiers, les règlements électoraux, les arrêtés ministériels constituant la commission des compagnons.

Les règlements d'examens.

Les certificats de légitimation des membres du comité, délivrés par le Préfet du Bas-Rhin ou la décision de refus.

Les arrêtés préfectoraux (Préfet du Bas-Rhin) :

portant constitution des commissions de compagnon ;

infligeant des amendes aux membres de la Chambre de Métiers et de ses organes ;

approuvant ou refusant le budget et les dépenses ;

approuvant le règlement intérieur de la Chambre de Métiers.

En général tous les actes administratifs pour lesquels un recours formel, hiérarchique, obligatoire n'a pas été prévu par le Code Professionnel local.

Les astreintes délivrées par les maires et les commissaires centraux de police contre les apprentis ayant définitivement quitté leur patron.

Les déclarations des assemblées plénières de la Chambre de Métiers, lorsqu'elles n'ont pas besoin, pour être exécutoires, de l'approbation de l'autorité de surveillance. Toutefois le C. E. refuse d'annuler les délibérations pour violation au règlement intérieur (22 mars 1912, Le Moignu) et, en général, tous les actes administratifs de la Chambre de Métiers pour lesquels la loi n'a pas institué de recours hiérarchique.

Les contestations des adjudicataires évincés en matière de marchés de travaux publics de la Chambre de Métiers.

Enfin, après le recours hiérarchique obligatoire, prévu par le Code professionnel local, les divers arrêtés ministériels et préfectoraux, par ailleurs indiqués.

B. — Le contentieux de pleine juridiction.

Existant de plein droit, il n'était pas nécessaire que le décret d'introduction du 26 novembre 1919 mentionnât les recours de pleine juridiction.

1° Compétence du Conseil d'Etat.

= Les marchés de fournitures, actes, contrats de gestion de la Chambre de Métiers.

La doctrine de droit français étant applicable en cette matière, nous ne pouvons que nous y référer.

= Les actions en responsabilité pour faits de service des Chambres de Métiers.

Avant l'armistice, si les actions pour fautes personnelles des agents du service étaient de la compétence des tribunaux judiciaires [loi sur l'organisation judiciaire G. V. G., art. 70, alinéa 3, loi d'exécution A. G., G. V. G., art. 16], les réclamations pour faute de service n'avaient pas de juge.

Après l'abrogation de l'article 40 de la loi d'exécution du Code civil local, la Chambre de Métiers étant assimilée à l'Etat, elle a les mêmes responsabilités et le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des réclamations portant sur les fautes de service de ses agents.

Toutefois, la coexistence, à côté du droit français, de certaines dispositions du droit local, pose quelques questions particulières au sujet de la reconnaissance préalable du fait personnel ou du fait de service.

a) L'autorité de surveillance, Préfet du Bas-Rhin, peut, en vertu de l'article 11 de la loi d'introduction de la loi sur l'organisation judiciaire (E. G., G. V. G.) et de l'article 11 de la loi d'exécution de la même loi (A. G., G. V. G.), en cas de poursuite civile ou pénale d'un fonctionnaire de la Chambre de Métiers, demander une décision préalable sur le fait de savoir s'il y a fait personnel ou fait de service.

b) A quelle formation judiciaire s'adressera le Préfet?

Avant l'armistice, cette décision appartenait au Reichsgericht (art. 11, loi E. G. G. V. G.). Le Conseil d'Etat étant juridiction de plein exercice, cette décision lui appartiendra, la décision négative sur l'existence du fait personnel liant **seule** la juridiction civile. (Molitor Stieve). Par ailleurs, en application du code de procédure locale, le tribunal judiciaire saisi est tenu de surseoir à statuer jusqu'à connaissance de la décision demandée et même de plus, si cette décision n'a pas été demandée, il est tenu d'examiner s'il y a ou non fait personnel.

c) Enfin, puisque la procédure du conflit est introduite, le Préfet pourra en user; mais la procédure de la demande de décision directe au Conseil d'Etat étant plus expéditive, c'est à elle qu'il aura recours, si besoin est.

L'introduction de la législation française a réduit la responsabilité de la Chambre de Métiers qui, auparavant, était responsable du fait personnel (art. 40 du A. G. B. G. B. abrogé), alors qu'aujourd'hui cette responsabilité n'est qu'accessoire (cf. Appleton, op. cit. p. 432/435, la doctrine et la jurisprudence du droit français étant applicables en cette matière, de même que lorsque la Chambre de Métiers agit comme propriétaire et administrateur de son domaine privé (Appleton, op. cit.))

— Les contestations relatives aux droits pécuniaires des représentants, des membres et des agents de la Chambre de Métiers et de ses organes. Cette compétence était, avant l'introduction de la législation française, du ressort des tribunaux judiciaires. Elle est encore admise, aujourd'hui en ce sens, pour les réclamations des employés « non titularisés » qui sont, à l'égard de la Chambre de Métiers, dans une situation contractuelle de droit privé.

— Les appels sur recours devant le Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine.

2° Compétence du Tribunal Administratif d'Alsace et de Lorraine.

— Faits de gestion susceptibles d'engendrer des recours de pleine juridiction: travaux publics de la Chambre de Métiers.

— Les contestations surgissant entre la Chambre de Métiers et ses entrepreneurs, au sujet de l'exécution de travaux publics, étant de la compétence administrative, sont de la compétence du Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine remplaçant les anciens conseils de district, sauf appel au Conseil d'Etat (construction, entretien d'immeubles affectés à un usage public), car les conseils de district du droit allemand sont les remplaçants de nos conseils de Préfecture d'avant 1871.

En cette matière, le droit français étant applicable, nous ne pouvons qu'y renvoyer, ainsi que pour les réclamations relatives aux accidents du fait du fonctionnement du service public et de l'immeuble ayant caractère d'ouvrage public (cf. Appleton, Hauriou).

Toutefois une remarque doit être faite, car les accidents du travail résultant des ouvrages publics de la Chambre de Métiers sont indemnisés par les corporations d'artisans (qu'il ne faut pas confondre avec les corporation artisanales [ces corporations d'artisans sont de véritables assurances qui couvrent les risques accidentels de notre législation de travail], et les litiges sont de la compétence des offices supérieurs et de l'office général des assurances sociales, art. 537/914, 1545/1779 Code des assurances sociales).

= Recours contre les décisions de retrait du droit de recevoir et de former des apprentis et les décisions de restriction du nombre et de l'acceptation d'apprentis.

C. — Le contentieux de l'interprétation.

La Chambre de Métiers et les autorités administratives peuvent, sur demande, interpréter leurs décisions et leurs actes administratifs, sauf recours devant le Conseil d'Etat, si le recours formel ou hiérarchique n'a pas été prévu par le code professionnel local.

La doctrine et la jurisprudence de droit français sont applicables en cette matière; aussi certaines conditions sont-elles exigées pour le recours en interprétation:

- 1° L'acte ou la décision attaquée doit être exécutoire;
- 2° La question préjudicielle doit être soulevée à l'occasion d'un procès né et actuel (Hauriou, Précis, p. 877/878).

2° LE CONTENTIEUX RÉSERVÉ AUX TRIBUNAUX

CIVILS.

Toutes les affaires non soumises au contentieux administratif, soit d'après les dispositions du Code professionnel local, soit d'après la théorie de « pleine juridiction » du Conseil d'Etat, sont de la compétence des tribunaux judiciaires; tels sont les litiges en matière de propriété et de possession, ceux résultant de contrats civils concernant le domaine privé, les litiges soulevés par l'exécution des contrats administratifs entre le titulaire et les tiers, enfin les litiges de responsabilité concernant le domaine privé (cf. Appleton).

Comme pour tout procès civil en instance devant un tribunal alsacien, la procédure applicable est celle du droit local, maintenue par la loi du 1^{er} juin 1924 et modifiée par le titre III de ladite loi. Mais doit-on assimiler la Chambre de Métiers aux organismes qui, d'après cette loi, doivent faire précéder l'introductif d'instance d'un mémoire, ou mieux la Chambre de Métiers doit-elle obtenir une autorisation pour ester?

Il est indéniable que les établissements publics sont tenus d'obtenir l'autorisation pour plaider, cette autorisation leur étant donnée par le Tribunal Administratif qui remplace le Bezirksrat, compétent en droit local, si toutefois aucune disposition particulière ne les en dispensait; mais alors la Chambre de Métiers, qui est un établissement public, doit-elle être autorisée pour ester en justice ou bien existe-t-il une disposition particulière l'en dispensant?

Nous pensons que non, car les articles 103-r et 96 du Code professionnel local ne sont pas des exemptions d'autorisation. En effet, que disent-ils? La Chambre de Métiers peut ester en justice comme

demanderesse et défenderesse, c'est là une simple reconnaissance de la personnalité juridique et, par suite, la législation générale est applicable et l'autorisation d'ester nécessaire à la Chambre de Métiers. D'ailleurs, par analogie, nous avons en droit français la même situation. La loi reconnaît aux personnes juridiques le droit d'ester en justice; malgré cela, elles étaient obligées de demander l'autorisation, et il a fallu la loi de 1905 pour dispenser implicitement les communes et les établissements publics de cette autorisation (cf. Cassation 11 mai 1910, note Delpech); c'était donc que l'autorisation d'ester en justice n'était que la reconnaissance de la personne morale et non pas une dispense à la législation générale. Donc, pour ester en justice, la Chambre de Métiers devra avoir l'autorisation du Tribunal Administratif d'Alsace et de Lorraine.

Enfin, les tribunaux correctionnels et cantonaux connaissent des infractions pénales, prévues par le Code professionnel local.

TITRE III

LA REGLEMENTATION DE L'APPRENTISSAGE ARTISANAL EN DROIT LOCAL.

La Chambre de Métiers doit :

1° Réglementer l'apprentissage;

2° assurer le respect des lois et règlements relatifs à l'apprentissage de ces métiers;

3° former des juges d'examen de compagnons;

4° prendre toutes les mesures susceptibles d'assurer ou de perfectionner la formation générale professionnelle et morale des apprentis, compagnons, maîtres, créer et subventionner des écoles professionnelles (art. 103-e Code Professionnel local).

Pour appliquer ce programme, la Chambre de Métiers a organisé l'apprentissage non pas entendu comme à l'Intérieur, et, de plus, elle a organisé un cycle de travaux qui permettent de donner au jeune homme la connaissance exacte de son métier en passant par les divers échelons: apprenti, compagnon, maître.

Mais là se pose un problème éducatif extrêmement important: laissera-t-on l'enfant s'engager suivant son impulsion, plus ou moins raisonnée, dans une carrière? C'est le problème de l'orientation professionnelle qui fut pris en main par la Chambre de Métiers.

Nous traiterons donc:

1° De l'orientation professionnelle;

2° le l'apprentissage;

3° du compagnonnage;

4° de la maîtrise,

et nous terminerons ce titre III en donnant quelques chiffres.

CHAPITRE I

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.

Ce problème est une des questions sociales les plus à l'ordre du jour. Les difficultés de l'après-guerre, jointes au manque de spécialistes causé par les ravages de la guerre, ont montré la nécessité « d'orienter » les travailleurs, de ne plus laisser jouer le hasard, de canaliser les volontés vers les buts les plus adaptés à leurs moyens, ce qui, par suite, permettra un rendement maximum du travail humain, évitant toute perte d'énergie et permettant une élévation du « standard of life ».

La question est d'actualité, son importance est reconnue, mais son application est diverse. En effet, ici va se poser l'éternel problème des pouvoirs de la société? Qui dirigera l'enfant? Sera-ce l'Etat ou des organismes privés?

Comme en toutes choses, l'initiative privée a répondu à cette question.

De nombreux patrons comprenant l'utilité de la formation professionnelle conforme aux aptitudes du jeune homme ont commencé, de leur propre initiative, la sélection des sujets, se servant pour cela des procédés psychotechniques. A cette sélection intellectuelle, s'est vite adjointe la sélection physiologique et l'examen médical a complété l'examen professionnel.

L'Etat, qui s'empresse de copier l'initiative privée et de s'approprier ses organisations — nous en avons un exemple récent avec les allocations familiales — s'est occupé de la question et allait faire de ce problème, vital pour l'économie, une simple affaire administrative, une question de chiffres et de statistiques. En un mot l'Etat était bien près de faire de la statistique en bureau, alors que les associations professionnelles avaient montré l'erreur que l'on allait commettre et l'importance qui s'attachait à ce que cette question ne fût pas seulement une étude de statistiques, mais un problème moral et psychologique pour la solution duquel la collaboration des organes spécialisés au courant des besoins pratiques de chaque profession est indispensable. C'est cette poussée d'opinion qui aboutit à la création d'offices d'orientation professionnelle et à la collaboration de la Chambre de Métiers à l'Office d'Alsace et de Lorraine, institué par le décret du 26-6-1922, auquel incombe :

1° de faire établir, par une visite médicale, l'état physiologique de l'enfant sortant de l'école primaire;

2° de rassembler, avec le concours des instituteurs et pédagogues, les renseignements relatifs au milieu d'où sort l'enfant, à ses

désirs professionnels et à ses aptitudes morales, intellectuelles et manuelles;

3° de conseiller les parents de l'enfant;

4° de centraliser les renseignements en ce qui concerne la situation du marché du Travail, le nombre des places d'apprentis vacantes.

Pour arriver à ce résultat, il est indéniable que la Chambre de Métiers, qui connaît exactement les besoins des métiers, l'état de l'apprentissage et les difficultés que peuvent rencontrer les jeunes gens dans tel ou tel métier, enfin qui a la confiance des intéressés, aurait dû être l'organe primordial de cet office d'orientation étatisé qui la remplaçait dans une tâche qui, semble-t-il, de par ses statuts, son principal but et dans l'accomplissement de laquelle elle ne croit pas avoir failli.

Néanmoins la Chambre de Métiers d'Alsace a continué à apporter, comme auparavant, une collaboration empressée aux Oeuvres d'Orientation Professionnelle. Elle a notamment étudié les possibilités d'étendre l'Orientation Professionnelle à la campagne. La Commission des compagnons de la Chambre, qui doit être entendue dans toutes les questions d'apprentissage, a exprimé le voeu, dans sa session de juin 1923, que:

1° Tous les enfants entrant dans une école de perfectionnement soient tenus de produire un certificat médical constatant leur aptitude à exercer leur métier. Ce certificat doit être délivré par les médecins scolaires ou par les médecins accrédités auprès des Offices d'Orientation Professionnelle. Les frais d'établissement doivent être supportés par l'Office;

2° la Chambre de Métiers, d'accord avec les Communes et les Offices de Placement, devra étudier la possibilité d'organiser l'Orientation Professionnelle à la campagne, c'est-à-dire d'instituer des Offices d'Orientation Professionnelle dans tous les chefs-lieux d'arrondissement. Ces offices devront étendre leur activité, avec celle des médecins scolaires, aux communes rurales;

3° qu'aucun apprenti ne soit placé par un Office de Placement s'il n'a pas produit un certificat médical justifiant son aptitude à exercer la profession choisie.

Ces propositions furent examinées par les Sections de la Chambre qui formulaient plusieurs réserves, notamment au sujet du concours des médecins scolaires et au sujet du budget des Offices d'Orientation Professionnelle.

La collaboration médicale scolaire est, en effet, indispensable à cette branche de la psychanalyse. Il ne peut plus être question du « coup d'oeil du connaisseur » là où les sciences médicales et psychologiques seules peuvent et doivent donner des bases positives et leur garantie morale au conseiller d'orientation.

Dans sa séance du 21 novembre 1923, le Comité de la Chambre

de Métiers a définitivement formulé les suggestions de l'Artisanat à cet égard, en demandant :

1° au Service Régional d'Orientation Professionnelle :

de créer des Offices d'Orientation Professionnelle dans chaque chef-lieu d'arrondissement ;

2° à Monsieur le Commissaire Général de la République, d'étendre au département du Haut-Rhin l'organisation du Service médical scolaire tel qu'il vient d'être instauré par Monsieur le Préfet du Bas-Rhin, dans son département, et de prévoir une collaboration intime des Offices d'Orientation Professionnelle avec ce service.

Ces suggestions furent favorablement accueillies par les autorités compétentes.

Il existe 4 offices : Strasbourg, Haguenau, Colmar, Mulhouse. Dans le courant de l'année 1923, la Chambre de Métiers a fait une enquête auprès de toutes les corporations, pour connaître celles des professions où le nombre des apprentis est déficitaire et pour connaître, d'une façon générale, la proportion qui existe dans les différents métiers entre le nombre des apprentis, celui des compagnons et celui des maîtres.

En 1924, le département du Haut-Rhin a réorganisé son service médical scolaire, conformément au vœu émis par la Chambre de Métiers d'Alsace (session de printemps du Conseil Général du Haut-Rhin). Ainsi fut créée, dans ce département, la base scientifique pour le fonctionnement de l'Orientation Professionnelle.

Notons qu'en 1922 déjà, la Chambre de Métiers avait procédé, d'accord avec le Service Régional de Placement, à une enquête sur les besoins en artisans des communes rurales, en se servant de l'excellent instrument de renseignement qu'est notre Gendarmerie Nationale.

Cette enquête fut faite en 1924 et les Offices de Placement furent mis au courant de ses résultats qui montrent que la crise de l'Artisanat rural, dénoncée partout en France, n'existe guère en Alsace, ou plutôt quelle n'y revêt pas un caractère quantitatif. Bien au contraire, les possibilités d'établissement à la campagne sont assez restreintes pour les jeunes maîtres-artisans, la proportion des artisans demandés (783) par rapport au nombre des artisans établis à la campagne (17.057) étant de 4,6 % seulement.

En octobre 1924, la Direction Générale de l'Enseignement Technique et, avec elle, le Service régional d'O. P. d'Alsace et de Lorraine furent supprimés et rattachés à l'Administration centrale, en l'occurrence le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement Technique.

De ce fait, les résultats de l'année 1925 marquent un certain arrêt dans l'activité des Offices d'O. P. L'Office de Colmar, après une période de flottement, fut rattaché à l'Office de Placement municipal, à l'exemple de celui de Strasbourg (Décision de la Section de Colmar du 22 octobre 1924).

Les différents offices d'O. P. ont continué leur fonctionnement en 1926 et 1927. Ils furent inspectés par l'Inspecteur Général d'O. P. et subventionnés par l'Etat.

Notons qu'en 1927, l'Office de Mulhouse, sur demande de la Municipalité et avec l'agrément de la Chambre de Métiers (séance du Comité du 12 avril 1927), est rattaché à l'Office municipal de Placement, tout en étant subventionné par la Chambre de Métiers, comme les autres Offices de la Région.

Résumé de l'activité des Offices d'O. P. de 1923 à 1927.

Office de	Nombre des jeunes gens qui se sont présentés à l'Office	Nombre des jeunes gens orientés ou approuvés dans leur choix	Nombre des jeunes gens détournés de leur choix	Nombre des jeunes gens entrés en apprentissage
Strasbourg	3.928	3.321	607	2.760
Haguenau	296	213	83	275
Colmar	633	478	155	353
Mulhouse	284	223	61	66
Total	5.141	4.235	906	3.454

Le Compte-Rendu de la Chambre de Métiers, étudiant cette statistique, disait :

« Comme l'a très justement fait remarquer le rapport administratif sur l'année 1927, présenté à la Séance plénière du 3 juillet 1928, la Chambre de Métiers ne saurait se désintéresser de la question de l'Orientation Professionnelle qui se pose avec d'autant plus de gravité que la statistique démographique nous annonce des fléchissements dans la courbe de la natalité et de la population scolaire. Les enseignements des années 1928 à 1932, qui subiront les répercussions de la natalité réduite des années de guerre 1914-1918, seront très suggestifs et constitueront un avertissement grave pour notre pays, auquel on ne répétera jamais assez qu'un pays sans jeunesse est une terre qui se meurt. Déjà, le chiffre total des apprentis inscrits à la Chambre de Métiers d'Alsace en 1927 est en régression sur celui de 1926. Nous prévoyons un recul plus sensible encore pour les années prochaines. Ce recul sera-t-il purement passager et cessera-t-il avec les conséquences démographiques de la guerre ? Voilà la question préoccupante que doivent se poser ensemble les Conseillers d'Orientation professionnelle et la Chambre de Métiers, pour pouvoir, le moment venu, dénoncer et écarter le

« danger qui viendrait menacer l'avenir de nos métiers d'Artisanat en
 « général et plus particulièrement de ceux qui, par les caprices de la
 « psychologie collective ou par l'évolution de la technique, n'auront
 « plus les faveurs de la jeunesse.

Les craintes formulées par la Chambre de Métiers, dans ce rapport, n'étaient que trop justifiées et, dans son rapport de 1930, elle donnait la statistique suivante des apprentis inscrits sur ses rôles :

1927	12.259	} Décembre 1930	9.527
1928	12.090		
1929	11.513		
1930	10.415		

Tout en tenant compte de la dénatalité des années de guerre qui, aujourd'hui, se traduit fatalement par un certain vide dans toutes les activités économiques, la Chambre de Métiers a estimé qu'il fallait réagir contre cette pénurie dans le recrutement des métiers d'Artisanat. Elle a donc décidé d'entreprendre une action d'orientation professionnelle en faveur des métiers d'Artisanat, d'accord avec toutes les personnalités intéressées au vaste problème de l'orientation professionnelle.

Rien ne fut négligé pour aboutir à des résultats positifs et la Chambre des Métiers commença par faire une enquête sur les besoins de l'artisanat.

Professions	Nombre des artisans demandés			Chiffres comparatifs de l'enquête 1924
	Haut-Rhin	Bas-Rhin	Alsace	
Bouchers	10	20	30	66
Boulangers	10	17	27	45
Charrons	9	24	33	66
Charpentiers	4	8	12	°)
Coiffeurs	11	7	18	48
Cordonniers	19	34	53	89
Couvreurs	1	1	2	°)
Electriciens	5	11	16	22
Forgerons	12	20	32	49
Ferblantiers	6	7	13	°)
Maçons	1	9	10	65
Menuisiers	4	10	14	41
Peintres	2	4	6	25
Plâtriers	5	5	10	°)
Selliers	6	23	29	37
Sabotiers	1	11	12	°)
Serruriers	3	9	12	27
Tonneliers	7	14	21	40
Tailleurs	8	23	31	63
	124	257	381	683

°) métiers non compris dans l'enquête de 1924.

« Malheureusement ces besoins peuvent difficilement être com-
« blés, car au manque d'artisans, s'ajoute un défaut de coordination
« dans l'action des offices, depuis la suppression de l'office d'orien-
« tation régional, en octobre 1924.

« L'Alsace, avec ses institutions sociales et artisanales très dé-
« veloppées, avec son service scolaire obligatoire, serait le terrain
« idéal pour tenter une réalisation modèle en matière d'orientation
« professionnelle, dans le genre de celle qui se poursuit actuellement
« dans le département du Rhône. Même des personnes étrangères
« à nos départements l'ont reconnu et en décembre 1930 nous avons
« eu à nous prononcer sur un projet de service régional d'O. P. pour
« les trois départements recouverts, présenté à la direction des Af-
« faires d'Alsace et de Lorraine par le Médecin-orienteur de l'office
« d'O. P. à Nancy. Nous avons offert la collaboration effective de la
« Chambre de Métiers à M. Larcher, Inspecteur Général d'O. P., qui
« est venu en Alsace au Printemps 1931 pour mieux coordonner les
« efforts, trop dispersés à l'heure actuelle, en matière d'O. P. Les
« 4 offices d'O. P. existant en Alsace, travaillent, en effet, sans aucun
« contact entre eux, avec des méthodes qui sont loin d'être unifor-
« mes. Sur la place de Mulhouse, pour ne citer que cet exemple,
« deux organismes s'occupent d'orientation professionnelle et s'igno-
« rent réciproquement. Le nombre des enfants conseillés en Alsace
« pendant 1930 ne peut d'ailleurs être indiqué, vu que 3 offices sur
« 4 ne nous ont pas adressé leur compte-rendu. La Chambre de
« Métiers, Section de Mulhouse, a orienté 31 enfants. »

La conclusion qui s'impose à la fin de ce chapitre est celle qui préconise une réorganisation totale des services d'O. P. en Alsace, par la création de services départementaux d'O. P. dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin. La Chambre de Métiers d'Alsace est prête à y collaborer, car l'Artisanat ne saurait se désintéresser du problème d'O. P., puisqu'il a plus que jamais besoin de jeunes gens à l'intelligence pratique, à l'esprit ouvert au progrès, possédant une solide instruction primaire, le goût de la pensée technique et des travaux d'art appliqué.

Nous donnerons dans le chapitre statistiques quelques chiffres et précisions sur le rendement des apprentis.

CHAPITRE II

L'APPRENTISSAGE

Section 1: Généralités et définitions.

Section 2: Le règlement d'apprentissage.

Section 3: De quelques règles du règlement d'apprentissage.

Section 4: La formation théorique de l'apprenti.

Section 5: Sanctions.

Section 6: Statistiques.

SECTION I

Définitions et généralités.

Si l'artisanat a périclité en France, c'est que l'apprentissage a été négligé et que l'on a confondu l'apprentissage artisanal et l'apprentissage industriel, car le problème de la formation professionnelle se pose pour les métiers d'Artisanat dans des conditions particulières et différentes de celles qu'envisage la grande industrie. L'Artisanat représente une forme de production décentralisée qui, quoi que l'on en dise, n'a pas à craindre l'avenir. Si la machine à vapeur a menacé l'Artisanat en tuant quelques métiers manuels, le moteur électrique est devenu son meilleur allié, car l'électricité a prêté à l'artisan une force nouvelle jusque dans le hameau le plus reculé. L'automobile même qui a inquiété le maréchal ferrant et le sellier-bourrelier a fait vivre le carrossier, le mécanicien-garagiste, le vulcanisateur.

L'avenir de l'artisanat s'annonce donc aujourd'hui plus vaste et beaucoup plus optimiste que les économistes du XIX^e siècle ont pu l'envisager. Mais il serait puéril de se dissimuler que l'artisanat a évolué, puisque c'est à cette évolution qu'il doit sa situation incontestée de nos jours. Il a évolué socialement, économiquement et techniquement parlant. Ses qualités de travail, d'épargne et d'ordre lui ont permis de s'affranchir de la loi d'airain du salariat et de l'emprise des commanditaires usuraires. L'élévation générale du standard de la vie a accéléré le mouvement et augmenté le rendement des affaires artisanales. L'action corporative et l'entraide coopérative se sont vu peu à peu traduites par une considération et une stabilité plus grandes de l'artisan, qu'on le considère comme citoyen, entrepreneur ou commerçant. Il a modernisé et rationalisé — toutes proportions gardées — ses moyens de production et de vente avant que la rationalisation ne fût à la mode. Le moteur, la machine-outil ont fait leur entrée dans la boutique du menuisier, du cordonnier même. L'artisan travaille autrement qu'il y a vingt ans. Il a subi dans une certaine mesure et à des degrés divers la loi de l'automatisme et de

la spécialisation. Cette évolution n'a pas manqué d'influencer les méthodes d'apprentissage dans l'artisanat. L'artisan, qui s'est spécialisé dans une des branches que comporte son métier, est fatalement porté à former des apprentis pour cette spécialité et à négliger d'autres aspects du métier. L'atelier où les outils manuels sont en grande partie remplacés par des machines, ne pourra plus initier l'apprenti avec le même soin aux tours de main traditionnels du métier.

Ici apparaît l'utilité d'une réglementation de l'apprentissage dans les métiers que par tradition nous appelons toujours «métiers manuels». Car il s'agit d'une part d'éviter l'exploitation de la main-d'oeuvre juvénile et d'autre part de donner à l'apprentissage un objet et un but bien précis pour chaque métier, en tenant compte des progrès de la technique, des besoins de la clientèle urbaine et rurale et des possibilités d'existence de l'artisan moyen.

C'est dans cet esprit que la Chambre de Métiers entend former des artisans complets par opposition aux manoeuvres spécialisés, plus ou moins prisonniers de leur spécialité. C'est dans cet esprit qu'elle s'oppose à la division des métiers d'artisanat en une multitude de spécialités. C'est dans cette intention enfin qu'elle a organisé le contrôle et la sanction de l'apprentissage. Elle se pose actuellement la question de savoir si le moment n'est pas venu d'élaborer des programmes d'apprentissage dans chacune des professions qui relèvent de sa compétence.

En effet, suffit-il de prescrire au programme de l'examen de compagnon du cordonnier que la pièce d'épreuve doit obligatoirement consister en un travail à neuf (une paire de souliers), à l'exclusion d'un travail de réparation (ressemelage)? N'est-il pas préférable de donner au maître d'apprentissage des conseils, une méthode, qui mettrait l'apprentissage patronal à l'abri des critiques qui sont souvent formulées contre lui?

« On sait que le principe de l'apprentissage à l'atelier, celui-là même qui a été adopté par le 1^{er} Congrès de l'apprentissage à Roubaix en 1911, trouve dans la Chambre de Métiers d'Alsace et dans l'artisanat en général des défenseurs énergiques. Mais autant nous réclamons pour l'artisanat l'apprentissage patronal, organisé et contrôlé par les Chambres de Métiers, autant nous voulons que cet apprentissage soit méthodique et complet. Et pour être complet — nous n'avons jamais hésité à le proclamer hautement — il doit être accompagné d'un enseignement technique «synchronisé» et spécialement adapté au programme de l'apprentissage pratique. Aussi la Chambre de Métiers a-t-elle toujours préconisé et favorisé l'enseignement professionnel post-scolaire sous toutes ses formes et cours de la période qu'envisage notre rapport (1), elle a cru né-

1) Rapport moral de la Chambre de Métiers d'Alsace de 1930.

« cessaire de réaliser de sa propre initiative et d'un commun accord
 « avec les pouvoirs publics, une nouvelle variante du cours profes-
 « sionnel, s'adressant aux apprentis et jeunes compagnons de l'ar-
 « tisanat rural sans négliger pour cela la collaboration déjà ancienne
 « avec les établissements d'enseignement technique existants. »

En résumé, il semble possible de parler d'une psychotechnique de l'apprentissage artisanal bien différente de celle de l'apprentissage par école. De l'étude des conditions optima pour la formation des futurs artisans, se dégagent les principes essentiels suivants :

1° L'apprentissage doit faire l'objet d'un contrat d'éducation et non d'un simple contrat de travail; l'apprenti est soumis à l'autorité paternelle du maître.

2° En échange, la responsabilité du maître pour tous les engagements découlant du contrat d'apprentissage, est directe et pratiquement illimitée.

3° Le maître d'apprentissage doit offrir des garanties morales et pédagogiques sérieuses, vu que l'apprentissage vise un métier entier et non une branche de métier ou l'appropriation de certains tours de main.

4° L'apprenti doit être considéré et traité comme un futur maître. Son sens des responsabilités doit être mis constamment en éveil et l'idée de solidarité verticale dans le cadre de la profession doit lui être inculquée dès le début.

5° L'apprentissage doit être méthodique et complet, suivant un programme-type établi pour chaque profession.

6° Le procédé technique, enseigné par le maître, doit être le meilleur. En échange, l'apprenti doit le meilleur de lui-même au travail et à l'atelier, dont il doit en toute circonstance servir loyalement les intérêts.

En jetant un coup d'œil sur la statistique général des apprentis inscrits sur les rôles de la Chambre de Métiers d'Alsace, nous constatons que le nombre total des apprentis en Alsace a augmenté considérablement jusqu'en 1926, où il atteint un chiffre record, pour baisser ensuite légèrement.

Voici le mouvement du chiffre d'apprentis depuis 1918 pour les deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin :

Section de		1918	1927
Bas-Rhin	Strasbourg	2.298	8.432
Haut-Rhin	Colmar	399	1.558
	Mulhouse	403	2.100
ALSACE		3.100	12.090

Citons, à titre de comparaison, le plus grand chiffre d'avant-guerre qui fut atteint en 1907 avec 6.810 unités. Ces chiffres nous confirment d'une façon éclatante qu'il n'y a pas de crise de l'apprentissage en Alsace et que les métiers d'artisanat exercent aujourd'hui un attrait puissant sur les jeunes gens sortant de l'école et sur leurs parents qui savent que le contrat d'apprentissage, couclu sous la garantie de la Chambre de Métiers, assure à leurs enfants une formation et un avenir convenables. 12.000 apprentis dans 25.900 ateliers d'artisans, c'est là une proportion fort réjouissante dans l'ensemble, due à l'action combinée de l'école, de l'orientation professionnelle et de la Chambre de Métiers,, qui n'a négligé aucun moyen (articles de presse, conférence aux instituteurs, etc.) pour faire connaître à la jeunesse la valeur morale et matérielle de la possession de ce capital qu'est le métier acquis par l'apprentissage. Le fatalisme du temps de la guerre et l'attrait des hauts salaires des industries avaient poussé une foule de jeunes gens vers le nomadisme professionnel. Les vrais métiers furent délaissés pendant un moment. Mais le bon sens des populations laborieuses alsaciennes et une tradition corporative toujours vivante en Alsace ont eu très rapidement raison de cette conséquence psychologique de la guerre.

En même temps que nous enregistrons cet heureux revirement dans l'esprit populaire, nous devons tirer une autre leçon des chiffres reproduits plus haut. Ne nous indiquent-ils pas que l'artisanat a foi dans son avenir, qu'il a compris sa mission sociale et économique, laquelle ne s'arrête pas à la génération actuelle? Grâce à ce nombre d'apprentis, l'artisanat pourra fournir des contremaîtres et chefs d'équipe pour l'industrie, il pourra donner à l'agriculture les collaborateurs techniques qui lui sont plus indispensables que jamais, il pourra enfin mettre en concurrence un grand nombre d'énergies juvéniles pour obtenir ainsi une lignée de maîtres-artisans capables et consciencieux.

Devant ces résultats obtenus avec une ténacité dans l'effort digne de tout éloge, il est naturel que la Chambre de Métiers se soit élevée contre toute modification à un régime qui avait fait ses preuves et ait protesté contre le projet d'unification élaboré en 1930 par le Conseil supérieur du Travail à la suite d'un vœu exprimé dans sa session de 1929 sur cette question; nous ne pouvons mieux faire que de nous référer au rapport moral et administratif de la Chambre de Métiers de 1930:

« Dans la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail, élargie par des représentants des provinces recouvrées, dont « votre Président, la question délicate de la mise en harmonie de la « loi française du 20 mai 1928 et de la loi locale (Code industriel et « Code de Commerce) donna lieu à des discussions laborieuses. Un « projet d'unification élaboré par la Chambre de Métiers d'Alsace « servit finalement de base à cette discussion de sorte qu'il fut pos-

« sible d'obtenir l'insertion, dans la loi française, d'une série de dispositions qui ont fait leur preuve en droit local. Il serait trop long de vous en faire l'énumération, qui risquerait d'ailleurs d'être incomplète, puisque tout le projet sera repris par le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement Technique, avant d'être déposé au Parlement.

« Inutile de vous dire que nous n'avons rien négligé pour éviter que les attributions des Chambres de Métiers, en matière d'apprentissage artisanal, soient compromises ou amoindries. »

Une attitude aussi énergique fut également adoptée au sujet de la loi Astier.

Le rapport continue ainsi :

« Le même souci a prévalu dans l'esprit de votre Comité, lorsque, en 1929 déjà, il avait fait des réserves expresses au sujet des modalités d'introduction de la loi Astier en Alsace et en Lorraine. Cette question figurant à l'ordre du jour, nous pouvons nous contenter ici de dire qu'à notre avis les deux questions : unification de la législation d'apprentissage et introduction de la loi Astier du 25 juillet 1919 se tiennent et que l'Artisanat ne saurait renoncer dans les deux circonstances à faire valoir des droits correspondants aux devoirs et aux sacrifices qu'il s'impose depuis plus de 30 ans en faveur de la cause de l'apprentissage. »

Nous avons employé les termes apprentis, contrat d'apprentissage, aussi ne serait-il pas inopportun d'en donner une définition.

Notre embarras est grand, car si la législation locale est riche quant aux détails d'organisation, elle observe un mutisme absolu, lorsqu'il s'agit de définir et, de même que n'avons pas trouvé de définition de l'artisan, nous ne trouvons dans la loi, aucune définition ni de l'apprenti, ni du contrat d'apprentissage.

Les textes postérieurs nous éclairent un peu et le règlement d'apprentissage pour la Chambre de Métiers d'Alsace du 3 juillet 1928 (1), nous donne quelques précisions, reprises dans les mêmes termes par le règlement d'apprentissage de la Chambre de Métiers de la Moselle, daté du 22 avril 1932 (2) :

« **Définition du lien et du contrat d'apprentissage.** — Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un artisan, chef d'établissement ou fabricant s'oblige à donner ou à faire donner une formation

(1) Ce règlement plus précis que l'ancien, fut élaboré à la suite d'incidents ou l'imprécision du texte permettait de prendre des « manœuvres » alors, qu'en fait, ils étaient de véritables apprentis, mais les patrons qui employaient ce subterfuge n'étaient pas autorisés à former des apprentis et, de ce fait, l'éducation de ceux-ci était quelque peu compromise.

(2) Par ailleurs, nous verrons que le projet de loi déposé par le gouvernement, et dont nous parlerons à la fin du chapitre, contient une définition du contrat d'apprentissage.

« professionnelle à une autre personne qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui, le tout à des conditions convenues.

« Il y a donc lien d'apprentissage, chaque fois que la convention entre employeur et employé a été contractée dans le but de donner à celui-ci une instruction professionnelle le rendant apte à exercer plus tard — soit comme patron, soit comme salarié — le métier qui fait l'objet du contrat.

« Pour apprécier s'il y a lien d'apprentissage ou non, il sera notamment tenu compte du genre de l'occupation, du montant et du mode de paiement du salaire, des inscriptions aux registres des institutions d'assurances sociales et des rapports de l'intéressé avec ses compagnons d'atelier.

« **Le volontariat.** — Ne sont pas considérés comme apprentis, mais comme volontaires, les jeunes gens ayant achevé leurs études secondaires et qui, désirant se vouer à une carrière technique, accomplissent avant, pendant ou après leurs études techniques supérieures un stage pratique dans un atelier artisanal ou un établissement industriel. »

Mais ces définitions ne nous indiquent pas la nature juridique du contrat d'apprentissage.

Est-il un contrat de travail ou un contrat de louage d'industrie?

Pour cette dernière solution nous trouvons des auteurs, dont la théorie a été renforcée du fait que les difficultés de l'apprentissage ont fait donner aux apprentis des indemnités ressemblant étrangement à des salaires. Cette nature de la rémunération est-elle suffisante pour donner au contrat d'apprentissage le caractère d'un louage de services? Nous ne le croyons pas, car, à côté de cette rémunération, il y a les termes du contrat et la volonté des contractants. Or, ces deux critères sont formels et n'admettent aucune restriction aux termes qui les énumèrent dans le règlement d'apprentissage (art. 1er).

La volonté des contractants est formelle, de même que les termes de contrat: « l'apprenti apprend, le maître éduque » telles sont les conditions sine qua non du contrat d'apprentissage. Ce contrat se rapproche donc plus du contrat d'éducation, quoiqu'il y ait rémunération, que du contrat de travail où l'ouvrier recherche avant tout une rémunération, comme contre-partie du travail donné à l'employeur, la question « éducation » n'intervenant en aucune manière.

De plus, les rapports entre l'apprenti et le patron ne sont pas régis pénalement comme ceux entre patrons et ouvriers, mais comme ceux de l'instituteur et de l'élève.

Enfin les conditions de travail imposées, tant au patron qu'à l'apprenti, diffèrent étrangement de celles qu'impose la loi aux patrons et ouvriers.

Donc, malgré la rémunération, qui du caractère de « frais de poche » prend figure de salaire, le contrat d'apprentissage est un contrat d'éducation et non un contrat de travail. L'apprenti, pour le travail

qu'il donne, ne perçoit pas un salaire, mais apprend du patron un métier. Son principal critère est, non pas de percevoir une somme, mais d'apprendre un métier.

SECTION II

Le règlement de l'apprentissage.

La Chambre de Métiers doit, conformément à l'art. 103-c du Code Professionnel local, régler l'apprentissage et, pour cela, elle a établi le règlement d'apprentissage en date du 3 juillet 1928 (remplaçant le règlement du 1er janvier 1913), approuvé par décision ministérielle du 22 décembre 1928. Remarquons que la Chambre de Métiers ne peut établir de règles de droit objectif, qu'autant que la loi lui a formellement délégué ce pouvoir. Quant aux autres règles, elles ne sont que des règlements «administratifs», dont la violation entraîne l'application des amendes prévues à l'art. 103-h du Code Professionnel local, mais ne sont pas des règles obligatoires, quant au contenu du droit privé des contrats d'apprentissage.

Nous allons reproduire ce règlement, nous réservant d'étudier, par ailleurs, quelques règles particulières.

De toute manière précisions préalablement :

Pour former des apprentis, il faut être agréé par la Chambre de Métiers.

Seuls les métiers reconnus par la Chambre de Métiers peuvent avoir des apprentis.

Le nombre des apprentis pour chaque entreprise est fixé proportionnellement au nombre des compagnons.

REGLEMENT D'APPRENTISSAGE

1° — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1° Définition du lien et contrat d'apprentissage.

Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un artisan chef d'établissement ou fabricant s'oblige à donner ou à faire donner une formation professionnelle à une autre personne, qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui, le tout à des conditions convenues.

Il y a donc lien d'apprentissage, chaque fois que la convention entre employeur et employé a été contractée en vue de donner à celui-ci une instruction professionnelle le rendant apte à exercer plus tard — soit comme patron, soit comme salarié, — le métier qui fait l'objet du contrat.

Pour apprécier s'il y a ou non lien d'apprentissage, il sera notamment tenu compte du genre de l'occupation, du montant et du mode de paiement du salaire, des inscriptions aux registres des institutions d'assurances sociales et des rapports de l'intéressé avec ses compagnons d'atelier.

2° Le volontariat.

Ne sont pas considérés comme apprentis, mais comme volontaires, les jeunes gens ayant achevé leurs études secondaires et qui, désirant se vouer à une carrière technique, accomplissent avant, pendant ou après leurs études techniques supérieures, un stage pratique dans un atelier artisanal ou établissement industriel.

3° Enseignement ménager.

Le fait qu'une convention, telle qu'elle est définie à l'article premier, alinéa premier, a été conclue uniquement dans un but ménager n'infirmes pas le caractère légal de ce contrat d'apprentissage spécial, auquel s'appliquent les dispositions du présent règlement sous réserve de ce qui sera dit à l'article 17.

4° Champ d'application.

Le présent règlement régit toutes les personnes exerçant un métier d'artisanat reconnu par la Chambre de Métiers, dans une entreprise ressortissant de la Chambre de Métiers.

Les entreprises industrielles non assujetties à la taxe pour frais de Chambre de Métiers peuvent appliquer le même règlement aux liens d'apprentissage qu'elles sont amenées à conclure et visant un métier manuel. Les établissements d'enseignement public ne sont pas assujettis au présent règlement.

5° Règlements particuliers.

Les corporations et leurs fédérations peuvent émettre, dans la limite de leur compétence, des règlements d'apprentissage particuliers, qui ne sont cependant valables que dans la mesure où ils ont été approuvés par la Chambre de Métiers et ne contiennent pas des dispositions contraires au présent règlement. A défaut de règlements particuliers, les corporations doivent formellement adopter le présent règlement par décision de l'assemblée générale.

2° — DROIT DE RECEVOIR ET DE FORMER DES APPRENTIS.

6° Capacités requises.

Nul ne peut recevoir des apprentis, s'il n'est en possession des droits civils et âgé de 24 ans.

Aucun maître célibataire, ou en état de veuvage ou de divorce, ne peut loger, comme apprentis, des filles mineures. Le droit de former des apprentis n'appartient qu'aux personnes autorisées à en recevoir et possédant le titre de maître ou une autorisation spéciale, délivrée par des autorités compétentes.

Si le titre de maître a été obtenu dans un métier autre que celui où la formation des apprentis doit avoir lieu, l'autorisation s'étend également à celui-ci, à condition :

ou bien que le maître d'apprentissage ait passé dans cet autre métier après l'apprentissage réglementaire, l'examen du compagnon,

ou bien qu'il ait exercé personnellement ce métier pendant 5 ans consécutifs au moins, soit à son propre compte, soit comme contremaître ou dans une position analogue.

7° Métiers connexes, spécialités, entreprises mixtes.

Le droit de former des apprentis dans un métier d'artisanat comporte de plein droit l'extension de cette autorisation aux métiers connexes dont la liste est arrêtée par la Chambre de Métiers.

La même règle s'applique aux différentes spécialités d'un métier d'artisanat.

Dans les entreprises mixtes, où s'exercent plusieurs métiers d'artisanat, l'autorisation de former des apprentis dans un de ces métiers peut être étendue aux autres métiers de l'entreprise, par décision de l'autorité administrative compétente (voir art. 8), qui consultera préalablement la Chambre de Métiers.

La Chambre de Métiers peut, avec l'autorisation ministérielle, émettre des prescriptions particulières pour déterminer les conditions à remplir par le maître d'apprentissage dans certains cas où le caractère des métiers connexes, des spécialités et des métiers réunis l'exige dans l'intérêt de la bonne formation des apprentis.

8° L'autorisation administrative de former des apprentis.

Les artisans nés avant le 1er octobre 1884, justifiant d'un apprentissage d'au moins deux ans, peuvent obtenir, de l'autorité administrative inférieure, sur demande adressée à la Section compétente de la Chambre de Métiers, l'autorisation permanente de former des apprentis.

L'autorisation peut, dans d'autres cas, être conférée par l'autorité administrative supérieure à titre temporaire et révocable, après avis de la Chambre de Métiers, aux artisans justifiant ou d'un apprentissage réglementaire, du certificat de compagnon et d'une activité de 3 ans comme compagnon ou d'une activité de 5 ans comme patron ou contremaître dans le même métier. En règle générale, la Chambre de métier ne donnera un avis favorable que si le postulant s'engage en même temps à subir l'examen de maîtrise dans un délai fixé par elle.

9° Contremaîtres, compagnons, techniciens, ingénieurs.

Dans les entreprises où le patron ne possède pas l'autorisation de former des apprentis, l'instruction des apprentis peut être confiée à un contremaître, compagnon, technicien ou ingénieur, remplissant les conditions requises.

Les contremaîtres et compagnons sont assimilés, en ce qui concerne le droit de former des apprentis, aux artisans établis pour leur compte.

Ils l'exercent à titre de remplaçants et contresignent les contrats des apprentis dont ils ont la charge.

Les techniciens et ingénieurs peuvent obtenir l'autorisation perma-

nente ou temporaire de former des apprentis, sur avis de la Chambre de Métiers, laquelle constituera à cet effet une commission consultative chargée d'examiner chaque cas particulier.

L'autorité ministérielle peut attacher d'office à certains brevets d'ingénieurs ou de techniciens le droit de former des apprentis, sous la condition que le détenteur ait exercé personnellement, pendant un temps à déterminer, le métier en question et qu'il ait l'âge de 24 ans révolus.

10° Décès du maître d'apprentissage.

En cas de décès du maître d'apprentissage, dont la veuve ou les héritiers mineurs continueraient l'exploitation pour leur compte, le droit de former des apprentis passe, pour la durée d'un an à partir du décès, à des collaborateurs justifiant d'un apprentissage réglementaire et de l'examen de compagnon, ou d'une activité de 5 ans comme patron ou contremaître dans ce même métier, lesquels exerceront le dit droit à titre de remplaçant.

L'autorité administrative supérieure peut, sur avis de la Chambre de Métiers, prolonger la durée de remplacement selon les besoins de chaque cas.

11° Retrait du droit de recevoir et de former des apprentis.

Sont incapables de recevoir des apprentis, les individus ayant subi une condamnation pour crime ou pour attentat aux mœurs.

Le droit de recevoir, celui de former des apprentis ou les deux conjointement peuvent être retirés, par l'autorité administrative inférieure, aux personnes :

- 1) qui ont manqué gravement plusieurs fois à leurs devoirs envers les apprentis confiés à leurs soins, en particulier en leur donnant une instruction professionnelle insuffisante;
- 2) dont la moralité prête à critique, de façon à les rendre inaptes à recevoir ou à former des apprentis.

Le droit de former des apprentis peut, en outre, être retiré à des personnes atteintes d'infirmités mentales ou physiques les rendant inaptes à la formation d'apprentis.

La décision du retrait est susceptible de recours devant le Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine, dans un délai de 2 semaines, sauf appel devant le Conseil d'Etat.

L'autorité préfectorale peut rapporter le retrait d'autorisation, après un délai d'un an.

Une liste des personnes qui se sont vu retirer le droit de recevoir et de former des apprentis est tenue par la Chambre de Métiers, où elle peut être consultée au bureau de la Section compétente.

3° — CONDITIONS REQUISES POUR L'ENTRÉE EN APPRENTISSAGE.

12° Aptitudes requises.

Ne doivent être admises comme apprentis que des personnes possédant une instruction scolaire en rapport avec les exigences du métier, et qui ne sont pas atteintes d'infirmités physiques ou mentales les rendant impropres à exercer normalement le métier en question.

Là où existent des organismes d'orientation professionnels, les maîtres d'apprentissage devraient les consulter et, si besoin est, exiger des candidats un certificat d'aptitude d'un conseiller de vocation ou d'un médecin.

Il est recommandé aux maîtres d'apprentissage de se faire présenter les certificats scolaires des candidats et de tenir compte des brevets scolaires acquis par eux.

13° Nombre maximum d'apprentis.

Le nombre maximum d'apprentis qui peuvent être admis dans un atelier est fixé par la Chambre de Métiers.

14° Conclusion d'un contrat par écrit — Période d'essai.

Le contrat d'apprentissage doit être obligatoirement rédigé par écrit dans les 4 semaines à partir de l'entrée en apprentissage, sur un formulaire prescrit par la Chambre de Métiers, tant que l'emploi d'un autre formulaire n'a pas été expressément autorisé par le Comité de la Chambre de Métiers.

La période d'essai, qui sera fixée au contrat, est au minimum de 4 semaines et au maximum de 3 mois.

Le contrat d'apprentissage est rédigé en triple expédition et signé par le maître d'apprentissage, le représentant légal de l'apprenti (père, mère, tuteur), et par l'apprenti lui-même. Les contrats des apprentis placés sous tutelle doivent être approuvés par le tribunal des tutelles.

Le représentant légal de l'apprenti et le maître d'apprentissage reçoivent chacun un exemplaire du contrat qu'ils sont tenus de conserver.

Le troisième exemplaire est à remettre par le maître d'apprentissage à la Section compétente de la Chambre de Métiers, ou à la corporation pour le cas où le maître fait partie d'une corporation qui tient le rôle matricule d'apprentis, aux fins d'inscription au rôle des apprentis, le tout dans les 2 semaines qui suivent la conclusion du contrat.

Le remise d'un contrat non conforme aux prescriptions est considérée comme nulle et non avenue.

Une quatrième expédition peut être demandée par les tribunaux et administrations appelés à intervenir lors de la conclusion du contrat.

15° Coût.

Le contrat d'apprentissage est exempt de tous droits de timbre et d'enregistrement. La Chambre de Métiers peut prélever un droit lors de l'inscription du contrat au rôle des apprentis.

16° Lien d'apprentissage entre parents et enfants.

Si le père ou la mère d'un mineur entend l'employer comme apprenti, il n'y a pas lieu de rédiger un contrat d'apprentissage à condition que soit déposée dans les 4 semaines, à dater de l'entrée en apprentissage, à la Section compétente de la Chambre de Métiers une déclaration à établir sur formulaire spécial délivré par la Chambre de Métiers.

17° Instruction professionnelle dans un but ménager.

Pour le cas où le lieu d'apprentissage vise uniquement une instruction professionnelle de courte durée dans un but purement ménager, les prescriptions des articles 14, 15 et 16 s'appliquent avec cette réserve que le contrat d'apprentissage ou la déclaration en tenant lieu devra en porter la mention expresse. Dans ce cas, le contrat conclu pour la durée d'apprentissage réglementaire pourra être résilié librement à la fin de la période convenue. La durée d'instruction peut être imputée à une période d'apprentissage ultérieure, jusqu'à concurrence de la moitié de cette durée.

5° — LA DURÉE D'APPRENTISSAGE.

18° Règle générale.

La durée de l'apprentissage pour les métiers d'artisanat est celle fixée par la Chambre de Métiers, avec l'approbation de l'autorité de surveillance.

En l'absence de prescriptions contraires de la Chambre de Métiers, la durée de l'apprentissage est en règle générale de 3 ans.

19° Dispositions particulières.

Pour les métiers de boulanger et de sabotier, la durée de l'apprentissage pourra être inférieure à 3 ans, sans descendre en dessous de 2 ans. Pour les métiers de modiste et de vulcanisateur la durée est fixée à 2 ans. Pour les métiers d'imprimeur, de typographe, de photgraveur et les professions connexes, la durée est fixée à 4 ans. Pour le métier de pelletier-fourreur la durée ne peut être inférieure à 3 ans ni dépasser 4 ans.

Sur la demande motivée des intéressés, la durée de l'apprentissage peut être modifiée pour certains métiers ou branches de métiers par la Chambre de Métiers, avec l'approbation de l'autorité de surveillance.

Elle pourra notamment être prolongée au delà de 3 ans et tout au plus jusqu'à 4 ans, en vertu d'une convention des corporations intéressées, à ratifier par la Chambre de Métiers et son autorité de surveillance.

Dans des cas particuliers, le Comité peut accorder sur demande motivée du maître d'apprentissage une dispense partielle de la durée réglementaire.

20° Mutilés, réformés et veuves de guerre.

Pour les mutilés, réformés et veuves de guerre, la durée de l'apprentissage est fixée à 50% de la durée normale. Le comité départemental

des mutilés, etc. de guerre tient à la disposition des intéressés un contrat-type d'apprentissage spécial.

21° Reconnaissance du temps d'apprentissage passé dans une entreprise industrielle ou un établissement d'enseignement.

La Chambre de Métiers peut reconnaître comme apprentissage au sens du présent règlement, le temps passé dans une entreprise industrielle, à condition qu'il y ait eu un contrat d'apprentissage écrit, pour le même métier.

De même, la Chambre de Métiers reconnaît le temps d'études passé dans un établissement public d'enseignement professionnel dans la mesure où ces études ont porté sur l'instruction pratique et théorique du métier en question.

Le Comité de la Chambre de Métiers arrêtera les règles spéciales à ce sujet après avis de la section compétente.

6° — DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.

22° Droits et obligations du maître d'apprentissage.

Le maître d'apprentissage est tenu d'enseigner à l'apprenti les travaux que comporte son entreprise et, s'il n'exerce principalement ou exclusivement qu'une spécialité du métier qui fait l'objet du contrat, de l'initier en outre aux tours de main et travaux ordinaires de ce métier dans l'ordre et l'étendue qui correspondent au but de l'apprentissage. Il est tenu de diriger lui-même ou par l'organe d'un remplaçant, possédant les capacités requises (article 9) et expressément chargé de cette mission, l'instruction et la formation de l'apprenti.

Il devra en outre veiller à la bonne tenue de l'apprenti, l'engager à l'assiduité et à une bonne conduite morale, le préserver de la débauche, le protéger contre les mauvais traitements de ses compagnons d'atelier et de logis, et veiller à ce qu'il ne soit pas chargé de travaux qui ne seraient pas en rapport avec ses forces physiques.

Il peut être stipulé entre les parties que l'apprenti ne pourra ni faire partie d'une société ou association ni assister à des réunions sans l'autorisation spéciale de son maître.

Le maître ne doit pas priver l'apprenti du temps ou de l'occasion pour compléter son instruction, pour participer à des expositions artisanales, ou pour assister aux services religieux les dimanches et jours fériés. Il est tenu, sous sa propre responsabilité, de faire suivre à l'apprenti les écoles et cours d'apprentis de la localité ou des environs et de veiller à leur fréquentation régulière, même pendant la période d'essai, en accordant à l'apprenti le temps nécessaire.

Les apprentis qui ne sont ni logés ni nourris par leur maître ne doivent pas être employés à des services domestiques.

23° Rappel des dispositions organiques de la législation ouvrière et sociale.

Dans les 3 premiers jours de son entrée en apprentissage, l'apprenti doit être déclaré par le maître à la caisse de malades compétente.

A partir de l'âge de 16 ans révolus, les apprentis qui touchent une indemnité ou une gratification en espèces sont à déclarer à l'assurance-invalidité et vieillesse.

Les maîtres d'apprentissage sont tenus de se conformer aux prescriptions légales et administratives concernant l'emploi d'adolescents, la durée du travail, le repos de nuit, le repos dominical, l'hygiène et la sécurité des travailleurs en général et la protection des adolescents en particulier, l'interdiction de certains travaux pénibles et dangereux et à toute autre prescription contrôlée par les Inspecteurs du travail.

24° Livret de travail.

Le maître d'apprentissage devra veiller à ce que l'apprenti se fasse délivrer un livret de travail, s'il n'en possède pas encore un et y inscrire à l'encre la date d'entrée, le genre d'occupation, avec les changements successifs et la date de sortie. Les inscriptions doivent être signées par le patron ou son mandataire et ne porter aucune marque particulière pouvant caractériser le porteur favorablement ou défavorablement.

Le maître est tenu de conserver le livret de travail et de le restituer, à la fin de l'apprentissage, au représentant légal de l'apprenti, quand celui-ci l'exige ou quand l'apprenti n'a pas encore accompli sa 16^e année, et dans les autres cas à l'apprenti lui-même.

Si le livret est devenu impropre à l'usage, égaré ou détruit, si le maître y a apposé des marques inadmissibles ou le retient sans motif valable, la délivrance d'un nouveau livret peut être demandée aux frais du maître responsable.

En outre, l'apprenti peut, dans un délai de 4 semaines demander en justices des dommages-intérêts contre le maître qui aura omis les prescriptions réglementaires, qui aura effectué des prescriptions illégales ou omis de remettre le livret en temps utile à l'apprenti.

25° Inspection d'apprentissage.

Le maître d'apprentissage est obligé de se tenir à la disposition des inspecteurs-délégués de la Chambre de Métiers, dûment mandatés et légitimés, pour leur fournir, sur demande, tous les renseignements sur ses titres et droits de recevoir et de former des apprentis, ainsi que sur l'instruction professionnelle pratique, l'emploi, la conduite et toute autre question concernant ses apprentis.

Les inspecteurs pourront visiter, pendant la durée du travail, les ateliers et logis d'apprentis et constater les contraventions au présent règlement et aux lois concernant la situation et l'emploi des apprentis. Les procès-verbaux dressés par leur soin seront poursuivis à la diligence de l'autorité administrative inférieure ou du ministère public, suivant qu'il s'agira de contraventions au présent règlement ou à la loi.

26° **Paiement des indemnités, etc.**

Les indemnités prévues au contrat d'apprentissage, dans les conventions corporatives ou syndicales, doivent être déterminées en monnaie ayant cours légal et être payées en espèce sans préjudice des autres prestations stipulées au contrat.

Des retenues sur les indemnités convenues ne sont autorisées que dans le cas et dans la mesure où elles peuvent servir de garantie à une demande en dommages-intérêts du maître pour rupture anticipée et illégale du contrat d'apprentissage (article 34).

27° **Droits et obligations de l'apprenti.**

L'apprenti est soumis à l'autorité paternelle du maître. Il est tenu à l'obéissance et à la fidélité, au zèle et à une conduite convenable envers le maître et son remplaçant.

Des corrections excessives et immorales, ainsi que tout traitement qui compromettrait la santé de l'apprenti sont interdits.

Il est interdit aux apprentis âgés de moins de 16 ans fréquenter des débits publics sans être accompagnés de parents adultes ou du maître.

L'apprenti est tenu de fréquenter régulièrement et ponctuellement l'école de perfectionnement ou le cours professionnel existant.

Au cas où il existe pas au domicile de l'apprenti ou au lieu d'apprentissage une école de perfectionnement ou un cours professionnel, le maître doit obliger l'apprenti à fréquenter un établissement analogue dans les environs, si l'admission de l'apprenti y est possible.

Lorsque l'occasion de fréquenter une école de perfectionnement ou un cours professionnel ne se présente pas, le maître doit engager l'apprenti à fréquenter le cours d'adultes de la localité.

7° — RÉSOLUTION DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

28° **Cessation d'entreprise.**

En cas de cessation d'entreprise, le maître devra en informer, dans la huitaine, le Section compétente de la Chambre de Métiers, en indiquant si l'affaire a été cédée à un successeur et si celui-ci prend également la succession des contrats d'apprentissage existants.

Dans l'affirmative, il en sera fait mention sur le contrat d'apprentissage sur demande du nouveau maître et avec l'assentiment du représentant légal de l'apprenti.

Dans le cas contraire, la Section compétente de la Chambre de Métiers se chargera de placer l'apprenti pour lui permettre de terminer l'apprentissage réglementaire. La Chambre de Métiers interviendra, si possible, dans le même sens en faveur de l'apprenti, pour les cas prévus aux articles 29, 30, 31 et 32 du présent règlement.

29° **Renvoi de l'apprenti. Déclaration à la Chambre de Métiers.**

Avant le terme du contrat, l'apprenti ne peut être renvoyé sans dénonciation que dans les cas suivants:

- 1° Si l'apprenti ou son représentant légal a trompé le maître, lors de la conclusion du contrat d'apprentissage, en présentant de faux certificats ou livrets ou en induisant en erreur sur l'existence d'engagements antérieurs ou non régulièrement résiliés;
- 2° Si l'apprenti se rend coupable d'un vol, d'un détournement, d'une escroquerie, où s'il s'adonne à la débauche;
- 3° Si l'apprenti abandonne l'apprentissage sans motif, si lui ou son représentant légal refuse obstinément de s'acquitter des obligations stipulées dans la loi ou au contrat d'apprentissage;
- 4° Si, malgré des avertissements, il manie imprudemment le feu, la lumière et les moteurs et installations électriques;
- 5° Si l'apprenti se rend coupable de voies de fait ou de graves injures envers son maître, le remplaçant de celui-ci ou les membres de leurs familles;
- 6° Si l'apprenti se rend coupable de détériorations préméditées et abusives sur des objets appartenant au maître ou à un compagnon de travail;
- 7° Si l'apprenti tente de suborner ou de se livrer avec des membres de la famille du maître ou de son remplaçant ou des compagnons de travail à des actes contraires à la loi et aux bonnes mœurs;
- 8° Si l'apprenti est incapable de continuer l'apprentissage ou s'il est atteint d'une maladie répugnante;
- 9° Si, malgré des avertissements, il est continuellement négligent dans la fréquentation de l'école de perfectionnement, du cours professionnel ou du cours d'adultes.

Dans les cas prévus sous les chiffres 1 à 7, le maître perd le droit de renvoi s'il a eu connaissance des faits incriminés pendant plus d'une semaine.

En cas de renvoi de l'apprenti le maître devra en aviser immédiatement la Section compétente de la Chambre de Métiers conformément à l'art. 36.

30° Changement de métier.

Au cas où il voudra changer de métier, l'apprenti devra le signifier par écrit au maître, ou s'il est mineur, le faire signifier par son représentant légal.

Le contrat d'apprentissage se trouve alors résolu dans la quinzaine, à moins que le renvoi n'ait eu lieu avant l'expiration de ce délai.

Dans les 9 mois qui suivent la résolution, l'apprenti ne pourra être employé dans le même métier par un autre patron, sans le consentement de l'ancien maître.

31° Résolution de la part de l'apprenti.

De la part de l'apprenti, le contrat d'apprentissage ne peut être résolu après la période d'essai que dans les cas suivants:

- 1° Si l'apprenti devient inapte à la continuation de l'apprentissage;
- 2° Si le maître ou son remplaçant, ou des membres de leurs fa-

milles cherchent à suborner l'apprenti ou se livrent avec des membres de la famille de l'apprenti à actes contraires à la loi et aux bonnes mœurs;

- 3° Si le maître n'accorde pas à l'apprenti l'indemnité convenue, s'il ne prend pas soin d'une occupation régulière et suffisante de l'apprenti, ou se rend coupable de lésions graves à son égard;
- 4° Si, par la continuation de l'apprentissage, la vie ou la santé de l'apprenti était exposée à un danger ostensible, qui n'était pas à prévoir lors de la conclusion du contrat d'apprentissage;
- 5° Si le maître néglige ses obligations légales ou conventionnelles envers l'apprenti de façon à compromettre sa santé, sa moralité ou son instruction professionnelle, ou s'il abuse de son droit de correction et d'autorité paternelle, ou devient inapte à remplir ses obligations de maître.

32° Décès d'une des parties contractantes.

Le contrat d'apprentissage est résolu de plein droit par la mort de l'apprenti. Par la mort du maître, le contrat est résolu si la demande en est faite dans les 4 semaines.

8° — SANCTIONS EN CAS DE RUPTURE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

33° Réintégration de l'apprenti en cas de fuite.

Lorsque l'apprenti délaisse sa place pour un motif autre que ceux prévus aux articles 30 et 31, le maître peut exiger sa réintégration, lorsqu'il y a eu contrat écrit. Dans ce cas, les autorités de police peuvent, sur demande introduite dans la semaine qui suit la fuite de l'apprenti, forcer celui-ci de rester en apprentissage aussi longtemps que la résolution du contrat ou le droit de l'apprenti de quitter sa place n'a pas été prononcé par jugement.

Si l'apprenti oppose à sa réintégration un refus injustifié, l'autorité de police peut l'y contraindre par coercition ou sous la menace dans les limites de la loi.

34° Pénalités et indemnités au profit du maître d'apprentissage.

Lorsque le contrat d'apprentissage est résolu par la faute de l'apprenti conformément à l'article 29, chiffres 1 à 7 et 9, par le changement de métier ou parce que l'apprenti a délaissé sans motif valable son maître, celui-ci peut faire valoir dans les 4 semaines après la résolution un droit à des dommages-intérêts, à condition qu'il y ait eu un contrat écrit.

Le montant de l'indemnité est celui fixé au courant, et à défaut, par le juge.

Pour le cas où l'apprenti a délaissé son maître sans motif valable, ce montant ne pourra en aucun cas dépasser la moitié du salaire journalier

usuel d'un compagnon, pour chaque jour de la période d'apprentissage suivant celui de la rupture, avec maximum de 6 mois.

La demande en dommages-intérêts pourra même être introduite au cas où la demande de réintégration de l'apprenti sera restée inopérante.

Sont solidairement responsables du paiement de l'indemnité le représentant légal de l'apprenti, ainsi que le patron convaincu d'avoir incité l'apprenti à quitter sa place ou qui l'a pris à son service, tout en sachant qu'il était encore lié par un contrat d'apprentissage.

Tout nouveau contrat d'apprentissage, conclu sans que les obligations du précédent aient été remplies ou sans qu'il ait été résolu légalement, est nul de plein droit.

35° Pénalités et indemnités au profit de l'apprenti.

Lorsque le contrat d'apprentissage est résolu par la faute du maître, dans les cas prévus à l'article 31, chiffres 2 à 5, ou si le renvoi a eu lieu sans motif valable, l'apprenti peut faire valoir des dommages-intérêts, dans un délai de 4 semaines après la résolution en droit, à condition qu'il y ait eu un contrat écrit.

Le montant de l'indemnité est celui fixé au contrat d'apprentissage ou, à défaut, par le juge.

9° — DÉCLARATION DE FIN D'APPRENTISSAGE.

CERTIFICAT D'APPRENTISSAGE.

EXAMEN DE FIN D'APPRENTISSAGE.

36° Déclaration de fin d'apprentissage.

Le maître d'apprentissage est tenu, à l'expiration du contrat ou en cas de résolution avant terme, d'en aviser la Section compétente de la Chambre de Métiers dans la huitaine, en indiquant le cas échéant, les motifs de la résolution.

37° Certificat d'apprentissage.

Lorsque le contrat est venu à expiration, le maître d'apprentissage est tenu de délivrer à l'apprenti un certificat d'apprentissage, mentionnant le métier, la durée de l'apprentissage, les connaissances et aptitudes acquises, ainsi que la conduite de l'apprenti. Ce certificat est exempt de tout droit de timbre et d'enregistrement et doit être légalisé sans frais par le Maire.

38° Examen de fin d'apprentissage.

A la fin de l'apprentissage l'apprenti devra se présenter à la commission d'examen compétente pour subir son examen de fin d'apprentissage en vue de l'obtention du brevet de compagnon.

La corporation et le maître d'apprentissage sont tenus à engager l'apprenti à subir l'examen. La procédure de l'examen est déterminée par un règlement d'examen qui fixe les conditions d'admission.

Les demandes d'admissions sont à adresser à la commission compétente par l'intermédiaire de la Section de la Chambre de Métiers, jusqu'au 15 janvier, pour les apprentis finissant leur apprentissage réglementaire jusqu'au 30 juin de la même année, et jusqu'au 15 juillet, pour les apprentis finissant l'apprentissage entre le premier juillet et le 31 décembre de la même année.

39° Sanctions en cas d'instruction insuffisante.

Si l'apprenti échoue à l'examen de fin d'apprentissage et qu'il a été constaté que l'instruction insuffisante donnée à l'apprenti par le maître en est la cause, ce dernier peut être rendu responsable du dommage causé à l'apprenti.

Si le cas se répète, le Comité peut retirer au maître le droit de former des apprentis, après enquête par la section compétente de la Chambre de Métiers.

10° — DROITS ET OBLIGATIONS DES CORPORATIONS.

40° Principe.

Le présent règlement lie les Corporations, leurs membres et apprentis, sans préjudice des dispositions particulières que les corporations peuvent prendre, avec l'approbation de la Chambre de Métiers, en matière d'apprentissage.

41° Tenue du rôle des apprentis.

Les Corporations sont autorisées à tenir un rôle matricule des apprentis de leur ressort. Elles peuvent céder cette attribution à la Section compétente de la Chambre de Métiers. Lorsque le rôle est tenu par la corporation elle-même, le contrat d'apprentissage et les déclarations prévues aux articles 16, 28 et 36 doivent être remises au comité de la Corporation, et dans tous les autres cas, à la Section compétente de la Chambre de Métiers.

Lorsque le rôle est tenu par la Corporation, celle-ci est tenue, sous peine de déchéance du droit de tenir le rôle, d'adresser à la Section compétente de la Chambre de Métiers, pour le 1er février et le 1er août de chaque année:

- 1) Une liste des apprentis inscrits au rôle pendant le semestre écoulé;
- 2) Une liste des apprentis ayant terminé leur apprentissage;
- 3) Une déclaration de non-changement, s'il y a lieu;
- 4) Une liste des apprentis ayant subi l'examen de fin d'apprentissage après chaque session d'examen.

42° Durée de l'apprentissage.

Les Corporations doivent être consultées lors de la fixation de la durée d'apprentissage, et au sujet des demandes de réduction de la durée

d'apprentissage émanant d'un de leurs membres, conformément à l'article 19, dernier alinéa.

11° — SANCTIONS DU REGLEMENT.

Sur demande de la Chambre de Métiers, les contraventions au présent règlement sont punies, en vertu de la loi, d'une amende allant jusqu'à 25 francs en principal, sans préjudice des pénalités prévues par les lois en vigueur.

Fin de règlement.

Ce règlement est suivi de formulaires, dont la simple nomenclature montrera avec quel soin la Chambre de Métiers organise et surveille l'apprentissage:

Annexe 3 Contrat d'apprentissage.

- 4 Déclaration d'entrée en apprentissage.
- 5 Déclaration de sortie.
- 6 Certificat d'apprentissage (signé du Maire).
- 7 Déclaration d'entrée d'apprenti à faire par la Corporation.
- 8 Déclaration de sortie d'apprenti à faire par la Corporation.

SECTION III

De quelques règles du Règlement d'apprentissage.

1° INDEMNITÉ DES APPRENTIS.

Quoiqu'y étant autorisée, par les art. 103 et 103 g du Code Professionnel local, la Chambre de Métiers n'a pas cru devoir fixer les tarifs des indemnités à allouer aux apprentis faisant sienne la théorie suivant laquelle le contrat d'apprentissage étant un contrat d'éducation et non un contrat de travail, il est impossible de fixer, par une convention générale, un barème de salaires, puisqu'il n'y a pas de salaires et que la contre-partie du contrat est, non pas une rémunération, mais une éducation. Donc, la Chambre de Métiers laisse libre soin au patron de fixer le taux des frais de poche ce qui, en pratique, est abusif, car malgré tout puisque l'organisation du travail est une obligation et que pour apprendre un métier il faut suivre la filière de l'apprentissage, le patron en profite, et n'hésitons pas à le dire, exploite souvent l'apprenti. Certes, des sa-

lares élevés sont, au point de vue moral, de mauvais conseillers, mais entre ces deux extrêmes, il y a une moyenne que la Chambre de Métiers devrait déterminer, suivant en cela le tribunal économique d'Empire, qui, dans un arrêt daté du 14 - 3 - 1920 considère que les stipulations générales d'indemnités sont, non seulement légales, mais justes.

Et, ce n'est pas la création de foyers d'artisans, que certains suggèrent, qui apporte la solution de ce problème.

Une juste indemnité est due à l'apprenti, car il fournit toujours un travail supérieur en valeur à l'éducation qu'il reçoit. La preuve en est que les patrons, qui ne sont pas autorisés à avoir des apprentis, ont des « manœuvres ».

C'est donc que l'emploi de jeunes, qui apprennent le métier est rémunérateur.

Mais n'est-ce pas là une tautologie et si, la Chambre de Métiers ne croit pas devoir se servir des pouvoirs que lui donne la loi, ne serait-il pas souhaitable que l'autorité de surveillance intervienne ?

Enfin, vu l'article 105 alinéa 2 de la loi du 1-6-1924, portant introduction en Alsace du Code Civil français, les prescriptions, quant aux rapports entre maîtres et apprentis, sont les suivantes :

1 an, action des maîtres pour le prix de l'apprentissage et de la pension de leurs apprentis (2272).

6 mois, action de l'apprenti contre le maître pour paiement de ses indemnités (2271).

30 ans, action des maîtres pour les dépenses faites au profit de l'apprenti.

30 ans pour toutes les autres actions.

2° DROIT D'ASSOCIATION ET DE GRÈVE DES APPRENTIS.

Les relations entre maîtres et apprentis sont celles découlant de « l'autorité paternelle du maître » (art. 27 du règlement d'apprentissage); par suite, un droit illimité d'association serait contraire à cette règle et puis, qu'a à défendre l'apprenti ? L'organisation artisanale ? Mais les corporations de la Chambre de Métiers sont là et elles sont les premières intéressées à ce que, non seulement l'artisanat ait un juste statut, mais à ce que l'apprentissage soit normalement et rationnellement réglé. Par suite, serait juste le droit du maître, découlant de l'art. 127 a du Code Professionnel local, d'interdire à son apprenti de faire partie d'une association, professionnelle s'entend, si par cette manière, il n'empêchait l'apprenti de faire entendre sa juste revendication relative aux indemnités. Les intérêts des deux parties étant contraires, ce droit accordé au maître est véritablement prétorien et justifie l'intervention de l'autorité de surveillance.

Mais ce même article est critiquable : à un autre point que devient dans tout cela l'autorité paternelle des parents de l'apprenti qui, voyant les abus dont l'apprenti est sujet de la part de son maître, autorisent leur fils à se syndiquer ? La réponse est simple, l'autorité du maître lui fait échec !

Cette règle est inadmissible et, si elle répondait à l'esprit conservateur qui marque, ainsi que nous l'avons signalé, d'un coin si puissant l'organisation artisanale, elle est en complète contradiction avec notre esprit démocratique.

Et puis, que craindra le patron de voir son apprenti syndiqué s'il est « un bon patron » ? Rien, car n'est-il pas lui aussi syndiqué ? et son association est assez puissante pour faire échec aux réclamations abusives du syndicat d'apprentis.

Cette disposition ne permet qu'une chose, l'exploitation de l'apprenti, qui est sciemment organisée dans certains ateliers où le contrôle des délégués des Chambre de Métiers est impossible et dont les abus ne peuvent, de ce fait, être dénoncés..

Ces arguments ont une telle force que les autorités allemandes ordonnant aux Chambres de Métiers placées sous leur surveillance de ne plus reproduire, dans les règlements d'apprentissage, des prescriptions limitant, sous une forme quelconque, le droit d'association des apprentis. Espérons que les autorités françaises prendront la même initiative. Par ailleurs, de la défense de se syndiquer, découle pour l'apprenti l'interdiction de faire grève. Nous ne pouvons que mentionner cette prescription.

SECTION IV

La formation théorique de l'apprenti.

Loin de se désintéresser de la formation théorique de l'apprenti, que certains estiment d'importance secondaire, la Chambre de Métiers y attache un intérêt primordial. La formation théorique, qui est évidemment fonction de l'instruction générale de l'apprenti, doit marcher de pair avec la formation pratique, la compléter, l'approfondir même. Cette conception est inséparable de celle qui voit dans les apprentis de futurs maîtres-artisans. Et comme il ne saurait y avoir maîtrise sans un solide savoir général technique et commercial, la Chambre de Métiers s'efforce de son mieux à assurer aux jeunes artisans les bienfaits de l'enseignement technique.

Mais le problème dans une région bilingue est très délicat et il se confond avec celui de la réorganisation de l'enseignement post-scolaire professionnel de la Chambre de Métiers.

Après la disparition du Conseil Consultatif d'Alsace et de Lorraine en 1924, l'Enseignement Technique d'Alsace et de Lorraine a été rattaché au Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement Technique à Paris.

La Chambre de Métiers n'en a pas moins continué à s'occuper d'une façon suivie des questions d'enseignement technique et elle a été heureuse de pouvoir apporter, dans ce domaine, une collaboration constante et désintéressée aux pouvoirs publics, notamment à la Direction Générale de l'Enseignements Technique, à l'Inspection Générale de l'Enseignement Technique en Alsace, aux Administrations départementales, aux communes et aux différents établissements d'enseignement public.

Cette collaboration ne s'est pas seulement traduite par une action consultative, par un concours moral et financier, mais aussi par des réalisations directes de la Chambre de Métiers en matière d'Enseignement Technique.

La Chambre de Métiers a senti d'autant plus impérieusement la nécessité d'une formation théorique approfondie de l'apprenti, qu'elle possède dans la partie théorique de l'examen de compagnon l'unique moyen de contrôle du niveau des connaissances générales et technologiques des jeunes gens sortant d'apprentissage. Cet indice lui a permis de mesurer toute l'étendue des lacunes que présente l'instruction générale des jeunes générations dont le cycle scolaire fut particulièrement mouvementé, du fait qu'il fut tour à tour influencé par les années de guerre, par le changement de régime scolaire y compris la langue d'enseignement et par les difficultés de la période de transition d'après-guerre. La valeur professionnelle de ces générations se ressent fatalement de leur formation scolaire plus ou moins approfondie, ce qui est d'autant plus grave que déjà avant la guerre la Chambre de Métiers a dû signaler aux pouvoirs publics la nécessité d'une meilleure préparation théorique des jeunes artisans. L'Artisanat représente, en effet, une forme décentralisée de la production où le chef d'entreprise est en même temps le premier ouvrier de l'atelier, c'est-à-dire où la fonction commerciale et la fonction technique, la direction et l'exécution se concentrent dans la même personne. Ce cumul des fonctions permet un plein épanouissement de la personnalité, mais il engendre en même temps de grands dangers par le cumul des responsabilités. L'Artisanat a donc besoin d'un personnel humain sélectionné, non seulement au point de vue des aptitudes physiques et techniques, mais aussi au point de vue de l'instruction générale et professionnelle.

La Chambre de Métiers n'a pas manqué de faire ressortir cette nécessité de la sélection en encourageant, d'une part, l'orientation professionnelle et en préconisant, d'autre part, la création de cours professionnels pour les apprentis des métiers manuels. D'un mé-

moire qui avait été élaboré en 1912 par l'ancien gouvernement à la suite d'une requête de la Chambre de Métiers réclamant l'extension et la généralisation de l'Enseignement Professionnel Postscolaire et obligatoire, il résulte qu'il existait en Alsace et en Lorraine, en 1912, 412 écoles de perfectionnement général (cours d'adultes), dont 54 avaient un caractère purement professionnel et 135 un caractère mixte. En outre, il existait 12 écoles de perfectionnement professionnel directement rattachées au Ministère, Service de l'Enseignement Technique. Ces 12 établissements d'Enseignements Techniques groupaient une population scolaire de 6.300 élèves avec 180 professeurs, alors que 412 cours d'adultes groupaient environ 10.000 élèves avec 640 instituteurs.

La Chambre de Métiers estimait, à cette époque, que ces chiffres étaient insuffisants et c'est sur la demande de l'Artisanat Alsacien et Lorrain que l'ancien Landesgewerberat s'est prononcé, dans sa séance du 19 février 1912, en faveur de la généralisation de l'obligation postscolaire par voie législative. La guerre a interrompu l'examen de cette question que l'Administration française a dû reprendre dans des conditions autrement difficiles.

La question de l'enseignement de l'enseignement en langue française est, en effet, venue se greffer sur la question de l'Enseignement Technique Postscolaire, et il est peu de problèmes pédagogiques qui exigent plus de patience et plus de compétence que celui qui se pose en Alsace, à la fin du cycle scolaire normal. Depuis la guerre les commissions d'examens de compagnons ont constaté une régression inquiétante du niveau des connaissances théoriques montrées par les apprentis à la fin de leur période d'apprentissage. A la suite d'une vaste enquête à laquelle la Chambre de Métiers a procédé en 1926 et qui toucha 74 commissions d'examens et 1250 candidats, elle a pu mettre sous les yeux de son assemblée plénière du 1^{er} décembre 1926 un rapport détaillé sur la question, rapport qui constitue la partie critique de son action et dont les conclusions méritent d'être reproduites.

Conclusions de l'enquête sur les résultats des examens de compagnons, session d'automne 1926 :

« 1° Le niveau général de l'instruction scolaire des apprentis « sortant en 1926 reste actuellement encore au-dessous de celui « d'avant-guerre. 50 % environ des candidats à l'examen de compagnon ont montré des connaissances scolaires insuffisantes, bien « que les programmes d'examen fussent appliqués avec une indulgence extrême. Il y a cependant certains indices qui permettent « d'espérer que les plus grosses difficultés de la période transitoire « appartiennent au passé, et que dans un délai de quelques années, « la Chambre de Métiers pourra de nouveau appliquer normalement « les programmes et règlements d'examen de compagnon. Cet heu-

« reux revirement serait certainement facilité et accéléré, si les
« représentants de l'artisanat et ceux des activités économiques en
« général pouvaient faire valoir leurs points de vue et leurs sugges-
« tions auprès de l'Administration de l'Instruction Publique pour
« l'établissement des programmes scolaires. L'établissement de ces
« programmes ne devrait plus être exclusivement l'affaire des péda-
« gogues. D'autre part, les pédagogues devraient de plus en plus
« rechercher des contacts avec la vie économique, pour connaître,
« par des visites d'ateliers, d'expositions, d'œuvres sociales, etc., par
« des conférences, congrès, etc., les besoins scolaires du monde du
« travail et de la production.

« 2° Ce qui a frappé la plupart des commissions d'examen, c'est
« qu'une petite élite s'est montrée entièrement à la hauteur de la
« tâche, alors que la grande majorité des candidats fut plutôt mé-
« diocre, de sorte que les moyennes obtenues furent très faibles. Cette
« élite provenant, en général, d'un milieu citadin, se composait sur-
« tout de candidats ayant obtenu le certificat d'études primaires.
« Malheureusement, à cette élite correspond, à l'autre extrémité, une
« catégorie de candidats complétement nuls en théorie et frôlant
« l'analphabétisme.

« Trop nombreux sont les détenteurs du Certificat d'études pri-
« maires qui dédaignent les métiers manuels pour embrasser plutôt
« une profession commerciale ou une carrière administrative ou libé-
« rale. Il ne reste donc pour l'Artisanat — sauf quelques louables
« exceptions — que les sujets moins doués que l'instituteur n'a pas
« poussés dans les 2 dernières années de scolarité simplement parce
« qu'ils ne faisaient pas partie du peloton du C. E. P. Il y a là un
« danger énorme que seule une action énergique d'orientation profes-
« sionnelle pourrait neutraliser. Dans cet ordre d'idées, la Chambre
« de Métiers d'Alsace voudrait, par des conférences avec les insti-
« tuteurs et les parents, remettre en honneur les métiers d'Artisanat
« auprès de notre jeunesse scolaire et de ceux qui doivent la guider
« vers sa carrière définitive.

« 3° La différence considérable qui existe entre les candidats
« ayant fréquenté une Ecole de Perfectionnement professionnel et
« ceux qui n'ont suivi aucun cours théorique, montre combien
« l'action de ces écoles est bienfaisante et nécessaire. 60 % à peu
« près des candidats ont pu profiter de l'enseignement postscolaire
« professionnel. Il s'agit d'augmenter ce pourcentage par la création
« de nouvelles Ecoles de Perfectionnement professionnel dans un cer-
« tain nombre de moyennes et petites villes, ainsi que par l'instal-
« lation de cours ambulants à l'usage des apprentis de la campagne.
« La Chambre de Métiers d'Alsace a préparé un plan de campagne
« pour 1927, pour la réalisation duquel elle ose compter sur l'appui

« du Gouvernement, sur les concours des départements, des communes et des groupements professionnels intéressés.

« Les plans d'études des Ecoles de Perfectionnement et des cours ambulants devraient partout être adaptés aux programmes de l'examen de compagnon. La nécessité, pour l'Ecole de Perfectionnement, de prendre à sa charge une partie du plan d'études de l'Ecole primaire (voir conclusion N° 5) implique une réforme complète du programme d'enseignement postscolaire. L'institution d'une sanction d'études postsecondaires professionnelles serait souhaitable. Etant donné l'effort tout particulier à faire, en Alsace, en matière d'enseignement professionnel, l'inspection et la coordination des efforts de nos Ecoles de Perfectionnement professionnel devaient être entièrement confiées à l'Enseignement Technique. Un Inspecteur général devrait être spécialement affecté à notre région.

« 4° Au point de vue des connaissances linguistiques, la session d'examen d'automne 1926 nous a montré une « classe » dont les meilleures années de développement intellectuel coïncidèrent avec la période d'adaptation et de réajustement scolaires (1919 à 1924). Aussi une grande partie des candidats ne savent plus l'allemand et pas encore le français, et accusent des connaissances insuffisantes dans les deux langues. Cependant, par rapport aux sessions antérieures, le français est nettement en progrès, surtout dans les villes, alors que l'allemand perd du terrain, bien qu'il domine encore chez la plupart des candidats et surtout à la campagne. Dans le Haut-Rhin, les candidats paraissent, en général, plus forts en français, alors que l'inverse se produit dans le Bas-Rhin. Le nombre de ceux qui écrivent et s'expriment déjà bien en français est très petit (5 % environ). Le pourcentage pour l'allemand est un peu plus fort (8 à 10 %). Dans l'ensemble des 2 départements d'Alsace, 75 % des candidats se sont encore servis de la langue allemande dans la partie théorique de l'examen. Bien que ces résultats ne permettent point de jugement définitif sur l'œuvre de l'école primaire française en Alsace, ils montrent tout de même que le bilinguisme pose des problèmes scolaires très compliqués qui doivent, à notre avis, aboutir à la simplification des plans d'études, actuellement trop surchargés de savoir livresque et de notions d'idéologie pure. Une compression énergique des programmes scolaires s'impose surtout en histoire, sciences et géographie, si l'on veut enseigner les deux langues.

« 5° Au point de vue des connaissances directement utilitaires (calcul, sciences, dessin, etc.), les résultats de la session d'examen d'automne 1926 furent particulièrement faibles et ne peuvent s'expliquer que par le fait que ces matières ont dû être reléguées au second plan pour faire place, pendant la période transitoire du moins, à l'enseignement de la syntaxe et de la grammaire fran-

« çaise. Souvent les notions élémentaires font défaut. Ces résultats
« contrastent singulièrement avec les programmes très chargés de
« l'école primaire en mathématiques, géographie, etc. A notre avis
« on a trop étendu ces programmes, aux dépens de la profondeur et
« de la clarté des notions acquises. Le remède? Nous le voyons dans
« une division du travail à établir entre l'école primaire et l'école
« de perfectionnement, en ce sens que celle-là se borne à un cours
« élémentaire en mathématiques (les 4 règles, le tableau des séries,
« calcul du taux d'intérêt, de partage et de mélange, système métri-
« que, premiers éléments de géométrie), sciences, dessin et géo-
« graphie, pour laisser à l'Ecole de perfectionnement un cours moyen
« qui reprend et approfondit l'enseignement de l'Ecole primaire.

« 6° Les patrons (maîtres d'apprentissage) et les parents devront
« veiller à ce que l'apprenti ne néglige pas son instruction théo-
« rique à côté de la formation pratique. Surtout pendant cette
« période de transition, l'apprenti et même le jeune compagnon
« devront user de tous les moyens (écoles de perfectionnement, cours
« d'adultes, cours ambulants, bibliothèques, etc.) pour approfondir
« leurs connaissances générales. D'ici dix ans, il y aura une crise
« de recrutement dans la maîtrise. Les bons maîtres deviendront
« rares, une grande partie des jeunes artisans reculeront devant
« l'examen de maîtrise. A ce moment, ceux qui sont capables de
« fournir un bon travail et d'organiser leur production et leur entre-
« prise d'une façon intelligente, grâce à leur formation générale et
« technique, verront leur existence assurée dans d'excellentes condi-
« tions. Voici pour l'intérêt individuel. En ce qui concerne l'intérêt
« général du métier et de l'Artisanat, la Chambre de Métiers devra
« certainement prendre d'ici là des mesures spéciales (édition de
« manuels, création de cours spéciaux, etc.), pour prévenir une crise
« de recrutement des bons maîtres qui, sans cela, serait inévitable
« et lourde de conséquences.

« En attendant, la Chambre de Métiers devra suivre attentive-
« ment et régulièrement, par des enquêtes semblables, les fluctua-
« tions du niveau général des candidats à l'examen de compagnon,
« pour pouvoir arrêter en temps utile et dans la forme voulue les
« mesures à prendre pour assurer à nos métiers un avenir stable,
« digne et prospère ! »

Sur la base de ce rapport, la Chambre de Métiers se mit tout
de suite au travail et soumit à Monsieur le Directeur de l'Enseigne-
ment Technique en Alsace et en Lorraine, à la date du 31 janvier
1924, un état des communes où des écoles et des cours profession-
nels devaient être créés. De son côté, s'adressant aux principales
Mairies, elle constata que la dualité administrative qui existait dans
l'organisation financière et pédagogique, de même que dans l'inspec-
tion de l'Enseignement Postscolaire professionnel, entre les services

de l'Instruction Publique d'une part, et ceux de l'Enseignement Technique de l'autre, compliquait considérablement la question.

En l'examinant de plus près, la Chambre de Métiers a pu se rendre compte que le problème se posait avant tout pour les apprentis provenant de la campagne, ceux de la ville (50% environ) ayant presque toujours pu fréquenter une école de perfectionnement professionnel, comme il en existe à Strasbourg, Haguenau, Colmar, Guebwiller, Mulhouse, ou un cours professionnel obligatoire comme ceux qui fonctionnent à Bischwiller, Wissembourg, Saverne, Sélestat, Sainte-Marie-aux-Mines, Munster, Thann, etc.

L'apprenti artisan rural, par contre, avait comme seul moyen de perfectionnement le cours d'adultes, où se trouvent réunis les éléments les plus divers autour d'un enseignement général dont l'utilité au point de vue linguistique surtout, ne saurait être contestée mais qui, ne présentant pas un caractère utilitaire et obligatoire, a été vite déserté par les apprentis.

Il fallait donc rechercher un autre moyen de formation théorique et technologique des apprentis de l'Artisanat rural; les cours préparatoires que les sections de la Chambre de Métiers avaient organisées pour les candidats ruraux à l'examen de compagnon ne constituaient que des palliatifs. C'est ce qu'a fait la Chambre de Métiers d'Alsace en 1925 en chargeant une commission spéciale, dont la présidence fut offerte à Monsieur Roux, Inspecteur Général de l'Enseignement Technique, d'élaborer un projet de cours professionnels à la campagne (Séance du Comité du 3-9-25).

Se plaçant dans le cadre de ses attributions légales, la Chambre de Métiers a sanctionné, dans sa séance plénière du 1^{er} décembre 1926, les travaux de cette commission en adoptant un Plan de Cours d'Artisanat Rural, qui constituait la contre-partie positive de l'appréciation critique des résultats d'examen reproduite ci-dessus.

Pour caractériser les intentions de la Chambre de Métiers, citons un passage du projet adopté par la séance plénière du 1^{er} décembre 1926 :

« Ce plan d'ensemble vise la création d'Ecoles de perfectionnement et de Cours professionnels à la Campagne, dont l'enseignement, s'adressant aux apprentis et aux jeunes ouvriers exerçant un métier manuel ou un art mécanique, devrait surtout préparer à la partie théorique de l'examen de compagnon et de l'examen de maîtrise. Dans un ordre d'idées plus large, il devra approfondir l'instruction générale et compléter la formation professionnelle des jeunes travailleurs, en vue d'un meilleur rendement de leur activité professionnelle; »

« Le Champ d'action des Cours d'Artisanat rural fut précisé par la distinction des deux catégories de cours :

« 1° Cours professionnels obligatoires dans un centre rural;

« 2° Cours ambulants s'appuyant sur un centre d'instruction.

« 20 centres d'instruction furent nommément prévus pour chacun des deux départements alsaciens.

« Pour la question des programmes et matières d'enseignement le plan de la Chambre de Métiers se bornait à émettre quelques principes qui furent d'ailleurs reconnus exacts par l'expérience de 1927/28. Les programmes des examens de compagnon et de maîtrise furent donnés comme but d'enseignement.

« Par rapport au personnel enseignant, le plan faisait appel à toutes les compétences et à toutes les bonnes volontés, du côté de l'enseignement aussi bien que du côté de la pratique.

« Pour assurer le budget des cours, le plan de la Chambre de Métiers préconise l'effort financier combiné de l'Etat, des départements, des communes, de la Chambre de Métiers et des groupements professionnels, en distinguant nettement deux stades dans l'organisation et le fonctionnement du cours :

« a) Le cours créé sur l'initiative de la Chambre de Métiers est financé par celle-ci, le cas échéant, avec le concours de la commune et de groupements professionnels;

« b) le cours devient un cours communal et l'Etat intervient à côté de la commune et de la Chambre de Métiers, pour le subventionner directement.

« Dans les deux hypothèses, la Chambre de Métiers s'impose des sacrifices qui dépassent sensiblement ses possibilités budgétaires. Aussi le plan du 1^{er} décembre 1926 prévoit-il l'aide financière de l'Etat et les départements allant vers le budget spécial des Cours d'Artisanat rural de la Chambre de Métiers, qui se monte à 70.000 fr. environ. »

Finalement, le plan arrête la procédure de constitution des cours, les modalités des horaires scolaires, les moyens de contrôle, les sanctions de l'enseignement, etc....

La Chambre de Métiers d'Alsace s'est mise sans retard à réaliser ce plan.

D'une enquête faite il apparut que bien des communes rurales hésitent à endosser la responsabilité financière que comporte la création d'un cours professionnel obligatoire.

Le plus souvent, elles se contentent d'un cours d'adultes facultatif, et rares sont les cas où les communes sollicitées ont tout de suite compris leur rôle de centres d'instruction pour les apprentis de l'Artisanat rural. D'ailleurs, certaines d'entre elles possédaient déjà un cours professionnel qu'il s'agissait alors de réorganiser sur des données nouvelles, de développer et de rendre obligatoire. C'est le cas de Sarre-Union, Wasselonne, Turckheim, etc.... Enfin, des groupements professionnels avaient pris l'initiative comme à Brumath, Obernai, Barr, etc., et réclamaient le respect des situations acquises.

De tout cela résulte une diversité de situations locales dont il fallait tenir compte en appliquant non pas une formule rigide, mais des solutions souples et appropriées aux contingences en présence, et il fallait traiter chaque cas individuellement ce qui nécessitait l'échange d'un vaste correspondance avec les Sous-Préfectures, les Mairies et les Groupements professionnels. En même temps, le problème fut agité dans la presse professionnelle et quotidienne, dans les assemblées corporatives, etc.... afin de créer un mouvement d'opinion favorable à l'idée de l'enseignement postscolaire professionnel.

En attendant qu'une unité de vues et d'organisation administrative existe entre les différents services intéressés, la Chambre de Métiers s'est préoccupée du recrutement du personnel enseignant appelé à diriger les Cours d'Artisanat rural. Elle organisa des cours d'instruction où des spécialistes éprouvés ont traité les différentes matières d'un programme-type, élaboré par M. Edouard Hubert, professeur à l'Ecole Nationale Technique, ancien Directeur de l'Ecole Technique des apprentis de Metz.

Aidé en cela par le Préfet du Bas-Rhin, qui réunissait périodiquement les initiateurs de ce mouvement, la Chambre de Métiers aboutit à des résultats appréciables.

En 1927 :

La Chambre de Métiers organisa dans le **Bas-Rhin** 10 centres avec 282 élèves, dont voici la répartition :

Bischoffsheim	avec 14 élèves
Brumath	„ 25 „
Barr	„ 43 „
Diemeringen	„ 18 „
Niederbronn	„ 31 „
Obernai	„ 51 „
Quatzenheim	„ 12 „
Limersheim	„ 15 „
Sarre-Union	„ 42 „
Woerth	„ 31 „

Il importe de noter que les cours de Barr, Bischoffsheim, Brumath, Diemeringen, Quatzenheim, Limersheim et Woerth furent créés de toutes pièces, que celui d'Obernai est une création de l'Association des Artisans et Commerçants d'Obernai, alors qu'à Sarre-Union et Niederbronn les centres furent créés en s'appuyant sur l'organisation des cours d'adultes. La Chambre de Métiers a eu, en même temps, l'occasion d'intervenir en faveur de la création d'une

Ecole de Perfectionnement Professionnel à Schiltigheim, qui ouvrit ses portes en 1928.

En 1928, les centres suivants se sont ajoutés dans le Bas-Rhin à ceux que nous venons de nommer :

Drulingen	avec 18 élèves
Ingwiller	„ 38 „
Niederroedern	„ 32 „
Nordhouse	„ 18 „
Huttenheim	„ 10 „
Illkirch-Graffenstaden	„ 55 „
Obermodern	„ 18 „
Schirmeck	„ 26 „
Wasselonne	„ 43 „
Willgottheim	„ 22 „

soit 10 cours avec 300 élèves. Pendant le semestre d'hiver 1928/29 20 centres avec 582 élèves ont fonctionné dans le département du Bas-Rhin, et 40 communes possèdent un instituteur formé aux Cours d'Instruction de la Chambre de Métiers.

Pour la plupart, ces cours sont obligatoires et se tiennent avant le repas du soir. L'assiduité et la tenue des élèves sont très bonnes. Souvent les groupements d'artisans veillent à la fréquentation régulière, s'ils ne prennent pas une part plus active encore, comme par exemple la Corporation des Charrons et Forgerons de Strasbourg-Campagne, les Associations des Artisans de Barr, d'Obernai, etc....

La durée des cours varie entre 2 et 8 heures par semaine, pendant les 26 semaines du semestre d'hiver.

Dans le Haut-Rhin, l'action de la Chambre de Métiers a surtout été efficace pour la Section de Colmar.

Elle y a organisé 5 centres, dont 3 nouvelles créations dues à l'initiative de cette section, qui a été particulièrement heureuse dans ses interventions auprès des Sous-Préfectures, des communes et des groupements professionnels.

1^{er} centre: Ribeauvillé,

avec 66 élèves répartis en 3 classes pour les branches du «Bois», «Fer» et «Divers».

Les communes faisant partie de ce centre sont : Ribeauvillé, Zellenberg, Riquewihr, Hunawihr, Guémar, Illhäusern, Ostheim et Beblenheim.

2° centre : Turckheim,

avec 46 élèves répartis en deux classes avec trois instituteurs dont deux de l'Ecole de Perfectionnement de Colmar.

Les communes faisant partie de ce centre sont : Turckheim, Ingersheim et Wintzenheim.

3° centre : Kaysersberg

avec 36 élèves répartis en 2 classes tenues par 2 instituteurs.

Les communes faisant partie de ce centre sont : Kaysersberg, Katzenthal, Sigolsheim, Bennwihr, Ammerschwihr, Kientzheim et Mittelwihr.

4° centre : St-Hippolyte

avec 17 élèves réunis en une seule classe avec un instituteur.

Les communes faisant partie de ce centre sont : St-Hippolyte, Rodern, Rohrschwihr, Bergheim et Thannenkirch.

5° centre : Munster

Grâce à l'intervention de la Chambre de Métiers, les communes de la vallée de Munster ont prononcé l'obligation postscolaire pour leurs apprentis qui fréquentent maintenant l'Ecole de Perfectionnement Professionnel de Munster, récemment réorganisée sur des bases nouvelles.

Du côté de la section de Mulhouse, il fut possible de reconnaître comme centres d'instruction les cours de Cernay, Masevaux, Thann, Altkirch et St. Louis, avec 266 élèves. Depuis 1er octobre 1928 ces centres ont mis au point ceux de Hirsingue, Dannemarie, St. Amarin, Fellingering et Pfastatt, ce qui représentera, pour la Section de Mulhouse, un ensemble de 10 cours avec environ 400 élèves.

Pour le Haut-Rhin, nous avons donc, en 1927, 9 centres avec environ 460 élèves. Nous en avons 20 avec 700 élèves en 1928, ce qui porte le nombre total des centres à 19 pour 1927 avec 800 élèves et à 40 pour 1928 avec 1500 élèves.

Ces résultats justifient amplement l'intervention de la Chambre de Métiers et prouvent que ses moyens d'action sont appropriés. Ils sont à l'honneur de ceux qui s'y sont employés, soit comme organes de la Chambre de Métiers, soit comme professeurs ou collaborateurs bénévoles.

Au point de vue budgétaire, ce nouveau service de la Chambre de Métiers a occasionné une dépense de 15.337,10 frs. pour l'année 1927, montant auquel s'ajoute une somme de 13.000 frs. qui n'a pu être comptabilisée pour 1927 par suite du retard apporté à la liqui-

dation de certaines indemnités et subventions se rattachant aux cours professionnels du semestre d'hiver 1927/28.

L'initiative de la Chambre de Métiers en matière d'enseignement professionnel postscolaire a été appréciée dans toute sa valeur par les pouvoirs publics aussi bien que par les groupements professionnels.

Par ailleurs, lorsque la Chambre de Métiers a constaté, en 1924, que sa suggestion du 11 novembre 1923 (création d'écoles de perfectionnement et de cours ambulants professionnels) rencontrait des difficultés sérieuses notamment auprès des communes rurales, elle a voulu, par un palliatif provisoire, améliorer les résultats dans la partie théorique de l'examen de compagnon en offrant aux apprentis ruraux la possibilité de se préparer utilement à cet examen. Tel fut le but de quelques cours préparatoires organisés selon les besoins observés par les Sections de Colmar et de Mulhouse.

La fréquentation de ces cours, où furent répétées en 52 leçons les matières figurant au programme de l'examen de compagnon (partie théorique), fut la suivante :

	1924	1925	1926	1927
Section de Colmar...	103 (1 cours)	182 (2 cours)	208 (2 cours)	159 (2 cours)
Section de Mulhouse.	—	—	160 (2 cours)	
Total.....	103 (1 cours)	182 (2 cours)	368 (4 cours)	159 (2 cours)

La section de Strasbourg n'a pas organisé de cours semblables.

Les rapports des Sections de Colmar et Mulhouse sont unanimes à souligner l'avantage que ces cours présentent pour les apprentis de la campagne qui n'ont pu fréquenter une école de perfectionnement professionnel et qui, de ce fait, se trouvent mis en état d'infériorité par rapport aux apprentis urbains.

Néanmoins, il reste bien entendu que ces cours préparatoires n'ont qu'un caractère provisoire en attendant que des cours professionnels pour apprentis soient obligatoirement institués dans toute l'étendue de nos départements.

Continuant son action, la Chambre de Métiers d'Alsace pouvait écrire dans son rapport moral de 1930 :

« Quant aux cours d'Artisanat Rural eux-mêmes, ils ont fonctionné au nombre de 54, dont 52 ont pu être subventionnés par la « Chambre de Métiers pour l'année scolaire 1930/31. L'Etat et les « départements continuent à secourir les communes qui ont consenti « à faire des sacrifices pour l'enseignement technique des apprentis, « de sorte qu'il est permis de s'étonner que le nombre des communes « ayant décrété l'obligation postscolaire n'ait pas augmenté sensiblement en 1930. L'instruction de M. le Préfet du Bas-Rhin du 10 juillet 1928 avait établi un plan comportant 234 communes avec cours « obligatoires professionnels. Ce chiffre est loin d'être atteint, puisque nous ne comptons que 35 cours d'Artisanat Rural dans le Bas-Rhin avec 1854 élèves, dont 1327 apprentis-artisans. Les écoles de « perfectionnement professionnel de Strasbourg, Schiltigheim et Haguenau ne sont évidemment pas comprises dans ces chiffres. Les « subventions accordées par la Chambre de Métiers aux cours bas-rhinois s'élèvent, pour 1930, à 11.950 frs. En outre nous avons « accordé des prix d'honneur aux meilleurs élèves des cours professionnels du Bas-Rhin. 184 élèves furent ainsi récompensés par « nous en 1930.

« Dans le Haut-Rhin le nombre des cours d'Artisanat Rural « ayant fonctionné pendant l'année scolaire 1930/31 fut de 19 avec « 1050 élèves. Le montant global de la subvention attribuée par la « Chambre de Métiers à ces 19 cours fut de 13.034 frs., plus 4.000 frs. « de primes aux meilleurs élèves. Nous avons soumis à M. le Préfet « du Haut-Rhin un plan d'extension des cours d'artisanat rural et « nous osons croire que ce plan pourra être réalisé sous peu.

« Pour toute l'Alsace, nous comptons donc 54 cours d'Artisanat « Rural avec 2.900 élèves. Le sacrifice budgétaire que la Chambre de « Métiers s'est imposé en 1930, en faveur des cours professionnels « pour apprentis et des oeuvres connexes, comme le Centre de documentation, est de l'ordre de 63.385 frs., sans compter l'avance importante que nécessitait l'édition du Guide-Compagnon. Heureusement l'Etat et les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin nous « ont facilité cet effort budgétaire par des subventions qui montrent « tout le prix que les pouvoirs publics attachent à l'éducation professionnelle de la jeunesse. »

Grâce aux efforts combinés des pouvoirs publics, des Communes, de la Chambre de Métiers et des groupements d'artisans. 73% de nos apprentis reçoivent aujourd'hui un enseignement technique plus ou moins spécialisé.

Par ailleurs, la Chambre de Métiers, ayant constaté aux examens de compagnon que beaucoup de candidates des métiers féminins n'avaient pas fréquenté un cours professionnel, a demandé à MM. les

Préfets de vouloir bien rappeler aux communes que la loi ne fait aucune distinction, au point de vue de l'obligation postscolaire, entre les apprentis du sexe féminin et les autres. Là où l'obligation existe en vertu d'un statut local municipal, elle doit donc s'étendre aux apprentis. Le nécessaire a été fait, bien qu'il soit pratiquement difficile d'organiser l'enseignement en commun des garçons et des filles, surtout dans les communes petites et moyennes. Mais la Chambre de Métiers, du moment qu'elle avait inscrit l'obligation de suivre un cours professionnel dans son Règlement d'apprentissage, ne pouvait s'empêcher de demander que l'enseignement postscolaire soit partout organisé de façon à atteindre les apprentis des deux sexes.

Les détracteurs de l'organisation artisanale alsacienne ne peuvent qu'admettre son utilité, lorsqu'on leur présente une organisation d'enseignement technique de cette envergure, réalisée entièrement sur l'initiative de la Chambre de Métiers. Il est à souhaiter que les départements de l'Intérieur soient dotés d'un pareil cadre scolaire, spécialement pour les centres ruraux qui n'existent pratiquement nulle part et qui seraient plus utiles que les vagues écoles d'agriculture que l'on se plaît à ouvrir dans certains lycées, ou écoles pratiques, pendant la période d'hiver et dont le but est surtout de remplir un bâtiment, que la fréquentation scolaire normale laissait quelque peu désert, en donnant un enseignement livresque à une certaine catégorie de jeunes gens, qui ne retirent de cet enseignement qu'un bénéfice minime.

SECTION V

3.

Sanctions assurant le fonctionnement de l'apprentissage.

1° Sera puni d'une amende pouvant aller jusqu'à 187 fr. 50 et en cas d'insolvabilité, de la contrainte par corps, jusqu'à la durée de 4 semaines :

Celui qui enfreint les obligations légales à l'égard des apprentis qui lui sont confiés ;

Celui qui reçoit ou forme ou fait former des apprentis, sans qu'il soit en possession de ses droits civils ;

Celui qui enfreint la défense de former ou de recevoir ou de faire former des apprentis ;

Celui qui, bien qu'il n'ait ni le brevet de maîtrise, ni l'âge de 24 ans, forme des apprentis ;

Celui qui porte le titre de « maître » quoiqu'il n'en ait pas le droit;

Celui qui embauche sciemment un apprenti, même en qualité d'ouvrier, dans le délai de 9 mois après son départ de chez un autre patron, exerçant la même profession ou une profession connexe, sans le consentement de celui-ci;

Celui qui enfreint les prescriptions relatives au congédiement partiel des apprentis ou à l'engagement ultérieur d'apprentis lorsque le nombre des apprentis n'est pas proportionnel à l'importance de l'entreprise et que la formation des apprentis souffrirait de ce fait;

Celui qui n'observe pas le règlement de la Chambre de Métiers quant au nombre maximum d'apprentis à recevoir ou à former.

2° sera puni d'une amende jusqu'à concurrence de 25 fr. ou, en cas d'insolvabilité, de contrainte par corps, jusqu'à trois jours pour chaque contravention, l'employeur qui passe un contrat d'apprentissage non conforme aux prescriptions légales, ou celui qui enfreint les dispositions légales ou statutaires relatives à la fréquentation des cours ou écoles de perfectionnement.

L'article 3 du décret du 25 novembre 1919 a maintenu applicables les dispositions des articles 148, 150 du Code professionnel local, ci-dessus énumérés, relatives aux infractions au régime du Travail.

Ces infractions se prescrivent par 3 mois, elles sont des contraventions relevant du Tribunal de simple police, les peines se prescrivent par 2 ans.

Enfin les patrons pouvant déléguer les obligations qui leur incombent à leurs directeurs ou préposés, ceux-ci sont responsables de la non observation des règlements relatifs à l'apprentissage; de plus le patron sera punissable, lorsqu'il aura eu connaissance de l'infraction ou lorsqu'il n'aura pas apporté ses soins habituels dans le choix et le contrôle de ses délégués, même s'ils lui inspirent entièrement confiance (art. 151 Code Prof. local).

3° Les infractions aux statuts de la Chambre de Métiers relatives à l'apprentissage, en tant qu'elles ne rentrent pas dans les contraventions ci-dessus énumérées (1 et 2) et les refus des patrons de laisser visiter, par les délégués de la Chambre de Métiers, leurs ateliers et les dortoirs des apprentis, sont sanctionnés par une amende maximum de 25 fr. (art. 103-n, Code Prof. local). Le droit de requérir cette pénalité appartient à la Chambre de Métiers.

4° Si un apprenti quitte son patron avant la fin de l'apprentissage et sans motifs légaux, la police en attendant qu'une décision judiciaire statue sur la résiliation du contrat d'apprentissage ou sur les mesures provisoires peut, après avoir mis l'apprenti en demeure, soit le ramener de force à l'employeur, soit lui infliger une amende pouvant atteindre 62 fr. 50 (ou 5 jours de contrainte par corps).

Ces mesures, pour lesquelles la police a entière liberté d'appréciation, ne peuvent être cumulées.

Nous avons vu que des autorités autres qu'un tribunal peuvent infliger des « amendes ». Quels en seront alors les caractères? car notre droit, à part l'amende fiscale, ne connaît que les amendes judiciaires.

a) L'amende à l'ordre du § 3 est une amende civile (Otto Mayer)

Donc:

elle peut être cumulée avec une autre peine;

elle n'est pas susceptible de grâce;

elle ne peut être prononcée par une juridiction de droit commun;

elle ne peut être remplacée par la contrainte par corps;

elle peut s'appliquer aux personnes morales;

elles peut être réclamée aux héritiers;

la tentative et la complicité ne sont pas punissables.

Cette amende est fixée par le Maire ou le Sous-Préfet (elle peut être modifiée par l'autorité supérieure) par une décision exécutoire sur le champ.

b) L'amende contrainte du § 4 a le caractère d'une amende pénale mais reste cependant une amende civile, car elle n'est pas prononcée par un tribunal, mais par le maire ou le commissaire de police et est susceptible d'un recours hiérarchique.

Remarquons que pour ces deux amendes, du fait de l'introduction de la législation française, la contrainte par corps ne peut être prononcée, puisque la loi française du 22-7-1867 l'a supprimée en matière civile et que de plus les mineurs de moins de 16 ans ne sont pas assujettis à la contrainte.

Enfin, ces deux sortes d'amendes sont recouvrées comme en matière d'impôts communaux et reviennent à l'Etat.

SECTION VI

Statistiques.

1) DURÉE DE L'APPRENTISSAGE

2 ans	3 ans	3 ans 1/2	4 ans
Modistes Vulcanisateurs	tous les autres métiers	Bijoutiers Horlogers Opticiens	Imprimeurs Typographes Lithographes Lithographes- Imprimeurs Sculpteurs s/bois Facteurs d'orgues
Boulangers, Sabotiers 2 à 3 ans			
	3 à 4 ans Pelletiers		

2) TABLEAU COMPARATIF DES EFFECTIFS D'APPRENTIS
1922 - 1930.

Métiers	Chiffre d'apprentis		Par rapport à 1922	
	fin 1922	fin 1930	plus	moins
Bijoutiers	35	26		9
Boulangers	454	549	95	
Bouchers-Charcutiers	237	481	243	
Charpentiers	100	53		47
Charrons	175	129		46
Chaudronniers	61	35		26
Coiffeurs et Coiffeuses	183	794	611	
Compositeurs et Typographes	234	228		6
Condonniers	294	291		3
Cuisiniers	1	232	231	
Facteurs d'orgues	1	8	7	
Ferblantiers	359	265		94
Forgerons	429	287		142
Graveurs	26	14		12
Horlogers	35	30		5
Lithographes	34	38	4	
Maçons	86	132	46	
Mécaniciens tous genres	714	993	179	
Menuisiers	1269	735		534
Meuniers	19	9		10
Modistes	146	153	7	
Electriciens	381	525	144	
Opticiens	7	13	6	
Pâtisseries-Confiseurs	214	291	77	
Peintres	279	255		24
Pelletiers	8	9	1	
Photographes	15	15		
Photograpeurs	0	20	20	
Plâtriers	27	16		11
Poëliers	13	11		
Potiers	4	5	1	2
Ramoneurs	31	23		8
Relieurs	64	91	27	
Sabotiers	25	14		11
Sculpteurs s/bois	42	42		
Sculpteurs s/pierre	6	2		4
Selliers	131	132	1	

Métiers	Chiffre d'apprentis		Par rapport à 1922	
	fin 1922	fin 1930	plus	moins
Serruriers	922	599		323
Taillieurs	366	319		47
Couturières	1253	1112		141
Taillieurs s/pierre	13	13	8	
Tapissiers	89	89		17
Teinturiers	0	0	12	
Tonnelliers	80	80		45
Tourneurs s/bois	20	20		4
Tourneurs s/métaux	109	109	31	
Vanniers	9	9		
Vitriers	16	16		11

3) SURVEILLANCE DE L'APPRENTISSAGE

Le contrôle de l'apprentissage fut assuré, en 1930 encore, par 4 délégués de la Chambre de Métiers, à raison de 2 par département. La statistique des entreprises artisanales se présente comme suit:

Section de:

	Nombre des entreprises	
	1930	1929
Mulhouse	5777	6022
Colmar	4955	4917
Strasbourg	14921	15088
Total:	25653	26088

Le déchet relativement élevée de 374 entreprises est un symptôme de la crise économique qui a moins frappé les petites entreprises que celles d'envergure moyenne, dont un certain nombre ont disparu au cours de 1930.

Pendant 1930, 8308 entreprises sur 25653 furent visitées. Voici un extrait des rapports de 4 délégués, résumant l'étendue et le résultat de leur activité en 1930:

Sections	Entre- prises existan- tes	Entre- prises visitées	Con- tre visi- tes	Nom- bre de jour- nées de ré- vision	Nombres de com- munes visitées	Nombre de contra- ventions re- levées	Nombre de péna- lités re- quises
Mulhouse	5777	2604	—	94	244	528	7
Colmar	4955	2032	9	81	69	310	5
Strasbourg	14921	3672	18	209	215	1707	29
Total 1930	25653	8308	27	334	528	2545	41
Total 1929	26027	7445	61	329	362	2443	56

Parmi les 2545 contraventions constatées, 1386 furent sans gravité et purent être régularisées par une simple mise en demeure (omission d'une déclaration d'entrée ou de sortie d'apprentissage et absence de carnet de travail chez l'apprenti). 1138 furent de nature plus grave; dans 283 cas, manque d'autorisation de former des apprentis, 52 cas de dépassement des chiffres maxima d'apprentis, 726 cas de manque de contrat d'apprentissage par écrit, 71 cas de négligence dans la fréquentation du cours professionnel, 6 cas de négligence dans le logement de l'apprenti. Enfin il y a eu un cas de violation des bonnes mœurs et 3 cas d'usurpation du titre de maître. Cette énumération suffit pour caractériser la mission délicate de délégués, mais elle justifie aussi l'institution d'une pareille surveillance sans laquelle la réglementation en vigueur resterait dépourvue de sanction pratique.

Pour terminer le chapitre relatif au contrôle de l'apprentissage, nous donnerons un aperçu sur le nombre et les catégories du personnel occupé dans les 8308 entreprises révisées:

7254 compagnons dont 1317 logés et nourris
729 compagnonnes
1385 journaliers
3094 apprentis
dont 989 logés et nourris
675 apprenties

au total 13137 salariés dont 2306 logés et nourris.

Sur 100 entreprises artisanales, il faut donc compter une moyenne de 158 collaborateurs. Environ 10% du personnel sont des personnes sans apprentissage (manœuvres), proportion qui caractérise suffisamment la structure économique et sociale de l'Artisanat.

ANNEXE

Un projet de loi est en préparation, tendant à unifier les prescriptions du Code du Travail et les dispositions en vigueur dans les départements recouvrés, en ce qui concerne le contrat d'apprentissage.

Nous avons vu que le Président de la Chambre de Métiers d'Alsace avait défendu au Conseil supérieur du Travail les conditions de l'apprentissage prévues par la loi locale et avait même suggéré que certaines de ces dispositions pourraient être appliquées avec avantage à l'Intérieur.

Cette opinion avait déjà été formulée au Conseil Supérieur du Travail, qui dans un vœu adopté en 1925, avait indiqué dans quel esprit il entendait travailler à l'unification de la législation de l'apprentissage. La mise en application du Code du Travail dans les départements d'Alsace et de Lorraine devait être précédée d'une étude des dispositions légales particulières à ces départements et de l'introduction, dans nos lois, de celles de ces dispositions dont les avantages auraient été démontrés par l'expérience.

En 1929, le Conseil a adopté à l'unanimité, un vœu duquel nous avons déjà parlé, tendant à l'étude, en accord avec le Conseil Supérieur de l'Enseignement Technique, des moyens de réaliser la mise en harmonie ou, si possible, l'unification de la réglementation générale relative à l'apprentissage avec celle en vigueur en Alsace et en Lorraine; des délégués des organisations professionnelles de patrons et d'ouvriers des trois départements recouvrés prendraient part à cette étude.

En 1930, la Chambre de Métiers publiait un projet de mise en harmonie des lois d'apprentissage en droit français et en droit local, tandis que la commission permanente du Conseil, travaillant en accord avec les représentants des Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine, établissait un projet qui fut adopté par le Conseil et qui a servi de base au projet de loi.

Ce projet de loi, n'a pas pour but de bouleverser la législation existante, mais de compléter la loi du 20 mars 1928, tout en l'adaptant aux dispositions particulières qui régissent la matière en Alsace-Lorraine.

Nous examinerons brièvement les diverses particularités du projet de loi et spécialement leur répercussion sur la législation locale.

Le contrat d'apprentissage.

Celui-ci doit être constaté par écrit, sous peine de nullité du contrat entre les parties. Le formalisme est rigoureusement réglementé par les articles 2 et 2 a.

Mais la constatation par écrit d'un contrat d'apprentissage ne saurait être indispensable à l'existence de l'apprentissage lui-même. Celui-ci est un fait indépendant des formalités auxquelles il peut donner lieu. Par voie de conséquence, les enfants des trois départements recouvrés, qui, **sans contrat écrit**, ont acquis des connaissances dans un métier, ne se trouveront pas dans une situation inférieure à leur situation actuelle. Les Chambres de Métiers, en particulier, ne seront pas tenues de tenir désormais pour nulle et non avenue une instruction professionnelle effectivement acquise sans contrat écrit, au cours d'un apprentissage de fait.

Si l'exposé des motifs s'exprime ainsi, la rédaction de l'article correspondant semble y apporter une contradiction formelle.

« Le contrat d'apprentissage doit être **à peine de nullité**, constaté par écrit, soit par acte authentique, soit par acte sous-seings privés. L'acte authentique d'apprentissage est exempt de tous droits de timbre et d'enregistrement.

« Si le contrat d'apprentissage est rédigé par acte sous signature privée, il le sera »

Cette contradiction, ainsi que nous le verrons, sera relevée dans l'avis émis par la Chambre de Métiers d'Alsace, en date du 26 octobre 1932.

Objet de l'apprentissage.

Alors que les règles d'apprentissage sont les mêmes pour tous les métiers de « l'Intérieur », elles diffèrent, en Alsace et en Lorraine, suivant qu'elles s'appliquent au Commerce, à l'Industrie ou à l'artisanat proprement dit, où un rôle important, ainsi que nous l'avons vu, est réservé aux Chambres de Métiers.

En attendant qu'une loi spéciale organise la collaboration des Chambres de Métiers, créées par la loi du 26 juillet 1926, avec l'apprentissage, les dispositions nouvelles sont rédigées de telle façon que leur mise en vigueur dans les départements recouvrés ne fasse pas obstacle aux règles particulières du Code Professionnel local. D'autre part il est apparu que certaines règles de droit local, relatives à l'apprentissage dans le commerce et l'industrie pourraient être utilement rendues applicables à la France entière. Mais en accord avec les représentants locaux, le Conseil Supérieur du Travail a estimé qu'il n'y avait pas lieu de laisser subsister, dans les trois départements, des régimes de l'apprentissage différents selon qu'il s'agit du commerce ou de l'industrie. Les dispositions du Code du Travail devront s'appliquer, dans ces départements comme dans le reste de la France, à tous les établissements industriels et commerciaux. Par voie de conséquence, et contrairement à ce qui existe actuellement, le contrat d'apprentissage ferait l'objet, en Alsace et

en Lorraine, d'une définition légale. L'introduction dans les départements recouverts de la définition résultant du Code du Travail ne paraît pas soulever de difficultés, d'autant moins que l'essentiel de cette définition a été inscrit récemment dans les règlements des Chambres de Métiers d'Alsace et de Moselle.

Conditions de forme du contrat.

Ainsi qu'en Alsace et en Lorraine, un exemplaire du contrat devra être déposé au siège des organisations chargées du contrôle de l'apprentissage, lorsque le dépôt aura été exigé par le législateur (art. 2).

De même, l'article 3 prévoit, suivant l'exemple de la législation d'Alsace et de Lorraine, le cas où l'employeur ne donne pas lui-même la formation professionnelle à l'apprenti; dans ce cas, le contrat indiquera dans quelles conditions et par qui la formation professionnelle devra être donnée.

Conditions du contrat.

Il a paru utile d'exiger des garanties, à l'exemple de la législation de l'artisanat en Alsace et en Lorraine, non seulement des personnes qui reçoivent des apprentis, mais aussi de celles qui les forment. L'employeur peut, en effet, ou bien être lui-même le maître d'apprentissage, ou bien charger de ces fonctions un de ses employés. Il y a donc lieu de distinguer les deux cas.

D'autre part, le texte prévoit que la limitation du nombre des apprentis, dans un établissement, ainsi que l'interdiction de recevoir des apprentis pourront être provoquées, non seulement par les Comités départementaux de l'Enseignement Technique, mais encore par les organismes les mieux placés pour signaler les abus à réprimer, c'est-à-dire par les associations professionnelles et par les organisations qui, comme les Chambres de Métiers d'Alsace et de Moselle, sont chargées de contrôler l'apprentissage.

Devoirs des maîtres et des apprentis.

Des précisions ont été apportées à l'ancien Chapitre 3; la législation locale permet au maître d'interdire à l'apprenti la fréquentation des réunions professionnelles, elles sont ici implicitement énumérées parmi les réunions auxquelles les maîtres doivent laisser assister leurs apprentis.

D'autre part, le certificat délivré à l'apprenti, à la fin de son apprentissage, devra indiquer la profession enseignée, la durée de

l'apprentissage, les connaissances et aptitudes acquises. Le certificat sera légalisé sans frais par le Maire. Ces dispositions s'inspirent de la législation d'Alsace et de Lorraine.

De la résolution du contrat.

Les cas de résolution du contrat ont été classés, pour répondre à la diversité des situations possibles et d'ailleurs prévues par la législation des départements recouvrés, en 4 groupes distincts: cas de résolution de plein droit, résolution à la demande de l'une quelconque des parties, à la demande de l'employeur, à la demande de l'apprenti.

Les cas de résolution de plein droit forment l'exception, il a paru opportun de laisser aux Tribunaux, dans la plupart des cas, la possibilité d'apprécier les circonstances de la résolution.

Sanctions pénales.

Les sanctions ont été révisées et ont fait l'objet d'une graduation rationnelle.

Il importait de sauvegarder l'application des règles édictées par la législation en vigueur dans les départements recouvrés quant à la constatation et à la poursuite des infractions par les organismes chargés du contrôle de l'apprentissage. Un nouvel alinéa a été ajouté à cet effet à l'article 10 du 1er Code du Travail. Ces dispositions sont applicables, dans les autres départements, aux organismes auxquels sera confié le contrôle.

Telle est l'économie du projet de loi unifiant la législation de l'apprentissage et qui a provoqué de la part de la Chambre de Métiers d'Alsace **un avis en date du 28 octobre 1932** ainsi libellé:

« Le Comité de la Chambre de Métiers d'Alsace a examiné dans sa séance du 25 octobre le projet de loi tendant à unifier la législation relative au contrat d'apprentissage.

En formulant l'avis de la Chambre de Métiers d'Alsace sur ce projet il croit tout d'abord utile de rappeler l'intervention de son Président, M. Fernand PETER, au Conseil Supérieur du Travail lors de la discussion des réformes à apporter à la loi du 20 mars 1928. A ce moment, la Chambre de Métiers d'Alsace avait élaboré et soumis au Conseil Supérieur du Travail un

Projet d'une mise en harmonie des lois d'apprentissage en droit français et en droit local, projet qui est joint au présent avis.

Le Comité de la Chambre de Métiers d'Alsace, tout en regrettant que le projet de loi en présence n'ait pas adopté toutes les solutions contenues dans nos propositions d'unification présentées en juin 1930, reconnaît volontiers que le dit projet réalise des réformes utiles en ce qui concerne l'apprentissage industriel et commercial.

Il accepte la solution admise par le projet gouvernemental en ce qui concerne le maintien des dispositions particulières concernant le contrat d'apprentissage dans les professions artisanales dans les départements recouverts, c'est-à-dire les articles 129 à 133 du Code industriel local, en attendant l'élaboration d'une loi organique sur l'apprentissage artisanal valable pour tout le territoire français.

Passant à l'examen détaillé des dispositions du projet gouvernemental, le Comité de la Chambre de Métiers d'Alsace se permet de présenter les observations et les suggestions suivantes :

1) *Contrat d'apprentissage obligatoire. Apprentissage de fait.*

La Chambre de Métiers d'Alsace croit pouvoir constater une certaine contradiction entre le texte de l'Article 2 du projet et celui de l'exposé des motifs. Le contrat d'apprentissage devant être constaté par écrit sous peine de nullité, le contrat d'apprentissage verbal sera dorénavant inexistant et ne pourra donc être reconnu par les autorités ou les Chambres de Métiers, contrairement à ce qui est dit à l'exposé des motifs. Dans la législation locale (art. 126-b du Code industriel local) la forme écrite est obligatoire mais non substantielle, de sorte que le contrat verbal reste juridiquement valable, sans préjudice des sanctions pénales encourues par le maître-d'apprentissage qui omet la rédaction par écrit. La réforme envisagée par le projet gouvernemental enlèverait à la Chambre de Métiers de droit local la possibilité d'obtenir une sanction contre les patrons qui omettent de rédiger un contrat écrit en même temps que la possibilité de reconnaître un apprentissage de fait en dehors d'un contrat écrit. En d'autres termes, la réforme favoriserait les patrons nonchalants et ceux qui, sans être autorisés à former des apprentis, voudraient se procurer une main-d'œuvre bon marché. Par contre, les jeunes gens ainsi exploités seraient désavantagés par la réforme, qui ne permettrait plus à la Chambre de Métiers de droit local de les admettre à l'examen de compagnon et plus tard à l'examen de maîtrise. Comme dans la législation locale le droit de former des apprentis dans les métiers d'Artisanat est réservé aux détenteurs du titre de maître, les artisans non autorisés à former des apprentis pourront désormais facilement éluder cette prescription en s'abstenant de conclure un contrat d'apprentissage par écrit. A la Chambre de Métiers qui voudrait prendre des sanctions contre eux ils pourraient répondre qu'il ne s'agit pas d'un apprentissage vu qu'il n'y a pas contrat écrit. Ainsi, tout le monde pourrait tenir des apprentis sans y être autorisé et sans que la Chambre de Métiers puisse l'empêcher. Ce serait l'anarchie en même temps que le déclin certain de l'apprentissage, car il est très probable que la formation professionnelle dans cet apprentissage de fait constituerait le moindre souci du patron et serait reléguée à l'arrière-plan.

La Chambre de Métiers d'Alsace prie donc le Gouvernement de vouloir bien remettre cette question à l'étude pour trouver une solution plus conforme aux intérêts réels de l'apprentissage et offrant la possibilité de sévir contre les patrons qui omettent la rédaction d'un contrat d'apprentissage écrit.

2) *Objet de l'apprentissage.*

La Chambre de Métiers d'Alsace se permet de signaler une lacune grave dans le texte de l'art. 3 du projet, qui ne mentionne pas la profession dans laquelle doit avoir lieu la formation de l'apprenti. Cette omission peut donner lieu à des contestations ultérieures entre les parties contractantes, surtout lorsqu'il s'agit d'une entreprise ou plusieurs métiers s'exercent simultanément.

3) *Avis de l'organe chargé du contrôle de l'apprentissage.*

L'article 7 du projet prévoit la levée de l'incapacité de recevoir des apprentis par le Préfet qui devra demander l'avis du maire. La Chambre de Métiers d'Alsace estime qu'il y a lieu d'ajouter à cet avis, qui portera surtout sur la capacité civique du chef d'entreprise en question, l'avis de l'organisme chargé du contrôle de l'apprentissage, ce dernier portant surtout sur la valeur et la capacité professionnelles.

4) L'art. 11-b prévoit un *examen de fin d'apprentissage* à passer devant une commission désignée par la Commission locale professionnelle où le Comité départemental de l'Enseignement technique. La Chambre de Métiers d'Alsace demande à ce que le texte du projet soit complété à l'art. 4 pour stipuler expressément que l'examen de l'art. 11-b est remplacé, en ce qui concerne les métiers d'artisanat dans les départements recouvrés, par l'examen de compagnon institué par l'art. 131 du Code industriel local. Cette précision lui semble nécessaire pour éviter un double emploi et un conflit de compétence.

5) Une simple *retouche rédactionnelle* est proposée à l'art. 15 b chiffre 1, où il faudrait dire: « En cas de mort ou de changement de profession de l'employeur . . . » au lieu de « par la mort . . . »

6) *Indication des articles abrogés dans la législation locale.*

Il serait de bonne méthode législative d'indiquer dans le texte de l'art. 4 du projet les articles du Code de Commerce local et du Code industriel local qui sont abrogés, pour éviter des erreurs et des conflits d'interprétation.

Telles sont les observations que la Chambre de Métiers d'Alsace se permet de soumettre à MM. les Ministres qui ont contresigné le projet de mise en harmonie de la législation sur le contrat d'apprentissage. »

Espérons que cette tentative en faveur de l'unification de la législation, qui, par ailleurs, marque un réel progrès dans notre droit social trouve une sanction législative et qu'elle ne dorme pas trop longtemps dans les légendaires cartons verts du Parlement.

CHAPITRE III

Le Compagnonnage.

Après avoir terminé son apprentissage, le jeune apprenti peut postuler le titre de compagnon et passer avec l'employeur un contrat de travail ou la contre-partie de son travail ne sera plus l'éducation, mais une rémunération. Toutefois, pour être compagnon, l'apprenti doit en avoir les aptitudes et pour cela il doit subir avec succès un examen dit : examen de compagnon.

Après avoir examiné les modalités de cet examen, nous étudions la condition du « compagnon ».

Nous aurons :

Section I : L'examen de compagnon.

1° L'examen de compagnon.

2° Statistiques.

Section II: Le compagnon.

SECTION I

1° L'EXAMEN DE COMPAGNON.

Le droit d'organiser un examen de fin d'apprentissage, dit examen de compagnon, figure parmi les prérogatives essentielles des Corporations obligatoires. Ce droit peut être conféré aux Corporations libres par la Chambre de Métiers, lorsqu'elle estime que toutes les garanties sont réunies. A défaut de commissions d'examen corporatives, c'est la Chambre de Métiers qui institue des Commissions d'examen. Elle nomme d'ailleurs également les Présidents des Commissions d'examen corporatives.

Le rôle des commissions d'examen de compagnon devient de plus en plus délicat du fait que l'examen se passe très souvent dans les deux langues. Il n'a pas toujours été facile de trouver les concours patronaux et ouvriers qui sont indispensables pour assurer le niveau et le bon fonctionnement de l'examen, d'autant plus que les commissions ont plutôt tendance à se passer de l'assistance d'un expert-professeur.

Une demande de la Fédération des Métiers d'Alsace et de Lorraine, tendant à faire instituer une Commission d'examen de compagnon dans chaque chef-lieu de canton, fut rejetée par le Comité de la Chambre, le 2 juillet 1925. Il n'a pas encore paru possible en effet de décentraliser davantage l'organisation de l'examen de compagnon, car les expériences que nous avons faites à certains endroits nous imposaient la prudence et nous recommandaient une surveillance plus stricte des commissions fonctionnant en dehors du siège de la Section.

Cet examen a pour charte le règlement établi en 1927 par la Chambre de Métiers, et approuvé par le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux Arts le 25 mars 1927.

Cet examen étant unique en son genre, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire le règlement d'admission :

Article premier. — Les demandes d'admission à l'examen doivent être adressées par écrit à la Section compétente de la Chambre de Métiers d'Alsace (1), qui les transmettra aux Commissions d'examen compétentes.

A l'appui de sa demande le Candidat produira les pièces suivantes :

- a) une courte biographie, écrite par lui-même;
- b) le certificat d'apprentissage délivré par le patron et légalisé par la Mairie (art. 127-c du Code industriel);
- c) le certificat de sortie de l'école primaire (ou autre);
- d) le certificat de l'école de perfectionnement professionnel ou des cours d'adultes;
- e) le droit d'examen s'élevant à 30 fr.

(Décision de l'Assemblée Plénière du 26 novembre 1929, approuvée par M. le Préfet du Bas-Rhin en date du 7 décembre 1929).

En cas d'indigence, un certificat du maire devra être présenté.

Le Président de la Commission décide si les pièces fournies par les candidats suffisent pour l'admission à l'examen. L'admission est à refu-

(1) Sont compétentes:

pour le Bas-Rhin, la section de Strasbourg;

pour les arrondissements de Colmar, Guebwiller et Ribeauvillé,
la Section de Colmar;

pour les arrondissements de Mulhouse, Altkirch et Thann,
la Section de Mulhouse.

ser dans tous les cas où les conditions sus-mentionnées ne sont pas remplies. La décision est susceptible d'appel auprès de la Commission spéciale instituée à l'art. 33 des statuts de la Chambre de Métiers d'Alsace.

Session d'examen.

Article 2. — Les examens ordinaires ont lieu chaque année au printemps et en automne, du 1^{er} mars au 30 avril et du 1^{er} septembre au 31 octobre.

Si des examens devaient avoir lieu en dehors de ces dates, sans autorisation préalable de la Chambre de Métiers, les membres de la Commission ne pourraient recevoir comme indemnité totale que le reliquat des honoraires versés par les candidats, après couverture des autres frais.

La date exacte de chaque examen est fixée par le Président de la Commission, qui en avise à temps les membres de la Commission, les candidats à l'examen et la Chambre de Métiers.

En invitant les candidats à l'examen, le Président leur indiquera l'heure et le lieu de l'examen, la pièce d'épreuve de compagnon qu'ils doivent exécuter et l'atelier dans lequel elle doit être exécutée.

En règle générale, il ne sera pas convoqué plus de six candidats à un même examen, mais d'autre part, autant que possible, pas en-dessous de quatre.

Les proches parents, le tuteur et le patron de l'apprenti ne peuvent faire partie de la Commission sous peine de nullité de l'examen.

Droit d'examen.

Article 3. — Tout candidat doit verser à la Chambre de Métiers le montant des droits d'examen, en déposant sa demande d'admission. Le montant de ces droits est fixé par la Chambre de Métiers à 30,— fr.

Si les droits ne sont pas versés avant le jour fixé pour chaque session par la Chambre de Métiers ou si un certificat d'indigence délivré par le Maire n'a pas été présenté, le candidat ne sera pas admis à subir l'examen.

Si le candidat échoue à l'examen, ou s'il est absent sans excuse valable, il ne pourra prétendre à aucun remboursement des droits versés. En cas de répétition de l'examen, les droits doivent être payés à nouveau, sauf en cas de répétition de la seule partie théorique.

Commission de l'Examen.

Article 4. — La Commission d'examen se compose d'un Président, d'un maître-asseesseur et d'un compagnon-asseesseur. Pour la partie théorique de l'examen, le Président pourra s'adjoindre un expert choisi parmi les professeurs, professeurs-adjoints, professeurs techniques des Ecoles pra-

tiques d'industries ou parmi les professeurs ou les professeurs-adjoints des Ecoles obligatoires de perfectionnement dans les centres pourvus de ces établissements.

Les deux maîtres (Président et Maître-asseesseur) doivent être choisis parmi les quatre maîtres nommés membres de la Commission sous réserve qu'aucun d'eux ne soit un proche parent, le tuteur ou le patron de l'apprenti.

Dans des cas exceptionnels, dans lesquels trois ou tous les quatre membres nommés présentent à l'examen des apprentis de leur proche parenté, ou étant placés sous leur tutelle, ou ayant fait leur apprentissage chez eux, deux maîtres devront procéder à l'examen à tour de rôle, de telle sorte qu'aucun maître ne contribue à l'examen de son propre apprenti, ou d'un apprenti de sa proche parenté ou placé sous sa tutelle.

Dans ces cas, le procès-verbal devra mentionner la durée exacte de la collaboration de chaque assesseur, afin de permettre de fixer la part de chacun dans l'indemnité qui lui est due.

On agira de même quand une commission d'examen aura été constituée pour plusieurs métiers connexes.

Sans autorisation de la Chambre de Métiers, aucun autre maître que ceux faisant partie de la Commission ne pourra participer à l'examen.

Le compagnon-asseesseur doit obligatoirement assister à tout examen; un examen passé en son absence est illégal et nul de plein droit.

Modalités de l'Examen.

Article 5. — L'examen se compose d'une partie pratique et d'une partie théorique.

La partie pratique comprend :

- 1) la confection d'une pièce d'épreuve de compagnon, en tant que cela est possible et en tenant compte des conditions particulières;
- 2) une épreuve de travail.

L'examen pratique.

La pièce d'épreuve de compagnon.

Article 6. — La pièce d'épreuve de compagnon à présenter est désignée par la Commission d'examen. Elle doit être choisie de manière qu'elle cadre avec le caractère d'un examen de fin d'apprentissage, qu'elle ne cause ni perte de temps, ni dépenses exagérées et qu'elle permette au candidat de prouver qu'il possède les capacités requises pour exercer son métier comme compagnon. Lors de la demande d'admission à l'examen, le patron est autorisé à faire des propositions au sujet de la pièce d'épreuve de compagnon, en tenant compte des désirs de l'apprenti dans la mesure du possible. Il en est de même des ouvriers et même des artisans établis à leur compte, qui demandent tardivement leur admission à l'examen.

Article 7. — La pièce d'épreuve de compagnon sera exécutée dans l'atelier du patron ou dans celui d'un autre artisan, selon les instructions de la Commission.

Les membres de cette dernière sont autorisés à se convaincre personnellement du travail exécuté par le candidat; toutefois, des frais spéciaux ne doivent pas en résulter pour la Chambre de Métier.

Article 8. — Le candidat doit présenter la pièce d'épreuve de compagnon ainsi que les dessins y afférents au Président de la Commission.

De son côté, le patron ou l'artisan, dans l'atelier duquel la pièce a été exécutée, délivrera un certificat constatant que l'apprenti a fait la pièce et les dessins, sans aucune aide étrangère. S'il y a eu aide étrangère, il indiquera en quoi celle-ci a consisté.

Les ouvriers et les artisans établis à leur compte, qui se soumettent à l'examen, devront produire une déclaration analogue en ce qui concerne leur pièce d'épreuve de compagnon.

En cas de besoin, la vérification de la pièce par la Commission peut avoir lieu avant la date de l'examen.

S'il est constaté que la pièce n'a pas été exécutée par le candidat en personne, il sera exclu de l'examen et n'aura droit à aucun remboursement des droits versés par lui.

L'épreuve de travail.

Article 9. — La contre-épreuve pratique doit démontrer que le candidat possède suffisamment l'habileté exigée dans sa profession. Dans ce but, il devra exécuter devant la Commission ou, dans certains cas particuliers, devant deux membres de cette commission, quelques-uns des travaux ordinaires de son métier, en tenant compte du genre de l'entreprise où il a passé son apprentissage.

La durée de cette épreuve sera de 4 heures au maximum.

Examen théorique.

Article 10. — L'examen théorique doit fournir la preuve que le candidat possède des connaissances suffisantes sur la valeur, la provenance, la conservation, le maniement et l'emploi des matières premières ainsi que sur les signes extérieurs de leur bonne ou mauvaise qualité et sur l'entretien et les propriétés des outils et machines employés dans son métier.

Il débute généralement par une discussion sur la pièce d'épreuve de compagnon et l'épreuve de travail et doit s'étendre ensuite sur les questions contenues dans les programmes établis par la Chambre de Métiers.

En tant que le candidat a eu l'occasion de fréquenter des écoles ou des cours de perfectionnement, l'examen devra établir s'il a su acquérir une certaine habileté pour le dessin et les connaissances de technologie.

les plus essentielles. Dans cette dernière partie, l'examen a lieu par écrit et oralement et comprend la lecture, une rédaction professionnelle (p. ex. recommandation, offres de prix ou de travail, quittances, certificats de travail), le calcul (connaissances des quatre règles, des poids et mesures et des monnaies), la comptabilité simple et les mesures préventives à prendre pour éviter les accidents de travail. A cet effet, le Président de la Commission est autorisé à s'adjoindre un expert avec voix délibérative, choisi comme il est dit à l'article 4.

La durée de l'examen oral ne devra pas dépasser 1 heure, celle de la partie écrite avec l'épreuve de dessin 2 heures.

Constatation des résultats de l'examen.

Article 11. — Le résultat de chaque partie (pièce d'épreuve, contre-épreuve, partie orale, partie écrite et dessin) sera constaté par l'attribution dans chacune des 4 parties d'une note d'après le barème suivant :

0	—	2	insuffisant,
3	—	4	médiocre,
5	—	6	passable,
7	—	8	bien,
9	—	10	très bien.

Cependant les différentes matières faisant l'objet de l'examen ne sont pas appréciées d'une façon uniforme pour le résultat final, mais d'après un coefficient qui est de :

2	pour la pièce de compagnon,
2	pour l'épreuve de travail,
1	pour la partie orale,
2	pour la partie écrite et le dessin.

La moyenne des points que le candidat devra obtenir pour avoir passé l'examen est fixée à :

30	points pour la partie pratique,
15	points pour la partie théorique.

Ceux qui n'auront pas obtenus cette moyenne seront ajournés.

Au cas où le candidat n'aura pas atteint la moyenne dans l'une ou dans l'autre partie, seule cette partie sera à répéter.

Après la clôture de l'examen, il sera établi un procès-verbal des opérations auxquelles il a donné lieu. Ce procès-verbal doit être signé par tous les membres de la Commission d'examen, laquelle statue ensuite, à la majorité des voix, sur les résultats d'ensemble et décide si le candidat a satisfait aux épreuves ou s'il a échoué. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Le résultat sera communiqué aux candidats à la fin de l'examen en présence des membres de la commission d'examen.

Certificat.

Article 12. — Si l'examen a été subi avec succès, la Commission doit établir un certificat d'examen qui est exempt de frais et de droits de timbre.

La clôture de l'examen ne doit pas être prononcée tant que les certificats d'examen, dont les formulaires sont fournis à temps par la Chambre de Métiers, ne sont pas signés par tous les membres de la Commission, y compris le compagnon-asseesseur et, le cas échéant, l'expert (instituteur).

Si le candidat a échoué à l'examen, il appartient à la Commission de fixer le délai pendant lequel il ne pourra être admis à un nouvel examen; toutefois ce délai ne pourra dépasser six mois.

Opposition du Président.

Article 13. — Le Président a le droit, en cas de motif grave, d'opposer un veto suspensif aux décisions de la Commission dès qu'il a eu connaissance des motifs qui peuvent le justifier. S'il fait usage de ce droit, il devra faire appel à la décision de la Commission spéciale, instituée par la Chambre de Métiers pour statuer définitivement sur les réclamations formulées contre des décisions des Commissions d'examen, en lui soumettant, dans le plus bref délai possible, le procès-verbal de l'examen et les motifs de la contestation ainsi que l'indication des preuves qu'il invoque. La décision de la Commission d'appel est définitive.

Une expédition de la décision prise, avec indication des motifs, sera remise au Président de la Commission d'examen, qui en donnera connaissance aux intéressés et en assurera l'exécution.

Gestion des affaires.

Article 14. — Les affaires courantes de la Commission d'examen seront expédiées par le Président. Sa signature suffit pour toutes les expéditions, à l'exception des certificats d'examen (article 12) et du procès-verbal (article 11). Les dossiers et les procès-verbaux des Commissions d'examen de la Chambre de Métiers et les certificats d'examen dûment signés seront remis à cette dernière dès la clôture de l'examen.

Les Commissions d'examen des Corporations peuvent délivrer les certificats directement aux intéressés. En aucun cas le certificat ne devra être remis à un candidat n'ayant pas encore terminé son apprentissage, auquel cas la Commission remettra le certificat au maître d'apprentissage à la fin de l'apprentissage.

Article 15. — Les membres de la Commission d'examen assurent leurs fonctions à titre honorifique. Toutefois, pour perte de temps, et, dans certains cas, pour indemnité de frais de voyage, les membres des

Commissions de la Chambre de Métiers reçoivent une indemnité dont le taux est fixé par la Chambre de Métiers.

En ce qui concerne les Commissions des Corporations, il appartient à ces dernières de fixer elles-mêmes les indemnités qu'elles veulent allouer.

Article 16. — Le présent règlement sera soumis à l'approbation ministérielle conformément aux art. 38 et 62 des statuts de la Chambre de Métiers d'Alsace.

Le présent règlement a été établi par la Chambre de Métiers d'Alsace dans sa séance plénière du 16 décembre 1925.

Par ailleurs, une instruction, approuvée par le Ministre de l'Instruction Publique en date du 25 mars 1927, donne aux membres des Commissions d'examen toutes les précisions leur permettant de mener à bien leur tâche.

L'application des nouveaux programmes d'examen de compagnons a donné lieu à des difficultés nombreuses, dues surtout aux difficultés linguistiques et à la formation scolaire insuffisante d'une grande partie des candidats.

Alors que dans la partie pratique de l'examen les résultats furent satisfaisants et même réjouissants (en même temps que faciles à constater et à apprécier par le Jury), la partie théorique fut trop souvent pénible aussi bien pour les examinateurs que pour les candidats.

Aussi, afin de faciliter la tâche des examinateurs et de relever le niveau de l'examen, la Chambre de Métiers remit-elle à toutes les commissions d'examen, le questionnaire ci-dessous, pour les interrogations écrites et orales sur la partie théorique.

a) Partie orale:

1° Technologie:

- 1° Critique de la pièce d'épreuve de compagnon,
- 2° Une question concernant les matières premières.
- 3° Une question sur l'outillage.
- 4° Une question sur un tour de main ou un procédé courant dans le métier.

2° Instruction générale et civique:

- 1° Un calcul mental.
- 2° Une question de géographie économique ou de sciences appliquées à la profession.
- 3° Une question sur l'organisation de l'Artisanat, la législation ouvrière et sociale ou sur les obligations générales de l'apprenti.

b) Partie écrite.

1° Ecrit:

1° Dictée, si possible dans les 2 langues, 10 lignes de la «Gazette des Métiers».

2° Composition (lettre d'excuse, offre d'emploi, etc.) en français ou allemand.

2° *Calcul:*

1° 2 opérations des quatre règles.

2° 1 calcul décimal.

3° 1 calcul d'intérêts ou de pourcentage.

4° 1 opération appliquée au métier.

3° *Dessin:*

Suivant le métier, un croquis, un dessin coté, une perspective, si possible rapproché de la pièce d'épreuve.

Signalons que les élèves des Ecoles pratiques, non apprentis peuvent passer l'examen de compagnon afin de postuler par la suite le titre de maître. De même, le certificat d'aptitude professionnelle, institué par l'art. 47 de la loi du 25 juillet 1919 est assimilé à l'examen de compagnon.

Remarquons que les Commissions d'examen sont tenues d'examiner les apprentis venant de la grande industrie (ordonnance ministérielle du 26 juin 1902).

2° STATISTIQUES.

a) Répartition des candidats sur les différentes Commissions.

Commissions de	1923	1924	1925	1926	1927	Totaux
Corporations obligat.	582	666	604	701	684	3237
Corporations libres	279	367	496	720	820	2682
Chambre de Métiers	2291	2601	2521	2193	2297	11903
TOTAL	3152	3634	3621	3614	3801	17903

b) Répartition des candidats sur les 3 Sections.

Section de:	1923	1924	1925	1926	1927	Totaux
Mulhouse	668	733	731	682	785	3599
Colmar	519	684	539	483	520	2745
Strasbourg ...	1965	2217	2351	2449	2496	11478
Alsace:	3152	3634	3621	3614	3801	17822

En 1927, la Chambre de Métiers a fait procéder à une enquête sur les examens de compagnons, laquelle donne des renseignements précieux.

Dans la section de Mulhouse, elle porte sur 17 métiers avec 303 candidats, âgés en moyenne de 17 ans et demi, 167 candidats provenaient de la campagne, contre 136 de la ville. 139 (46%) avaient fréquenté un cours professionnel, 38 (13%) possédaient le certificat d'études primaires. 35% se servaient couramment des deux langues, 15% voulaient être examinés exclusivement en français, 20% exclusivement en allemand. La note moyenne obtenue par les 303 candidats fut de 42 en pratique (minimum 30, maximum, 60) et en théorie 18 (minimum 15, maximum, 30). Malgré d'assez bonnes connaissances en technologie, 17 candidats ont échoué à la partie théorique contre 2 à la partie pratique. La conclusion de la Section de Mulhouse sur les connaissances scolaires générales des candidats est très pessimiste.

En automne 1927, la Section de Colmar a refait l'enquête portant cette fois-ci sur 28 métiers et 193 candidats.

Age moyen: 19½ ans.

Provenant de la ville: 99 (51%).

Provenant de la campagne 94 (49%).

115 candidats (59%) avaient fréquenté un cours professionnel.

48 candidats (25%) ont subi l'examen en français. 145 (75%) en allemand, 36 candidats (18%) furent à même de subir l'examen dans les deux langues, dont plus de la moitié des jeunes filles. 181 candidats (91%) furent reçus, 12 furent ajournés dans la partie pratique, et 8 dans la partie théorique.

Pendant 1930 deux sessions d'examen de compagnon ont eu lieu avec les résultats suivants:

Section	Nombre des apprentis termi- nant l'apprentis		Nombre des candidats		Nombre des candidats ajournés	
	1930	1929	1930	1929	1930	1929
Mulhouse	790	666	773	753	88	67
Colmar	514	424	454	468	34	24
Strasbourg ...	2374	2377	2467	2624	202	158
Alsace:	3678	3467	3694	3845	324	255

Ce tableau est intéressant à plus d'un point de vue. Tout d'abord il nous apprend que non seulement la quasi-totalité des apprentis sortants se présentent à l'examen de compagnon, mais qu'un certain

nombre de retardataires se joignent à eux pour régulariser leur situation après coup. Cela prouve le prix que les jeunes artisans attachent au brevet de compagnon qui leur servira de légitimation partout où l'on demande des ouvriers qualifiés.

Le nombre des candidats ajournés a sensiblement augmenté en 1930 (8,8% contre 6,6% en 1929) et c'est presque toujours leur insuffisance en théorie qui est la cause de leur échec.

Des 3694 candidats, 2176 furent examinés par les commissions de la Chambre de Métiers, 590 par les commissions des Corporations obligatoires et 928 par les commissions des Corporations libres.

Parmi les 3694 candidats, 536 avaient leur apprentissage dans l'Industrie.

SECTION II.

Le Compagnon.

Salomon faisant venir des ouvriers et artistes de tous les pays pour la construction du Temple, les organisa en corporations qui comprirent trois groupes: apprentis, compagnons, maîtres; chacun de ces grades ayant ses devoirs et ses prérogatives. Le Moyen-Age vit la survivance de cette coutume; seul le compagnon pouvait devenir maître sans toutefois qu'un apprentissage préalable soit exigé, l'apprentissage ayant disparu, du moins en tant que corps.

Bien que n'existe plus cette curieuse survivance du compagnonnage, en tant que corps, il ne faut pas perdre de vue que dans le régime corporatif local une place très importante est faite aux compagnons qui forment le corps actif de l'artisanat.

Une collaboration étroite du maître et des compagnons est nécessaire; il est indispensable que ceux-ci occupent une place dans l'organisation artisanale. Ce rôle est dévolu aux Commissions de compagnons qui existent dans la Chambre de Métiers du droit local, aussi bien que dans les Corporations.

La Commission des Compagnons de la Chambre de Métiers étant l'émanation électorale des commissions de compagnons des corporations, la collaboration ouvrière dans l'Artisanat reste dans le cadre strict de la Corporation. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles cette collaboration s'est effectuée dans des conditions excellentes et qu'elle a produit de très bons résultats. Les luttes politiques ou religieuses étant bannies du domaine corporatif, les discussions entre patrons et compagnons restent calmes et ne dévient presque jamais.

La Commission des Compagnons de la Chambre de Métiers d'Alsace apportera son concours éclairé aux travaux de la Chambre, en donnant son avis dans toutes les questions intéressant les apprentis

et les compagnons, en émettant de sa propre initiative des suggestions et des vœux, en déléguant ses représentants aux séances des sections, des Commissions et du Comité et en participant régulièrement aux séances plénières de la Chambre.

Du côté des Corporations, la collaboration des compagnons ne fut pas moins utile et les Corporations qui fonctionnent le mieux sont celles qui ont réservé à leur Commission de compagnons une large place dans la gestion des questions corporatives.

Pendant la période de 1923 à 1927, une seule difficulté s'est élevée entre une Corporation et sa commission de compagnons, au sujet d'un contrat collectif de travail. Ce différent a été vite aplani, grâce à l'intervention de la Chambre de Métiers. N'est-ce pas là le meilleur exemple de la collaboration des classes et du bon travail qui peut être fait, lors des incidents du travail, par l'action conciliatrice des deux organes qui collaborent pour le bien de la profession ?

De telle sorte que dans sa Séance Plénière du 11 février 1925, la Commission des Compagnons de la Chambre de Métiers d'Alsace a demandé que la Chambre de Métiers prenne toutes les dispositions pour obliger les Corporations à constituer une Commission des Compagnons, là où il n'en existerait pas encore. Le vœu fut renvoyé pour étude au Comité, qui a fait donner, dans sa séance du 25 Avril 1925, les instructions nécessaires aux Sections de la Chambre. A cette occasion, il fut rédigé une petite notice explicatrice sur le rôle, la constitution, la composition et les prérogatives des Commissions de Compagnons près des Corporations. Lors de chaque nouvelle création de Corporation et lors de l'octroi aux Corporations libres, de l'autorisation de passer l'examen de compagnon, de leurs apprentis, les sections veillent à ce que la collaboration légale des compagnons soit entièrement assurée.

Là, ne s'arrête pas l'action de la Chambre de Métiers. La hiérarchie artisanale — apprentis, compagnons, maîtres, — est un aspect de la sélection professionnelle en même temps qu'une formule d'émancipation sociale. La Chambre de Métiers voit dans le compagnon d'aujourd'hui le maître de demain. Elle ne saurait donc se désintéresser de la formation ou plutôt du perfectionnement professionnel des compagnons. C'est à leur intention qu'elle organise des cours professionnels particuliers. C'est dans le même but qu'elle encourage et subventionne des cours corporatifs ou privés et qu'elle organise des Sections de travaux de compagnons aux Expositions régionales des Métiers.

Le besoin d'instruction est tellement grand chez les jeunes générations artisanales, que la Commission des Compagnons a demandé, dans la Séance Plénière du 11 février 1925, que la Chambre de Métiers entreprenne des démarches pour qu'il soit créé dans chaque ville des

cours de perfectionnement spéciaux pour compagnons-artisans. Le Comité, auquel ce vœu fut renvoyé pour étude, l'a adopté en demandant aux groupements d'artisans d'agir en conséquence auprès des Municipalités. Le vœu de la Commission des Compagnons a reçu un commencement d'exécution en ce sens que les cours préparatoires à l'examen de maîtrise, qui ont lieu dans les différents centres de la région, admettent non seulement les candidats à l'examen de maîtrise, mais aussi des compagnons désireux d'élargir l'horizon de leurs connaissances générales. Ces cours présentent une courbe ascendante et en 1930 nous trouvons :

A) Cours généraux :—

- 1 cours d'instruction artisanale avec 27 auditeurs à Strasbourg.

**B) Cours de perfectionnement professionnel
(pratiques et théoriques).**

- 1 cours de coupe avec 21 participants à Strasbourg;
- 1 cours de peinture avec 9 participants à Colmar;
- 1 cours de coupe avec 15 participants à Mulhouse;
- 1 cours de coiffure avec 24 participants à Mulhouse;
- 1 cours de dessin pour artisans du bâtiment avec 20 participants à Mulhouse.

C) Cours préparatoires à l'examen de maîtrise.

- 6 cours à Strasbourg avec 182 auditeurs
 - 1 cours à Saverne
 - » Sélestat
 - » Haguenau
 - » Molsheim
 - » Sarre-Union
 - » Barr
 - » Drulingen
- avec 138 auditeurs.
- 1 cours à Colmar avec 64 auditeurs,
 - 1 cours à Guebwiller avec 11 auditeurs,
 - 2 cours à Mulhouse avec 87 auditeurs,
 - 1 cours à Altkirch avec 15 auditeurs,
 - 1 cours à St. Louis avec 13 auditeurs,
 - 1 cours à Thann avec 9 auditeurs.

Le total de 26 cours avec 635 participants prouve que les compagnons ne perdent point de vue leur perfectionnement dans le métier et se préparent consciencieusement à la maîtrise. Certaines Corporations organisent régulièrement des cours pour compagnons et la Chambre de Métiers subventionne ces cours corporatifs chaque fois que cela lui est demandé.

La Chambre de Métiers d'Alsace peut se féliciter, en effet, de la collaboration active des compagnons à son oeuvre pédagogique et corporative. Elle ne cesse d'insister auprès des Corporations pour que celles-ci s'appuient sur leur commission de compagnons toutes les fois que l'intérêt des apprentis et des compagnons est en jeu. Le rôle très souvent méconnu des Commissions de compagnons est en réalité considérable et partout où une collaboration régulière s'est établie entre maîtres et compagnons, les résultats en sont appréciables. C'est d'ailleurs cette Compagnie elle-même qui fournit le meilleur exemple. Sa Commission des compagnons a été auprès des artisans le gardien vigilant des intérêts de leurs ouvriers, sans que son action ait donné lieu à des heurts ou des conflits. Pour les compagnons, la solidarité artisanale n'est pas un vain mot, et dans toutes leurs suggestions et décisions prévaut le souci de l'intérêt général du métier.

CHAPITRE IV

LA MAITRISE

SECTION I : L'examen de maîtrise.

1° L'examen de maîtrise,

2° Statistiques.

SECTION II : Le Maître.

SECTION I

L'examen de maîtrise.

1° L'EXAMEN DE MAITRISE.

De même que l'artisan, pour passer compagnon doit subir un examen, ce compagnon se soumet à une même formalité pour obtenir le titre de maître. Nous disons titre et non pas possibilité pour le compagnon de s'établir à son compte, car l'exercice du métier étant en principe entièrement libre (ce qu'on oublie souvent en parlant du régime corporatif de l'Artisanat alsacien), le compagnon pourra devenir patron. En dehors des établissements classés, pour lesquels il faut une autorisation administrative, il n'y a qu'un seul métier d'Artisanat qui fasse exception à cette règle, celui de maréchal-ferrant. Tous les autres métiers sont librement accessibles, car l'examen de maîtrise n'a été rétabli en 1908 que sous la forme nouvelle et moins restrictive d'une garantie de bonne formation professionnelle. Tout artisan qui veut enseigner son art à autrui doit passer l'examen de maîtrise, à moins qu'il ne bénéficie d'une des dispenses prévues par la loi ou le Règlement d'apprentissage de la Chambre de Métiers.

L'examen de maîtrise se passe devant une Commission, dont les Président et Vice-Président sont nommés par l'autorité de surveillance de la Chambre de Métiers (M. le Préfet du Bas-Rhin), celle-ci ne nommant que les maîtres-asseesseurs. Une session d'examen a lieu chaque année au printemps à Strasbourg, Colmar et Mulhouse, suivant un règlement approuvé par le Ministre de l'Instruction Publique (Sous-Secrétariat d'Etat à l'Enseignement technique), le 22 janvier 1931.

Admission à l'examen.

Article 1er. — Les demandes d'admission à l'examen doivent être adressées par écrit jusqu'au 1er novembre à la Section compétente de

la Chambre de Métiers d'Alsace (1) qui les transmettra à la commission d'examen compétente.

La Commission d'examen compétente est celle du district dans lequel le candidat exerce le métier soit comme compagnon, soit comme patron depuis 3 mois au moment de l'inscription à l'examen.

Pour les candidats de nationalité étrangère ce délai est porté à 1 an.

A l'appui de sa demande le candidat produira les pièces suivantes:

- a) une courte biographie, écrite par lui-même;
- b) un extrait de son acte de naissance ou le livret de famille. En règle générale les candidats doivent avoir 24 ans révolus pour être admis à l'examen. Les demandes de dispense d'âge doivent être soumises au Comité de la Chambre des Métiers;
- c) Le certificat d'apprentissage;
- d) Le certificat d'examen de compagnon, ou, s'il y a lieu un diplôme assimilé de plein droit au dit certificat. Pour le cas où le candidat aurait acquis l'autorisation de former des apprentis dans le métier dans lequel il veut passer l'examen, en vertu de l'art. 129 du Code industriel local ou de la loi du 30 mai 1908, art. II, alinea II, il devra produire un document authentique à l'appui;
- e) Si le candidat est en possession du certificat de compagnon ou d'un diplôme assimilé, une pièce établissant qu'il a travaillé pendant 3 ans au moins comme compagnon dans le métier dans lequel il veut passer l'examen, ou qu'il l'a exercé pendant la même durée au moins pour son propre compte.

La Commission d'examen statue sur l'admissibilité du candidat après examen de son dossier. Elle doit refuser les candidats qui ont fait l'objet d'une peine afflictive et infamante, ceux qui ont échoué à l'examen trois fois consécutives, de même que les candidats de nationalité étrangère qui ne savent pas lire et écrire dans une des deux langues du pays.

La Commission d'examen ne peut dispenser les candidats de la production de l'une ou l'autre pièce qu'avec le consentement du Comité de la Chambre de Métiers.

En cas de refus d'admission, le candidat peut faire appel auprès de l'autorité de surveillance de la Chambre de Métiers d'Alsace dans un délai de 15 jours.

(1) Sont compétentes les Sections de Strasbourg: pour le département du Bas-Rhin; Colmar: pour les arrondissements de Colmar, Ribeauvillé et Guebwiller; Mulhouse: pour les arrondissements de Mulhouse, Altkirch et Thann.

Session d'examen.

Article 2. — La session normale d'examen de maîtrise a lieu chaque année du mois de février au mois de mai.

En dehors de la session normale, des examens ne pourront avoir lieu qu'avec l'autorisation du Président de la Section compétente de la Chambre de Métiers, sous réserve que les candidats en question s'engagent à en supporter tous les frais et à fournir une caution appropriée à cet effet.

Les dates d'examen seront fixées par le Président de la Commission d'examen, qui devra les communiquer en temps utile à la Section compétente de la Chambre de Métiers.

Le Président de la Commission d'examen convoquera les candidats au moins 4 semaines avant la date de l'examen en leur indiquant par écrit, la date, l'heure et le lieu de l'examen, la pièce de maîtrise qu'ils auront à présenter et l'atelier dans lequel l'épreuve de travail devra être exécutée.

En règle générale, il ne devra pas être convoqué pour le même jour plus de 4 candidats. Si les circonstances l'exigent, ce nombre peut être exceptionnellement porté à 5.

Les membres de la Commission d'examen sont convoqués par écrit par le Président trois jours avant la date de l'examen.

Droits d'examen.

Article 3. — Les candidats doivent verser à la Section compétente de la Chambre de Métiers au moment de l'inscription un droit d'examen fixé à 100 frs.

Si le candidat ne se présente pas à l'examen, s'il y échoue ou s'il est évincé pour avoir présenté une pièce de maîtrise qu'il n'a pas confectionnée lui-même, les droits d'inscription ne lui seront pas remboursés. En cas d'empêchement dûment motivé (maladie, cessation de l'entreprise, force majeure, etc.) les candidats pourront ou bien obtenir le remboursement des droits ou bien être admis à une session d'examen ultérieure sans être tenus à un nouveau paiement des droits.

Si le candidat échoue à la partie pratique, il devra payer à nouveau les droits d'inscription au moment où il se présente pour répéter la partie pratique. En cas de répétition de la seule partie théorique, le candidat ne devra verser que la moitié des droits.

La Commission d'examen.

Article 4. — La Commission d'examen se compose d'un Président d'un Vice-Président remplaçant le Président empêché ou absent, de 4 maîtres-asseurs, d'un expert et d'un expert suppléant.

Le Président, le Vice-Président, l'expert et l'expert suppléant sont nommés par l'autorité de surveillance de la Chambre de Métiers sur proposition de celle-ci. Ils peuvent être nommés pour plusieurs métiers ou groupes de métiers.

Les maîtres-asseesseurs seront nommés pour chaque métier par la Chambre de Métiers parmi les artisans qui remplissent les conditions énumérées à l'article 2 du règlement électoral de la Chambre de Métiers. La durée du mandat de la Commission est de 3 ans.

La Commission peut siéger et délibérer valablement si, outre le Président ou le Vice-Président, deux maîtres-asseesseurs du métier en question et l'expert sont présents.

Le patron actuel, l'associé, les parents en ligne directe ou les parents en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré et les alliés du candidat ne peuvent siéger dans la commission sous peine de nullité absolue de l'examen.

En cas de vacances qui se seraient produites au cours de la période triennale dans la composition de la Commission, l'autorité de surveillance, en l'espèce la Chambre de Métiers peut nommer des remplaçants pour le reste de la période. Pour le cas où il n'est pas possible de réunir le nombre minimum de maîtres-asseesseurs du métier en question, la Chambre de Métiers peut adjoindre à la Commission un assesseur d'un métier connexe ou d'une spécialité connexe.

Modalités de l'examen.

Article 5. — L'examen se compose d'une partie pratique et d'une partie théorique et devra permettre au candidat de démontrer qu'il est capable d'exercer son métier suivant les règles de la profession et de l'enseigner à autrui.

La partie pratique comprend:

- 1) la confection d'une pièce de maîtrise;
- 2) une épreuve de travail.

Si les circonstances locales ou professionnelles ne permettent pas la confection d'une pièce de maîtrise, la Commission d'examen peut se borner à exiger une épreuve de travail.

La partie théorique comprend:

- 1) une épreuve orale;
- 2) un examen écrit, avec une épreuve de dessin s'il y a lieu. La durée de l'examen, en dehors de la confection de la pièce de maîtrise, ne doit pas, en règle générale, dépasser un jour.

Partie pratique.**Pièce de maîtrise.**

Article 6. — La Commission d'examen désigne au candidat la pièce de maîtrise qu'il devra produire à l'examen, en tenant compte, dans la mesure possible, des conditions particulières et des possibilités techniques de chaque candidat. Il appartient au président de la Commission de provoquer en temps utile une entente entre les membres de la Commission d'une part et les candidats d'autre part sur les pièces de maîtrise à présenter, sans qu'il en résulte des frais supplémentaires.

La pièce de maîtrise doit fournir la preuve que le candidat possède les travaux et les tours de mains courants, que comporte son métier ou sa spécialité, de façon à pouvoir l'exercer à son propre compte. Elle doit être autant que possible choisie de manière à ce que le candidat puisse l'utiliser pratiquement et que sa confection ne cause ni perte de temps, ni dépenses exagérées.

Le candidat est autorisé à formuler des propositions relatives à la pièce de maîtrise qu'il désirerait présenter, dans sa demande d'admission même.

Article 7. — L'exécution de la pièce de maîtrise doit avoir lieu dans les délais et dans l'atelier désignés par la Commission. Le candidat doit notifier au Président de la Commission la date à laquelle il commence son travail afin de permettre à la Commission de surveiller ou de faire surveiller par un délégué spécialement mandaté à ce sujet l'exécution de la pièce de maîtrise.

Les frais de voyage occasionnés par cette surveillance seront payés par la Chambre de Métiers à l'exclusion de tous autres frais.

Article 8. — Le candidat doit présenter au jour et à l'endroit indiqués par la Commission la pièce de maîtrise, les dessins et les devis de prix de revient y afférents. En même temps le candidat doit remettre à la Commission une déclaration par écrit, certificat sur l'honneur qu'il a confectionné la pièce de maîtrise sans aide étrangère. Si les travaux de la pièce de maîtrise ont exigé le concours de tiers, le candidat devra indiquer en quoi ce concours a consisté. Quiconque fait des déclarations fausses au sujet de la confection de la pièce de maîtrise, sera exclu de l'examen. Si la pièce de maîtrise n'est pas présentée le jour de l'examen, la demande d'admission du candidat sera considérée comme nulle et non avenue et les droits d'inscription ne seront pas remboursés. Cependant la Commission d'examen peut, pour des motifs qu'elle appréciera souverainement, accorder un délai supplémentaire pour la production de la pièce de maîtrise. Si ce délai expire sans que la pièce de maîtrise soit présentée, l'examen est annulé en entier.

L'appréciation de la pièce de maîtrise par la Commission peut avoir lieu dans certains cas avant la date de l'examen.

L'épreuve de travail.

Article 9. — L'épreuve de travail doit servir de contre-épreuve pratique à exécuter devant deux membres au moins de la commission, pour permettre à celle-ci de se rendre compte, le jour de l'examen, du degré d'habileté professionnelle du candidat.

La Commission d'examen doit exiger l'épreuve de travail même si la pièce de maîtrise a été exécutée sous la surveillance de membres de la Commission ou d'une tierce personne déléguée.

L'épreuve de travail sera désignée au candidat par la Commission d'examen, en tenant compte des programmes d'examens arrêtés par la Chambre de Métiers. Elle sera exécutée dans un atelier désigné par la Commission après entente avec la Section compétente de la Chambre de Métiers.

Partie théorique.

Article 10. — La partie théorique de l'examen se passe le jour de l'examen devant la Commission et comporte des interrogations orales et des épreuves écrites susceptibles de démontrer le degré d'instruction générale et technique du candidat.

La Chambre de Métiers peut arrêter des programmes détaillés pour la partie théorique de l'examen.

L'examen oral.

Article 11. — L'examen oral doit commencer en règle générale par une dissertation sur la pièce de maîtrise ou sur l'épreuve de travail et doit porter sur la provenance, les traits distinctifs, les qualités, la composition, la fabrication, la conservation et le prix de revient des principales matières premières employées dans le métier ainsi que sur les outils, machines-outils ou moteurs, leur conduite et leur entretien. Le candidat doit justifier au cours de l'interrogation qu'il possède en outre des connaissances suffisantes sur les principaux travaux de son métier ainsi que sur les calculs que comportent la préparation et l'exécution de ces travaux.

L'interrogation orale doit également permettre au candidat de justifier de connaissances suffisantes en matière de comptabilité simple et de tenue des livres, dans le calcul du prix de revient, l'établissement de devis et de factures, l'organisation commerciale de l'entreprise et ses principaux rapports avec des tiers (banque, débiteurs, créanciers, etc.)

Enfin l'examen oral doit s'étendre également aux éléments indispensables de la législation artisanale, sociale et fiscale.

L'examen écrit.

Article 12. — L'examen écrit comporte une rédaction sur un sujet intéressant la profession, des épreuves de calcul appliquées à la profession

un problème simple de comptabilité et une épreuve de dessin professionnel, s'il y a lieu.

Constatacion des résultats de l'Examen.

Article 13. — Le résultat de chaque partie de l'examen (pièce de maîtrise, épreuve de travail, partie orale et partie écrite) sera constaté par l'attribution, dans chacune des 4 parties, d'une note d'après le barème suivant :

- 0 — 2 insuffisant,
- 2 — 4 médiocre,
- 5 — 6 passable,
- 7 — 8 bien,
- 9 — 10 très bien.

L'appréciation des résultats dans les différentes parties en vue du résultat final se fait d'après un coefficient qui est de :

- 2 pour la pièce de maîtrise,
- 4 pour l'épreuve de travail,
- 1 pour la partie orale,
- 2 pour la partie écrite.

La moyenne des points que le candidat devra obtenir au minimum pour avoir passé l'examen est fixé à :

- 30 points pour la partie pratique ou 20 si le candidat a été dispensé de la confection d'une pièce de maîtrise.
- 15 points pour la partie théorique.

Les candidats qui restent en-dessous de cette moyenne seront ajournés. Si cette moyenne n'est obtenue que dans une partie, l'autre partie est à répéter.

La Commission d'examen déterminera le délai dans lequel le candidat pourra se présenter à l'examen ou à la partie d'examen à refaire.

Après avoir arrêté la moyenne des points qui ont été donnés par les examinateurs dans les différentes parties de l'examen, le Président ou son remplaçant fera voter la Commission sur la question de savoir si le candidat sera reçu en tout ou en partie ou s'il sera ajourné.

La décision sera prise à la majorité des voix, celle du Président ou de son remplaçant étant prépondérante en cas de partage.

Le résultat de l'examen sera communiqué aux candidats à la fin de l'examen en présence des membres de la commission par le Président ou son remplaçant. Après la clôture de l'examen il sera établi un procès-verbal signé par tous les membres de la Commission d'examen.

Brevet de Maîtrise.

Article 14. — Si le candidat est reçu à l'examen il lui sera délivré un brevet de maîtrise exempt de frais de timbre etc. et signé des membres de la Commission.

Recours.

Article 15. — Le Président de la Commission d'examen, le candidat et le Président de la Section compétente de la Chambre de Métiers peuvent faire opposition contre la décision de la Commission d'examen dans un délai de 8 jours francs. Le recours doit être formulé par écrit au Comité de la Chambre de Métiers d'Alsace et doit être dûment motivé. Le Comité statue, après avoir entendu les parties sur la validité de l'examen ou sur la régularité du résultat proclamé par la Commission. Sa décision est susceptible d'appel dans un délai de 15 jours auprès de l'autorité de surveillance de la Chambre de Métiers.

Gestion des affaires.

Article 16. — La gestion des affaires courantes de la Commission d'examen est assurée par son président ou son vice-président qui signe valablement pour la Commission sauf en ce qui concerne les procès-verbaux et les brevets.

Les dossiers et les procès-verbaux d'examen sont remis avec les pièces de l'examen théorique à la Section compétente de la Chambre de Métiers. La contre-épreuve pratique doit être conservée ou tenue à la disposition de la Chambre de Métiers pendant 30 jours aux fins de vérification. De même, le Président de la Section compétente, qui peut assister à l'examen, peut demander que la pièce de maîtrise reste à la disposition de la Chambre de Métiers pendant 30 jours.

Article 17. — Les membres de la Commission d'examen assurent leurs fonctions à titre honorifique. Toutefois, il leur sera alloué une indemnité de perte de temps et, le cas échéant, le remboursement des frais de voyage en 3^{me} classe. Le montant de l'indemnité de perte de temps est fixé par la Chambre de Métiers. Les indemnités ainsi que les remboursements de frais de voyage, de port, etc. seront payés par la Section compétente de la Chambre de Métiers sur production des pièces justificatives et contre reçu du Président de la Commission. En cas de répétition d'un examen annulé par la faute de la Commission aucune indemnité ne sera payée.

Article 18. — Le présent Règlement a été établi par la Chambre de Métiers d'Alsace conformément à l'article 133 du Code Industriel local dans sa Séance Plénière du 10 décembre 1930.

2° STATISTIQUES

1° Commissions d'examen de maîtrise:

Commission pour les métiers du bâtiment et du métal à Mulhouse.

Commission pour tous les métiers à Colmar.

Commission pour les métiers de l'alimentation, de l'habillement, du livre à Mulhouse.

Commission pour les métiers du bâtiment et du bois à Strasbourg.

Commission pour les métiers de l'alimentation et de l'habillement à Strasbourg.

Commission pour les métiers du livre et du métal, à Strasbourg.

2° Résultats de 1922-1927.

1922: 890 candidats, 71 ajournés pour l'Alsace et la Lorraine.

1927: 475 candidats, 62 ajournés, pour l'Alsace seule.

et de 1903 à 1927 pour l'Alsace et la Lorraine nous obtenons, pour les candidats reçus, le nombre de 8622.

3° Résultats de la session de 1930.

(application du nouveau règlement):

SECTION	Nombre des auditeurs aux cours préparatoires		Nombre des candidats		Nombre des candidats ajournés	
	1930	1929	1930	1929	1930	1929
Mulhouse	124	106	129	117	7	12
Colmar	75	68	95	88	3	6
Strasbourg	420	411	357	397	63	36
ALSACE	619	585	581	602	73	54

Des 581 candidats de l'année 1930, 322 furent déjà établis à leur propre compte, alors que 259 travaillaient encore comme compagnons. L'accroissement du nombre des échecs s'explique par l'application du nouveau règlement d'examen qui oblige les Commissions à une plus grande précision dans l'appréciation des résultats et qui comporte des notes éliminatoires. Le pourcentage des candidats ajournés fut de:

6% en 1928,

9% en 1929,

12,5% en 1930.

La sélection s'opère donc plus sévèrement aujourd'hui qu'il y a quelques années, ce qui ne pourra que renforcer le prestige du titre de maître.

SECTION II.

Le Maître.

A l'inverse de ce qui se passe pour l'apprentissage et le compagnonnage, les textes relatifs aux Corporations ont toujours réglementé avec soin l'accès de la maîtrise qui, jadis, permettait seule l'exercice, à son propre compte, de la profession.

Mais ce régime qui, s'il permettait le maintien d'un niveau professionnel excellent, provoquait de nombreux abus contre lesquels s'élevaient les compagnons auxquels l'accès de la maîtrise était interdit par un examen draconien où les juges étaient ceux qui demain seraient leurs concurrents.

Ce privilège de vendre et de fabriquer attaché au titre de maître, qui fut la cause primordiale du discrédit de la corporation, fut aboli par le décret des 2—17 Mars 1791.

Ce n'est que sous la forme d'une garantie professionnelle que la maîtrise « facultative » fut rétablie par la loi allemande du 30 Mars 1908, introduite en Alsace-Lorraine le 1^{er} octobre 1913. Cette loi n'admettait à l'examen de maîtrise que le candidat ayant subi l'examen de compagnon, ainsi était renforcée la structure de l'organisation artisanale.

Le Maître étant un artisan, donc un participant d'une manière effective et active, tant à la vie de la Corporation qu'à celle de la Chambre de Métiers, il semblerait que la Chambre de Métiers n'ait qu'à suivre les buts de ces statuts pour être en « règle » envers lui. Ce serait mal connaître l'esprit de cet organe, car qui dit examen, dit préparation et le niveau du métier sera plus haut, si cette préparation est réelle et ordonnée suivant un plan rationnel.

De ce fait, la préparation des candidats à l'examen de maîtrise sera une des préoccupations principales de la Chambre de Métiers. Le programme de la partie théorique de l'examen comporte les nombreuses connaissances que l'on doit exiger d'un maître d'apprentissage, à côté de la technique de son métier. Le calcul du prix de revient, la comptabilité, le dessin professionnel, l'application des lois sociales, ouvrières et artisanales, bref tout ce qu'englobe la direction technique et commerciale d'une entreprise artisanale, fait l'objet d'interrogations ou de compositions dans la partie théorique de l'examen de maîtrise.

On sait que la direction d'une entreprise a donné naissance à toute une branche de sciences économiques, qu'elle fait l'objet d'une littérature abondante depuis qu'à été mise en relief l'importance de la fonction de direction dans toute entreprise. Dans l'Artisanat le problème est, sous une apparente simplicité, complexe au possible, parce que l'artisan réunit en lui la fonction de direction et celle d'exécution.

Il doit développer à la fois sa maîtrise technique et ses capacités commerciales, pour être un bon artisan doublé d'un commerçant d'égale valeur. Si l'Artisanat a perdu tant de terrain dans l'économie moderne, c'est qu'il a trop négligé la fonction commerciale et « la science de l'organisation » en général. La lutte de concurrence dans le monde économique devient sans cesse plus âpre et plus raffinée. Elle oblige le chef d'entreprise à réduire son prix de revient, ce qui n'est possible que par une parfaite organisation de la production, par la suppression de toute perte de matériel, de temps et de force, par la meilleure utilisation des facteurs : homme, outil, machine, matériels premières.

Les idées de rationalisation, qui ont envahi et révolutionné l'Industrie, ne s'arrêtent pas devant la façade de romantisme dont certains entourent encore l'Artisanat. Une ère nouvelle se lève pour l'Artisanat qui devra rechercher par tous les moyens le rendement maximum de son travail, oisant à la fois la quantité et la qualité.

Cette ère nouvelle demandera des hommes nouveaux, préparés et initiés à leur tâche. Les cours préparatoires à l'examen de maîtrises, que la Chambre de Métiers organise chaque année, ont donc une signification et un but beaucoup plus vastes que ceux d'un simple cours de répétition des matières d'examen. Ils doivent ouvrir des perspectives nouvelles, guider l'esprit de critique et d'observation des lois et phénomènes économiques et sociaux, situer le rôle de l'artisan dans l'économie moderne et fournir des armes de défense à ceux qui auront à lutter demain pour leur indépendance.

Malheureusement, la durée de ces cours préparatoires, qui varie entre 36 et 52 heures, ne permet souvent pas, en pratique, de dépasser le cadre des matières d'examen les plus essentielles. Et d'ailleurs, le niveau général d'instruction des candidats a très souvent conduit à parer au pire des lacunes constatées. Un complément de préparation s'imposait donc. Il fut trouvé et adopté sous la forme d'un « Manuel pour la préparation de l'examen de maîtrise et la pratique dans l'Artisanat », dont l'édition fut décidée par le comité de la Chambre dans sa séance du 4 octobre 1926.

Telle est l'activité heureuse qu'a déployée, en cette matière, comme en tant d'autres, la Chambre de Métiers d'Alsace et qui a abouti à la mise sur pied d'un cadre d'artisans remarquable et au maintien des saines traditions économiques, ce qui a permis à l'Artisanat alsacien de subir la crise sans trop de dégâts, surtout si on le compare avec la grande industrie.

CONCLUSION

Nous avons examiné, aussi objectivement que possible, l'organisation artisanale alsacienne et notre embarras est grand pour conclure cet exposé, puisque nous ne voulons pas entrer dans le domaine du droit comparé. Aussi nous contenterons-nous de relever quelques objections, plutôt d'ordre pratique que d'ordre juridiques, auxquelles nous répondrons.

Les critiques sont surtout formulées contre les Corporations et spécialement les Corporations obligatoires.

La Corporation libre est inefficace dit-on, car de nombreux artisans n'en font pas partie, par suite ses décisions ne sont pas appliquées.

La Corporation obligatoire n'atteint pas son but, car de nombreux artisans aiment mieux payer l'amende que de reconnaître ses décisions et de fréquenter ses assemblées.

La Corporation obligatoire, disent certains, ne peut avoir aucune influence, car elle a une circonscription trop étendue.

Enfin la limitation de leur champ d'activité, la surveillance administrative les placent dans une situation inférieure à celle des syndicats et des associations.

Il ne faut pas nier certains inconvénients de l'organisation actuelle, mais il ne faut pas non plus faire siennes les critiques par trop partiales.

Oui, la Corporation libre peut n'être pas efficace, si un certain nombre d'artisans refusent d'y participer et c'est pour cela que le législateur a prévu la Corporation obligatoire, dont il a facilité la formation par un formalisme des plus réduits.

Certes, ce formalisme est trop réduit, puisqu'il suffit de la majorité des votants pour que la création d'une Corporation obligatoire soit décidée. Est-ce à dire que si le nombre des votants est infime, les abstentionnistes sont des opposants? — Non — car il y a, il faut le dire, un certain relâchement du lien professionnel et l'artisan devient de plus en plus égoïste. Par ailleurs, si l'artisan de la ville vote, celui de la campagne s'abstient généralement. Il est seul dans son pays, son commerce prospère, il ne voit pas bien ce qu'il pourra retirer de cette formation! Et puis ce sont ceux de la ville qui sont à la tête; alors l'éternelle méfiance du campagnard pour le citadin le transformera en un abstentionniste. Il y a aussi la question de la convocation, faite par la voie de la presse, manière

insuffisante. Que l'on convoque l'artisan individuellement, qu'on lui explique ce qu'il doit attendre de la Corporation, alors il s'y intéressera, non seulement en exprimant son opinion sur le bien-fondé de l'organisation d'une Corporation obligatoire, mais aussi en participant à la vie de la Corporation lorsqu'elle sera créée.

Quant aux opposants, il faut fréquenter les milieux corporatifs et assister — comme l'auteur de cette étude — à des assemblées générales, pour se former un avis. Il y existe, comme partout, des questions de personnes, et le malaise, qui couve dans certaines Corporations, tient uniquement à cette raison. Les jeunes trouvent que les anciens ne vont pas assez vite et veulent prendre leur place. Mais cette rivalité n'est pas le propre de la Corporation, nous la retrouverons dans toutes les associations et les syndicats. Alors pourquoi la montrer en épingle, lorsqu'il s'agit de la Corporation? Ici, point n'est besoin d'intervention officielle, dont on ne voit pas bien le sens d'ailleurs, mais de la diplomatie de la part des dirigeants, une juste vue sur l'avenir et souvent l'intervention de la Chambre de Métiers aplanit bien des obstacles et rétablit souvent la concorde.

La question de l'étendue de la circonscription explique également bien des critiques formulées à l'égard de la Corporation. Il faut reconnaître que le département, ou quelquefois trois arrondissements (c'est le cas de certaines Corporations qui ont leur siège à Mulhouse), sont des circonscriptions bien grandes. Mais il y a loin de cette opinion, basée sur des faits, de celle qui veut voir la nullité des arrêtés préfectoraux fixant le département comme circonscription corporative. C'est à mon humble avis, une interprétation trop large de l'article 100 du Code Professionnel local.

Nous retrouvons ici l'éternelle question de la limite administrative et de la circonscription économique. Certes, au point de vue administratif, il est plus aisé de confondre la circonscription corporative avec la limite départementale! Est-ce répondre aux besoins des artisans? Nous ne le croyons pas. Que peut-il y avoir de commun entre l'artisan serrurier de la ville, par exemple, et le serrurier de la campagne? Absolument rien; de même pour l'artisan menuisier et tant d'autres. Par ailleurs, si vous trouvez dans une région de nombreux artisans d'un métier, dans une autre, vous n'en aurez que quelques uns. Leurs intérêts seront-ils les mêmes? Non, car si d'un côté il y a la concurrence, de l'autre elle n'existe pas.

Mais à côté de ce problème strictement économique, il y a le problème distance. Reconnaissons-le avec franchise, on a oublié bien souvent de prendre l'indicateur des chemins de fer pour fixer les limites et le siège social de la Corporation obligatoire. Un seul exemple: Guebwiller est généralement rattaché à Colmar; certes, pour une partie de l'arrondissement, il est plus facile de se rendre à Colmar, mais pour l'autre Mulhouse est plus proche. Nous pourrions trouver de nombreux cas de cette faute ferroviaire.

Fixez des circonscriptions, sinon moins grandes, du moins répondant mieux aux cantons économiques et aux communications ferroviaires, et la Corporation obligatoire aura plus de vie. C'est une expérience à tenter et les critiques, avant de former définitivement leur opinion, feraient bien attendre l'application de cette solution, qui certes est délicate. Mais en France, le mot impossible n'existe pas.

L'intérêt que porte l'artisan à son métier est amplement démontré par sa fréquentation des groupements locaux qui, pour lui, défendent mieux ses intérêts, et ici nous formulerons le dernier grief à la Corporation: La Corporation reste trop dans la théorie, elle reste trop éloignée des contingences particulières; certes nous ne demandons pas comme certains la fixation des prix par la Corporation. Il paraît que c'est une des causes qui ont désillusionné l'artisan et qui le font quitter la Corporation. D'abord, le principe même de la liberté du commerce et de l'industrie s'y oppose, et même ceux qui demandent une telle procédure seraient les premiers à vouloir son abolition. L'objection n'est pas sérieuse, il s'agit simplement d'une revendication d'opposants qui en font une arme de bataille, sachant aisément qu'elle ne peut pas aboutir, parce que contre le simple bon sens. La Corporation doit faire une étude plus complète des questions locales et par suite diriger son action sur certaines questions jusqu'ici ignorées.

Il ne faut pas que la Corporation obligatoire, grande dame, craigne de s'abaisser à ces petits détails. Non, ces détails, qui pour elle semblent de peu d'importance, sont vitaux pour l'artisan. Elle doit en s'occuper et le jour où elle se sera mise à la tâche, elle verra l'attention que portait l'artisan aux syndicats et associations locales s'en détourner pour revenir à elle.

La Corporation n'est pas une si vieille dame, qu'elle néglige les compliments de nouveaux adorateurs?

Donc, est-il dit, la Corporation est indispensable, mais elle doit évoluer et toutes les critiques qui lui sont opposées, qui ne sont que des critiques de fait, tomberont d'elles-mêmes le jour où elle sera décentralisée et nous proposons à la Chambre de Métiers de mettre à son ordre du jour cette question:

La décentralisation des Corporations obligatoires.

D'ailleurs, la raison d'être de la Corporation ressort de ce que nous constatons au sujet de la formation des Chambres de Métiers de l'Intérieur.

En effet, on a formé des Chambres de Métiers sans s'occuper de l'échelon inférieur; le résultat est que la loi est peu appliquée et que là où elle fonctionne on a commencé par fonder des syndicats d'artisans!

La réforme de l'apprentissage, actuellement à l'étude, prévoit

sa surveillance par des organismes de l'artisanat. N'est-ce pas reconnaître implicitement la nécessité des organes secondaires, les Corporations.

La question ne se pose pas, quoique en pensent certains esprits chagrins, la Corporation obligatoire est indispensable; elle doit, en modifiant son action, grouper tous les artisans de bonne volonté pour le bien de l'économie alsacienne.

Réfuter des critiques relatives à la Chambre de Métiers est impossible, puisqu'il ne peut y en avoir, puisqu'il n'y en a pas.

Son rôle a été jugé à ce point indispensable, que la loi de 1925, en a institué dans toute la France.

Son rôle relatif à l'apprentissage a été jugé si remarquable, que le projet de loi, dont nous avons parlé, reprend ses suggestions.

Mais ce n'est pas assez; nous avons vu l'action énergique menée par la Chambre de Métiers pour l'instruction de l'apprenti. Il ne suffit, pas d'éditer des prescriptions réglementant l'apprentissage au point de vue des relations entre patrons et apprentis, il faut instruire l'apprenti, car si on laisse ce soin uniquement au patron, on risque fort d'avoir de graves mécomptes.

Deux théories vont alors s'opposer:

La théorie de l'Intérieur: l'école, le livre,

La théorie de la Chambre de Métiers: l'apprentissage chez un patron, secondé par l'école professionnelle.

Certes, à l'Intérieur, l'apprenti qui travaille chez un patron, doit suivre des cours professionnels. Théoriquement cela est très beau, mais nous doutons fort que cette règle soit appliquée, et encore faut-il qu'il y ait des écoles. En effet, que voit-on à l'Intérieur dans certains gros centres: des écoles techniques ayant un atelier, les cours théoriques étant même donnés quelquefois dans un lycée voisin (n'est-ce pas le cas de la Société Industrielle de St. Quentin dont les élèves suivent certains cours au Lycée). Encore, voyons-nous ici la théorie s'appliquer à une pratique qui, quoique l'on en dise, ne vaudra jamais celle acquise dans un atelier. Mais pour l'apprenti, le véritable apprenti, où apprendra-t-il la partie théorique de son métier? A l'école technique? mais il n'y en a pas. Et l'artisanat rural?

Evidemment, rien ne répond à ces interrogations. Certes, il y a eu l'Intérieur de telles initiatives. Telle celle des industriels du Nord et spécialement ceux de la région de St. Quentin qui soutiennent la Société Industrielle, à laquelle nous ferons pourtant le reproche de vouloir trop remplacer par un atelier — école, l'apprentissage chez le patron, seul moyen d'apprendre un métier. Quant à trouver des cours locaux techniques, ces centres ruraux fondés par la Chambre de Métiers d'Alsace, l'on aura beau chercher, il n'y a rien.

Quant à la sanction de l'apprentissage, nous devons faire la même constatation négative, et l'apprenti apprendra au petit bonheur un métier qu'il ne saura que s'il tombe sur un patron conscient de son devoir, encore sera-t-il ignorant de bien des détails théoriques, ce qui par la suite pourra lui causer un grave préjudice.

L'utilité de la Chambre de Métiers ressort de la simple comparaison entre le régime local et le régime de l'Intérieur.

Organe intercorporatif, chargé de la défense des métiers d'artisanat, la Chambre de Métiers d'Alsace est un organe indispensable à la vie économique alsacienne et nous ne pouvons que désirer que les Chambres de Métiers de la loi de 1925, prennent exemple sur leurs aînées, pour avoir une action aussi efficace que la sienne au profit de l'économie française et pour le bien de l'Artisanat.

A côté de cet aspect économique existe le problème social qui préoccupe tous ceux qui sont attachés au bien public, problème qui a été des mieux compris par la Chambre de Métiers et en faveur duquel le Secrétaire Général, dans un rapport du 211e Congrès du Crédit Populaire tenu en 1932, exprime ainsi l'action de sa Compagnie :

« Nous sommes partisans de la collaboration des classes et
« adversaires de la lutte des classes. Nous aurions donc mauvaise
« grâce à élever des barrières entre le petit et le moyen et grand
« patronat entre l'artisan, l'industriel et le commerçant. Notre doctrine sociale réunit au contraire toutes les classes moyennes en une
« communauté d'idées et d'intérêts, basée sur la valeur et le travail
« de l'homme, sur la liberté individuelle, l'ordre social et le respect
« de la propriété. C'est en ce sens que l'Artisanat alsacien désire
« collaborer avec toutes les forces positives et constructives de la
« Nation pour réaliser, dans la démocratie politique, la démocratie
« économique. »

Et, une fois de plus, l'Alsace aura bien travaillé pour la France.

BIBLIOGRAPHIE

Textes législatifs et règlementaires des législations allemande et française, en ce qui concerne les Corporations, la Chambre de Métiers, les associations, la coopération, l'organisation judiciaire, l'organisation commerciale, etc.

Rapports et comptes-rendus de la Chambre de Métiers d'Alsace.

Otto Mayer : Le droit administratif allemand.

Molitor Stiève : A.G.B. G.B.

Loening : Deutsches Verwaltungsrecht.

Molitor Stiève : Das Gesetz, betr. die Ausführung des B.G.B. in E.L., Strassburg 1912.

Otto Mayer : Deutsches Verwaltungsrecht, München u. Leipzig.

Rosin : Das Recht der öffentlichen Genossenschaften.

Laband : Das deutsche Reichsstaatsrecht,

Jellinek : Das Recht des mod. Staates, ed. 1905.

— id. — Das System d. subj. öffentl. Rechte, ed. 1905.

Niboyet : Répertoire pratique de droit et de jurisprudence d'Alsace et de Lorraine,

Ducrocq et Barilleau : Cours de droit administratif et de législation française des finances,

Jéze : Cours de droit public 1926,

Appleton : Le Contentieux administratif,

Hauriou : Précis du droit public,

Duguit : Droit Constitutionnel,,

Lyon Caen et L. Renault : Droit commercial,

Carré de Malberg : Théorie Générale de l'Etat,

Milfort : Essai sur la situation juridique des Chambres de Métiers locales (Thèse).

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS**INTRODUCTION****Titre I****L'organisation Artisanale en droit local.****Chapitre I — Les Corporations.****Avant-Propos****Section 1 Historique.****Section 2 Situation juridique des Corporations.**

- 1° Situation juridique au regard du droit local
- 2° Situation juridique au regard du droit local français

Section 3 Les Corporations libres.

- 1° Mission de la Corporation
- 2° Fondation de la Corporation libre
- 3° Organisation des Corporations libres
- 4° Ressources de la Corporation
- 5° Commission des Compagnons
- 6° Les Autorités de surveillance
- 7° Fin de la Corporation libre
- 8° Le Pouvoir judiciaire de la Corporation
- 9° Statistiques

Section 4 Les Corporations obligatoires.

- 1° Mission des Corporations
- 2° Fondation de la Corporation obligatoire
- 3° Organisation de la Corporation obligatoire
- 4° Ressources de la Corporation obligatoire
- 5° Les Autorités de surveillance
- 6° Fin de la Corporation obligatoire
- 7° Mutation de la Corporation libre en Corporation obligatoire
- 8° Statistiques

Section 5 Les Groupements de Corporations.

- 1° Les Délégations corporatives
- 2° Les Fédérations de corporations
- 3° Statistiques

Chapitre II — Les Formations annexes.**Section 1 Les Associations.**

- 1° L'Association Artisanale
- 2° La Charte de l'Association
 - 1) Liberté d'association
 - 2) Capacité juridique de l'Association
- 3° Statistiques

Section 2 La Coopération.

- 1° La Coopérative artisanale
- 2° Les Coopératives de la loi locale
- 3° Statistiques

Chapitre III — Statistiques Récapitulatives.**Titre II****Les Chambres de Métiers.****Avant-Propos****Chapitre I — Situation juridique de la Chambre de Métiers.****Section 1 Situation de la Chambre de Métiers.**

- 2 La Chambre de Métiers en droit local.
- 3 La Chambre de Métiers en droit français.

Chapitre II — Mission de la Chambre de Métiers.**Section 1 Développement des idées de solidarité**

- 2 Développement des idées de solidarité
- 3 Action consultative, économique et sociale
 - 1° Action Consultative
 - 2° Action Economique
 - 3° Action Sociale

Chapitre III — Organisation de la Chambre de Métiers.**Section 1 Fondation de la Chambre de Métiers.**

- 1° Circonscription Administrative
- 2° Statuts
- 3° Les Membres et leur élection

Section 2 Organisation de la Chambre de Métiers.

- 1° Assemblée plénière de la Chambre de Métiers
- 2° Les Sections
- 3° Le Conseil d'Administration
- 4° Les Commissions
- 5° Le personnel de la Chambre de Métiers

Section 3 Organisation Financière.

- 1° Le Budget
- 2° La Taxe des Chambres de Métiers
- 3° Règles d'Administration

Chapitre IV — Les Autorités Administratives.**Section 1 Pouvoirs organiques.**

- 2 Droits de Surveillance.
- 3 Pouvoirs répressifs.
- 4 Droits de décision en matière de recours.

Chapitre V — Le Contentieux.**Section 1 Le Conseil d'Etat et le Contentieux de la Chambre de Métiers.**

- 2 Des litiges nés de la Chambre de Métiers.
 - 1° Contentieux réservé aux Tribunaux Administratifs.
 - A) Contentieux de l'annulation
 - B) Contentieux de pleine juridiction
 - C) Compétence du Tribunal Administratif d'Alsace et de Lorraine.
 - 2° Contentieux réservé aux Tribunaux civils.

Titre III**La réglementation de l'apprentissage artisanal en droit local****Chapitre I — L'orientation Professionnelle.****Chapitre II — L'Apprentissage.****Section 1 Définition et Pénalités.**

- 2 Le Règlement d'Apprentissage.
- 3 De quelques règles du Règlement d'Apprentissage.
 - 1° Indemnité des Apprentis
 - 2° Droit d'association et de grève des Apprentis

Section 4 La Formation théorique de l'Apprenti.

- 5 Sanctions assurant le fonctionnement de l'Apprentissage.
- 6 Statistiques.
 - Durée de l'apprentissage.
 - Effectifs.
 - Surveillance de l'Apprentissage.

Annexe — Un Projet de Loi

(Modification de la Loi du 20 Mars 1928)

Chapitre III — Le Compagnonnage.

Section 1 L'Examen de Compagnon.

1° L'Examen de Compagnon

2° Statistiques

Section 2 Le Compagnon.

Chapitre IV — La Maîtrise.

Section 1 L'Examen de Maîtrise.

1° L'Examen

2° Statistiques

Section 2 Le Maître.

Conclusion.

G. DATY

—
L'ARTISANAT EN ALSACE

Achevé d'imprimer par
„LES EDITIONS D'ALSACE“
(Messager de Colmar)
à COLMAR

le 30 Janvier Mil neuf cent trente trois

